



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

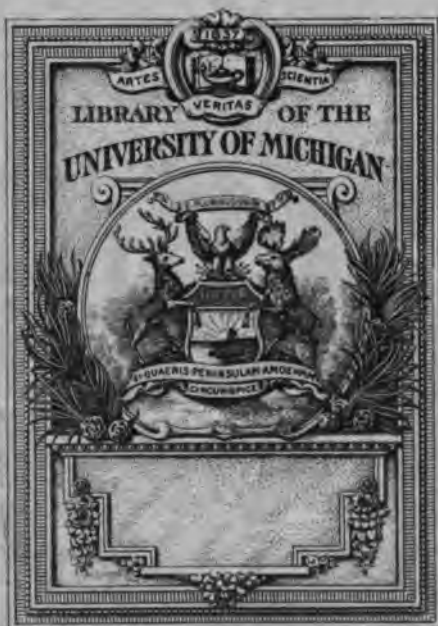
À propos du service Google Recherche de Livres

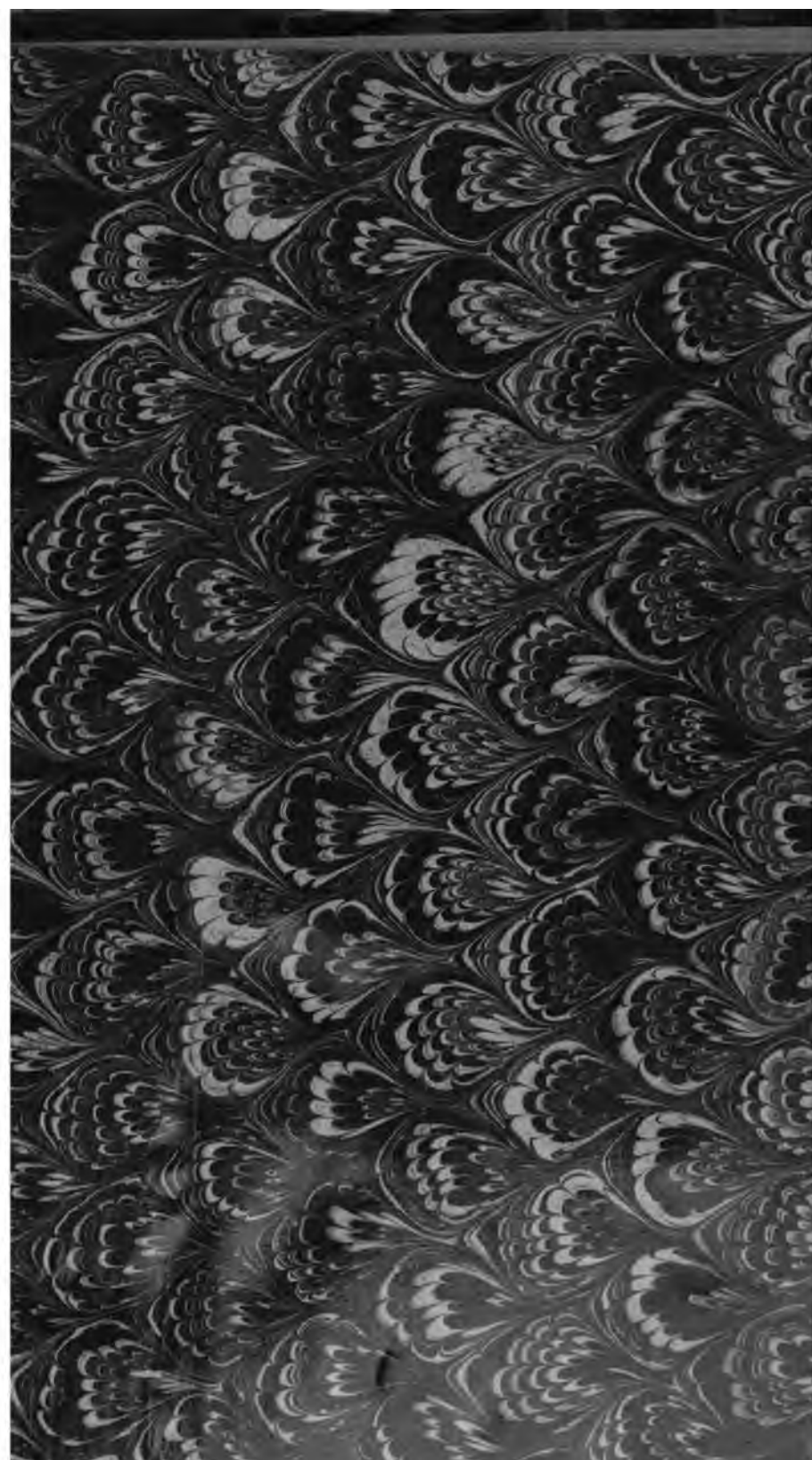
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B

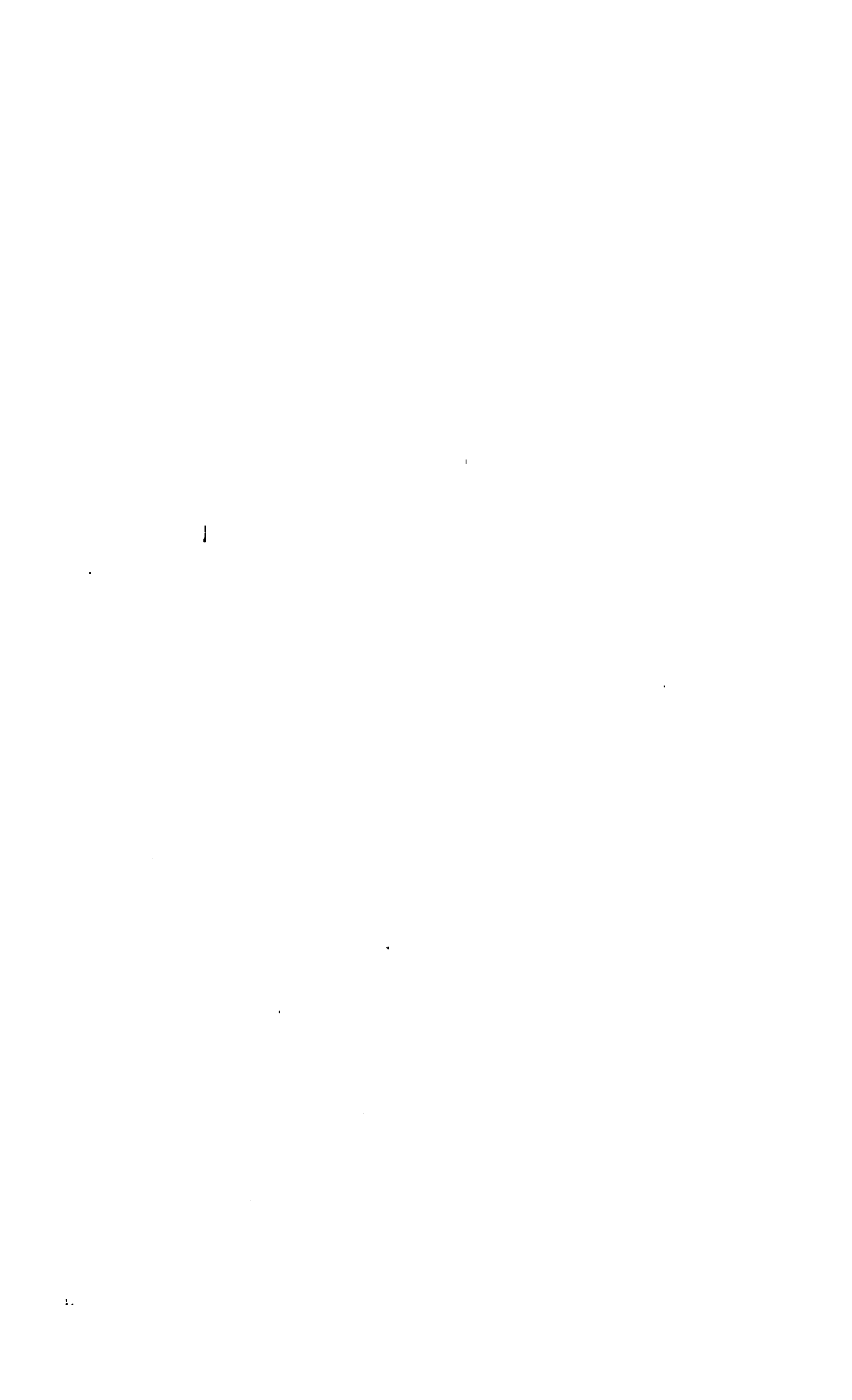
926,439







W A
506
11493
C17



RECUEIL COMPLET
DE TRAITÉS.

DU MÊME AUTEUR :

HISTOIRE DES PROGRÈS DU DROIT DES GENS EN EUROPE ET EN AMÉRIQUE, DEPUIS LA PAIX DE WESTPHALIE JUSQU'A NOS JOURS, d'après WHEATON; augmentée d'un Appendice. 2 vol. in-8°. — Paris, 1861.

UNE PAGE DE DROIT INTERNATIONAL, ou l'Amérique du Sud devant la science du droit des gens moderne; 1 vol. in-8°. — Paris, 1864.

ANNALES HISTORIQUES DE LA RÉVOLUTION DE L'AMÉRIQUE LATINE, accompagnées de documents à l'appui. — De l'année 1808 jusqu'à la reconnaissance par les Etats européens de l'indépendance de ce vaste continent. — En vente, les cinq premiers volumes et sous presse le sixième. — Paris, 1864-1867.

AMÉRIQUE LATINE.

RECUEIL HISTORIQUE

COMPLET

DES TRAITÉS,

39213

CONVENTIONS, CAPITULATIONS, ARMISTICES, QUESTIONS DE LIMITES
ET AUTRES ACTES DIPLOMATIQUES ET POLITIQUES

DE TOUS LES ÉTATS

Compris entre le golfe du Mexique et le cap de Horn.

DEPUIS L'ANNÉE 1493 JUSQU'A NOS JOURS,

PAR

M. CHARLES CALVO.

PREMIÈRE PÉRIODE.

TOME ONZIÈME.

PARIS,

LIBRAIRIES DE

A. DURAND, | FRANÇOIS BRACHET, | M^{me} DENNÉ-SCHMIDT,
Rue Cojas, 7. | Rue de l'Abbaye, 8. | Rue Favart, 4.

ESPAGNE,

BUÉNOS-AYRES,

LIBRAIRIE

A LA LIBRAIRIE

DE C. BAILLY-BAILLIÈRE,

DE LA VICTOIRE,

Madrid, plaza del Principe D. Alfonso, 8

Calle de la Florida, 46.

1868.

TOUS DROITS RÉSERVÉS.







CRISTÓBAL COLON.



ORÍGEN DE COLON.

Apuntacion en que se expresa la patria del almirante D. Cristóbal Colon, el ejercicio que tuvo en los años anteriores al descubrimiento de las Indias, y lo ocurrido durante su primer viaje y el asiento que hizo con los reyes católicos. 1492.

Cristóbal Colon, natural de Cugureo, ó de Nervi, aldea de Génova, descendiente de los Pelestres de Plasencia, fué marino en Suria, despues maestro de cartas de marear, vino á Portugal, casó allí ó en la isla de la Madera, vino á su casa un maestro de una carabela que habia descubierto las Indias y murió en ella: de las escrituras tuvo Colon noticia de las Indias, trató del descubrimiento de ellas con el rey Enrique VII de Inglaterra, adonde envió á su hermano Bartolomé Colon, y despues con el rey Don Alonso V de Portugal, y no siendo admitido, tratólo en Pálos con Martin Alonso Pinzon, y fray Juan Pérez de Marchena, franciscano en el monasterio de la Rabida, que le animó lo tratase con D. Enrique de Guzman, duque de Medina Sidonia, y D. Luis de la Cerda, duque de Medinaceli; no lo admitieron: escribió fray Juan á fray Hernando de Talavera, confesor de la reina, entró Colon en la corte el año de 1486, no fué oido sino de Alonso de Quintanilla, contador mayor, y despues por me-

Origen de Colon
y su familia.

Colon trata con
el rey Enrique, etc.

Entrada de Colon
en la corte.

1492.

Sale de Pálos
con 3 carabelas.

Islas que descubrió.

Vuelto á Pálos
en 50 dias.Donacion hecha
por el papa
á los
reyes católicos.

dio del cardenal D. Pedro Jiménez fué oído de los reyes; concertaron con él que fuese á descubrir sin perjuicio del rey de Portugal y llevase la décima parte de lo que ganase; hízose el asiento en Santa Fe y el privilegio en Granada en 30 de abril de 1492; Luis de San Ángel, escribano de rentas, prestó para este efecto 160 ducados. Partió de Pálos en tres carabelas, llevando por pilotos de ellas á tres hermanos Pinzones y á Bartolomé Colon. El viérnes 3 de agosto de 1492, pasó por la Gomera; descubrió tierra de Guanahani, una de las islas Lucayas, en 11 de octubre de 1492; de allí fueron á Barucoa, puerto de Cuba, volvieron á Haití, desembarcó en Puerto Real, tomó amistad con Guacanagari, cacique, rescató, hizo un castillo, dejó en él 38 Españoles, por capitán á Rodrigo de Arana, Cordobes: volvió á Pálos en 50 dias, llegó á Barcelona, donde estaban los reyes, á 3 de abril de 1493; confirmaron los reyes á Colon la décima parte, hicieronle almirante, á su hermano adelantado, dieronle armas, hicieronle sentar. A Rodrigo de Triani, el primer marinero que dijo *tierra*, no se le hizo merced: fué á Berbería y renegó.

El papa Alejandro VI hizo donacion á los reyes de Castilla de las Indias (1).

MOTIVOS DEL PRIMER VIAJE DE COLON.

Relacion sucinta del origen, patria y circunstancias del almirante D. Cristóbal Colon y de los motivos y forma que tuvo en el primer viaje para el descubrimiento de las Indias, con expresion de los pilotos que llevó consigo, y del nombre de las tres carabelas de que se componia su armada, etc.

Nacimiento
de Colon.

Cristóbal Colon, natural de Cugureo, que es un lugar cerca de la ciudad de Génova en Italia, varon de honestos parientes y

(1) Archivo de Indias.

vida, gran cosmógrafo, cuyo origen es de la ciudad de Plasencia en Lombardía, del antiguo y noble linaje de Pedestrel; habiendo pasado en Levante y andado lo mas del mar Mediterráneo, donde aprendió la navegacion y ejercicio de ella, deseando ver el mar Océano, se fué á Portugal y vivió en la ciudad de Lisboa; y ora fuese por lo que se quiere decir de aquella carabela que desde España pasaba á Inglaterra con mercaderías y bastimentos que con tiempos contrarios hubo de correr al Poniente, y tantos dias que llegó á reconocer algunas de las islas que están cerca de esta Española, y haber salido en tierra y visto gente desnuda, y que cesados los vientos volvió y fué á Portugal, y que en el camino se murieron los mas que iban en la carabela, que no salieron sino el piloto y tres ó cuatro marineros, y tan dolientes que á pocos dias murieron, del cual piloto era amigo el Cristóbal Colon, y entendió de él lo que le habria sucedido; y muerto, quedó este secreto en solo el Cristóbal Colon; ó que fuese por ser tan gran cosmógrafo, y por las autoridades y lo que escribió Aristóteles, Solinio, Plinio, y alcanzar el secreto del arte de navegar, trabajó por medio de Bartolomé Colon, su hermano, con el rey Enrique VII de Inglaterra, que le favoreciese y armase para descubrir estos mares, ofreciéndose á darle muchos tesoros y acrecentamiento de su corona, lo cual el rey de Inglaterra no aceptó, ántes se burló de lo que decia Colon, el cual viendo que el rey de Inglaterra no le acogia y recibia lo que así le ofrecia, trató lo mismo con el rey Don Juan en Portugal, y el rey no le quiso ayudar, ni dió crédito á lo que decia, y de allí vino á España, y lo ofreció á los católicos reyes Don Fernando y Doña Isabel, y habiendo andado mucho tiempo tratando de este negocio, porque no se le daba crédito y se tenia por vano lo que decia, en fin al cabo de mas de seis años se le comenzó á dar algun crédito, y el año de 1492, teniendo cercada la ciudad de Granada desde el campo donde tenian su cuartel real, le despacharon y mandaron dar sus reales cédulas, para que en Andalucía le diesen tres carabelas como él las pidió con la gente y bastimentos necesarios; y este asiento y capitulacion que los reyes tomaron sobre este descubrimiento,

1492.

Su origen.

Colon
pasa á Portugal.Origen probable
del descubrimiento
de las
islas orientales
de América.Que da Colon
dueño
del secreto.Fué á España
y se ofrece
á los
reyes católicos.Le dan
tres barcos, etc.

1492.	pasó ante el secretario Juan de Colona en 17 de abril del dicho año de 1492, y tomado su despacho se fué á la villa de Pálos de Moguer, para principiar su viaje, y desde allí con tres carabelas, la mayor llamada la <i>Gallega</i> , y las otras dos, la una llamada la <i>Pinta</i> , y la otra la <i>Martinez</i> , estando bastecidas y armadas conforme á la capitulacion, salió del puerto, dando principio al primero viaje y descubrimiento de las Indias, viénes tres dias de agosto de 1492; de estas tres carabelas era capitana la <i>Gallega</i> : iban por capitanes de la una Martin Alonso Pinzon, y de la otra Francisco Martin Pinzon, con el cual iba Vicente Yáñez Pinzon, todos tres capitanes hermanos, naturales de Pálos, y serian por todos hasta 120 hombres, y tomaron su derrota para las islas de Canaria, y llegado tomó allí refresco, lo que convino para seguir su viaje, y en seis dias del mes de setiembre del mismo año de 1492 partió de la isla de Gomera, y habiendo andado muchos dias y con muchos trabajos, navegando por el mar Océano, en ocho dias del mes de octubre del dicho año, se vió y descubrieron la isla que llaman los Indios Guanahani de la parte del norte: esta es una de las que se dicen de las Lucayas, y allí el almirante y los que con él iban hubieron noticia de la isla de Cuba, y como parecieron luego muchas isletas que están en torno de Guanahani, las llamaron las Princesas, y de allí fué á la isla de Cuba, al puerto de Barucoa, que es de la banda del Norte; y saltando en tierra con algunos cristianos, preguntando á los Indios por Lipango, por señas le respondian y señalaban que era esta isla de Haití, y así el almirante con las otras carabelas, guiado por los Indios, de los cuales algunos de su voluntad se entraron en los navíos, fué á la dicha isla de Haití, y de la banda del Norte surgió en un muy buen puerto, al cual llamó Puerto Real, y allí salió el almirante con toda su gente, y vinieron muchos Indios de paz á hablar, y trataron los cristianos, y luego se trató la paz ó amistad con Guacanagari, que era el rey y señor de aquella tierra, y él vino á ella muy de voluntad, y se vió con el almirante y con los cristianos, muy doméstica y continuamente. Viendo el almirante que esta gente era doméstica, hizo hacer un castillo cuadrado á manera de palenque,
Salí del puerto de Pálos.	
Triplacion.	
Salí de la isla de Gomera.	
Descubrimiento de la isla Guanahani	
Islas Princesas.	
Isla de Cuba.	
Isla de Haití	
El rey Guacanagari.	
Colón hizo construir un castillo.	

de la madera de una de las carabelas que á la entrada en el puerto habia tocado en la tierra y abiértose, y dejó en él 38 hombres, con órden de lo que habian de hacer entretanto que él volvía á España con las buenas nuevas.

1492.

Tardó el almirante en reconocer la primera tierra de estas Indias, desde que partió de España, casi tres meses, y en lo que allá se detuvo y en volver á España, otros tres meses (1).

TÍTULOS Y PRIVILEGIOS

ACORDADOS Á COLON POR LOS REYES CATÓLICOS.

Título expedido por los reyes católicos, en Granada á 30 de abril de 1492, á D. Cristóbal Colon, de almirante, visorey y gobernador de las islas y tierra firme que descubriese en la mar Océana, en el viaje á que por mandado de sus Católicas Majestades iba con ciertas fustas. Y á continuacion la confirmacion de los privilegios contenidos en el dicho título, dada á su regreso del mencionado viaje por los mismos señores reyes, en Barcelona, á 28 de mayo de 1493.

En el nombre de la Santa Trinidad, é eterna unidad, Padre, é Hijo, é Espíritu Santo, tres personas realmente distintas é una esencia divina, que vive é reina por siempre sin fin, é de la bienaventurada Virgen gloriosa santa María, nuestra Señora, su madre, á quien nos tenemos por señora é por abogada en todos los nuestros fechos, é honra é reverencia suya, é del bienaventurado apóstol señor Santiago, luz é espejo de las Españas, patron é guiador de los reyes de Castilla é de Leon, é ansi mesmo honra é reverencia de todos los otros santos é santas de la corte celestial.

Relacion
del dicho título.

Porque, aunque segun naturaleza no puede el home complida-

(1) Hállase en una apuntacion simple, sin expresion de año, en letras de mediados del siglo XVI, en el archivo general de Indias de Sevilla, entre los papeles que vinieron del de Simáncas, legajo 10 de relaciones y descripciones. Confrontóse en 13 de marzo de 1794.

1492. mente conocer qué cosa es Dios, por el mayor conocimiento que de el mundo puede haber, puédelo conocer veyendo é contemplando sus maravillas é obras é fechos que fizo é face de cada dia, pues que todas las obras por su poder son fechas é por su saber gobernadas é por su bondad mantenidas, é así el home puede entender que Dios es comienzo é medio é fin de todas las cosas, é que en él se encierran, y él mantiene á cada una en aquel estado que las ordenó, é todas le han menester y él no ha menester á ellas, y él las puede mudar cada vez que quisiere segun su voluntad, y no puede caber en él que se mude ni se cambie en alguna manera, y él es dicho Rey sobre todos los reyes, porque dél han ellos nombre é por él reinan, y él los gobierna y mantiene, los cuales son vicarios suyos cada uno en su reino, puestos sobre las gentes por los mantener en justicia y en verdad temporalmente; lo cual se muestra complidamente en dos maneras: la una de ellas es espiritual, segun lo mostraron los profetas y los santos á quien dió Nuestro Señor gracia de saber las cosas ciertamente, é las hacer entender; la otra manera segun natura, así como lo mostraron los hombres sabios que fueron conocedores de las cosas naturalmente.

Alabanzas á Dios,
Rey de los reyes.

El rey
es puesto
en la tierra
en lugar de Dios.

Los reyes
son cabeza
del reino.

É á los santos dijeron que el rey es puesto en la tierra en lugar de Dios para cumplir la justicia, é dar á cada uno su derecho, é por ende le llamaron corazon é alma del pueblo; é así como el alma está en el corazon del home, é por él vive el cuerpo é se mantiene, así en el rey está la justicia que es vida é mantenimiento del pueblo de su señorío; é así como el corazon es uno, é por él resciben todos los otros miembros unidad para ser un cuerpo, bien así todos los del reyno maguer sean muchos son uno, porque el rey debe ser y es uno, é por esto deben ser todos uno como él, para le servir y ayudar en las cosas que ha de hacer. É naturalmente dijeron los sabios que los reyes son cabeza del reino, porque como de la cabeza nacen los sentidos, porque se mandan todos los miembros del cuerpo, bien así por el mandamiento que nace del rey, que es señor é cabeza de todos los del reino, se deben mandar é guiar, é lo obedecer, etc.

Tan grande es el dicho del poder de los reyes, que todas las leyes é los derechos tiene só su poderío, porque aquel no lo han de los hombres, mas de Dios, cuyo lugar tienen en las cosas temporales, al cual entre las otras cosas principalmente pertenece amar é favorecer, é guardar sus pueblos, y entre los otros señaladamente debe tomar é pesar los que lo merezcan por sus servicios que le hayan fecho, é por ende el rey ó el príncipe, entre los otros poderes que há, no tan solamente puede, mas debe facer gracias á los que las merescen por sus servicios que le hayan fecho, é por bondad que halle en ellos.

Sus obligaciones.

É porque entre las otras virtudes nexas á los reyes, segun dijeron los sabios, es la justicia, la cual es virtud é verdad de las cosas, por la cual mejor é mas enderezadamente se mantiene el mundo, y es así como fuente donde manan todos los derechos é duran por siempre en las voluntades de los homes justos é nunca desfallece, é da é reparte á cada uno igualmente su derecho, é comprende en sí todas las virtudes principales, y nace de ella muy gran utilidad, porque hace vivir cuerdamente é en par á cada uno segun su estado sin culpa é sin yerro; é los buenos se hacen por ella mejores, é rescibiendo galardones por los bienes que hicieron, é los otros por ella se enderezan é enmiendan; la cual justicia tiene en sí dos partes principales: la una es comutativa, que es entre un home é otro; la otra es distributiva, en la cual consiguen los galardones é remuneraciones de los buenos é virtuosos trabajos é servicios que los buenos hacen á los reyes é príncipes en la causa pública de sus reinos. É porque, segun dicen las leyes, dar galardón á los que bien é lealmente sirven es cosa que conviene mucho á todos los homes, mayormente á los reyes é príncipes é grandes señores que tienen poder de lo facer, é á ellos es propia cosa honrar é sublimar á aquellos que bien é lealmente los sirven, é sus virtudes é servicios lo merezcan, y en galardonar los buenos fechos, los reyes que lo hacen muestran ser conocedores de la virtud, otrosí justicieros, é á la justicia no es tan solamente en escarmentar los malos, mas aun en galardonar los buenos, é demas de esto, nace de ella otra gran utilidad, porque da voluntad

Los reyes
deben
ser justicieros.

1492.

á los buenos para ser mas virtuosos, é á los malos para enmendarse, é cuando así no se hace, podria acaescer por contrario, é porque entre los galardones é remuneraciones que los reyes pueden facer á los que bien é lealmente les sirven, es honrarlos é sublimarlos entre los otros de su linaje, é los ennoblecer é decorar é honrar é les facer otros muchos bienes é gracias é mercedes.

Carta
de privilegio
á favor de Colón
y su contenido.

Por ende, considerando é acatando lo susodicho, queremos que sepan por esta nuestra carta de privilegio, ó por su traslado signado de escribano público, todos los que agora son y serán de aquí adelante, como nos Don Fernando é Doña Isabel, por la gracia de Dios, rey y reina de Castilla, de Leon, de Aragon, de Sicilia, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Córdoba, de Córcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algeciras, de Gibraltar é de las islas de Canaria, conde é condesa de Barcelona, señores de Vizcaya é de Molina, duques de Atenas é de Neopatria, condes de Ruissellon é de Cerdania, marqueses de Oristan é de Gociano; vimos una carta de merced firmada de nuestros nombres é sellada de nuestro sello fecha en esta guisa:

Descripcion
de la carta
de gracia.

Don Fernando é Doña Isabel, por la gracia de Dios, rey é reina de Castilla, de Leon, de Aragon, de Sicilia, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Córcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algeciras, de Gibraltar é de las islas de Canaria, conde é condesa de Barcelona, é señores de Vizcaya é de Molina, duques de Atenas é de Neopatria, condes de Ruisellon é de Cerdania, marqueses de Oristan é de Gociano: Por cuanto vos D. Cristóbal Colon vades por nuestro mandado á descubrir é ganar con ciertas justas muestras, é con nuestras gentes, ciertas islas é tierra firme en la mar Océana, é se espera que con la ayuda de Dios se descubrirán é ganarán algunas de las dichas islas é tierra firme en la dicha mar Océana, por vuestra mano é industria, é así es cosa justa é razonable que pues os ponéis al dicho peligro por nuestro servicio, seádes de ello remunerado; é queriéndoos honrar é facer merced por lo susodicho,

Órdenes
dadas
por los reyes
á Colón.

es nuestra merced é voluntad que vos el dicho Cristóbal Colon, despues que hayáis descubierto é ganado las dichas islas é tierra firme en la dicha mar Océana ó cualesquier de ellas, que seades nuestro almirante de las dichas islas é tierra firme que así descubriéredes é ganáredes, é seádes nuestro almirante é visorey é gobernador en ellas, é vos podádes dende en adelante llamar é intitular don Cristóbal Colon, é así vuestros hijos é sucesores en el dicho oficio é cargo se pueden intitular é llamar don é almirante, é visorey é gobernador de ellas, é para que podádes usar é ejercer el dicho oficio de almirantazgo con el dicho oficio de visorey é gobernador de las dichas Indias, islas é tierra firme que así descubriéredes é ganáredes por vos é por vuestros lugares tenientes, é oir é librar todos los pleitos é causas civiles é criminales tocantes al dicho oficio de almirantazgo, é visorey é gobernador, segun falléredes por derecho, é segun lo acostumbra usar y ejercer los almirantes de nuestros reinos, é podádes punir é castigar los delincuentes, é usédes de los dichos oficios de almirantazgo é visorey é gobernador é vos é vuestros dichos lugares tenientes, en todo lo que á los dichos oficios é cada uno de ellos es anexo é concerniente, é que hayádes é llevédes los derechos é salarios á los dichos oficios é á cada uno de ellos anexos é concernientes é pertenecientes, segun é como los llevan é acostumbran llevar el nuestro almirante mayor en el almirantazgo de nuestros reinos. É por esta nuestra carta ó su traslado signado de escribano público, mandamos al príncipe Don Juan, nuestro muy caro é muy amado hijo, y á los infantes, duques, prelados, marqueses, condes, maestros de las órdenes, priores, comendadores, é á los del nuestro consejo, oidores de la nuestra audiencia, allides é otras justicias cualquier de la nuestra casa y corte é chancillería, é á los subcomendadores, allides de los castillos é casas fuertes é llanas é á todos los consejos é asistentes é regidores é allides é alguaciles, merinos veinte é cuatro caballeros jurados, escuderos, oficiales é homes buenos de todas las ciudades é villas é lugares de los nuestros reinos é señoríos é de los que vos conquistáredes é ganáredes, é á los capitanes é maestros é contramaestres

1492.

Gracia
concedida
por los reyes
á Colon.

Diferentes
privilegios.

Sueldos.

Orden
dada
á las autoridades
del reino.

1492.

Así como
á todos los oficiales
de mar
y tierra.

Gracias,
mercedes, etc.,
pertenecientes
á Colon.

Orden
dada al canceller
y otros oficiales
del reino.

é oficiales, marineros é gentes de la mar nuestros súbditos é naturales que agora son é serán de aquí adelante, é á cada uno é cualquier de ellos; que siendo por vos descubiertas é ganadas las dichas islas é tierra firme en la dicha mar Océana, é fecho por vos ó quien vuestro poder hubiere el juramento é solemnidad que en tal caso se requiere, vos hayan é tengan, dende en adelante para en toda vuestra vida, é despues de vos, á vuestro hijo é subcesor, é de subcesor en subcesor, para siempre jamas, por nuestro almirante de la dicha mar Océana, é por virey é gobernador de las dichas islas é tierra firme que vos el dicho D. Cristóbal Colon descubriéredes, é ganáredes, é usen con vos é con los dichos vuestros lugares tenientes que en los dichos oficios de almirantazgo é visorey é gobernador pusiéredes, en todo lo á ellos concerniente, é vos rindan é fagan rendir con la quitacion é derechos é otras cosas á los dichos oficios anexos é pertenecientes, é vos guarden é fagan guardar todas las honras é gracias é mercedes é libertades é preheminencias, prerogativas, exenciones, inmunidades, é todas las otras cosas é cada una de ellas que por razon de los dichos oficios de almirante é visorey é gobernador debe de haber é gozar, é vos deben ser guardadas en todo, bien é cumplidamente en guisa que vos no mengüe ende cosa alguna, é que en ello ni en parte de ello embargo ni contradiccion alguna vos no pongan, ni consientan poner, ca nos por esta nuestra carta desde agora para entónces vos facemos merced de los dichos oficios de almirantazgo é visorey é gobernador, por juro de heredad para siempre jamas; é vos damos la posesion é casi posesion de ellos, é de cada uno de ellos, é poder é autoridad para los usar é ejercer é llevar los derechos é salarios á ellos é cada una de ellos anexos é pertenecientes, segun é como dicho es: sobre lo cual todo lo que dicho es, si necesario vos fuese é se lo vos pidiéredes, mandamos al nuestro canceller é notarios é los otros oficiales que están á la tabla de los nuestros sellos que vos den é libren é pasen, sellen nuestra carta de privilegio rodado, la mas fuerte é firme é bastante que les pidiéredes é hoviédeses menester, é los unos ni los otros non fagádes ni

fagan en deal por alguna manera, so pena de la nuestra merced é de diez mil maravedises para la nuestra cámara á cada uno que lo contrario fiziere; é demas mandamos al home que les esta nuestra carta mostrase que los emplace que parescan ante nos en la nuestra corte, do quier que nos seamos, del dia que los emplazáre en quince dias primeros siguientes só la dicha pena; só la cual mandamos á cualquier escribano público que para esto fuere llamado que de ende al que se la mostráre testimonio signado con su signo, porque nos sepamos cómo se cumple nuestro mandado.

1492.

Dada en la nuestra ciudad de Granada, á treinta dias del mes de abril, año del nacimiento de nuestro Salvador Jesucristo de mil é cuatrocientos é noventa é dos años.

Yo el REY.

Yo la REINA.

Yo Juan DE COLOMA, escribano del rey
é de la reina, nuestros señores, la
fice escribir por su mandado.

Acordada en forma : RODRÍGUEZ, doctor. — Registrada. Sebastian DE OLANO. — FRANCISCO DE MADRID, canceller.

Testigos.

É agora porque pulgó á Nuestro Señor que vos fallases las muchas de las dichas islas, é esperamos con la ayuda suya que hallaréis é descubriréis otras islas é tierra firme en el dicho mar Océano á la parte de las dichas Indias, nos suplicastes é pedistes por merced que vos confirmásemos la dicha nuestra carta que de suso va incorporada, é en la merced en ella contenida, para que vos é vuestros hijos é descendientes é subcesores, uno en pos de otro, é despues de vuestros dias, podades, tengades los dichos oficios de almirante é visorey é gobernador del dicho mar Océano é islas é tierra firme que así habéis descubierto é fallado é descubriéredes é fallares de aquí adelante, con todas aquellas facultades é prehemинencias é prerogativas de que han gozado é gozan los nuestros almirantes é visoreyes é gobernadores que han sido é son de los dichos nuestros reinos de Castilla, de Leon, é vos sea acudidos con los derechos é sa-

Suplemento
á la dicha
carta de gracia.

Confirmacion
de las gracias
y privilegios.

1493.

larios á los dichos oficios anexos é pertenecientes, usados é guardados á los dichos nuestros almirantes é visoreyes é gobernadores ; á vos mandamos proveer como la nuestra merced fuese.

Tenor
in la confirmacion
de los privilegios
dichos.

È nos acatando el arrisco é peligro en que por nuestro servicio vos posistes en ir á catar é descubrir las dichas islas, é en el que agora vos ponéis en ir á buscar é descubrir las otras islas é tierra firme, de que habemos sido é esperamos ser de vos muy servidos, é por vos facer bien é merced, por la presente vos confirmamos á vos é á los dichos vuestros hijos é descendientes é subcesores, uno en pos de otro, para agora é para siempre jamas, los dichos oficios de almirante del dicho mar Océano, é de visorey é gobernador de las dichas islas é tierra firme que habéis hallado é descubierto, é de las otras islas é tierra firme que por vos ó vuestra industria se hallare é descubriere de aquí adelante en la dicha parte de las Indias.

Voluntad
de los reyes
acercá de dichas
gracias, etc.

Límites
del almirantazgo
concedido
á Colon.

È es nuestra merced é voluntad que hallades é tengades vos é despues de vuestros dias vuestros hijos é descendientes é subcesores, uno en pos de otro, el dicho oficio de nuestro almirante del dicho mar Océano que es nuestro, que comienza por una raya ó línea que nos habemos fecho marcar, que pasa desde la isla de los Azores á la isla del Cabo Verde, del septentrion en austro, de polo á polo, por manera que todo lo que es allende de la dicha línea al occidente, es nuestro é nos pertenece, é vos facemos é creamos nuestro almirante é á vuestros hijos é subcesores uno en pos de otro de todo ello para siempre jamas, é asimismo vos facemos nuestro visorey é gobernador, é despues de vuestros dias á vuestros hijos é descendientes é subcesores uno en pos de otro, de las dichas islas é tierra firme descubiertas é por descubrir en el dicho mar Océano, á la parte de las dichas Indias, como dicho es.

Posesion
que se da á Colon

Facultades
conferidas
á Colon.

È vos damos la posesion é casi posesion de todos los dichos oficios de almirante é visorey é gobernador para siempre jamas, é poder é facultad para que en las dichas mares podades usar y ejercer é usedes del dicho oficio de nuestro almirante en todas las cosas, é en la forma é manera é con las prerogativas é preeminencias é derechos é salarios, segun é como lo usaron

é usan é gozaron é gozan los nuestros almirantes de las mares de Castilla é de Leon; é para en la tierra de las dichas islas é tierra firme que son descubiertas é se descubrieren de aquí adelante en la dicha mar Océana en la dicha parte de las Indias, porque los pobladores de todo ello sean mejor gobernados, vos damos tal poder é facultad, para que podades, como nuestro visorey é gobernador, usar por vos é por vuestros lugares tenientes é allides é alguaciles é otros oficiales que para ello posiéredes, la jurisdiccion civil é criminal alta é baja, mero-mixto imperio, los cuales dichos oficiales podades remover é quitar é poner otros en su lugar cada é cuando que quisiéredes é viéredes que cumple á nuestro servicio : los cuales puedan oir é librar é determinar todos los pleitos é causas civiles é criminales que en las dichas islas é tierra firme acaescieren é se movieren, é haber é llevar los derechos é salarios acostumbrados en nuestros reinos de Castilla é de Leon á los dichos oficios anexos é pertenecientes, é vos el dicho nuestro visorey é gobernador podáis oir é conocer de todas las dichas causas é de cada una de ellas cada que vos quisiéredes de primera instancia, por via de apelacion ó por simple querella, é las ver é determinar é librar como nuestro visorey é gobernador.

1493.

Jurisdiccion
que se le concede
á Colon.

Salarios
que se le concede.

É podades facer é fagades vos é los dichos vuestros oficiales cualesquier pesquisas á los casos de derecho, premisas, é de todas las otras cosas á los dichos oficios de visorey é gobernador pertenecientes : é que vos ó vuestros lugares tenientes é oficiales que para ello pusiéredes é entendiéredes que cumple á nuestro servicio é á ejercicio de nuestra justicia, lo cual todo podades é puedan facer é ejecutar, é llevar á debida ejecucion, bien así como lo debrian é podrian facer si por nos fuesen los dichos oficios puestos.

Facultades
concedidas á Colon
y á sus oficiales
y lugar tenientes.

Pero es nuestra merced é voluntad que las cartas é provisiones que diéredes, sean é se expidan en nuestro nombre, é se libren diciendo : Don Fernando é Doña Isabel, por la gracia de Dios, rey é reina de Castilla é de Leon, etc., é sean selladas con nuestro sello que nos vos damos é mandamos dar para las dichas islas é tierra firme ; é mandamos á todos los vecinos é

Voluntad
de los reyes
para la expedicion
de cartas, etc.

1493. moradores, é otras personas que están é estovieren en las dichas islas é tierra firme, que vos obedezcan como á nuestro virey é gobernador de ellas, é á los que anduvieren en las dichas mares suso declaradas, vos obedezcan como á nuestro almirante del dicho mar Océano, é todos ellos cumplan vuestras cartas é mandamientos é se junten con vos é con vuestros oficiales para ejecutar la nuestra justicia, é vos den é fagan dar todo el favor é ayuda que les pidiéredes é menester obiéredes só las penas que les pusiéredes, las cuales nos por la presente les ponemos é habemos por puestas, é vos damos poder para las ejecutar en sus personas é bienes

Otra voluntad
de los reyes.

É otro sí es nuestra voluntad, que si vos entendiéredes ser cumplidero á nuestro servicio, é á ejecucion de nuestra justicia, é á cualesquier personas que están ó estovieren en las dichas islas é tierra firme, salgan de ellas, é que no entren ni

Otra facultad
otorgada
al almirante.

estén en ellas, é que vengan é se presenten ante nos, que lo podáis mandar de nuestra parte é les fagáis salir de ellas, á los cuales nos por la presente mandamos que luego lo fagan é cumplan é pongan en obra, sin nos requerir ni consultar en ella, ni esperar, ni haber otra nuestra carta ni mandamiento, no embargante cualquier apelacion ó suplicacion que de tal vuestro

Amplio poder.

mandamiento fizieren é interpusieren. Para lo cual todo lo que dicho es, é para las otras cosas debidas é pertenecientes á los dichos oficios de nuestro almirante é visorey é gobernador, vos damos todo poder cumplido con todas sus incidencias, é dependencias, é margencias, anexidades é conexidades; sobre lo cual todo que dicho es, si quisiéredes, mandamos al nuestro canciller é notarios é á los otros oficiales que están á la tabla de los nuestros sellos, que vos den é libren é pasen é sellen nuestra carta de privilegio rodado, la mas fuerte é firme é bastante que les pidiéredes é menester hoviéredes; é los unos ni los otros no fagades ende al por alguna manera, só pena de la nuestra merced, é de diez mil maravedises para la nuestra cámara é á cada uno que lo contrario ficiese.

Multa.

Mandamiento
ulterior
de los reyes.

É ademas mandamos al home que vos esta nuestra carta mostráre que vos emplace que parescades ante nos en la nues-

tra corte, do quiera que nos seamos, del día que vos emplazáre hasta quince días primeros siguientes só la dicha pena ; só la cual mandamos á cualquier escribano público que para esto fuese llamado, que dé ende al que se la mostráre testimonio signado con su signo, porque nosotros sepamos en cómo se cumple nuestro mandado.

1493.

Dada en la ciudad de Barcelona, á 28 días del mes de mayo, año del nacimiento de nuestro Salvador Jesucristo de mil y cuatrocientos é noventa y tres años.

Yo el REY. Yo la REINA.

Yo Fernando Álvarez DE TOLEDO, secretario del rey é de la reina, nuestros señores, la fice escribir por su mandado.

Pedro GUTIÉRREZ, canceller (4).

CARTA DE LOS REYES CATÓLICOS

Á CRISTÓBAL COLÓN.

Carta de los reyes, escrita en Segovia á 16 de agosto de 1494 á D. Cristóbal Colón, en respuesta de la que escribió á Sus Majestades con Tórres, con la noticia de lo ocurrido en su segundo viaje á las Indias, por la cual, después de darle gracias por todo, dicen que les avise cuántas islas había descubierto, y los nombres que puso á cada una de ellas, y los que tenían ántes por sus naturales, los tiempos que corrian en ellas, etc. Y al fin enviándole un traslado de la capitulación hecha con el rey de Portugal, le encargan que, si pudiese, viniese para la demarcación de la raya y límites de mares que se había de hacer entre las dos coronas, y no siendo posible esto, viese si su hermano ú otro alguno de los que tenía consigo lo pudiese hacer ; y á este efecto le enviase bien instruido con la primera carabela que despachase á estos reinos, etc.

El Rey y la Reina.

D. Cristóbal Colón, almirante mayor de las islas de las Indias.

(4) Es copia del original que existe en el Archivo general de Indias.

1494.

Placer
que han tenido
los reyes
al recibir
carta de Colon.

Vimos vuestras letras é memoriales que nos enviastes con Tórres, y habemos habido mucho placer de saber de todo lo que por ellas nos escribistes, y damos muchas gracias á Nuestro Señor por todo ello, porque esperamos que con su ayuda, este negocio vuestro será causa que nuestra santa fe católica sea mucho mas acrecentada, é una de las principales cosas porque esto nos ha placido tanto, es por ser inventada, principiada é habida por vuestra mano é trabajo é industria ; y parécenos que todo lo que al principio nos dijiste que se podria alcanzar por la mayor parte, todo ha salido cierto, como si lo hoviéredes visto ántes que nos lo dijésedes.

Manifiestan
la esperanza
que lo venidero
saldrá bien
como lo pasado.

Esperanza tenemos en Dios que en lo que queda por saber así se continuará, de que por ello vos quedamos en mucho cargo para vos hacer mercedes, de manera que vos seáis muy bien contento, y visto todo lo que nos escribiste como quiera que asaz largamente decis todas las cosas de que es mucho gozo y alegría leerlas ; pero algo mas querriámos que nos escribiédes, así en que sepamos cuántas islas hasta aquí se han hallado, y á las que habéis puesto nombres, qué nombre tiene cada una ; porque aunque nombréis algunas en vuestras cartas, no son todas, y á las otras los nombres que les llaman los Indios, y cuánto hay de una á otra, y todo lo que habéis hallado en cada una de ellas, y lo que dicen que hay en ellas, y en lo que se ha enviado despues que allá fuistes que se ha auido, pues ya es pasado el tiempo que todas las cosas sembradas se han de coger ; y principalmente deseamos saber todos los tiempos del año qué tales son allá en cada mes por sí, porque á nos parece, que en lo que decis que allá hay mucha diferencia en los tiempos á los de acá, algunos quieren decir si en un año hay allá dos inviernos y dos veranos : todo nos lo escrebid por servicio nuestro ; y enviadnos todos los mas halcones que de allá se pudieren enviar y de todas las aves que allá hay y se pudieren haber, porque querriamos las ver todas : y quanto á las cosas que nos embiastes por un memorial que se proveyesen y enviasen de acá, todas las mandamos proveer, como del dicho Tórres sabréis é veréis por la cual lleva.

Desean los r. y s.
saber cuántas
son las
islas halladas
por Colon.

Cuáles
son los nombres
que les daban
los Indios

Preguntan
pormenores
sobre el clima
y las producciones
de aquellas islas.

Le dicen
que les
mande halcones
y otras aves.

Querriamos, si os parece, que así para saber de vos y de toda la gente que allí está, como para que cada dia pudiédeses ser proveidos de lo que fuese menester, que cada mes viniese una carabela de allá, y de aquí fuese otra, pues que las cosas de Portugal están asentadas, y los navíos podrán ir y venir seguramente; vedlo, y si os pareciese que se debe hacer, hacedlo vos y escribidnos la manera que os pareciere que se debe enviar de acá.

Y en lo que toca á la forma que allá debáis tener con la gente que allá tenéis, bien nos parece lo que hasta ahora habéis principiado, y así lo debéis continuar, dándoles el mas contentamiento que ser pueda, pero no dándoles lugar que excedan en cosa alguna en las cosas que debieran hacer y vos les mandáredes de nuestra parte.

Y en cuanto á la poblacion que hicistes en aquello, no hay quien pueda dar regla cierta ni enmendar cosa alguna desde acá, porque allá estaríamos presentes y tomaríamos vuestro consejo é parecer en ello, cuanto mas en ausencia; por eso á vos lo remitimos con todas las otras cosas contenidas en el memorial que trajo el dicho Tórres; en las márgenes de él va respondido lo que convino que vos supiédeses, la respuesta á aquellos vos remitimos.

Y en cuanto á las cosas con Portugal, acá se tomó cierto asiento con sus embajadores, que nos parecia que era mas sin inconveniente; y porque de ello seáis bien informado largamente, vos enviamos el traslado de los capítulos que sobre ello se hicieron, y por eso aquí no conviene alargar en ello, sino que vos mandamos y encargamos que aquello guardéis enteramente, é hagáis que por todos sea guardado, así como en los capítulos se contiene, y en lo de la raya ó límites que se ha de hacer; porque nos parece cosa muy dificultosa y de mucho saber é confianza, querriamos, si ser pudiese, que vos os halládeses en ello, y la hiciédeses con los otros que por parte del rey de Portugal en ello han de entender, y si hay mucha dificultad en vuestra ida á esto, ó podria traher algun inconveniente en lo que ende estáis, ved si vuestro hermano ú otro alguno tenéis ende

1494.

Deso
que los reyes
manifestan
de que viniera
cada mes
una carabela
para saber de Colon
y de su gente.

Aprueban
lo que
habia hecho
Colon.

Observaciones
que hacen en cuanto
á la poblacion.

Embajadores
de Portugal.

Instrucciones
dadas á Colon.

1494.

que lo seya, é informadlos muy bien por escrito y por palabra, y aun por pintura y por todas las maneras que mejor pudieren ser informados, y embiádnoslo acá luego con las primeras carabelas que vinieren, porque con ellos enviaremos otros de acá para el tiempo que está asentado, y quier hayáis vos de ir á esto ó no, escribidnos muy largamente todo lo que en esto supiéredes, y á vos pareciere que se debe hacer para nuestra informacion, y para que en todo se provea como cumple á nuestro servicio; y haced de manera que vuestras cartas y las que habéis de embiar vengan presto, porque puedan volver adonde se ha de hacer la raya, ántes que se cumpla el tiempo que tenemos asentado con el rey de Portugal, como veréis por la capitulacion.

De Segovia, á 16 de agosto de 1494 años.

YO EL REY. YO LA REINA.

Por mandado del rey é de la reina,

HERNAND ÁLVAREZ.

Por el rey é la reina, á D. Cristóbal Colon (1).

LOS REYES CATÓLICOS Y CRISTÓBAL COLON.

CAPITULACION DE SANTA FÉ.

Capitulacion hecha en Santa Fé de lo que Cristóbal Colon pidió é le fué concedido.

Las cosas implicadas é que Vuestras Altezas dan é otorgan á D. Cristóbal Colon en alguna satisfaccion de lo que ha descubierto en las mares Océanas é del viaje que ahora con el ayuda de Dios ha de hacer por ellas en servicio de Vuestras Altezas, son las siguientes :

(1) Se ha copiado de una testimoniada que existe en el Archivo general de Indias de Sevilla, entre los papeles traídos del de Simáncas, pieza tercera del legajo diez y ocho de pliegos de fiscales. Confrontóse en cuatro de diciembre de mil setecientos noventa y nueve.

Primeramente : Que Vuestras Altezas, como señores que son de las dichas mares Océanas, hacen desde ahora al dicho Cristóbal Colon su almirante, en todas aquellas islas é tierras firmes que por su mano ó industria se descubrirán ó ganarán en las dichas mares Océanas , para durante su vida é despues de él muerto á sus herederos é sucesores de uno en otro perpetuamente , con todas aquellas preheminencias é prerogativas pertenecientes al tal oficio, é segun que D. Alonso Enríquez, vuestro almirante mayor de Castilla é los otros predecesores en el dicho oficio lo tenian en sus distritos. — Place á Sus Altezas. — Juan de Coloma.

1492.

Concesiones
hechas á Colon
por los reyes.

Otro sí : Que Vuestras Altezas hacen al dicho D. Cristóbal su virey é gobernador general en todas las dichas islas é tierras firmes que, como dicho es, él descubriere é ganáre en las dichas mares, é que para el regimiento de cada una é cualquier de ellas haga eleccion de tres personas para cada oficio, é que Vuestras Altezas tomen é escojan uno, el que mas fuere su servicio , é así serán mejor regidas las tierras que Nuestro Señor le dejará hallar é ganar á servicio de Vuestras Altezas. — Place á Sus Altezas. — Juan de Coloma.

Otras concesiones.

Item : Que todas é cualesquier mercaderías siquier sean perlas, piedras preciosas, oro, plata, especería, é otras cualesquier cosas é mercaderías de cualquier especie , nombre é manera que sean que se compren, trocaren, hallaren, ganaren é tobiere dentro de los límites del dicho almirantazgo , que desde ahora Vuestras Altezas hacen merced al dicho D. Cristóbal, é quieren que haya é lleve para sí la decena parte de todo ello, quitadas las costas todas que se hicieren en ello : por manera que de lo que quedáre limpio é libre, haya é tome la décima parte para sí mesmo , é haya de ella á su voluntad , quedando las otras nueve partes para Vuestras Altezas.— Place á Sus Altezas. — Juan de Coloma.

Decena parte
concedida á Colon
de todas
las riquezas
que descubriere
en oro, plata,
perlas, etc.

Otro sí : Que si á causa de las mercaderías que él traherá de las dichas islas é tierras que, así como dicho es, se ganaren ó descubrieren, ó de las que en troque de aquellas se tomaren acá de otros mercaderes, naciere pleito alguno en el lugar donde el di-

1492.

Privilegio
que se da á Colon
de conocer
en cualquier pleito,
con facultad
de darlo
á su teniente.

cho comercio é trato se tenia é hará, que si por la preheminencia de su oficio del almirante le pertenecerá conocer del tal pleito, plega á Vuestras Altezas que él ó su teniente, é no otro juez conozca de tal pleito, é así lo provean dende ahora : place á Sus Altezas si pertenece al dicho oficio de almirante segun que lo tenia el almirante D. Alonso Enriquez, é los otros sus antecesores en sus distritos, é siendo justo. — Juan de Coloma.

Otro privilegio
concedido á Colon
sobre los navios
que se armaren.

Item : Que en todos los navios que se armaren para el dicho trato é negociacion, cada é quando é cuantas veces se armaren, que pueda el dicho D. Cristóbal Colon, si quisiere, contribuir é pagar la octava parte de todo lo que se ganáre en el armazon , é que tambien haga é lleve del provecho la octava parte de lo que resultáre de la tal armada. — Place á Sus Altezas. — Juan de Coloma.

Son otorgados é despachados con las respuestas de Vuestras Altezas en fin de cada un capítulo, en la villa de Santa Fé de la Vega de Granada, á 17 dias de abril, año del nacimiento de nuestro Salvador Jesucristo de 1592 años.

YO EL REY. YO LA REYNA.

Por mandado del rey é de la reyna, JUAN DE COLOMA. — Registrada. Calcena.

Equivocacion
prohíbe
en la fecha del año.
Confirmacion
de los capítulos.

Nota. El original dice año 1592, pero debe ser una equivocacion, pues será año 1492. Sacó carta de privilegio de confirmacion de estos capítulos en Búrgos á 23 dias de abril de 1497, firmada del rey é de la reyna, y señalada de confirmadores con cláusulas de *proprio motu* é cierta ciencia ; é si necesario es, de nuevo se hacía la dicha merced, y estaba al pié de esta carta puesto por relacion lo siguiente : « Confirmacion de los capítulos é asiento hecho con el almirante; hánse de enmendar algunas palabras que no son de la sustancia del negocio, é quitarse toda la cláusula postrera desde donde dice *Non embar-gante*, etc. Ya se enmendó. »

Texto latin.

In causá quæ vertitur inter nepotem Cristophori Colon ex unâ parte, et procuratorem fisci ex aliâ, ubi dictus Colon

nititur esse almirandum et gubernatorem et habere vicem regis per se, et suis hæredibus et successoribus, et habere decimas et alia jura in omnibus insulis descopertis et descoperiendis intra omnes limites demarcationis juxta tenorem capitulationum et earum confirmationem de novo concessionum; ex parte fisci asseritur contrarium, scilicet, illa jura esse regia, et soli principi pertinentia, et non potuisse ab eo abdicari, nec de ejus coronâ, nec potuisse alienari in præjudicium successorum per viam donationis meræ nec contractationis, nec alio modo.

Et primo pro parte dicti Colon faciunt sequentia.

Primo facit capitulum primum dictæ capitulationis factæ en Santa Fé año de 92, á 17 de abril, et ejus confirmatio facta en Granada eodem anno, á 30 del mismo, et per aliam datam en Barcelona, á 28 de mayo de 93, et per aliam datam en Burgos, á 23 de abril año de 97, ubi supradicta jura sibi conceduntur in omnibus insulis quæ manu Cristophori Colon, vel ejus industriâ, fuerint descopertæ et descoperiendæ, descoperiunt ejus industriâ, quia ipse dedit causam et principium.

Nam illa dictio *o*, quæ est idem quod *aut* disjungit, et sufficit utramque partem esse veram, ut in L. penultima C. de verborum signif.

Nam licet aliquæ insulæ factu et manu aliorum et non suâ sint inventæ, tamen fuerunt ejus industriâ.

2º Facit quia istud privilegium dicto Cristophoro Colon fuit concessum per viam contractûs, et in tali casu privilegium debet servari, nec rex potest eum revocare, maxime quia fuit factum cum non subdito, ut per Abbatem in capitulo suggestum de decimis, fin. columna, cum aliis, et per Bart. in L. quod semel ff. de decretis ab. ord. fac., et per Bart. in repetitionem L. omnes populi ff. de just. et jure, in decimâ columnâ, ut si fuit proclamatum quod venientes ad talem villam causâ habitandi in eâ, haberent immunitatem decern annorum, non potest illa immunitas revocari quoad eos qui jam venerunt, ut in dictis locis.

3º Facit etiam quod singulariter dicit *Bal.* in L. qui se patris

1494.

C. unde liberi, in penultimâ columnâ, in principio, ubi dicit quod princeps non potest revocare privilegium vel contractum, quando prætextu concessionis princeps concedens aliquid fuit lucratus à suscipiente, ut aliquam dationem vel factum quæ habeat perpetuam commensurationem cum re concessâ, quia tunc non poterit revocare quia committeret dolum, et certum est quod catholici reges ex concessione et contractu inito cum Cristophoro Colon fuerunt multum lucrati ab eo per ejus factum, quod lucrum habet perpetuam commensurationem cum re concessâ, ergo revocari non potest.

Pro parte tamen fisci.

Scilicet quod princeps non teneat servare dicta privilegia nec valeant in præjudicium successorum, faciunt sequentia.

Primo facit quod contenta in dictâ capitulatione sunt regalia de suâ naturâ, et pertinent ad supremam regalem jurisdictionem, ut in titulo quæ sint regalia in usibus Teodorum ubi flumina navigabilia et ex quibus sunt navigabilia portus ripatica vectigalia, etc., et infra dicit potestas constituendorum magistratuum ad justitiam expediendam, et sic jurisdictio admiraldis, vel viceregis et gubernatoris, et potestas constituendorum magistratuum ad expediendam justitiam sunt regalia, ut in dicto titulo, et non possunt dari in perpetuum, nec jure hæreditario; nam jurisdictiones vendi vel alienari non possunt, quia principis sunt. Ita Bal. in dicto titulo quæ sint regalium forma, colu. et in C. de lege Corradi in usibus feudorum, § ex eâdem lege, ubi dicit, quod de mero jure alienari, nec abdicari à principe possunt; nam ista de suâ naturâ sunt inalienabilia et impræscriptibilia, et semper debent remanere in patrimonio et coronâ regiâ. Ita in expresso tex. in L. 3 verso, in titulo de las donaciones, lib. 5, foro novo LL.

2º Facit etiam quod licet princeps teneat servare donationes à se factas, tamen si ex tali donatione impium regnum, vel ducatus enormiter lædit, tunc princeps poterit eam revocare et sine aliâ causâ, licet talis donatio esset facta ecclesiæ. Ita *Specul.* in titul. de instrumentorum editione, § nunc autem

videndum, in fine; vide Paul. de Castro in consilio 72, quia privilegium revocatum si ex post facto incipiat enormiter lædere vel esse nocivum et ex eo sequitur enorme præjudicium, ut est casus, et ibi glo. 1^a in fine in capitulo suggestum de decimis, ibi: Nam quando ecclesia, etc. Quinimò, dicit ibi Abbas quod quando privilegium incipit enormiter lædere, non reducitur ad debitam moderationem, sed in totum revocatur. Ita etiam glo. singularis in capitulo decet de regu. 6. et glo. in dicto cap. suggestum in fine glo. dicit: Ad principem spectat privilegium per se concessum diminuere vel moderare, et etiam in totum tollere. Idem Abbas in d. c. suggestum in primâ columnâ: est etiam tex. in L. 3^a título de las donaciones, lib. 5^o foro novo, §. in principis, ad quod facit etiam tex. in c. apostolicæ, de dona., ubi si episcopus donat cum gravi ecclesiæ detrimento, potest donationem legitimè revocare. Facit in expresso glo. singularis in cap. quid per novale de verb. sign. in glo. fin. in fine, ubi dicit quod propter enorme damnum receditur ab eo quod diu obtentum est, quod damnum enorme esse, et in præjudicium regni et dignitatem regis patet de se, et magis in specie tenet Albericus in L. 1. ff. de offi. procurat. Cæsaris, quod princeps non tenet stare contractui celebrato in magnum damnum imperii, quod refert Martinus de Carrazi in suo contractu de principibus, in versiculo 169, quod dicit esse notandum ad limitationem notatorum in L. digna vox C. de legibus.

3^o Etiam facit quod princeps donationem perfectam à se factam potest revocare vel moderare vel gravamen aliquod ei imponere. Ita Joan. de Plateis per tex. illum in L. qui fundos C. de omni agro deserto, lib. 70, ubi dicit quod quando aliquis accipit à principe fundum ejus patrimoniale desertum et sterile ad census et sic per viam contractûs, si postquam ad eum reduxit recipiens fecit fertile, et fecit sibi proprium ex contractu principis et tanquam si sibi esset acquisitum ex successione parentum, potest tamen sibi adjici aliud prædium sterile, vel quod dimittat et renunciât illud prædium fertile, quia hoc speciale est in principe. Ita Joan. de Plateis ubi supra, pro quo est et casus expressus loquendo in concessione à principe factâ, etiam per viam

1494.

contractûs onerosi in L. universi C. de fundis primo., lib. X.

4º Facit etiam quod licet princeps non possit revocare privilegium vel contractum à se factum, quando prætextu concessionis concedens fuit aliquid lucratus à suscipiente per aliquam donationem vel factum quæ habet perpetuam commensurationem cum re concessâ, ut supra dixi in tertio fundamento adversæ partis, tamen talis concessio vel contractus principis intelligitur sine præjudicio superioritatis, ut in jurisdictionabilibus, sicut in nostro casu, nam in eis semper auctoritas superioris reservata censetur quæ sine eâ exerceri non potest, cùm in eo resideat suprema potestas, quæ est inseparabilis, et ideo potest aliorum jurisdictiones suppressere, non solum singularium personarum, sed etiam civitatum. Ita in terminis *Bal.* in L. qui se patris C. unde liberi in penul. colu. pro quo est singularis conclusio Dominici in expresso capitulo 1º in 4º colu. de constit. in 6º, ubi post distinctionem concludit quod licet privilegium vel statutum sic factum in favorem et commodum aliquorum, etsi fuerit datum per viam contractûs, et hinc inde incipit habere vires contractûs, quod poterit princeps de novo revocare et sine causâ in concernentibus exercitium jurisdictionis, nam dicta distinctio ibi habet locum super commodo subditorum et circa bona ipsorum, et non super concernentibus exercitium jurisdictionis, quod singulariter est videndum; pro quo est in expresso singularis determinatio Bart. in L. prohibere, § plane ff. quod vi aut clam, ubi si rex alienat aliqua quorum donatio esset in magnâ diminutione jurisdictionis regiæ, non posset hoc facere, etiamsi juramento donationem firmaret, nec in jurisdictionabilibus præjudicare successori in regno, ut in dicto lib. III. tit. ix, lib. V, foro novo legum. Et cùm dicti catholici reges acquisiverunt dominium illarum insularum et marium per privilegium, ut per tex. et gl. ibi et Angel et Aretro in L. sane si maris ff. de injuriis et fuerunt adjectæ de regno et ejus coronâ. Et debent regi legibus ipsius regni cui adjiciunt, nam cum alicui regno adjicit comitatus vel marchionatus, vel magna terra, cùm sit quid universale, debet regi legibus, ordinationibus et statutis prædictis regni cùm sit universale, tenet *Bal.* sin-

gulariter in L. Si convenerit, § unda ff. de pignorat. et ibi per Alexan. et est pulchrum consilium Francisci de Curte in consilio 56; tenet Paulus de Castro per illum tex. in L. cùm fundus nominatim ff. de legat. 2^o per Martinum de Carrazi ib. in tract. de principibus, ver^o 72, et Joan. de Plateis in L. un. C. de metropoli herito, lib. XI, fin. colu., et ita declaratur et limitatur quod ipsemet Bal. dixit in d. l. qui se patris sint in secundo et tertio fundamento contrariæ partis. Itaque dicta per eum ibi nostro casui non nocent, pro quo est singularis determinatio Bal. in L. 1^a C. de hæreditatibus vel acti. vend., ubi dicit quod domini terrarum quibus privilegia sunt concessa in suis terris, habeant jura fiscalia ex contractu vel largitione principis, quia per hoc non possunt talia jura habere quæ sunt soli principi reservata.

5^o Facit etiam quia licet privilegium vel statutum quod concernit commodum privatum non possit revocari quando transit in vim contractûs, tamen ex causâ, scilicet pro communi utilitate, concedens potest illam revocare, si est talis qui non recognoscit superiorem, quia iste talis ad alterius incommodum potest mutare ad præjudicium juris privati. Ita Ant. in C. dilectus de temp. ordina. colu. 2^a in fine, et licet in vim contractûs universitas se obligaverit pro damnis solvendis, ex causâ debet moderari. Ita Inocen. in nostrâ in C. de injuriis et damno dato; sic etiam est justa causa pro communi utilitate regni, quod contractus et privilegium concessi ipsi Colon non servantur, imò revocentur propter enorme damnum quod ex eorum observantiâ sequitur contra bonum regni et naturales ipsius.

6^o Facit etiam quod talis donatio à principe facta non potuit fieri sine consilio et decreto suorum consiliorum nec per eam potuit fieri præjudicium dignitati regiæ et ejus successoribus et ipso jure est nulla, nec ex eâ transit aliquod jus donatario nec ejus hæredibus, et sine aliquâ causæ cognitione debet auferri à tali donatario; ista est lex 3, tit. ix, lib. V, foro novo legum.

7^o Facit quod etiamsi dicat princeps qui facit eum admiralum, viceregem et gubernatorem perpetuum, per illud verbum perpetuum intelligitur ad vitam contrahentium, et non ultra,

1494.

maximè in iis quæ de suâ naturâ non sunt transmissibilia, nec cessibilia, ut in jurisdictionalibus, ut supra dictum est in 4^o fundamento nostræ partis, sicut in usufructu vel societate quæ non transmittitur, etsi fiat in perpetuum, intelligitur ad vitam contrahentium. Iste est tex. in L. 1^a ff. pro socio, et dato quod in his jurisdictionalibus et earum administratione quæ de suâ naturâ non sunt transmissibilia ad hæredes, fiat mentio hæredum, verificatur de primo hærede et non ultra, et in eo finitur dispositio, ne alias dignitas et proprietas jurisdictionis esset inutilis regi si gubernatio in infinitum transiret ad hæredes gubernatoris vel viceregis. Iste est casus in L. antiquitas C. de usufruc.

Est ultra id quod est de jure eorum, etiam de jure regni istæ dignitates et administrationes gubernationum non poterunt dari in perpetuum jure hæreditario, et talis concessio est nulla ipso jure, etiamsi in se habeat quascumque clausulas derogatorias, eis non obstantibus; et etiam si tales gubernationes et administrationes sint concessæ propter merita et servitia et in eorum remunerationem et in vim contractûs, propter plura inconvenientia quæ sequuntur ex perpetuitate et successionem dictorum officiorum administrationis justitiæ. Ita expres. in L. ordinat. facta Toleti anno Domini 1480, quæ est copillatio in foro novo legum, lib. 7. tit. de los alcaldes oficiales y regidores L. 13, secundum quam legem Toleti debet judicari, ut supra dictum est in 4^o fundamento istius partis prope fine, et ex intentione contrahentium clarè etiam colligitur quod fuit solum ad vitam contrahentium concessa illa dignitas admiraldi, viceregis et gubernatoris ut in privilegio et confirmatione data en Barcelona á 28 de mayo de 1493, ubi dicit: « que las cartas é provisiones que dieredes sean é se expidan é libren en nuestro nombre diciendo Don Fernando é Doña Isabel, é no dice en nombre del rey que despues de nos sucediere. » Et sic solummodo ad vitam contrahentium concessa dicta dignitas et limitata quod dictis nominibus ea fungeretur ut non ligaret successores in regno, et ultra hoc patet quod dictum privilegium admiraldi est datum ad instar privilegii admiraldi Castellæ, quod est concessum ad vitam solummodo, et secundum quod admiraldus Cas-

tellæ illo utitur et illum possidet; quod requiritur probari et pars adversa non probat.

1494.

Et casu quod pars adversa prætendat esse viceregem, est videndum quod officium vel quæ dignitas sit viceregis, nam dico quod est officium præfecti prætor. glo. in libro II. C. de offi. præfec. prætor. qui secundum nostrum jus hispanum et jura regni dicitur adelantado. Ita etiam tex. in lineâ 8^a, tit. 18, par. 4^a ver °. La tercera manera es, ubi tex. dicit, quod iste præfectus prætor. qui vocatur adelantado mayor de la corte que es puesto como en lugar de rey, quod officium de adelantado est duplex, unum qui residet in curiâ principis et ab isto non appellatur, ut per glo. in d. L. II. C. de officio præfec. præto. Aliud officium adelantati est ejus qui residet extra curiam principis in aliis suis regnis et ab isto tali adelantato et ab ejus judicibus ut in nostro casu bene appellatur, ita tex. in L. 22, tit. 9, part. 2^a, post medium, et iste debet secum habere judices et tabelliones datos et nombratos ab ipso rege, et per eos debet regi et gubernari. Ita tex. in d. L. 22 et in L. 1^a, título de los adelantados é merinos L. 2 foro novo LL., et isti judices ab eis positi debent præsentari in regis consilio et ibi examinari et approbari. Ita tex. in L. 21, eodem titulo, ubi dicit, quod isti adelantati non debent habere otros alcaldes en los oficios, mas que se los demos nos de nuestra casa de los nuestros naturales de las nuestras cibdades, villas é lugares de nuestros reynos que anden por nos con ellos, etc. Et sic concludit quod dato quod iste prætenderet esse viceregem, quod ab eo appellaretur et qui ipse non potest per se creare, eligere vel nominare alcaldes, escribanos ú otros oficiales en el oficio. Imo quod recipiat et teneat recipere nominatos à rege, etc.

Nec obstat quod ex adverso dicitur quia ista dignitas et alia sibi conceduntur in omnibus insulis que por su mano ó industria se descubriesen, ut supra dictum est in primo fundamento adversæ partis, quia illa o posita inter manu et industria sumitur pro *et*, et industria sumitur pro *operâ*, quia industria sine operâ non est, et sic industria assumitur pro operâ, et contra, ut in L. sed et si adjiciat ff. pro socio et glo. in L. questus eodem

1494.

titulo et est § in expresso in L. si non fuerit ff. eo titulo, cujus verba sunt, «si tanti sit opera quanti damnum.» Sequitur tex. et dicit : Plerumque enim tanta est industria socii; ecce qualiter sumitur industria pro operâ, et contra, et tex. in L. ff. societatem eo titulo, et sunt ponderanda verba privilegii quæ dicunt : «Por vuestra mano ó industria,» quod ideo dicit quia dupliciter poterat facere navigationem, aut personaliter suâ manu vel manu alienâ, mittendo ipse gentem cum formâ, consilio et instructione ab eo datâ, et illa diceretur industria et esse opera industriantis, quia industria non potest esse sine operâ, ut per dicta jura et per totum titulum ff. et Inst. pro socio, ubi opera et industria unius æquivalet pecuniæ alterius, ut ex tex. in L. sæpe, § si in fine ff. de verbo. signifi., ubi non dicitur industria sine operâ, et in proposito loquendo ista verba : «por vuestra mano ó industria,» est tanquam genus et species, in quo casu dictio disjunctiva *vel, aut, sive*, et similes, sumuntur pro conjunctâ. Sicut quando dicunt dari aut donari quia sumitur, pro et quæ est copulativa, ut in d. L. sæpe et in L. quin mutis et in L. si quis ita, et ibi Bar. ff. de auro et arg. legat. cum aliis et sic intelligitur manu et industriâ. Nam quod accesserit prospera fortuna, non attribuitur operibus vel industriæ, ideo id non acquiritur eis quibus de jure non acquiritur, nisi ex re eorum, et ex operibus et industriâ adquirentium. Ita in expresso tex. in § 1 in fine Inst. per quas personas nob. jus acquir. quod tamen postea fuit acquisitum, accidit prosperâ fortunâ et navigatione ex magno temporis intervallo, et non industriâ ipsius Cristophori Colon, quod clare patet per illud capitulum contractationis quod dicit, «se descubrirán é ganarán, etc.» Quod ex tacitâ et expressâ mente contrahentium intelligitur de aquello que el mesmo Colon descubriese por su mano ó por otros con su industria ó instruccion por él puestos y enviados, ut communiter fit inter eos et per eos capitaneos qui eunt ad descoperiendum insulas, quia ipsi eunt vel remanent in certo loco et per alias partes mittunt alios de suo exercitu vel capitania, ad idem faciendum mediante eorum industriâ et gubernatione, et ita hic loquitur quia est idem ac si ipse fecisset, quia qui per alium facit per seipsum facere videtur,

ut est vulgare, et ideo aliquando Cristophalo queunt por vuestra mano ó industria, quia dicto modo industriando dicit facere suâ manu, et ita declarat confirmatio dictæ capitulationis datæ en Granada año de 1492, en 30 de abril en principio, la cual habla claramente de aquello que fuere descubierto y ganado por su mano é industria de aquel viaje que á la sazón hacía, no de lo futuro que despues de él otros ganasen, aunque él lo hubiese descubierto, porque la capitulación é confirmación requiere que el mesmo per se vel per alium lo descubriese é ganase copulative, et non sufficit unum sine alio, et sic quod antea in capitulatione fuit dictum: «por vuestra mano ó industria, etc.,» intelligitur et capititur illa *pro et* copulative, et ita sunt verba formalia dictæ capitulationis et confirmationis ubi dicit: «Por cuanto vos Cristóbal Colon vades por nuestro mandado á descubrir é ganar, etc.,» et dicit infra: «E se espera que con la ayuda de Dios, se descubrirán é ganarán algunas de las dichas islas é tierra firme en la dicha mar Océana por vuestra mano ó industria, etc.,» et sic clarè loquitur de illis insulis quæ ex illâ viâ suâ manu et industriâ copulative invenirentur ac lucratae essent, ut expresse littera dicit, quod clarius inferius dicit: «nuestra merced é voluntad es que vos el dicho Cristóbal Colon, despues que hayais descubierto é ganado las dichas islas é tierra firme que así descubriéredes y ganáredes, seades nuestro almirante é visorey é gobernador en ellas, é para que podades usar y ejercer el dicho oficio de almirantazgo con el dicho oficio de visorey é gobernador de las dichas islas é tierra firme que así descubriéredes é ganáredes, etc.,» et sic loquitur de illis insulis quæ suâ manu et industriâ fuerint inventæ ac expugnatae ex illâ viâ et itinere, quam viam tunc temporis parabat facere, et non de aliis quia in generali stipulatione vel contractu non videtur deductum id de quo nec actum est nec cogitatum, nisi de illis insulis quas ipse Cristophorus Colon inveniret et lucraretur, et clarius dicit infra in dictâ confirmatione: «é mandamos á todos los consejos de todas las cibdades, etc., de nuestros reynos é señoríos de los que vos conquistardes é ganardes, etc.,» et dicit infra «é cada uno é cualquier dellos que siendo por vos descubiertas é ganadas las dichas islas é tierra

1494.

firme, etc.,» et sic loquitur per ablativum absolutum qui resolvitur in conditione, ut in L. ab emptione ff. de pactis, et in L. a testatore ff. de condi. et demonstra. quæ conditio debuit impleri in specificâ formâ, et debuit ejus implementum præcedere, ut in L. Mævius ff. de conditio. et demostra. et dicta contractatio et confirmatio ejus data en Granada intelligitur de illâ solummodo et sic de primâ vice, ut in L. boves, § hoc sermone ff. de verb. sig., et ista fuit intentio contrahentium, et patet clarè. tam ex petitione et supplicatione ipsi Cristophori Colon quam ex concessionem regis catholici data en Barcelona á 28 de mayo de 1493 años, ubi cùm jam dictus Cristophorus Colon fecerat primam viam et invenerat ac expugnaverat aliquas insulas, volens redire ad descoperiendum, conquistandum et apprehendendum alias insulas, videns contractationem primam impletam esse et verificatam, et qui non extendebatur ad aliam secundam viam supplicabit pro confirmatione præteritorum, et quod idem sibi concederetur in insulis quas denuo ipse inveniret et caperet intra limites et fines designatos in provisione datâ en Barcelona quæ ita inquit: «E nos acatando el arriesgo é peligro en que por nuestro servicio vos pusistes en ir á catar é descubrir las dichas islas, é en el que agora os ponéis en ir á buscar é descubrir las otras islas, etc.» Non tamen concessit sibi dignitatem et exercitium jurisdictionis, et alia jura in omnibus illis finibus, sed in illis insulis quas infra dictos limites ipse inveniret et caperet deinde, quod clarè patet ex dictâ regiâ provisione ubi supra et ibi: «Que habéis hallado é descubierto é de las otras islas é tierras firmes que por vos ó vuestra industria se hallaren é descubrieren de aquí adelante en la dicha parte de las Indias,» quia in illis concedit non in omnibus insulis illorum finium, sed in omnibus quæ in eis ipse invenerit et apprehenderit, et licet dicat «vos hacemos é criamos nuestro almirante é á vuestros hijos é sucesores uno en pos de otro de todo ello,» intelligitur per supra dicta de todo ello que él ganare, ut in principio dicit. Nam clausula in fine posita declaratur per antecedentia, ut in L. utrum ff. de petition. hereditatis.

Nec obstat quod ex adverso dicitur quia istæ insulæ. antea

semper fuerant in potestate infidelium, et qui nunquam fuerant regis christiani, quia propterea minùs poterunt in stipulationem vel contractum deduci, nec per regem dari, licet in legato testamenti. Sic et est ratio quia in stipulatione consideratur tempus præsens stipulationis, quia id quod non est nec fuit in nostro commercio non deducitur in stipulationem vel contractum. Casus est in C. Abbate sane de re judica in 6°, et ibi Dominicus in vers°. allegabatur qui est in 3^a col°.; quanto magis quod iste Cristophorus Colon in principio capitulationum antea quàm per romanum pontificem essent regi assignatæ et concessæ dictæ insulæ, loquendo dictus admiraldus et petendo à regibus contenta in dictis capitulis dicit : «Primeramente que Vuestras Altezas como señores que son de las dichas mares Océanas hacen desde agora.» Ecce qualiter fatetur esse dicta maria oceana in dominio regum, et de jure eorum sibi pertinebant per L. insulæ ff. de jud. quia magis proxime regis Castellæ et regionis, et per illud quod Angel de pet. tenet in L. sane si maris ff. de injuriis et ibi glo. Si ergo dictæ insulæ jam erant regis tam de jure eorum quàm per concessionem romani pontificis et sic consolidata cum regno et facta de ejus coronâ. Donatio facta à rege post concessionem à pontifice, facta fuit in magnam diminutionem jurisdictionis regiæ et non valuit nec princeps potuit eam facere etiamsi juramento roboraret eam, ut in cap. intellecto de injuriam qui est casus expressus, et rex non potuit dare, donare, nec alienare de bonis et juribus regni, quia sunt bona dignitatis regiæ et non propria ipsius regis, licet ipse habeat jurisdictionem et administrationem ipsius, et hinc provenit quod regnum vel dignitas non recepit divisionem inter filios post mortem regis. Ita Abba. in d. c. intellecto de jurejur. et Bart. in expresso in L. prohibere § plane ff. quod vi aut clam. Si ergo dicimus quod non fuit in præjudicium jurisdictionis regiæ, quia tunc temporis nondùm acquisiverat, et si non erat acquisitum, minus potuit dare nec deducere in stipulatione quod nunquam fuit regis, ut supra proxime dictum est. Et sic non est dare medium nisi qui antea erat acquisitum aut non. Si nondùm erat acquisitum, non potuit deduci in con-

1491.

tractum. Si erat acquisitum eo quo donatur diminuitur de jurisdictione et dignitate regia. quæ diminutio est magna et valde prejudicialis. Itaque si dicta donatio haberet locum, dignitas regia esset quasi manis. Et est notandum quod donatio per viam contractus solum fuit illa quæ à principio concessa fuit per regem per tenorem capitulationum. antea quàm concessio et assignatio esset per pontificem facta. et illa concedit privilegium personale solummodo respectu dicti Cristophori Colon, et ad suam solam personam sine mentione aliquâ hæredum nec filiorum, nec perpetuitatis, nisi solum in officio admiraldi quod in primo capitulo continetur. et illa prima contractatio fuit impleta et verificata in illis insulis quas in primâ viâ invenietis et apprehensit hasta 28 de mayo de 1493 años, quæ fuit data secunda provisio en Barcelona de secundâ viâ quam facere volebat; quæ insulæ debebant constare per probationem adverse partis, ut in illis verificaretur dicta capitulatio in eo quod locum haberet. In aliis itaque insulis de secundâ viâ inventis et apprehensis non intervenit contractus sed donatio, ut patet in omnibus provisionibus, maximè de Barcelona data à 28 de mayo de 1493 años. cùm jam per concessionem romani pontificis erant regalia, et ab ejus coronâ non potuerunt abdicari et dari tertio, et illa privilegia concessa en Barcelona y en Búrgos sunt confirmationes, et qui confirmat nihil de novo dat, et ideo si papa vel imperator vetera indulta confirmet et roboret, nihil novi dare videtur: glo. est expressa in C. ex parte de constitution. et in L. ex verbis C. de donation. inter virum et uxorem, maximè quia tempore secundæ viæ dum nixus fuit dictus Cristophorus Colon redire insulas cum confirmatione sibi fuerant concessionem et conceduntur sibi donationes en Barcelona y en Búrgos, jam erat admiraldus et vicerex ac gubernator dicti regis et sic sibi subditus, et dictæ donationes et confirmationes datæ en Barcelona y en Búrgos ex quibus pars adversa nititur se fundare et dicta privilegia transire ad hæredes, non possunt dici facta cum non subito, ut difficilius revocetur, et licet privilegium pro principe datum pro pecuniâ vel alio interesse, quod principi concedenti sequatur

non sit gratuitum sed transit in vim contractûs si sit datum subdito, nihilominus dicitur privilegium et potest per principem quandocumque voluerit revocari. Ita Paul. de Castro in L. 1 C. de libertis et eorum liberis, qui movet se ad hoc asserendum per legem si Titius puerum ff. de obsequiis à liberis, etc., et quod dicitur in secundo fundamento adversæ partis, qui contractus factus cum non subdito non revocetur, habet locum quando talis contractus à principio sub re iniquâ talis contractus poterat valere et valuit, quia tunc, supposito quod valuit, non potuit revocari; tamen in nostro casu à suo principio non tenuit, quia sub re inseparabili à coronâ regiâ quæ ab eâ abdicari non potuit, ut supra dictum est in primo, secundo et tertio fundamento : ideo sine aliquâ revocatione desinit valere, neque impleri debet, ut in L. non dubium C. de legibus; et etiam est notandum quod illud quod conceditur Cristophoro Colon, qui possit tanquam vicerex et gubernator administrare, fuit concessum en favor de los pobladores, porque mejor fuesen gobernados, et non contemplatione, nec in favorem Cristophori Colon, et ita sonant verba concessionis datæ en Barcelona á 28 de mayo de 1493 años, et sic favor vicinorum fuit causa principalis concessionis, et eâ cessante, debet cessare effectus.

Quoad capitula quæ continentur in 2º, 3º, 4º et 5º capitulis capitulationum.

8º Facit quia contenta in capitulis supra dictis dictæ contractationis et capitulationis loquuntur cum personâ dicti Cristophori Colon et non cum hærede, vel aliquo ejus successore, ut ex dictis capitulis clarè patet, et propter ejus personæ industriam facit eum viceregem et gubernatorem generalem in omnibus insulis quas ipse inveniret et vi caperet, et concedit sibi alia contenta in dictis capitulis, propter ejus industriam, quia ipse invenit et lucratus est eas; ideo in eis elegit eum in gubernatorem et viceregem, et in aliis ei concessis quæ per privilegia non conceduntur successoribus suis.

Et licet illa dictio *otro si*, ex quâ incipit secundum capitulationum capitulum, sit idem quod dictio *item*, ut pars adversa nititur asserere, quia non est idem, sed diversum; tamen licet

1494.

idem esset, per hanc dictionem *item* non repetitur qualitas hæredum primi capituli, quia sunt diversa et separata capitula, et diversæ orationes et non uno contextu, in quo casu ista dictio *item* non ponitur copulative, sed significat ordinem verborum, et sic est dictio ordinativa et non disjunctiva. Ita Bal. in L. fin. C. de indicta viduit. tollen. et Bar. et doctor. in L. in repetendis ff. de legat 3º, colu. 2º, versº. Quandoque est identitas personarum et rerum diversitas, etc. Nam quando est identitas personarum contrahentium et diversitas rerum, ut hic, quia in primo capitulo loquitur de almirantadgo, in secundo de visorrey e gobernador, quando ambo capitula sunt perfecta et continent perfectas orationes, nullam repetitionem inducit dictio. Item ita Bar. expressè in dicto loco, et idem Bar. in L. lege § Gayo ff. de fundo instructo, prima colu., versº 2º casu, quando ponitur inter diversas orationes, etc. Nam quando ista copula cadit inter orationes per se principaliter copulatas, non habet vim copulæ, sed potius dictionis confirmativæ. Ita Bar. in dicto § Gayo, versº. Ratio prædictorum est, etc. Nam quando per istam dictionem *item* adjicitur præcedentibus nova oratio in se omnino perfecta, tunc non inducit repetitionem, sed continuationem. Ita singulariter Bar. et Paul. de Castro in L. pº in princ. ff. de publicanis et vectigalibus.

Nec obstat tertium capitulum de decimâ percipiendâ per viam de almoxarifadgo et vectigalis, quia non intelligitur de istis rebus quæ de istis regnis Castellæ ad Indias vehuntur, sed de illis quæ in illis Indiis percipiuntur intra limites del dicho almirantadgo, et ita dictum capitulum tertium expressè loquitur et exemplificat in illis rebus quæ in dictis Indiis percipiuntur, scilicet in perlis, auro, argento et speciebus et aliis similibus mercantiis de dictis insulis perceptis, como cobre, azucar, cañafistola, brasil, et similia que se hobiere dentro de los limites del dicho almirantadgo: nam certum est quod illæ res de quibus exemplificat capitulum, non exportantur de istis regnis ad Indias, sed è contra, et dictum capitulum ultra procedit dicens, é otras cualesquier cosas é mercaderias f. similares, etc., nam istud verbum otras cualesquier, quod est verbum alius, alia, aliud

intelligitur de similibus: *Bal.* expressè in *L. conventicula C. de episcopis et clericis*, in 3^a colu. Si item est argumentum à naturâ alternativorum, et per *Bar.* et *Bal.* in *L. si fugitivi C. de servis fugit. fin. colu. versº*. Quæro; hic dicitur aut qualibet alia pena, etc., et ibi apostilla et ideo infra in dicto capitulo tertio dicit: « E hovierno dentro de los limites del dicho almirantadgo, » quæ clausula magis declarat præcedentia f., quia intelliguntur de las cosas que se hobieren dentro de los limites del dicho almirantadgo. Nam quando in aliquo statuto vel contractu est aliqua particula ambigua, aut verbum aliquod obscurum, debet declarari per aliud verbum quod sequitur vel præcedit. Iste est tex. in *L. utrùm ff. de petitio. hæredit. in fine*, et *Jaso. in L. qui filiabus, prima colu. ff. de legat. 1º*, quantò. magis quando dictus almirandus vigore contractus non potuit habere decimam dicti vectigalis quod dicitur almoxarifadgo, quia illud est jus regale, et tale quod soli regi pertinet in signum regalis præeminentiæ, nam istud jus imponendi almoxarifadgo, quod dicitur vectigal à vehendo, quod percipitur et exigitur de rebus quæ vehuntur, non potest imponi nisi à principe, ut in *c. innovamus de censibus* et in *L. 3 C. nova vectigalia institui non posse*, et in *L. vectigalia ff. de publicationibus vectigal.*, et ista vectigalia sunt regalia quæ soli regi pertinent, ut expressè disponitur in titulo: Quæ sint regalia in usibus feudorum, ibi: Vectigalia, etc., nec aliquo modo possunt abdicari à coronâ regis, ut supra dictum est in primo fundamento. Et ultra prædicta quia dictum tertium capitulum dictæ capitulationis loquitur cum personâ dicti Cristophori Colon, quia illud loquitur cum dicto Cristophoro Colon ut in 3º capitulo, dicit para sí mesmo, quæ est dictio taxativa personæ, et sic non concedit alteri ultra ejus, nec tale sibi concedunt privilegia, et licet ibi dicat haga de la dicha decima á su voluntad, non dicit quia possit disponere de jure percipiendi dictam decimam transferendo post ejus mortem, sed quia dixerat habeat decimam para sí mesmo, et poterat dubitare an eo vivente posset in alium transferre pro ejus vitâ, vel disponere de eo quod ex dictâ decimâ perciperet, declarat que haga de aquella decima á su voluntad, scilicet de eo quod sibi conceditur

1494.

durante ejus vitá, et sic istud est privilegium personale et de suá naturá cum personá extinguitur, ut in regula privilegium de regul. ju. in 6º cum vulgaribus, et etiamsi sit pactum personale, extinguitur cum personá, et ad hæredes non transit, ut in L. et hæredi in principio, et in L. qui in futurum, § fin. ff. de pactis, et ibi *Bar.*, maximè quia res de quibus dicta capitula tractant, de suá naturá non sunt transmissibilia ad hæredes, nec cessibilia, ut supra dictum est, et casu quod ad hæredes pertineret dicta decima, non poterat impedire quominùs de eis faceret rex gratiam et concessionem et remissionem euntibus ad habitandum, quia istæ gratiæ et libertates sunt expensæ utiles et etiam necessariæ pro communi beneficio terræ, quibus mediantibus populatur et augetur terra ipsa, et crescunt jura regalia, ex quibus nititur ipse percipere decimam. Et cùm omnes expensæ virtute dictæ capitulationis et ex ejus tenore debent primò deduci ex capitale principali, et post dictam deductionem pars adversa nititur habere decimam, et non antea, et si hoc contradiceret, est contradicere præminentiam et dignitatem regiam quam rex habet in faciendis concessionibus et immunitatibus ac in largiendis beneficiis et in regnorum suorum administratione, quod soli regi pertinet in signum domini et præminentiae, quantò magis quia dicta decima solùm fuit concessa personæ ipsiusmet Colon et non alio sine verbo aliquo, quod denotat perpetuitatem, nec in aliquo ex privilegiis fuit extensum ad filios, sicut fuit illud de visorey é gobernador, et licet dicta capitula fuerint confirmata prout fuerunt ad hæredes et successores, intelligitur in his quæ dicta capitula loquuntur cum hæredibus et successoribus, et in his quæ expressè et specificè confirmationes loquuntur et concedunt pro hæredibus, quia es de almirante, visorey é gobernador, et confirmat capitula et confirmando nihil de novo dat, ultra quæ in dictis capitulis confirmatis continentur, ut per glosis in c. ex parte de constitut. et in L. ex verbis C. de donatio. inter vir et uxorem. Casus est in c. cum dilectá de confirma. utili vel inutili.

Nec in officio admiraldi, viceregis vel gubernatoris potest servire per substitutum in ipsá dignitate, cùm in eá ipse fuit

electus industriâ suæ personæ propter ea quia ipse invenit et lucratus fuit dictas insulas, et sperabatur quæ inveniret et lucraretur alias quamplures insulas, ut ex verbis contractationis et privilegiorum confirmationumque clarè constat, et in talibus officiis nemo potest per substitutum servire, ut per Angel. de Aretio in § 1 Institu. de usufructu, et per Bart. in L. nemo ff. de duobus reis, 2^a col., in medio, et Bart. in L. continemus, § si ab eo ff. de oblig., et per Abb. in c. fin. in § is aut, de offic. delegat. p^a colu., et quod privilegium dicit quia possit tanquam vicerex et gubernator per se vel substitutos exercere, intelligitur en el oficio de alcaldes, alguaciles, é otros oficiales, et ita intelligit provisio data en Barcelona, año de 1493, á 28 de mayo, non tamen in dignitate viceregis, admiraldi vel gubernatoris, quia solummodo illa facultas ponendi substitutum in dignitate fuit concessa personæ Cristophori Colon dum iret ad quærendum novas insulas, et non aliis, ut refertur en las 118 hojas, é aun de las razones allegadas por el almirante se colige en las 33 cartas de la relacion sumada, et est expressa L. X^a, tit. 12, foro novo LL., lib. 2^o.

Nec obstat quod dicitur in 4^o capitulo contractationis, quia possit cognoscere de controversiis quæ oriuntur circa mercantias, etc., quia illud loquitur solummodo cum persona dicti Cristophori Colon, et in mercantiis quas ipse portaverit de dictis insulis quidquam vel de aliis mercantiis quæ permutatæ fuerint cum illis quæ ille portaverit, et sic specialiter de illis loquitur dictum capitulum et loquitur conditionaliter, si justum fuerit vel ad officium pertinuerit, etc.

Nec obstat quintum capitulum dictarum capitulationum, quod possit armare et contribuere in 8^a parte, quia illud solummodo loquitur cum dicto Cristophoro Colon, et est pactum vel privilegium personale, ut supra dictum est, nec constat haber contribuido ni en qué cantidad, é aunque hobiera armado é contribuido, non propterea debebat habere partem domini vel jurium quæ ibi lucraretur, sino de los restantes y cosas manuales muebles que de aquel primer viaje se trajesen como lo llevan todos los otros armadores y contribuyentes, et semper remanet

1494.

regi integrum dominium et jura in terrâ quæ ex tali armatâ acquiruntur, et ita declarat capitulum 21, scilicet quod intelligitur de mercantiis solummodo en las 124 hojas p^o c^o et 125 hojas 11^o cap^o et in 126 hojas, é asi lo declara que esto del diezmo y ochavo se entiende en las cosas muebles, et ex verbis dicti capituli colligitur loquendo in rebus de trato é negociacion. Nam istæ res et nomina de trato é negociacion non conveniunt rebus immobilibus, nec incorporeis, sed rebus corporeis et mobilibus tantum. Ita casus expressus in L. mercis la 1^a ff. de verbo. signific., et appellatio mercis porrigit ad omnes negotiationes, ut per tex. in l. 1^a, § 1^o ff. de tributariâ, et sic iste terminus trato é negociacion dicti capituli solummodo intelligitur de rebus mobilibus, et ita etiam declarat quædam provisio regia producta per admiraldum, data en Granada á 27 de setiembre de 1501 años, in primo capitulo, Cartas del memorial. Quod capitulum loquitur in mercibus, et sic in rebus mobilibus, quantò magis quia dictæ capitulationes non comprehendunt hæredes et successores, ut superius dictum est.

Ex quibus omnibus supradictis inferuntur sequentes conclusiones :

1^a Quod administratio gubernationum jurisdictionis in perpetuum ultra vitam gubernatoris dari non potuit, nec valuit per viam privilegii nec contractûs nec alius.

2^a Quod iste qui dicitur visorrey vel gubernator non potest ponere substitutum in dignitate viceregis et gubernatoris.

3^a Quod ab ipso vicerege, admiraldo et gubernatore apelatur.

4^a Quod iste vicerex non potest eligere judices, tabelliones nec alios officiales, sino quod habeat eos manu regiâ.

5^a Quod istud jus admiraldi fuit concessum solum in illis insulis quæ manu et industriâ Cristophori Colon fuerunt repertæ et expugnatae cum effectu per eum.

6^a Quod contenta in 3^a, 4^a et 5^a capitulationibus, ex eorum dispositione et confirmatione, non transeunt ad hæredes et successores ultra personam Cristophori Colon.

7^a Quod contenta in dictis tribus ultimis capitulis loquuntur et verificantur in rebus corporeis mobilibus, et non alius. — El licenciado VILLALÓBOS (1). 1491.

(1) Hállase original en el archivo general de Indias de Sevilla entre los papeles que vinieron de Simáncas, de patronato real, legajo 4^o, n^o 13. Confrontóse en 28 de abril de 1793.



ESPAÑA Y PORTUGAL.

1494. Discurso en que se manifiesta que los señores reyes católicos no estaban obligados á guardar la capitulacion hecha con el rey Don Juan de Portugal en Tordesillas á 7 de junio de 1494, sobre la línea de la demarcacion y particion que se habia de echar en el mar Océano de polo á polo, 370 leguas al poniente de las islas de los Azores y Cabo Verde.

JESUS.

Propiedad
de hacer contratos
con las
estipulaciones
claras y explicitas.

Cosa es de durable amor y larga amistad cuando en el contrato ó asiento que entre partes se hace van muy declaradas las razones é causas que les movió á tomar tal asiento, porque los tales contratos son causa que si sobre lo mismo en algun tiempo nacen debates, ligeramente se atajan, ó se da á cada uno su justicia

Principio
de la
relacion histórica
sobre
el descubrimiento
de la América
en 1492.

El año de 1492, los muy altos y poderosos príncipes el rey é la reina de Castilla é de Aragon, etc., enviaron al su almirante á tentar y descubrir las Indias, islas y tierras firmes del fin del Oriente, navegando de España al poniente por el mar Océano, el cual camino jamas nadie navegó, el cual dicho almirante en breve tiempo pasó á las dichas islas y tierras firmes de India, y navegó por ellas grandes dias y mucho número de leguas; y despues volviendo á España á los dichos rey é reina con su victoria, vino forzado de muy grave tormenta al puerto de la ciudad de Lisboa, adonde estaba el serenísimo rey Don Juan

de Portugal, el cual despues de sabido de tan señalado viaje y la admiracion dél, y de tantas islas y tierras y pueblos y riquezas de oro y especias y otras infinitas de valor de que se habia noticia, se movió con mucha priesa á enviar una armada suya á esas islas y tierras firmes, la cual navegacion y trato y manera de las gentes de aquellas tierras con grande diligencia procuró de saber por formas y artes de los pilotos y marineros y gentes que venian con el dicho almirante, para que fuesen pilotos de la dicha armada y la llevasen por ese mismo camino á las dichas islas y tierras firmes, y le informasen mas enteramente de todo.

Partió el dicho almirante del dicho puerto de Lisboa, y vino á Sevilla, y dende á la ciudad de Barcelona, donde á la sazón estaban los sobredichos rey é reina de Castilla é Aragon; y fecha la relacion á Sus Altezas de su viaje y de todo lo que en él le habia acontecido, y ellos ya por otra parte habian sabido como el dicho rey de Portugal tenia destinado y presto la dicha su armada para ir á las dichas islas é tierras firmes, sobre lo cual luego le escribieron y enviaron mensajero propio, rogándole que no mandase facer el dicho viaje á la dicha su armada ni á otra nave para las dichas Indias y tierras firmes á descubrir ni tratar en ellas, porque eran suyas propias, y tenian de ellas donacion del Santo Padre así de las descubiertas como de todas las otras islas y tierras firmes que estuviesen por descubrir á la parte del poniente, desde una raya ó línea que Su Santidad habia mandado señalar al poniente desde las islas de Cabo Verde y aquellas de los Azores cien leguas, la cual pasa del polo ártico al polo antártico, por manera que les habia donado ó concedido todas las islas y tierras firmes descubiertas y por descubrir que sean allende de la dicha raya al poniente, fasta adonde tuviese posesion á la sazón y tiempo del año de 1493 príncipe cristiano, con todas las cibdades é villas é lugares que en ellas son.

El rey de Portugal, sabido esto, envió mensajeros á los sobredichos rey é reina, diciendo que él tenia las islas de los Azores y aquellas del Cabo Verde y otras en el dicho mar Océano, y

1494.

La tormenta obliga á Colon á entrar en Lisboa, etc.

Partida de Colon á España.

Mensaje enviado al rey de Portugal.

Contestacion del rey de Portugal.

1494.

que sus naos navegaban y descubrian en él; que habia sido agraviado que el Santo Padre le oviese ansi encerrado que no pudiese él embiar allende de las dichas cien leguas al poniente á navegar y descubrir.

Otra contestacion
de los
reyes católicos
al rey de Portugal.

Los serenísimos rey é reina de Castilla é de Aragon, etc., respondieron que el serenísimo rey de Portugal ni sus naos no habian jamas navegado allende de las dichas islas de los Azores y Cabo Verde cien leguas, ni tenia allí islas, ni tierras, ni posesion alguna, é que á ellos el Sumo Pontífice les habia donado é concedido todas las islas é tierras firmes descubiertas é por descubrir al poniente desde la dicha raya ó línea, navegando hácia India ó hácia cualquiera otra parte que sea, fasta donde tuviese posesion de tierra otro príncipe cristiano al dicho príncipe; y que así como todo se lo habia donado que así ya todo lo tenia por suyo, y que entendian de lo descubrir por divulgar en todas las islas y tierras firmes de aquellas partes el nombre de nuestro Salvador, y procurar de animar y traer la gente de todas ellas al santo bautismo, segun se habia comenzado, y que entendian de gastar en esto todo lo que fuese menester y no estimar ni dudar peligro alguno que ya en ello pudiese ocurrir, pues el mayor era pasado; pero que si tan encerradas quedaban las dichas islas que sus navíos no tenian dónde ir á descubrir, segun decian, que por contemplacion del amor y debdo tan cercano que Sus Altezas tenian con el dicho señor rey de Portugal, que les placia de les dar y que fuesen suyas las islas y tierras que fuesen de la parte de levante, desde una raya que mandaron marcar al poniente adelante de la otra raya sobre la dicha 270 leguas, la cual pasa de setentrion en abitro de polo á polo, y que á los sobredichos rey é reina les quedarian todas las islas y tierras firmes descubiertas y por descubrir, que son de la parte del poniente fasta donde habia ó hubiere príncipe cristiano que posea de ántes del dicho año, segun en la dicha concesion se contiene.

Gracia
que los
reyes católicos
se proponian
hacer
al rey de Portugal.

Límites
de la donacion
que los reyes
hicieron
al de Portugal.

Aceptacion
del rey de Portugal.

É los dichos mensajeros del señor rey de Portugal aceptaron, y concedieron con su mandado é con su poder todo lo susodicho, es á saber:

Que los sobredichos rey é reina mandasen señalar otra raya allende aquella que tenian señalada el Sumo Pontífice 270 leguas, que sería y es sobre las dichas islas de los Azores y Cabo Verde 370 leguas, y que todas las islas y tierras que fuesen adentro la dicha raya de la parte de levante hasta la otra raya primera, que todas fuesen del señor rey de Portugal, y todo lo otro que fuese al poniente de ella fuese de Sus Altezas hasta donde tiene ó tenia posesion príncipe cristiano, como en la dicha donacion se contiene, y de esto todo se hizo asiento.

El Sumo Pontífice donó é concedió á los sobredichos rey é reina, año de 1493, todas las islas y tierras firmes que son al poniente desde una raya que fizo marcar sobre las islas de los Azores y aquellas de Cabo Verde cien leguas, yendo al poniente hácia India ó á cualquiera parte que fuesen, hácia adonde tuviese posesion príncipe cristiano ántes del dicho año de 1493.

Á este tiempo las naves de Portugal no habian pasado navegando por Guinea de África en la parte de un límite que ellos nombraron Cabo de Buena Esperanza, hácia el cual lugar se entiende que llega la donacion y concesion del Santo Padre, fecha á los dichos rey é reina, y hácia allí á ese reino por el mismo tiempo tenia tomada posesion, por lo que ya era descubierto; y por esto el dicho rey de Portugal non habia de pasar mas adelante hácia el levante, y así lo hizo porque nunca despues mandó navegar sus navíos hácia aquella parte, como que no había consentido y otorgado y abido por buena la dicha donacion é concesion, quando aceptó é rescibió el límite de las dichas 270 leguas que los dichos rey y reina le dieron de lo que ya era suyo é tenian posesion é señorío por las dichas razones.

Agora el serenísimo rey de Portugal Don Manuel, no habiendo respecto al dicho asiento fecho con el rey Don Juan (que Dios haya), que tanto tiempo habia guardado y mandado que no navegasen sus naos adelante del dicho límite Cabo de Boa Esperanza, porque hasta allí comprendia la dicha donacion del Santo Padre, como dicho es, ha mandado navegar á sus naos grandísimo número de leguas al oriente, atravesando Arabia, Persia é India, hasta llegar casi adonde habian llegado las naos de los

1494.

Otro señalamiento de límites.

Reparticion de territorio entre el rey de Portugal y los reyes católicos.

Donacion del Sumo Pontífice.

Navegacion de las naves de Portugal.

Cabo de Buena Esperanza.

Prudente conducta del rey de Portugal.

Conducta del nuevo rey de Portugal.

1494.

sobredichos rey é reina navegando de oriente hácia el poniente y al polo ártico, y fueron allende de la dicha raya que habian marcado, allende de la del Santo Padre, lo cual todo fué contra el dicho asiento y en perjuicio y daño de los dichos rey é reina.

Tesor
de la escritura
hecha en favor
de la concesion
al rey de Portugal.

Pero porque en la escritura que mandaron hacer de las dichas 270 leguas de mar y tierra que le dieron, dice que todas las islas y tierras que son de la parte de levante de la dicha raya que él hallase y descubriese, que sean suyas y de sus súbditos, podria ser que alguno dijese que él pudo navegar á levante del Cabo de Buena Esperanza, é ir en Arabia, Persia é India, pues esto todo es á levante de la dicha raya y que por ello todo es suyo.

Contestacion
relativa
á dicha escritura.

Respondo que no se debe entender así por cuatro causas, y que aquella navegacion del Arabia, Persia é India é de las islas de aquellos mares que son allende del Cabo de Buena Esperanza, yendo por Guinea, y tambien la otra navegacion de Portugal al poniente allende de la raya y pasar al norte, que el señor rey de Portugal ha mandado facer, que ambas han sido y son contra el dicho asiento, y que, segun aquel, la una navegacion ni la otra no son lícitas ni conformes á él, ántes son ambas prohibidas del Santo Padre, so pena de excomunion *latæ sententiæ*.

Violacion
del asiento
hecho con Don Juan
de Portugal.

Primera razon
dada en apoyo
de lo que precede.

La primera razon que presupongo para prueba de esto es: que la diferencia por que la dicha escriptura é asiento se fizo como en ella está muy claro no era otra, salvo que el rey de Portugal, al tiempo que el dicho almirante de los dichos rey é reina vino de descubrir las dichas Indias y llegó al dicho puerto de Lisboa, forzado de tormenta como dicho es, armó ciertas naos y tomó al dicho almirante ciertos marineros para enviar á las dichas Indias por el mismo camino que habia llevado y trahido el dicho almirante, sobre lo cual los dichos señores rey é reina, como poseedores de todo, se opusieron á ello y á estorbar la dicha navegacion, por razon de la dicha donacion é concesion apostólica, é de la posesion que ya el dicho almirante en sus nombres de todo habia tomado; por lo cual el dicho rey de Portugal estorbó la dicha navegacion de la dicha armada, y

El rey de Portugal
estorbó
la navegacion
del almirante.

embrió sus mensajeros con su poder bastante, con los cuales se tomó el dicho asiento y les fueron dadas las dichas 270 leguas solamente, y fué por ellos en nombre del dicho rey de Portugal, y con su consentimiento otorgado y asentado por la parte que al dicho señor rey pertenecian las dichas 270 leguas al levante, quedando todas las islas y tierras firmes descubiertas y por descubrir al poniente de la dicha raya para los dichos señores rey y reina de Castilla é de Aragon, etc., é para sus súbditos, yendo hácia India ó hácia cualquiera otra parte que sea, que se entienda hasta el dicho Cabo de Buena Esperanza, porque hasta allí no tiene ninguna posesion príncipe cristiano de tierra ni de isla, y por ello comprende hasta allí la dicha donacion del Santo Padre.

La segunda es que la dicha diferencia, segun en la dicha escriptura dice, non era salvo sobre el descubrir de las islas y tierras que há en el mar Océano, y esta es la verdad. El mar Océano es entre África, España y las tierras de Indias: él tiene de la parte á poniente las Indias y de la parte de levante África y España, y este es el mar Océano, porque pasando el sol de España hácia el poniente, va *et occidit nobis* en aquella mar grande, y por esto cobró el nombre de Océano, así que la diferencia non era salvo en las islas y tierras non descubiertas á ese tiempo en el dicho mar Océano, é tambien decia entre India, África y España, por el cual por amor y amistad los sobredichos rey é reina dieron al sobredicho rey de Portugal las dichas 270 leguas de la mar y tierras de lo que, como dicho es, el Sumo Pontífice les habia donado y concedido, y ellos poseian y señoreaban, de manera que non quedó de la dicha mar Océana hasta llegar á la tierra firme é islas que están al poniente de ella, salvo la mistad, y que sea verdad que la dicha diferencia non era ni fué salvo en el dicho mar Océano, segun aquí está dividido, claro parece en la dicha escriptura de asiento, casi en el fin de ella en un capítulo en que aclaran los sobredichos rey é reina, que si sus naos oviesen ya fallado algunas islas é tierras en el dicho mar Océano de la parte de levante de la dicha raya que habian mandado marcar adentro

1494.

Explicacion
del tenor
de la escriptura
del asiento

Segunda razon
que se da.

Orígen
del nombre
de Océano

Por qué
motivo dieron
los reyes
al de Portugal
las 270 leguas
del mar y tierras.

Se dan pruebas
de no haber
hallado
los navios
de Portugal
islas ó tierras.

1494.

Diligencias
que se practicaron
en el marcar
de la raya.

las dichas 270 leguas que se habian dado, que las daban é querian que fuesen del dicho señor rey de Portugal; y asimismo se prueba esto por las diligencias que pusieron en el marcar de la dicha raya, segun en el dicho asiento paresce, en el dicho mar Océano, y asimismo se prueba por qué no es de creer que Sus Altezas dieran estas dichas 270 leguas, para que el dicho rey de Portugal ó sus naos entrasen ni navegasen por otra puerta ni entrada indirecta, porque claro se puede decir que fué engaño, por haberse fecho contra la intencion del dicho asiento y en quebrantamiento de él, en el cual está prometido y asentado por el dicho rey de Portugal que se guardaria segun en él se contiene, sin cautela, ni arte, ni engaño, ni simulacion, lo cual no ha cumplido así el dicho señor rey Don Manuel, porque ha mandado navegar en India por la parte de Guinea, y en Scitia por la parte de poniente, y al septentrion allende el dicho limite ó raya.

Promesa
que hizo
el dicho
rey Don Juan
de Portugal.

Falta
á la promesa.

Tercera razon
que se da
para demostrar
la injusticia
del rey Don Miguel.

La tercera es que el rey é la reina de Castilla é de Aragon, etc., le dieron las dichas 270 leguas de mar y tierras en el dicho mar Océano, porque él toviere en qué navegar é descubrir, y porque no toviere él qué hacer en Asia, Arabia, Persia é India, ni en las islas que son al abitro de estas tierras, de que ya tenian donacion é posesion; y si creyeran que él y sus subcesores no habian de guardar el dicho asiento, y que despues de recibidas las dichas 270 leguas de mar y tierras, le habian de entrar en el resto por formas cautelosas y atajos y contraminas, Sus Altezas enviarán luego sus naos por Asia en India, Persia, Arabia y en la mar Bermeja y en África, hasta el Cabo de Buena Esperanza, de que ya de todo tenian y tienen donacion y posesion y señorío; por aquel dicho Cabo de Buena Esperanza es el mojon y division de las dichas tierras, y non habia el dicho rey de Portugal de mandar pasar adelante, ántes lo debiera guardar con tanta diligencia que fueran Sus Altezas muy seguros que en ningun tiempo se habia de quebrantar, como siempre miéntras vivió, el dicho rey Don Juan lo guardó, y creyendo Sus Altezas que por sus subcesores así se continuaria, no se dieron presa en el descubrir, salvo en asentar bien los

Lo que harán
los reyes
en caso de portarse
el de Portugal
con cautela
y atajos.

El Cabo
de Buena Esperanza
es la division
de las dichas
tierras.

pueblos por donde navegaban sus naos, y habian comenzado el camino para el dicho mar Bermejo, y pasar de India adonde está, casi al Cabo hácia el poniente, ó veramente por mas claro entender, ó cerca del rio Indio, y pasar en Persia y Arabia hasta la mar Bermeja, adonde se acaba Asia.

1494.

Ni es de creer que cuando dijeron en aquella escritura y asiento, que les daba todas las islas y tierras que él descubriese de la parte de levante, que fuese salvo desde la raya que mandaron señalar Sus Altezas hasta la otra que tenia señalada el Santo Padre 270 leguas, por muchas razones que no son necesarias de escribir como queria, que diré hay una, la cual es que los sobredichos rey é reina aun no tenian por suyo ni en donacion, salvo desde la raya que señaló el Santo Padre hasta el Cabo de Buena Esperanza en África, y de lo otro non tenian ninguna posesion, y por esto no determinarian, ni acordarian de dar é proveer al señor rey de Portugal ni á otra persona de cosa que no era suya ni tenian de ella posesion.

Verdadero sentido
de la escritura
y asiento consabido

La cuarta es que si la diferencia fuera salvo en el mar Océano allí donde señaló la raya el Santo Padre, y que aquellas palabras que van dichas en el asiento que todas las islas é tierras firmes que el señor rey de Portugal descubriese á la parte del levante de la raya que Sus Altezas mandaron marcar que serian ó eran otras, salvo aquellas que se hallasen entre la una raya y otra, y que se entendia que él podia descubrir hasta la fin de levante ó oriente, y asimismo Sus Altezas por poniente hasta el último: es de creer y muy palpable, porque el mundo es redondo, que aquel que mas apriesa andoviese cobraria mas de ello, y tanto el rey de Portugal pudiera navegar, siguiendo el levante, que llegaria á la dicha raya que hicieron marcar Sus Altezas por navegacion al poniente; y asimismo Sus Altezas tanto pudieran mandar navegar al poniente que hicieran otro tanto; y segun esto se concluye que la diferencia no era salvo en el mar Océano, donde se fizo el dicho límite ó raya, el cual fué necesario de hacerse por dividir la pertenencia de cada uno é evitar los sobredichos, é por dar claro conocimiento á todo el mundo que á los dichos señores rey é reina quedaba todo lo

En qué consistia
la cuarta razon.

Probabilidad
de la opinion
emitida
en la cuarta razon.

Conclusion
que se sacó
de la dicha
opinion.

1494. restante contenido en el dicho donado é concesion hasta el Cabo de Buena Esperanza, y al dicho rey de Portugal el dicho limite de entre raya y raya que Sus Altezas le dieron que dura hasta el dicho Cabo contra oriente.

Verdadera
posicion geográfica
del mar Océano.

Cómo llamaban
á este mar
los sabios antiguos.

Verdadera
diferencia
que existia
entre los reyes
el rey de Portugal.

Y si se dijese que el mar Océano comprende y congela todo el mundo á la redonda, respondo que el Océano verdadero, y de que es y era la habla y diferencia, que es aquel que está entre India, África y España como arriba está dividido, y para en prueba de esto, en todas las escripturas de cosmografía é historias generalmente llaman á este los sabios antiguos sin le añadir ningun sobrenombre, *Océano*; y todos los otros mares, que tienen nombre de Océano, se les arrima el sobrenombre con que se diferencian de este, que principal y solo Océano es: así como al de Arabia Arábico, al de Persia Pérsico, y Gárges Gan-gético, y así de los otros.

Por todo lo cual queda claramente dicho y probado, que la diferencia que fué entre los serenísimos rey é reina de Castilla é de Aragon, y el señor rey de Portugal, non fué salvo en la mar Océana que arriba está dividida, y que por las 270 leguas de mar y tierras, que Sus Altezas le dieron, afirmó y ovo por buena la donacion y concesion del Sumo Pontífice, desde la raya hácia el poniente hasta el Cabo de Buena Esperanza en África; y asimismo se declara como el serenísimo rey Don Manuel non guardó el asiento, así como hacía el rey Don Juan, su antecesor, porque ha navegado allende del Cabo de Buena Esperanza en Arabia, Persia é India, por el camino de Guinea, y ha navegado al septentrion y pasado la raya de la parte de poniente, por lo cual no son obligados Sus Altezas de ninguna manera por ningun concepto de guardar ya aquel asiento si no quisieren (1).

(1) Hállase una simple copia coetánea sin expresion de autor en el Archivo general de Indias de Sevilla, en los primeros legajos rotulados de *Patronato real* que vinieron de Simáncas. Confrontóse en 4 de junio de 1793.

CAPITULACION

De la próroga ajustada nuevamente por los reyes católicos y el de Portugal, sobre los diez meses en que habian de ir las carabelas de ambos reinos á la demarcacion y particion del mar Océano, segun la capitulacion del año de 1494.

1495.

Este es un traslado bien é fielmente sacado de cierta capitulacion é asiento general fecho entre los católicos reyes Don Fernando é Doña Isabel, de gloriosa memoria, y el señor rey de Portugal, sobre la particion del mar Océano, escrito en pergamino é firmado de los nombres de los dichos católicos reyes Don Fernando é Doña Isabel, é sellado con su sello de plomo segun por él parecia; su tenor del cual es este que se sigue :

Tratado
fiel de dicha
capitulacion.

Sobre la particion
del mar Océano.

Don Fernando é Doña Isabel, por la gracia de Dios, rey é reina de Castilla, de Leon, de Aragon, de Sicilia, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Córdoba, de Córcega, de Murcia, de Jaen, del Algarbe, de Algeciras, de Gibraltar, de las islas de Canaria, conde é condesa de Barcelona, señores de Vizcaya é de Molina, duques de Atenas é de Neopatria, marqueses de Oristan é de Gociano, etc.

Tenor
del dicho traslado.

Por quanto en la capitulacion é asiento que se hizo entre nos y el serenísimo rey de Portugal é de los Algarbes, de aquende é de allende del mar en África, é señor de Guinea, nuestro muy caro é muy amado hermano, sobre la particion del mar Océano, fué asentado é capitulado, entre otras cosas, que desde el dia de la fecha de la capitulacion hasta diez meses primeros siguientes hayan de ser en la isla de Grande Canaria carabelas nuestras é suyas con astrólogos, pilotos é marineros é personas que nos y él acordáremos, tanto de la una parte como de la otra, para ir á hacer é señalar la línea de la particion del dicho mar, que ha de ser á 370 leguas de las islas de Cabo Verde á la parte de poniente, por línea derecha del polo ártico al polo antártico, que es de norte á sur, en que somos concordados en

Lo que fué
asentado
entre
los reyes de España
y Portugal.

1495.

Determinacion
tomada
por los reyes
para el mejor
beneficio de todos.

Cómo se habin
de hacer
la línea divisoria.

la particion del dicho mar por la dicha capitulacion, segun mas largamente en ella es contenido ; é agora nos, considerando como la línea de la dicha particion se puede mejor hacer é justificar por las dichas 370 leguas, seyendo primeramente acordado é asentado por los dichos astrólogos, pilotos é marineros é personas, ántes de la ida de las dichas carabelas, la forma é órden que en el demarcar é señalar de la dicha línea se ha de tener, é así por se excusar debates é diferencias que sobre ello entre las personas que así fueren podrian acontecer, si despues de ser partidos los oviesen allá de ordenar, é viendo asimismo que yendo las dichas carabelas é personas ántes de saber ser hallada isla ó tierra en cada una de las dichas partes del dicho mar á que luego ordenadamente hayan de ir, no aprovecharia : por tanto, para que en todo se mejor pueda hacer é con declaracion é certificacion de ambas las partes, habemos por bien é por esta presente carta nos place que los dichos astrólogos, pilotos é marineros é personas en que nos acordáremos con el dicho rey nuestro hermano, tanto de la una parte como de la otra, é que razonablemente para esto puedan bastar, se hayan de juntar é junten en alguna parte de la frontera de estos nuestros reinos con el dicho reino de Portugal, los cuales hayan de consultar, acordar é tomar asiento dentro de todo el mes de setiembre primero que verná de este año de la fecha de esta carta, la manera en que la línea de la particion del dicho mar se haya de hacer por las dichas 370 leguas por rota derecha al poniente de las dichas islas del Cabo Verde del polo ártico al polo antártico, que es de norte á sur, como en la dicha capitulacion es contenido ; y aquello en que se concordasen, siendo todos conformes é fuere asentado é señalado por ellos, se aprobará é confirmará por nos é por el dicho rey nuestro hermano, por nuestras cartas patentes ; é si ántes ó despues que fuere tomado el dicho asiento por los dichos astrólogos, pilotos y marineros que así fueren nombrados, yendo cada una de las partes por la parte del dicho mar que pueden ir segun lo contenido en la dicha capitulacion, é guardándose en ello lo que se contiene en ella, fuere hallado é se halláre isla ó tierra que parezca

á cualquier de las partes ser en parte donde se pueda hacer la dicha línea segund la forma de la dicha capitulacion, é mandando requerir la una parte á la otra, que manden señalar la línea susodicha, seremos nos y el dicho rey nuestro hermano obligados de mandar hacer y señalar la dicha línea, segund la órden del asiento que fuere tomado por los astrólogos, pilotos y marineros é personas susodichas que así fueren nombrados, dentro de diez meses primeros contados del dia que cualquier de las partes requiriere á la otra; y en caso que no sea en el medio de la dicha línea, lo que así se halláre, se hará declaracion cuántas leguas hay de ello á la dicha línea, así de nuestra parte como de la parte del dicho serenísimo rey nuestro hermano, dejando por ende en cualquier isla ó tierra que mas acerca de la dicha línea, despues por el tiempo se halláre, hacer la dicha declaracion, é por se hacer lo que dicho es, no se dejára de tener la manera susodicha hallándose isla ó tierra debajo de la dicha línea como dicho es, é hasta el dicho tiempo de los dichos diez meses despues que la una parte requiriese á la otra como dicho es, nos place por esta nuestra carta prorogar é alargar la ida de las dichas carabelas é personas, sin embargo del término que cerca de ello en la dicha capitulacion fué asentado y capitulado, é bien así place, é habremos por bien para mas notificacion é declaracion de la particion del dicho mar, que entre nos y el dicho rey nuestro hermano por la dicha capitulacion es fecha, é que para nuestros súbditos é naturales tengan mas informacion por donde de aquí adelante hayan de navegar é descubrir é así los súbditos é naturales del dicho rey nuestro hermano, de mandar como de hecho mandaremos, so graves penas, que en todas las cartas de marear que en nuestros reinos é señoríos se hicieren de aquí adelante, los que ovieren de ir por el dicho mar Océano, se ponga la línea de la dicha particion figurándose del dicho polo ártico al dicho polo antártico, que es de norte á sur, en el compas de las dichas 370 leguas de las dichas islas del Cabo Verde, por rota derecha á la parte del poniente, como dicho es, de la forma que acordasen la medida de ella los dichos astrólogos é pilotos é marineros que así se juntasen, siendo todos conformes.

1493.

Observacion
que se hace
en caso
de hallarse alguna
otra isla ó tierra.

Obligacion
que tendrán
qué cumplir
los reyes católicos
y el de Portugal.

Declaracion
que se habrá
de hacer.

Próroga
acordada por la ida
de las carabelas.

Disposiciones
que se mandan
tomar
relativamente
á la línea
de particion
de norte á sur.

1495.

Otorgamiento
por los reyes
del contenido
de esta carta.

Mandan
los reyes
que se junten
los facultativos.

Prórroga
y alargamiento
de la ida
de las carabelas.

Prometen
los reyes
por su fe
y palabra cumplir
todo lo que
va expresado.

É queremos é otorgamos que esta presente carta, ni lo en ella contenido, no perjudique en cosa alguna de las que son contenidas é asentadas en la dicha capitulacion, mas que todas é cada una de ellas se guarden para todo, siempre, en todo é por todo, sin falta alguna, así é tan enteramente como en la dicha capitulacion son asentadas; por cuanto esta carta mandamos así facer solamente para que los dichos astrólogos é personas se junten é dentro del dicho tiempo tomen asiento, de la órden é manera de que la dicha demarcacion se haya de hacer é para prorogar é alargar el tiempo de la ida de las dichas carabelas é personas, hasta tanto que sea sabido ser hallada en cada una de las dichas partes la dicha isla ó tierra á que hayan de ir, é para mandar poner en las dichas cartas de marear la línea de la dicha particion como todo mas cumplidamente de suso es contenido. Lo cual todo que dicho es, prometemos é seguramos por nuestra fe é palabra real de cumplir, é guardar, é mantener sin arte ni cautela ni fingimiento alguno, así é á tan enteramente como en ella es contenido, é por firmeza de todo lo que dicho es, mandamos dar esta nuestra carta firmada de nuestros nombres é sellada con nuestro sello de plomo pendiente en filos de seda á colores.

Dada en la nuestra villa de Madrid, á 7 dias del mes de mayo, año del nacimiento de Nuestro Señor Jesucristo de 1495 años.

Yo el REY.

Yo la REINA.

Yo Fernando Álvarez DE TOLEDO, secretario del rey é de la reina, nuestros señores, la fice escribir por su mandado. — Registrada.

Fecho y sacado fué este traslado de la dicha escriptura original que de suso va incorporada, en la ciudad de Vitoria, estando en ella la corte del emperador nuestro señor, á 5 dias del mes de febrero, año del nacimiento de Nuestro Señor Jesucristo de 1524, siendo presentes por testigos al concertar de este dicho traslado con la dicha escriptura original, Juan Vázquez de Molina, é Alonso de la Torre, é Tristan de Trueba, criado de Juan de Samano, estantes en esta corte.

É yo Juan de Samano, escribano de cámara de Sus cesáreas y católicas Majestades y su escribano é notario público en la su corte y en todos los sus reinos é señoríos, presente fui en uno con los dichos testigos al leer y concertar de este dicho traslado con la dicha provision original; é doy fé que está bien é fielmente sacada, por ende en testimonio de verdad fice aquí este mio signo á tal.

1495.

Juan DE SAMANO (1).

(1) Hállase el testimonio original en el Archivo general de Indias de Sevilla, entre los papeles traídos del de Simáncas, legajo 1º de los rotulados: Papeles tocantes á las islas de Maluco y Filipinas, causados desde el año de 1519 hasta el de 1547. Confrontóse en 21 de noviembre de 1793.



EL REY CATÓLICO Y LOS FUCARES.



LAS PRIMERAS PROPOSICIONES

1531. Hechas por los Fucares Alemanes y sus súbditos que se querian encargar del descubrimiento, poblacion y pacificacion de las islas é tierras que hay desde el estrecho de Magallánes hasta la tierra de Chíncha y Chiquilus (1) Meláres, y la respuesta dada á cada uno de los capítulos por el consejo de las Indias con acuerdo y parecer de su presidente, el arzobispo de Santiago.

S. C. C. MAGESTAD,

Tenor
de las proposiciones
de los Alemanes.

Oído Herll en nombre de los Fucares dice : que los del vuestro consejo real de las Indias le han mandado que de los capítulos é condiciones con que los dichos Fucares y sus súbditos se quieren encargar del descubrimiento, poblacion y pacificacion de las islas é tierras que hay desde el estrecho de Magallánes hasta el pueblo de Chíncha, como en otra peticion en el dicho nombre se haya ofrecido por ende declarando su intencion y deseo, é cumpliendo lo que le fuere notificado por mandado del vuestro consejo, dice lo que se sigue :

Lo que ofrecen
hacer
los
Fucares alemanes.

Capítulo 1º. — Primeramente que por servir á Vuestra Majestad los dichos Fucares se encargarán á su costa, dentro de un año, de tener á la vela y prestat por navegar con el primero buen tiempo, en uno de los puertos prometidos en estos vuestros reinos, tres ó cuatro navíos ó carabelas, con la gente, artillería,

Número de navíos
ó carabelas, etc.,
que ofrecen.

(1) Esta palabra no existe en el mapa, ni está en el Diccionario geográfico-histórico de las Indias Occidentales de Alcedo ; suponemos que es un error de pluma y que debe referirse á *Chiquitos*, antigua provincia del virreinato del Perú.

municion y mantenimiento necesario, todo á su costa, sin que Vuestra Majestad contribuya, ni gaste cosa alguna de ello, con todas sus fuerzas é cuidado : descubrirán é pacificarán todas las islas é tierra firme que hay desde el estrecho de Magallanes hasta Chíncha y Chiquilus Meláres que sea en los límites de Vuestra Majestad, é no esté encomendado ni concedido hasta hoy á persona alguna, é sin tomar cosa alguna de lo que pertenece al serenísimo rey de Portugal por la particion hecha entre Castilla y Portugal, ni por el asiento de Maluco fecha con Vuestra Majestad.

1531.

Reserva
de los derechos
del rey de Portugal,

Cap. 2º. — *Item* dice que se ofrece que continuará el dicho descubrimiento, conquista y poblacion, con los navíos é gente que fueren necesarios y provechosos, por término de seis años tomados desde el dia que la primer armada se ofrece á hacer se hiciere á la vela, lo cual todo ellos harán guardándolo por Vuestra Majestad; está ordenado é prohibido en las conquistas y poblaciones de las Indias que fueron declaradas en este asiento y capitulacion, así por el buen tratamiento de los Indios é su conversion á nuestra santa fé católica, como por el buen recaudo de vuestra hacienda y patrimonio real.

Ofrecen continuar
dicho
descubrimiento
durante seis años.

Y porque los dichos Fucares hagan y cumplan todo lo susodicho, suplican á Vuestra Majestad le plega é sea servido, considerando los grandes gastos que son necesarios y la vida de sus personas, y la renta y patrimonio que tienen á cumplir en ello, lo que conviene de les conceder por via de contrato las cosas siguientes :

Concesiones
que piden
los Alemanes.

Cap. 3º. — Primeramente, que los dichos Fucares en sus dias é despues de ellos los herederos suyos subcesive, uno despues de otro, puedan nombrar persona de su casa ó naturaleza, ó de los otros reinos y señoríos de Vuestra Majestad, por gobernadores de todo lo que así descubrieren durante el dicho término de los dichos seis años, con salario de dos cuentos de maravedís cada año.

Lo que piden
al rey católico.

Cap. 4º. — *Item* piden las tenencias de las fortalezas que el tal gobernador hiciere con parecer de vuestros oficiales, con salario de doscientos mil maravedís en cada un año, de cada una perpétuas, y que de la renta de Vuestra Majestad se pague la

Piden
otra concesion
relativa
á las fortalezas.

1581.

gente necesaria para la guarda y defensa de las dichas fortalezas, y tambien á vuestros oficiales que por tiempo fueren.

Autorizacion
de proveer
de los
oficios de justicia,
capitanías, etc.

Cap. 5º. — *Item* que los dichos Fucares é sus herederos en vuestro nombre real provean de todos los oficios de justicia y capitanías é regimientos y escribanías que fueren necesarias durante el dicho tiempo á los que fueren á conquistar y poblar la dicha tierra, pues esto es lo que conviene á vuestro real servicio, é no darlos á suplico de personas que tienen favor en vuestra corte é las venden, y es causa que los oficios son mal provehidos y peor servidos, y los pobladores é los que ganaren la tierra no son honrados ni galardonados, é todo esto redunda en deservicio de Vuestra Majestad, y son contentos que las personas que ellos proveyeren envíen en los primeros navíos por la confirmacion de Vuestra Majestad con informacion bastante de las calidades de sus personas, y este capítulo es mas importante al servicio de Vuestra Majestad que útil á los dichos Fucares.

(*Fiat*, con que presenten estos dos Fucares en sus dias conquististas hábiles, sin les llevar por ello cosa alguna, los proveerá Su Majestad á su suplicacion.)

Piden
la octava parte
de las islas
y tierra
que descubriren.

Cap. 6º. — *Item* pide que Vuestra Majestad haga merced á los dichos Fucares de la octava parte de las islas é tierra que así descubrieren y pacificaren perpetuamente, con señorío é jurisdiccion omnímoda, civil y criminal, y el fruto y rentas que no sea de lo mejor, ni de lo peor, y que queden á Vuestra Majestad las apelaciones y soberanía é las otras regalías como rey é señor natural.

(La veintena con que no pase de veinte leguas, ó diez lugares de tierra, en que sea de lo que conquistaren é pacificaren en los límites que lo piden, con que no puedan tomar puerto ni cabeza de provincia, ni ejecutar pena de muerte sin ser confirmada su sentencia por los jueces superiores de Su Majestad.)

Que durante 20 años
no pueda venir
nadie á rescatar
lo que ellos
descubrieren.

Cap. 7º. — *Item* que por veinte años no puedan ir á rescatar á lo que ellos descubrieren sin su licencia personas algunas, porque de lo contrario se ha seguido en las conquistas pasadas gran daño á los naturales é deservicio á Vuestra Majestad.

Cap. 8º. — *Item* pide que á los pobladores y conquistadores

é otras personas les sean concedidas las franquizas é libertades que convengan para los animar é traher en la tierra que él declara adelante.

1531.

Piden franquicias
y libertades.

Cap. 9º. — *Item* pide que todo lo que viniere en las ocho armadas primeras siguientes sea libre é horro de todo derecho é tributo, é despues obligado á pagar á Su Majestad no mas que el diezmo.

Piden que todo
lo que viniere
en las 8 armadas
primeras
sea libre de derecho.

Cap. 10º. — *Item* suplica á Vuestra Majestad sea servido de presentar por prelado en la dicha tierra la persona que ellos nombraren, siendo de la vida y calidad que convenga.

Nombramiento
de prelado.

Cap. 11º. — *Item* que la presentacion de los bienes eclesiásticos é dignidades que agora é por tiempo hubiere en las iglesias de la su octava parte sea suya, é pase con la universidad de la dicha tierra, é que la tierra de Vuestra Majestad la primera provision sea suplico é nombramiento suyo sin que Vuestra Majestad (1).

Bienes eclesiásticos.

NUEVAS PROPOSICIONES

Que hicieron los Fucares sobre la armada que se ofrecieron hacer en vista de la respuesta dada por el consejo de las Indias á las anteriores proposiciones, por las cuales se encargaban de la conquista y descubrimiento de las islas y tierra que hay del estrecho de Magallánes hasta la tierra de Chíncha y Chiquilus Meláres, y las respuestas dadas por el mismo consejo á cada una de las proposiciones.

EL REY. — Presidente y los del nuestro consejo de las Indias los que nos consultantes sobre las condiciones con que los Fucares se quieren encargar de la conquista, descubrimiento é poblacion de las islas é tierra que hay del estrecho de Magallánes hasta la tierra de Chíncha y Chiquilus Meláres y lo que á

Tenor
de la respuesta
del rey.

(1) Hállase original en el Archivo general de Indias de Sevilla, entre los papeles traídos del de Simáncas, legajo 7º de los de buen gobierno de Indias. — Confrontóse en 30 de setiembre de 1793.

1531.

Orden que da el rey
al consejo
para que se vea
y hable
con los Fucares.

ello os mandé responder. Despues por parte de los dichos Fucares ha sido presentada ante mi una peticion é capitulos tocantes á lo susodicho que con esta os mando enviar señalada del comendador mayor de Leon, mi secretario por ende. Yo vos mando que lo veáis y platiquéis sobre ello, y para mejor os informar, si os pareciere que conviniere hagan llamar al factor de los dichos Fucares, y me enviéis vuestro parecer de lo que conviene se debe hacer sobre ello, para que yo lo mande ver, é proveer como convenga.

Fecha en Gante tres dias del mes de abril de mil quinientos treinta y un años.

Yo el REY. — Por mandado de Su Majestad : Cóvos , comendador mayor.

Respuesta
del consejo
á Su Majestad.

S. C. M. — Oido Herll en nombre de los Fucares Alemanes, dice : que ellos vieron en Alemania los capitulos que yo hove dado sobre el armada que se ha ofrecido de hacer é lo que á ellos por Vuestra Majestad fué respondido, é lo que á los Fucares les parece que cumple hacer para el servicio de Vuestra Majestad é bien de la negociacion, siendo de ello Vuestra Majestad servido, es lo siguiente que responden.

Observaciones
hechas
por los Fucares
sobre el li uite
de la gobernacion
que pedian al rey.

Primeramente, dicen de mas de lo contenido en este capítulo que hove dado, que si por caso desde el estrecho de Magallanes hasta el pueblo de Chincha, ó desde el dicho estrecho de Magallanes hasta llegar á Maluco, á cualquier parte que sea de la una costa á la otra, sin entrar ni tocar en tierra de Maluco, ni en cosa tocante á la capitulacion y particion que está hecha con el serenísimo rey de Portugal, ni tampoco tocando en tierras é islas que hasta ahora estén concedidos á otras personas, se hallaren ó descubrieren algunas islas ó tierras de mas de lo contenido y especificado en el dicho primer capítulo, que los dichos Fucares lo pueden conquistar y poblar como en el dicho capítulo se contiene.

(Que se entienda que sea su gobernacion todo lo que hay desde el conienzo del estrecho de Magallanes hasta los fines de la gobernacion de Pizarro, y que entre la tierra adentro 200 leguas medidas desde la costa por cordillera, y que las islas que descu-

briere en este paraje dentro de cuatro años desde el día de la fecha de la capitulacion se entiendan en ella.)

1531.

Dicen los Fucares tocante al segundo capítulo, que por servicio de Vuestra Majestad é bien de la negociacion se obligan de enviar á esta conquista en los tres primeros viajes á su costa los quinientos hombres que Vuestra Majestad les requiere que envíen, con tanto que no sean obligados de mandar la segunda ni tercera, hasta que de aquella primera armada sea vuelta en los puertos de España, no lo queriendo hacer de su voluntad, é que si venida la respuesta de la primera armada no trajere de la dicha tierra é islas buena relacion, que sea á su escogencia tornar á armar ó no para las partes susodichas.

Piden un término de tres meses para determinar lo que hayan de hacer.

(Que se entienda así con tanto que dentro de tres meses despues de venida la primera armada ellos sean obligados á declarar si quieren tornar á armar, y que si no lo declaren, que Su Majestad pueda, pasado este término, apremiarles á ello, ó dar licencia á otras personas que armen.)

Tocante al tercero capítulo, suplican que esta gobernacion se le conceda por tres vidas, y que Antonio Fucaro sea el primero, é que él pueda nombrar otro sucesor de la misma manera, é que estos tres, no yendo ellos en persona á las tierras é islas de la dicha conquista é gobernacion, la persona ó personas á quien ellos dieren su poder use el oficio de gobernador, y en su ausencia, en las dichas tierras é islas, como ellos mismos, sin que sea necesario haber cada vez confirmacion de Vuestra Majestad de tal nombramiento, pues para tal empresa no han de nombrar ellos, ni encomendar su hacienda y honra, sino á personas calificadas é de recaudo, de quien Vuestra Majestad puede ser bien servido, y que Vuestra Majestad haya por bien de no les sacar ninguna cosa de los dos cuentos de maravedís de su salario en cada año por la dicha gobernacion, pues esto se ha de pagar de lo que se ganáre.

Piden que se les conceda la gobernacion durante tres vidas.

(*Fiat*, con que el nombrado sea obligado á llevar provision de Su Majestad dentro de un año que fuere nombrado, y que el salario sea dos mil ducados de salario y dos mil de ayuda de costa cada año, que sean 4 mil ducados.)

1531.
Salario
de
150,000 maravedís.

Tocante al cuarto capítulo, suplican que las fortalezas que se les han de dar perpétuas sean cuatro, con ciento é cincuenta mil maravedís de salario, que los del vuestro consejo señalaron, é que las dos sean en puertos de mar, pues los pueblos han de ser de Vuestra Majestad, é las otras dos fortalezas sean de las que hicieren en tierra firme, pues la conquista es grande y en mucha tierra es necesario que se hagan muchas fuerzas; en las demas que se hicieren se les den por las tres vidas susodichas, é la paga de la gente son contentos que sea á parecer de los oficiales de Vuestra Majestad.

(Que bien está respondido, con que el salario sea ciento y cincuenta mil maravedís con cada una cada año.)

Los Fucares
mudarán
las
personas impropias
para los oficios
de justicia y otros.

Tocante al quinto capítulo, dicen que si hay alguna de las personas que ellos ó subcesores nombraren para los oficios de justicia é regimientos y escribanías, pareciere á los oficiales de Vuestra Majestad que ahora han de ir, y á los que por tiempo estovieren en las dichas tierras y islas de su conquista que no son bien calificadas, ni tienen las partes que deberán de tener para tales oficios, que los mismos Fucares quiten á los tales, y tornen á nombrar otros en su lugar, é siendo aquellos aprobados por los dichos oficiales de Vuestra Majestad, que las tales personas envíen entónces por la confirmacion de sus oficios á Vuestra Majestad.

(Que está bien lo que está respondido, porque si alguno hiciere lo que no debe, él puede hacer justicia de él.)

Concesion
de una parte
de las conquistas.

Tocante al sexto capítulo, suplican que se les conceda la décima parte de lo que conquistaren y pacificaren con las condiciones que yo he pedido, que ni sea en lo mejor ni en lo peor de las dichas tierras é islas de su conquista, para que si en el repartimiento de la dicha décima parte de tierras é islas entráre algun puerto de mar, que se les conceda poderlo tener, pues lo uno é lo otro é todo se ha de descubrir y conquistar, y pacificar, é poblar á su costa de ellos, é que la jurisdiccion civil é criminal de las dichas tierras é islas que quedaren por suyas se les conceda en todo, como la tienen los señores en Castilla sus tierras é á otros se han concedido.

(Que está bien respondido, con que sea la quincena parte, y que esta no pase de treinta leguas con la jurisdiccion conforme á la respuesta, y que en lo demas tengan el señorío como lo tienen en sus tierras los señores en Castilla.)

1531.

Tocante al séptimo capítulo, suplican á Vuestra Majestad que se les conceda este capítulo como yo lo he pedido, pues de ello redundará mucho servicio á Vuestra Majestad é bien y utilidad á sus súbditos é vasallos, é piden que esto se mande so graves penas é que ellos y su lugartenientes sean meros ejecutores de ellas; é dicen que en cuanto á lo que se les respondió por los del consejo para que ellos nombren conquistadores hábiles, sin les llevar cosa alguna por ello, no entienden esta respuesta, ni ellos quieren tener personas en esta negociacion, sino muy hábiles, é que vayan á conquistar libremente, pero no quieren que gentes de otra provincia vayan á la suya sin su licencia, pues está en otros bien experimentado el daño que de ellos se sigue, y esto mismo se ha concedido á otros conquistadores.

Piden al r. y
que se les conceda
el 7.º capítulo.

(Que está bien respondido, porque la contratacion en pueblos de los cristianos que se hiciere ha de ser comun.)

Tocante al octavo capítulo, suplican que á estos nuevos pobladores de su conquista se les concedan algunas gracias y prerogativas mas de las ordinarias, siendo justas é honestas, y que estas que den para poderlas decir é declarar dentro en el término del dicho su descubrimiento.

Suplican
que se concedan
unas gracias
y prerogativas.

(*Fiat.*)

Tocante al noveno capítulo, suplican que por veinte años no paguen mas del diezmo de todo, así del oro de minas como de rescates, é entradas é cavalgadas, y cumplidos los veinte años se quede en que hayan de pagar el quinto, pero que todavía el primer viaje quede horro é libre de todo derecho, y despues comiencen á correr los dichos veinte años del dicho diezmo.

Tasa sobre el oro.

(Que del oro de minas paguen el primero año el quinzavo, y el segundo el cuatorceno, y así bajando hasta quedar en el quinto, y que de todo lo que se hobiere de cavalgadas paguen desde luego el quinto.)

Tocante al décimo capítulo, suplican á Vuestra Majestad pre-

1531.

Nombramiento
á las dignidades
eclesiásticas.

sente á las dignidades que se instituyeren en las tierras é islas de su conquista las personas que ellos nombraren, teniendo todas las calidades que para ello se requiere, y que esto sea solamente por el tiempo que durasen las tres vidas contenidas en el tercero capítulo, y que los obispados queden á eleccion é presentacion de Vuestra Majestad.

(Está bien, y que Su Majestad terná consideracion á esto que suplican.)

Jus patronatús
de los beneficios.

Tocante al oncenno capítulo, suplican que se les conceda para siempre á ellos, y á sus herederos y subcesores, el *jus patronatús* de los beneficios que se instituyeren en la décima parte de tierra é islas que se les ha de dar de lo que conquistaren, pues es justo que sean patrones y con justo título lo pueden ser los que son conquistadores y pobladores de las tales provincias, presentando personas hábiles é suficientes é contentamientos de los obispos é prelados que hobiere por tiempo en las dichas tierras é islas, y que de todos los beneficios de lo demas de la tierra de su conquista sea Su Majestad el patron, excepto en lo de las tres vidas quehan pedido en el capítulo ántes de este.

(Que Su Majestad les concederá en las Iglesias que ellos fundaren en lo que les perteneciére y cupiere en la dicha quinzava parte, hasta en la cantidad dicha.)

Las cosas que piden los Fucares demas de las que yo he pedido son estas :

Tiempo
que ha de durar
dicho
descubrimiento.

Primeramente, pide que el tiempo del dicho descubrimiento haya de durar seis años mas de lo contenido en la primera capitulacion que tengo presentada, que son en todo doce años.

(Que sean ocho años.)

Título
de adelantado.

Que se les conceda el título de adelantado perpetuamente de las tierras é islas de su conquista sin salario, como se ha concedido á otros conquistadores.

(El adelantamiento, *fiat*.)

Oficio
de alguacil mayor.

Que se les dé asimismo perpetuamente el oficio de alguacil mayor de las dichas tierras é islas de su conquista, como se ha dado á otros conquistadores, sin salario, salvo que solamente lleven su derecho, conforme á las ordenanzas, y tengan las otras

facultades y prerogativas que los alguaciles mayores suelen tener. 1531.

(*Fiat* por las tres vidas.)

Que se les conceda el título de capitán general por las tres vidas de suso contenidas juntamente con el título de gobernador, pues por ello no piden acrecentamiento de salario, y se ha concedido á otros con salario.

Título
de capitán general.

(*Fiat.*)

Suplican que se les haga merced que se les conceda perpetuamente para ellos y para sus herederos, en remuneración del trabajo que han de tener en esta conquista, é de los grandes gastos que han de hacer en ello á su costa, la décima parte de todo el provecho é rentas que Vuestra Majestad toviere en cualquier manera de las dichas tierras é islas de su gobernación y conquista, sacando primeramente de él todas las costas é gastos que por parte de Vuestra Majestad se hicieren en ello, é los salarios de oficios é tenencias, é otras cosas de esta calidad, como se ha concedido á otros.

Décima parte
de todo el provecho
y rentas.

(Que tengan cuatro por ciento de las rentas que Su Majestad toviere, sacadas las costas, con que no pasen de dos mil ducados en cada un año.)

Otro sí: suplican que de todo lo que llevaren de Flándes como de España, de bastimentos é vituallas, é armas é municiones, para la gente que pasa en la dicha conquista en la primera armada, é donde adelante hasta doce años cumplidos luego siguiesen, no hayan de pagar ni paguen derechos de admojarifadgo, ni diezmo, ni alcabala, ni otro derecho alguno, é que de lo que llevaren para las personas é casas de los que estovieren por gobernadores en la dicha conquista, no se les lleven derechos durante las tres vidas de suso contenidas.

Exención
de derechos
para lo que llevasen
de Flándes
y de España.

(Que por diez años sean libres, como lo piden, y lo que para sus personas y casas hasta en dos mil pesos de valor en cada un año.)

Item, que durante el tiempo de su descubrimiento, Vuestra Majestad no dé licencia á ninguna persona para descubrir en la dicha conquista, continuando ellos el dicho descubrimiento según su asiento.

Durante el tiempo
del descubrimiento
no se dará permiso
para descubrir
en dicha conquista.

1531.

No se permite
á nadie disponer
de los Indios.

(Fiat.)

Otro sí : piden que durante el tiempo de los doce años del dicho contrato Vuestra Majestad no haya de encomendar á persona ni personas algunas los Indios de la dicha tierra é islas que así descubrieren, salvo que se estén é vivan en su libertad para mejor tratamiento é hacer experiencia de ellos, porque en tenerlos por esclavos se han seguido hasta aquí muchos inconvenientes.

(Fiat, y que tampoco los pueden hacer ellos.)

Autorización
de
llevar caballerías.

Otro sí : suplican que Vuestra Majestad les dé licencia para llevar de cualquier tierra é islas de Su Majestad para la dicha tierra é islas que descubrieren, todos los caballos, é yeguas é otros ganados que hovieren menester, sin les ser puesto embargo ni impedimento alguno.

(Que puedan llevar de Castilla cincuenta caballos, con que el un tercio sean yeguas.)

Licencia para traer
300 esclavos.

Otro sí : piden licencia para llevar para la dicha tierra é islas, de Portugal, Cabo Verde ó isla de Santo Tomé, hasta 300 esclavos, el un tercio mujeres, é los otros dos tercios hombres, libres de todos los derechos, y esto se entiende que no sean para vender, salvo para el servicio y trabajo de la dicha negociacion, y haciendo lo contrario que queden perdidos.

(Fiat.)

Autorización
de nombrar
uno ó dos pilotos,
etc.

Otro sí : suplican á Vuestra Majestad haga merced á su nombramiento á uno ó dos pilotos, é así á un calafate, é á un carpintero que allá hovieren de vivir de salario cada un año, á cada piloto de ochenta mil maravedís á cada uno de ellos por cada un año, pagados por los oficiales de Vuestra Majestad é de sus rentas de la dicha tierra y término.

(Fiat. El piloto de cuarenta mil maravedís, y el calafate de veinte mil.)

Fiden que no vayan
en su conquista
ni abogado,
ni procurador.

Otro sí : piden que ninguna persona prohibida ni letrado, ni procurador, para usar de su oficio, pueda ir en la dicha conquista, so la pena que Vuestra Majestad fuere servido.

(Fiat.)

Otro sí : piden que Vuestra Majestad haya por bien de hacer

merced á los hospitales que con el tiempo en la dicha tierra é islas hoviere como á otros fueron concedidos de los derechos, descobila, é relieves que hoviere en las fundaciones que en las dichas tierras é islas se hiciere.

(*Fiat.*)

Otrosí : piden que por tiempo de su descubrimiento les sea dado lugar en las atarazanas de Sevilla, en que puedan tener las cosas que hovieren de llevar á cargar para la dicha tierra é islas en el tiempo del dicho su descubrimiento.

(*Fiat.*)

Yo Fernan Pérez, escribano de Su Majestad, doy fe que lo proveido y respondido en las márgenes de estos capítulos son de la letra y mano y rúbrica de Juan de Samano, secretario del consejo de las Indias de Su Majestad, y lo firmé aquí de mi nombre. — FERNAN PÉREZ, escribano.

1531.

Piden
que Su Majestad
haga merced
á los hospitales.

Lugar en Sevilla
para colocar
las cosas
que hovieren
de llevar
á dicha tierra.

Declaracion
de Fernan Pérez,
escribano
de Su Majestad.

LO QUE SE ASIENTA

Para servicio de Dios y de Su Majestad y bien de estos reinos, y para honra y provecho de Antonio y Gerónimo y Remundi, Fucares Alemanes, con Vido Herill en nombre de los dichos Fucares sus mayores, es lo siguiente.

Que Su Majestad por les hacer merced les conceda la conquista de la tierra que es pasado el estrecho de Magallanes hácia la equinocial, como dice desde el comienzo, hasta confinar con los términos y límites de la gobernacion de Pizarro, que es en la provincia del Perú é Chincha, y que entre la tierra adentro este-oeste 200 leguas medidas desde la costa por cordillera, de lo cual tenga para su gobernacion todo aquello que descubriere y conquistáre dentro de ocho años, y que asimismo caigan en su gobernacion todas las islas que en este dicho tiempo halláre y conquistáre, con que no se entienda de las que estovieren en las otras gobernaciones y capitulaciones ántes de esta hechas, ni en el paraje de ellas norte á sur.

Item. Que Su Majestad les conceda la gobernacion y capi-

XI.

5

Concesion
de la conquista
consubida.

1531.

Gobernacion
capitanía general
dichas tierras.

tanía general de las dichas tierras, y de lo que así hallaren y conquistaren dentro del dicho término por tres vidas, de las cuales sea Antonio Fucar el primero, y el otro sea el quél nombráre para despues de sus dias, y este nombrado pueda nombrar el tercero, en quien ha de fenecer la dicha gobernacion y capitanía, con tanto que el que así fuere nombrado por el dicho Antonio Fucar, y el que él nombráre sea obligado de llevar provision de Su Majestad dentro de un año despues del dicho nombramiento, con que pueda administrar la dicha gobernacion y capitanía, y que Su Majestad sea obligado á se le dar sin derechos, é que lleve é haya de salario por la dicha gobernacion cuatro por ciento de todo el aprovechamiento y rentas que Su Majestad hoviére en la dicha tierra é islas, sacadas las cosas que Su Majestad; hoviére en la dicha tierra é islas, é que Su Majestad no sea obligado á otra cosa alguna.

Concesion
cuatro fortalezas.

Item. Que Su Majestad les hace merced que hagan cuatro fortalezas en la dicha tierra, y de las tenencias de ellas para sí y para sus herederos perpetuamente, con tanto que no sean en puertos de mar, é si alguna hicieren en cualquier puerto que hoviére de las dichas tierras é islas, que la tengan los dichos Fucares hasta tanto que Su Majestad les pague lo que pareciere que en las dichas fortalezas de los puertos hovieren gastado y probaren por escrituras auténticas, y que el salario de las tenencias sea 450 mil maravedís, y así por rata de cada una de ellas lo que cupiere, con tanto que las dichas fortalezas se hagan á parecer de los oficiales de Vuestra Majestad, é si los dichos Fucares no hicieren mas de tres en el término de los dichos ocho años que lleven el dicho salario, é no puedan despues de los dichos ocho años hacer mas sin nueva licencia y mandamiento de Su Majestad, é si por caso la hicieren sin su licencia, que sea para Su Majestad.

(Suplican que sea la una en puerto de mar, y las otras tres en la tierra adentro.)

nombramiento
i los oficios
justicia, etc.

Item. Que Su Majestad les hace merced y promete que para los efectos de justicia, regimientos y escribanía cuya provision fuere de Su Majestad, proveerá á su suplicacion las personas

que nombraren los dichos Fucares en el tiempo que duráre su gobernacion, siendo conquistadores y pobladores y hábiles para ello, y con que no les puedan llevar cosa alguna por la dicha nominacion, y que cuando alguna persona de los que así fueren nombrados y proveidos de los dichos oficios cometiere algun delito, que los dichos gobernadores hagan justicia, llamadas é oidas las partes.

(*Fiat*, siendo Españoles y vasallos de Su Majestad.)

Item. Que Su Majestad les hace merced de la quincena parte de lo que conquistaren y pacificaren en los términos y tiempo de su conquista, con que no pueda pasar de treinta leguas en cuadra, que ni sea de lo mejor, ni de lo peor, ni pueda entrar en ello puerto de mar, ni cabeza de provincia, porque aquesto queda para Su Majestad, y que el señorío é jurisdiccion tengan conforme á lo que tienen y pueden tener los grandes en Castilla conforme á las leyes.

(*Suplican* que sean diez leguas en cuadra, pues no se les concede puerto de mar, ni cabecera de provincia.)

Item. Que Su Majestad les hace merced que por veinte años ninguna persona pueda ir á rescatar con los Indios á las tierras é islas que por ellos fueren descubiertas en su tiempo y término, pero que cualesquier personas que quisieren llevar mercaderías para contratar y rescatar con cristianos ó con Indios en pueblos de cristianos, lo puedan hacer con tanto que las personas que así lo llevaren no sean de las prohibidas, ni lleven cosa prohibida, é de otra manera incurran en las penas puestas por las leyes é ordenanzas que sobre esto hay, las cuales ejecute la justicia.

Que Su Majestad les concederá gracias é prerogativas honestas é decentes allende de las ordinarias, siéndole á Su Majestad suplicado y conveniendo á su servicio.

(*Está bien.*)

Item. Su Majestad les hace merced que acá en España no paguen derechos algunos de los seis viajes primeros que se hicieren de las islas é tierra de su conquista, con que allá pague á Su Majestad sus derechos del oro de minas y rescates y entra-

1531.

Concesion
de la quincena parte
de lo que
conquistaren.

Interdiccion
á cualquier persona
de ir á rescatar
con los Indios.

Otras gracias.

Exencion
de derechos
en España.

1531.

das y cavalgadas, y de lo que se acostumbra pagar de esta manera : que por los diez años primeros se pague del oro de minas por diez años el diezmo, y de lo que se hoviére de rescates y cavalgadas, así de oro como de otras cualesquier cosas que se acostumbran pagar, pague la sexta parte por los dichos diez años, los cuales cumplidos se pague de todo el quinto.

(Está bien.)

representacion
dignidades
y beneficios
eclesiásticos.

Item. Que Su Majestad presentará personas á beneficios y dignidades con que no sean obispados, ni las primeras despues de ellas, las personas por quien ellos le suplicaren con que sean calificadas y naturales de estos reinos y personas hábiles, y con quien se descargue la conciencia de Su Majestad en los dichos oficios é beneficios, y en esto seguirá Su Majestad el parecer y consejo de los dichos Fucares en las tales personas con las dichas calidades, lo cual ha de ser durante el tiempo de su gobernacion, y no mas.

(Está bien.)

Patronato
de las iglesias.

Item. Que Su Majestad tiene por bien que de las iglesias que fundaren los dichos Fucares en la tierra é islas que hoviére en la dicha su quinzava parte sean patronos y presenten los beneficios eclesiásticos Españoles hábiles é suficientes, salvo si en la dicha su quinzava parte sucediese haber iglesia catedral, que la presentacion del obispado é primera dignidad queda para Su Majestad.

(Está bien.)

Título
adelantado.

Item. Que Su Majestad les concede título de adelantado para el dicho Antonio Fucar é sus subcesores, uno en pos de otro, perpetuamente, de las tierras é islas que conquistaren, poblaren y pacificaren, é que sea sin salario alguno, y con que sea uno.

(*Fiat.*)

Título
alguacil mayor.

Item. Que Su Majestad les hace merced del alguaciladgo mayor de las dichas tierras é islas perpetuamente sin salario alguno, salvo que lleve los derechos que Su Majestad fuere servido mandar llevar por su arancel, con tanto que el teniente que hovieren de nombrar se presente en el consejo de Su Majestad para que pueda usar el dicho oficio.

Item. Que Su Majestad les hace merced que en lo que de las rentas que de la dicha tierra se hoviére, é aprovechamientos de ella de cualquier manera que sea, sacadas costas é gastos y pagas de oficios é de tenencias, y de otra cualquier manera, hayan los dichos Antonio Fucar y subcesores para siempre jamas, cinco por ciento, por razon de remunerarles los grandes gastos que se esperan harán en la dicha conquista, en lo que así conquistaren en el tiempo y término que les es asignado.

1531.

Concesion
sobre las rentas.

(Está bien.)

Item. Que Su Majestad les hace merced que de todo lo que llevaren en los navíos que llevaren de España, bastimentos, vitualla, municiones y armas que para la dicha conquista se embarcáre en el primero viaje y dende en adelante por doce años, sean libres de almojarifadgo y de otro cualquier derecho, llevándolo á las dichas islas é tierra de su conquista; é si á otra parte lo llevaren ó se vendieren, que paguen los derechos acostumbrados; y en lo que llevaren los dichos Antonio Fucar, é los dos que sucedieren despues en la gobernacion durante el tiempo de ella, para su mantenimiento y de su casa, hasta en dos mil pesos cada un año, no pague derecho alguno, con que no venda cosa alguna de ello, é si lo vendiere, que pague por entero el almojarifadgo.

Exencion
de derechos
para lo que llevaren
en los navíos
partiendo
de España.

(Está bien.)

Item. Que Su Majestad durante el tiempo de su descubrimiento, de su conquista, no dará licencia á ninguna persona para que éntre en los términos y límites que le son señalados para su conquista, así en la tierra como en la mar, conforme al capítulo que en esto habla, é continuando ellos el descubrimiento y conquista como son obligados.

Su Majestad
no dará otra licencia
en los términos
de su conquista.

(Está bien.)

Item. Que Su Majestad, durante el tiempo de los dichos ocho años, no encomendará Indios á persona, ni personas algunas en la tierra ó islas de su conquista que conquistaren y pacificaren, salvo que se estén y vivan en su libertad, los cuales los dichos Fucares durante el tiempo de su gobernacion, no

Su Majestad
no encomendará
á persona
alguna los Indios
de las islas
que ellos
conquistaren.

1531. puedan encomendar ni tener en encomienda los dichos Indios por via directa, ni indirecta.

(Está bien.)

Permiso para llevar
50 caballos, etc.

Item. Les hace merced que puedan llevar cincuenta caballos con que el un tercio sean yeguas de estos reinos, é de cualesquier islas puedan llevar los ganados que quisieren para la dicha tierra de su conquista.

(Está bien.)

Permiso para traer
de Portugal
300 esclavos.

Que Su Majestad les da licencia que de las tierras de Portugal puedan llevar 300 esclavos á las tierras de su conquista, y no á otra persona alguna, con que el un tercio sean mujeres, libres de todos derechos, con tal que no los vendan; é si los vendieren, ó parte de ellos, que paguen todos los derechos segun se acostumbra é que queden perdidos los dichos esclavos que así se vendieren.

(Está bien.)

Su Majestad
les hace merced
de un piloto, etc.

Item. Su Majestad les hace merced que dará salario en la dicha tierra de los frutos que en ella hoviére á un piloto de cuarenta mil maravedís, é á un calafate é carpintero veinte mil maravedís.

(Está bien.)

Su Majestad
no dará permiso
á ningún abogado
ó procurador
para ir al á.

Item. Que Su Majestad no dará licencia para que pase allá persona prohibida, ni que se use oficio de abogado y procurador.

(Está bien.)

Su Majestad
hace merced
á los hospitales
que se construyeren.

Item. Que Su Majestad hace merced á los hospitales que con el tiempo se construyeren en la tierra é islas de la dicha conquista el derecho de la escobilla y relieves que hoviére en las fundiciones que se hicieren en la dicha tierra.

(Está bien.)

Licencia
para tener en Sevilla
lo que hubieren
de llevar y traer
de ella.

Que Su Majestad les dará licencia para que puedan tener en las atarazanas de Sevilla, durante el tiempo de su descubrimiento é conquista, lo que hovieren de llevar é cargar para la dicha tierra.

(Está bien.)

Lo cual todo Su Majestad concede al dicho Antonio Fucar é

sus subcesores en la manera que dicha es, é á Vido Herll como á su procurador é fator mayor en estos reinos de España, con tanto que el dicho Vido Herll en el dicho nombre sea obligado dentro de un año de la fecha de esta capitulacion de tener á la vela y prestas para navegar, en uno de los puertos primitivos de estos reinos, tres ó cuatro navíos ó carabelas con la gente, mantenimiento, artillería y municion necesaria para pasar el dicho estrecho y seguir la dicha conquista, en la forma é manera declarada, sin que Su Majestad contribuya ni pague cosa alguna, en los viajes, conquista, pacificacion de la dicha tierra; lo cual dice que continuarán por término de ocho años, segun y como está capitulado, los cuales corran desde el principio de este año que entrará de mil quinientos treinta y dos.

1531.

Item. Que el dicho Vido Herll en el dicho nombre sea obligado de llevar quinientos hombres en los tres primeros viajes que hiciere á la dicha tierra é islas que descubriere y conquistáre, con tanto que la segunda ni tercera armada no sea obligado de embiar hasta tener nueva de la primera, y tenida la dicha nueva, sean obligados á declarar si quieren tornar á embiar otra armada dentro de cuatro meses, é si no lo declaráre, ó no embiáre, que Su Majestad pueda apremiarles á que envien á la continuacion de la dicha conquista, ó dar licencias á otras cualesquier personas, qual mas Su Majestad fuere servido. Lo cual todo ha de ser enderezado para servicio de Dios é conversion de los Indios á nuestra santa fe católica (1).

Obligacion
de llevar
500 hombres
en los tres primeros
viajes.

(1) Halláse original en el archivo general de Indias de Sevilla, entre los papeles traídos del de Simánkas.



LOS REYES CATÓLICOS Y CRISTÓBAL COLON.



CÉDULA

Para que cuando transítase Cristóbal Colon se le aposentase bien en todas partes, y se le facilitasen mantenimientos.

(Original en el archivo del ayuntamiento de Sevilla, lib. 8º de Cartas reales desde 9 de marzo de 1485 hasta 6 de marzo de 1492.)

1489.

2 mayo.

se aposente
buen posada
Colon.

El rey é la reina : — Consejos, justicias, regidores, caballeros, escuderos, oficiales é homes-buenos de todas las ciudades, é villas, é logares de los nuestros reinos é señoríos : Cristóbal Colomo ha de venir á esta nuestra corte, é á otras partes é logares destos dichos nuestros reinos, á entender en algunas cosas cumplideras á nuestro servicio. Por ende nos vos mandamos que cuando por esas dichas ciudades, é villas, é logares, ó por alguna dellas se acaesciere, le aposentedes é dedes buenas posadas en que pose él é los suyos sin dineros, que non sean mesones, é los mantenimientos á los precios que entre vosotros valieren por sus dineros. É non revolvades con él ni con los que llevase consigo, ni con alguno dellos roidos. E non fagades ende al por ninguna manera, so pena de la nuestra merced é de diez mil maravedís para la nuestra cámara á cada uno

que lo contrario ficiere. Fecho en la ciudad de Córdoba é doce de mayo de ochenta y nueve años.

YO EL REY. — YO LA REINA.

Por mandado del rey é de la reina : — JOHAN DE COLOMA.

REAL CARTA

Nombrando al almirante D. Cristóbal Colon capitan general de la armada que iba á salir para las Indias, y prohibiéndole ir á la mina perteneciente al rey de Portugal.

(Arch. de Simáncas.)

Don Fernando é Doña Isabel, por la gracia de Dios, etc., á todos é cualesquier capitanes, maestros é patrones é contra-maestros é maestros de naos é carabelas é otras fustas, é otras cualesquier personas de cualquier condicion que sean, nuestros vasallos, súbditos é naturales, á quien lo de suso en esta nuestra carta contenido atañe ó atañer pueda, é á cada uno é cualquier de vos á quien esta nuestra carta fuere mostrada ó el traslado della, signado de escribano público, salud é gracia. Sepades que nos habemos mandado á D. Cristóbal Colon, nuestro almirante del mar océano, é nuestro visorey é gobernador de las islas é tierra firme del dicho mar Océano á la parte de las Indias, que con ciertas naos é carabelas é otras fustas como nuestro capitan vaya á las dichas islas y tierra firme, que son á la dicha parte de las Indias descubiertas é por descubrir; por ende por la presente mandamos á todos é cada uno de vos los dichos maestros é capitanes é patrones é contra-maestros é marineros é compañías de las dichas naos é carabelas é otras fustas, é á todas las compañías que en ellas é en cada una dellas navegaren, que tengades é tengan por nuestro capitan general de las dichas naos é carabelas é otras fustas al dicho D. Cristóbal Colon, nuestro almirante, visorey é gobernador del

1498.

20 mayo.

Preámbulo.

1493.

dicho mar Océano, é le obedezcades é le tengades por nuestro capitan general, é fagades é cumplades é pongades en obra todo lo que por él de nuestra parte vos fuere dicho é mandado, é cada cosa é parte dello, segun é como é en la forma é manera é á los tiempos é so las penas que él de nuestra parte vos mandáre, sin poner en ello excusa ni dilacion alguna, bien así é á tan cumplidamente como si nos en persona vos lo mandásemos: ca nos por la presente le facemos nuestro capitan general de las dichas naos é carabelas é otras fustas, é le damos poder é facultad para las gobernar é mandar como nuestro capitan general, é para ejecutar en la compañía dellos cualesquier penas en que cayeren é incurrieren por non cumplir é obedecer sus mandamientos, como dicho es, porque es nuestra merced é voluntad quel dicho nuestro capitan general D. Cristóbal Colon, nuestro almirante, visorey é gobernador, nin vosotros nin alguno de vos, non vayades á la mina nin al trato della que tiene el serenísimo rey de Portugal, nuestro hermano, porque nuestra voluntad es de guardar é que se guarde por nuestros súbditos é naturales lo que cerca de la dicha mina tenemos capitulado y asentado con el dicho rey de Portugal, lo cual vos mandamos que así fagais é cumplais so pena de la nuestra merced é de confiscacion de vuestros bienes para nuestra cámara é fisco. Dada en la ciudad de Barcelona, á veinte dias del mes de mayo año del nascimiento de Nuestro Señor Jesucristo de mil é quatrocientos é noventa é tres años.

Prohíbele
que vaya á la mina
del rey
de Portugal.

YO EL REY. — YO LA REINA.

Yo Fernan Dálvarez de Toledo, secretario del rey é de la reina, nuestros señores, la fice escribir por su mandado. — Acordada. RODERICUS, doctor.



LOS REYES CATÓLICOS Y JÁIME FERRER.



CARTAS DEL GRAN CARDENAL DE ESPAÑA Y DE LOS REYES CATÓLICOS

Á MOSEN JÁIME FERRER,

Las contestaciones de este y su dictámen sobre la particion del mar Océano
con el rey de Portugal ;

Y OTRA CARTA DE FERRER Á D. CRISTÓBAL COLON.

(Hállanse impresas en Barcelona el año mil quinientos cuarenta y cinco, en el raro libro que
compiló el mismo Ferrer y tituló *Sentencias cathólicas del Divi poeta Dant.*)

Letra del gran cardenal Despanya, archavisve de Toledo, D. Pedro de
Mendoza, feta á Mossen Jáume Ferrer per alguns afers y en especial per
los de cosmographia.

Á nuestro especial amigo Jáime Ferrer el cardenal d'España,
arzobispo de Toledo, etc.

Jáime Ferrer, especial amigo : nos querriamos fablar con
vos algunas cosas que cumplen : por ende rogamos vos que
vista esta letra nuestra, partais y vengais aquí á Barcelona, y
traed con vos el mapamundi, y otros instrumentos si teneis to-
cantes á cosmographia. En Barcelona, hoy lúnes veinte y seis
de agosto de noventa é tres. — El cardenal.

1493.

26 agosto.

Le pille que v: ya
á Barcelona
y lleve
el mapamundi.



Letra feta als molt catholichs reis de Espanya Don Fernando y Doña Isabel per Mossen Jáume Ferrer acerca lo compartiment que Sas reals Altezas feren ab lo rey de Portugal en lo mar Océano.

1495.

27 enero.

Envia á los reyes
una forma mundi.

Á los muy altos y muy poderosos reyes de España, etc., por la gracia de Dios nuestros muy virtuosos Señores.

Muy altos y muy poderosos reyes: D. Juan de la Nussa, lugar-teniente de Sus Altezas, por dos veces me ha mostrado unos capítulos en que Sus reales Altezas mandan saber la determinacion acerca del compartimiento que Sus Altezas han fecho con el ilustrísimo rey de Portugal en el mar Océano, partiendo del Cabo Verde por línea occidental fasta el término de trescientas setenta leguas; y por esto, muy altos y serenísimos reyes, yo he mirado quanto mi bajo entender ha podido, ahonque tarde y no tan presto como quisiera por alguna mia indisposicion; y así envió con un hombre mio á Sus Altezas una forma mundi en figura extensa en que podrán ver los dos hemisferios: conviene saber, el nuestro ártico y el opósito antártico, y ansimismo verán el círculo equinoccial y los dos trópicos de la declinacion del sol, y los siete climas, y cada uno de estos círculos puesto en su propio lugar segun en el tratado de la esfera, y en el *situ orbis*, los doctores mandan y comparten por grados; y porque mas claramente sea vista la distancia de las dichas trescientas setenta leguas quanto se extiende por línea occidental, partiendo del dicho Cabo Verde, por esto he yo intercecado de polo á polo la dicha distancia con líneas coloradas, que en el equinoccio distan veinte y tres grados, y con ángulos agudos las dichas líneas corresponden á los polos del mundo en esta figura; y todo el que será travesado de líneas amarillas será el que pertenece al ilustrísimo rey de Portugal la vuelta del polo antártico; y esta distancia de mar termina las dichas trescientas setenta leguas que son veinte y tres grados, como susodicho es, partiendo del Cabo Verde por línea occidental; y si por esta determinacion mandáran Sus Altezas yo vaya aquí, por cierto de muy grande y muy obediente amor yo andaré á

todas mis costas sin ningun interes ; y en buena verdad todo lo que en este mundo tengo es mi deseo sea para poder servir á Sus reales Altezas, las cuales la inmensa Trinidad siempre tenga en su custodia y proteccion con muy luenga y muy próspera vida. De Barcelona, á veinte y siete de enero de mil cuatrocientos noventa y cinco.

1495.

Letra dels molt catholicchs reis de Espanya Don Fernando y Doña Isabel, feta á Mossen Jáume Ferrer, resposta á la prop escrita.

Por el rey y por la reina : Á JÁIME FERRER, su vasallo.

1495.

El rey y la reina : Jáime Ferrer : Vimos vuestra letra y la escriptura que en ella nos enviastes, la cual nos parece que está muy buena. En servicio vos tenemos habérnosla enviado ; pero porque para entender en ello sois acá menester, por servicio nuestro que pongais en obra vuestra venida ; de manera que seais acá para en fin de mayo primero, en lo cual nos fareis servicio.

28 febrero.

Le llaman á la corte
para explicar
su escriptura.

De Madrid, á veinte y ocho dias de febrero de noventa y cinco años.

YO EL REY. — YO LA REINA.

Por mandado del rey y de la reina : JOAN DE LA PARRA.

Lo vot y parer de Mossen Jáume Ferrer acerca la capitulació feta entre los molt catholicchs reis y lo rey de Portugal, en que se demostra cuant ere lo auctor gran cosmograph y mirablement pratich en la mar.

La forma con la cual se puede fallar el término y fin de las trescientas setenta leguas, partiendo de las islas del Cabo Verde por línea occidental, es la siguiente.

1495.

Forma para fallar
el límite
de las 370 leguas.

Primeramente es de notar que el dicho Cabo Verde y sus islas distan del equinoccio quince grados, y ansimismo es de notar que las dichas trescientas setenta leguas, partiendo de las dichas islas, comprenden por occidente diez y ocho grados,

1495. y cada un grado en este paralelo comprende veinte leguas y cinco partes de ocho, y por esto es menester facer una línea recta in latitud de polo á polo solamente en este nuestro hemisferio, intercecando el dicho paralelo puntualiter, en el fin de los dichos diez y ocho grados, y todo el que se fallará dentro desta línea, á mano izquierda la vuelta de la Guinea, será del rey de Portugal, y la otra parte por occidente fasta tornar por oriente la vuelta del sinu Arábico, será de los reyes nuestros señores, si sus navíos primero allá navegáran; y esto es lo que yo entiendo de la capitulacion fecha por Sus Altezas con el rey de Portugal.

Y cierta cosa es y máxima conclusion de cosmographia que navegando por un mismo paralelo no se puede saber el dicho término por la elevacion del polus mundi; y esta es la razon, que navegando por el dicho paralelo, siempre se elevará el dicho polo en una misma elevacion por toda la circunferencia de dicho paralelo, y esto es verdad.

Se puede fallar
por la estrella
del norte.

Pero yo digo que posible es, y cosa muy cierta, que el dicho término y fin de las dichas trescientas setenta leguas se pueden fallar por la estrella del norte, por la regla y plática siguiente:

La nave que partirá de las islas de Cabo Verde por buscar el dicho término, es menester que deje el paralelo ó línea occidental á mano izquierda, y que tome su camino para la cuarta de poniente la vuelta del maestral, y que navegue tanto por la dicha cuarta fasta que el polus mundi se le eleve diez y ocho grados y un tercio, y entónces la dicha nave será justo en la línea susodicha, que pasa de polo á polo por el fin de las trescientas setenta leguas, y de aquí es menester que la dicha nave nude, y tome su camino por la dicha línea la vuelta del polo antártico fasta que el ártico se le eleve quince grados, y entónces será justo de fin en fin en línea ó paralelo que pasa por las islas del dicho Cabo Verde, y en el fin y verdadero término de las dichas trescientas setenta leguas, el cual término muy claro se muestra por la elevacion de la estrella del norte por la regla suso dicha.

Y porque la carta de navegar no sirve del todo ni abasta en la demostracion matemática de la regla suso dicha, es menester una forma mundi en figura esférica, y en dos hemisferios, compartida por sus líneas y grados, y el situ de la tierra, islas, y mar, cada cosa puesta en su lugar; la cual figura mundi yo deixo junto con estos capítulos de mi intencion y parecer, porque mas claramente sea vista la verdad.

Y digo que por entender la regla y plática suso dicha es menester que sea cosmógrafo, aresmético y marinero, ó saber su arte; y quien estas tres ciencias juntas no habrá, es imposible la pueda entender, ni tampoco por otra forma ni regla si pericia de las dichas tres sciencias no terná.

Y por mayor declaracion de la regla suso dicha es de saber que la cuarta del viento que por su camino tomará la nave, partiendo de las islas del Cabo Verde al fin de las trescientas setenta leguas, será distante del paralelo ó línea occidental setenta y cuatro leguas á razon de veinte por ciento, y porque la dicha cuarta declina versus septentrion navegando por ella, manifesto parece la diferente elevacion del polus mundi, y las dichas setenta y cuatro leguas comprenden en latitud tres grados y un tercio fere.

Præterea es de notar que segun la regla suso dicha, es menester dar por cada un grado setecientos stadios segun Strabo, Alfragano, Teodoci, Macrobi, Ambrosi, Euristhenes, porque Tolomeo no da por grado sino quinientos stadios. Y mas digo que hay otro modo de fallar el dicho término segun plática y sciencia de marineros, y es la siguiente:

Primeramente, que los reyes nuestros señores y el rey de Portugal tomen veinte marineros, diez por cada parte, los mejores que se fallarán y de buena consciencia, y que con una nave partan de las islas del Cabo Verde por línea occidental, y cada uno de los dichos marineros, con mucha diligencia, apunte en su carta de seis en seis horas el camino que la nave fará segun su juicio, y que con sacramento ninguno de ellos no diga su parecer al otro fasta que el primero marinero, que se fallará segun su juicio en el dicho término, lo diga á dos capitanes,

Otro modo de fallar
el dicho término.

1495.

hombres de pró puestos en la dicha nave de voluntad y concordia de los reyes suso dichos ; y entónçes los dichos capitanes tomen los votos y pareceres de los otros marineros ; y si los mas concordaren con el primero que se fallará en el término, que tomen su voto por conclusion y por ley del dicho término, y si no concordaren con el primero, que tomen la opinion y voto del que dirán los mas, y despues de ser concordados que muden camino, por línea recta la vuelta del polo antártico, y todo lo que fallarán á mano izquierda la vuelta de la Guinea será del rey de Portugal en la forma que suso dicho es.

Es incierta
y puede errar.

Esta segunda forma es incierta, y puede errar, porque no tiene fundamento sino de nudo y solo juicio y parecer de marineros, y la primera regla es muy cierta por la elevacion de la estrella del norte, segun arriba se muestra.

Y si en esta mi determinacion y parecer será visto algun yerro, siempre me referiré á la correccion de los que mas de mí saben y comprenden, especialmente del almirante de las Indias, el cual tempore existente en esta materia mas que otro sabe; porque es gran teórico y mirablemente plático, como sus memorables obras manifiestan, y creo que la Divina Providencia le tenia por electo por su grande misterio y servicio en este negocio, el cual pienso es dispusicion y preparacion del que para delante la misma Divina Providencia mostrará á su gran gloria, salut y bien del mundo.

Citacion
de Tolomeo
sobre la
circunferencia
de la tierra, etc.

Aquí parece la navegacion del almirante de la tierra-firme. Tholomeus octavo libro de situ orbis dicit, capítulo v :

Que la recta circunferencia de la tierra por el equinoccio es ciento ochenta mil stadios, á razon de quinientos stadios por grado, segun su cuenta, y contando ocho stadios por milla son veinte y dos mil y quinientas millas, que son cinco mil seiscientas veinte y cinco leguas á razon de cuatro millas por legua á cuenta de Castilla, viene por grado quince leguas y doscientas veinte y cinco partes de trescientas setenta ; y en el mismo libro, capítulo v, dice que el cercle de los trópicos es ciento sesenta y cuatro mil seiscientos setenta y dos stadios, que son veinte mil quinientas ochenta y cuatro millas, y leguas cinco

mil ciento cuarenta y seis, viene por grado catorce leguas y ciento y seis partes de trescientas sesenta. Preterea es la dicha circunferencia de la tierra doscientos cincuenta y dos mil stadios, segun Strabo, Alfragano, Ambrosi, Macrobi, Teodosi, y Euristhenes, los cuales doscientos cincuenta y dos mil stadios á razon de ocho stadios por milla son treinta y un mil y quinientas millas, y á cuatro millas por legua son siete mil ochocientas setenta y cinco leguas. Item por el cercle de los trópicos es la circunferencia siete mil doscientas cuatro leguas, y setenta y dos mil partes de ciento ochenta mil, y fállase con la regla de tres diciéndose: si veinte y dos mil y quinientas millas por el equinoccio, segun Tolomeo, me dan siete mil ochocientas setenta y cinco leguas por el dicho equinoccio, qué me darán veinte mil quinientas ochenta y cuatro millas que son por el cercle de los trópicos; y en esta forma fallarás las susodichas siete mil doscientas cuatro leguas y media, fere segun los dichos doctores.

El dicho cercle de los trópicos es menor del cercle equinoccial seiscientas setenta leguas y media, fere que son á cuatro millas por legua, dos mil seiscientas ochenta y dos millas, segun el susodicho cuento sumado y probado de fin en fin. Empero contando setecientos stadios por cada un grado, segun los susodichos doctores mandan, aunque Tolomeo pone no mas de quinientos stadios por grado, segun suso dicho es en el preallegado libro *De situ orbis*.

Item, es de notar que en el cercle equinoccial cada un grado es de veinte y una leguas y cinco partes de ocho, y cada un grado de los trópicos es veinte leguas y cuatro partes de trescientos sesenta, segun los susodichos doctores.

Partiendo del Cabo Verde por línea occidental el término trescientas setenta leguas comprende diez y ocho grados, por cuanto la dicha línea ó paralelo dista del equinoccio quince grados, donde los grados comprende cada uno de ellos veinte leguas y cinco partes de ocho, segun los dichos doctores.

Del Cabo Verde á la isla de la gran Canaria son doscientas treinta y dos leguas de cuatro millas por legua, y está de la

1495.

dicha Canaria por mediodía cuasi al tercio de la cuarta en verso lebeix sive sudueste, y dista del equinoccio quince grados, y la isla del medio de las que están delante del Cabo Verde está por la cuarta del poniente verso maestral ciento diez y siete leguas, que son grados cinco y dos tercios, y de aquesta isla del medio se toma el término de las trescientas setenta leguas por poniente, el cual término es á diez y ocho grados de la dicha isla del medio verso occidente, y en este paralelo cada un grado es veinte leguas y cinco partes de ocho, contando setecientos stadios por grado, segun los susodichos doctores, porque el Tolomeo comparte por otra cuenta.

Otra citacion
del mismo.

Y segun Tolomeo, cada un grado en el equinoccio comprende quince leguas y dos tercios, y en los trópicos catorce leguas y un tercio, y en el paralelo de Cabo Verde catorce leguas y dos tercios, y por esto las trescientas setenta leguas en este paralelo se entienden por poniente veinte y cinco grados y un tercio fere.

Y el almirante dice en su carta que el Cabo Verde dista del equinoccio nueve grados y un cuarto; segun Tolomeo, veo es su cuenta dando quince leguas y dos tercios por grado; pero yo fallo segun los otros doctores que distan las dichas islas del equinoccio. El compartimiento de los stadios, ahonque sea diverso número del que pone Tolomeo, segun lo que ponen los susodichos doctores Strabo, Alfragano, Macrobi, Teodosi, y Euristhenes, in essencia todo acude á un fin, porque el Tolomeo pone los stadios mas grandes, de manera que los suyos ciento y ochenta mil stadios son de los de los dichos doctores doscientos cincuenta y dos mil por la linea equinoccial, como suso dicho es (1).

(1) De la carta de Ferrer á los señores reyes católicos escrita en 27 de enero de 1495, y de la respuesta de estos soberanos dada en 28 de febrero siguiente, se deduce que este dictámen pertenece al mismo año 1495. (*Coleccion de viajes y descubrimientos*, por D. Martin Fernández de Navarrete.)

Letra de Mossen Jáume Ferrer, feta al almirante de las Indias Christófol Colon : es letra de molta doctrina y de mirable inteligencia é práctica.

Al muy magnífico y spetable señor el señor almirante de las Indias, en la gran isla de Cibau.

Muy manífico Senyor : Saturno, rey de Crete, visto que Italia era en el su tiempo mas noble de situ y provincia que de humanas costumbres, por redrezar los pueblos de aquella en virtud, dejó su fértil y potente reino, y con muchos trabajos de su persona la rústica, inútil y ociosa vida de los Italianos, transfirió á industriosa plática de vivir. ¿Y qué podemos decir del magnánimo é invicto caballero Hércules? El cual dejando la deleitosa y política Grecia con grande ejército, las partes occidentales con innumerables peligros navegó, y de la protervidad tiránica de Gerion Antheo y otros malos seniores delibró; y en testigo de su gran virtud se muestran muchas y prósperas ciudades en nuestra Spanya por él edificadas. Del gran Alejandre mi decir será callar, segun el que sus crónicas recuentan; este monarche las partes orientales con incomprensibles penas, fambre, set y calores sojuzgó, mas por dar doctrina de humano vivir á sus súbditos, que por avara ambicion de señoríos. Y cierto, no es de olvidar el principe de caballería, honor y gloria de los Latinos, Julio César, el cual extendiendo sus imperiales banderas por el universo mundo, la loable y moral doctrina de Romanos fizo conocer; y despues de estos recordables caballeros, porque la mayor parte del mundo era sin fe, sin la cual el nuestro bien obrar no abasta, plugo al nuestro Redentor mandar por diversas partes del mundo sus obedientes apóstoles predicando la verdad de nuestra sancta ley, y aquella tanto resonó que pugnando por fundar la fe de los Evangelios fcieron escudo y lanza, y quien bien contempla sus vidas, fambre, set, frio y calor, cierto bien conocerá que en ellos se cumplió lo que dijo la bondat suprema á sus amigos, diciendo : *Qui vult venire post me, tollat crucem suam et sequatur me*. Y por tanto, Senior, si en la vuestra mas divina que humana peregrinacion, gustais

1495.

5 agosto.

Sobre los grandes
hombres
de Grecia é Italia.

Los apóstoles.

95.

para
colon
o Tomas.

qué sabor tiene de sal el pan que en servicio del nuestro Creador se come en esta mortal vida; luego tomad ejemplo de las ejemplares vidas susodichas, que por cierto en este bajo mundo fama temporal ni gloria eterna no se alcanza asentando en ploma, ni durmiendo ocioso. Yo, Senior, contemplo este gran misterio; la Divina é infallible Providencia mandó al gran Tomas de occidente en oriente por manifestar en India nuestra sancta y católica ley; y á vos, Senior, mandó por esta opposita parte de oriente á poniente, tanto que por divina voluntad sois legado en oriente y en las extremas partes de India superior para que oyan los siguientes lo que sus antipasados negligeron de la predicacion de Tomas, adonde se cumplió *in omnem terram exivit sonus eorum*; y muy presto sereis por la divina gracia en el *sinus magnus*, acerca del cual el glorioso Tomas dejó su sancto cuerpo; y cumplir se ha lo que dijo la summa verdad, que todo el mundo estaria debajo de un pastor y una ley; el que por cierto seria imposible si en esas partes los pueblos nudos de ropa y mas nudos de doctrina, no fueren informados de nuestra sancta fe; y cierto en esto que diré no pienso errar que el oficio que vos, Senior, teneis, vos pone en cuenta de apóstolo y embajador de Dios, mandado por su divino juicio á faser conocer su sancto nombre en partes de incógnita verdad; ni seria apartado de razon ni del precepto divino que un apóstolo ó cardenal de Roma en esas partes tomase parte de vuestros gloriosos trabajos; pero la gravedad y peso de sus grandes mantos, y a dulzura de su delicado vivir les quita gana de seguir tal camino; y cosa es muy cierta que por esta misma causa y oficio vino en Roma el príncipe de la milicia apostólica con el vaso de eleccion, magres y descalzos, con sus túnicas rasgadas, comiendo muchas veces solo pan de mal sabor; y si deste oficio vuestro glorioso el ánima vuestra algunas veces se alza en contemplacion, aséntase á los piés del gran profeta, y con alta voz cantando al son de su arpa, diga: *Non nobis, Domine, non nobis, sed nomini tuo da gloriam.*

Senior, muy cierto es que las cosas temporales *in suo genere* non son malas ni repugnantes á las espirituales, cuando empero

dellas usamos bien, y á tal fin las creó Dios ; esto, Senior, digo porque las grandes cosas que soy cierto aquí se fallarán, tengo esperanza que serán á gran servicio de Dios y bien de toda christiandat , specialmente desta nuestra Spania ; y porque, Senior, la reina nuestra seniora me mandó que yo escribiese á vuestra senioría de mi intencion ; por esto escribo mi parecer en esta, y digo que la vuelta del equinoccio son las cosas grandes y de precio , como son piedras finas y oro y especias y drogaria ; y esto es lo que puedo yo decir acerca desto por la mucha plática que tengo en Levante, ed Alcáire y Domas, y porque soy lapidario, y siempre me plugo investigar en aquellas partes de-
sos que de allá vienen , de qué clima ó provincia traen las dichas cosas ; y lo mas que pude sentir de muchos Indos y Arabes y Etiopes, es que la mayor parte de las cosas buenas vienen de region muy caliente, donde los moradores de allá son negros ó loros ; y por ende, segun mi juicio, fasta que vuestra senioría falle la gente tal, no fallará abundancia de las dichas cosas ; bien que de todo esto vos, Senior, sabeis mas durmiendo que yo veilando : y en todo, mediante el divino auxilio , dará vuestra senioría tan buen recaudo que de ello será Dios servido, y los reyes nuestros señores contentos. De Búrgos, á cinco de agosto de noventa y cinco años. — De V. Senioría muy afetado servidor. — JAÍME FERRER DE BLANES.

1495.

Orden
que ha recibido
de la reina
de darle su parecer.



LOS REYES CATÓLICOS Y COLON.



CÉDULA

Avisando á D. Juan de Fonseca el estado de los negocios con Portugal, encargándole que dé prisa en la partida del almirante, y que la armada de Vizcaya la envíe á la costa de Granada para llevar á Africa á Muley Boabdil y á otros Moros. (Reg. en la arch. de Ind. en Sevilla.)

1493.

5 setiembre.

Elogian
los servicios
que les ha hecho
Colon.

Piden
que se apresure
su partida.

El rey é la reina : D. Juan de Fonseca, arcediano de Sevilla, del nuestro consejo : Nos escribimos al almirante D. Cristóbal Colon faciéndole saber que con estos mensageros que aquí vinieron del rey de Portugal, fasta agora no se ha tomado asiento alguno, y creemos que habrán de consultar con el rey de Portugal en el negocio, como vereis por la carta que le escribimos, y cuanto mas platicamos en este negocio, mas conoscemos quando grande fué el servicio que nos fizo, y que en ello él sabe mas que todos, y así se debe todo remitir á él, y en nuestra carta le damos mucha priesa á su partida, é nos vos mandamos é encargamos, si servicio nos deseais facer, que dedes mucha priesa en todo lo que se ha de facer, de manera quel dicho almirante no se detenga una hora de partir, porque de cualquier dilacion que hobiese en su partida, seríamos mucho deservidos. É asimismo ya sabeis el armada nuestra de Vizcaya que está en Cádiz, é porque los fletes de los navíos della é los acostamientos de las personas que fueron en el armada

non fueron pagadas por mas de tres meses, aunque los mantenimientos fueron pagados por seis meses, enviamos mandar al Dr. de Villalon que enviase ende á vos la paga de los otros tres meses para los fletes é acostamientos, porque toda la dicha armada fuese pagada por seis meses, y él nos escribió agora que vos enviaria ochocientos cuarenta mil maravedís, que monta en la paga de dos meses para los acostamientos de la gente. Por ende si allá vos lo enviáre, en la hora lo enviad al arzobispo de Granada, porque nos mandamos que la dicha armada de Vizcaya vaya á la costa de Granada á pasar al rey Muley Bandeli é á otros Moros que han de pasar con él, é allí mandamos proveer que se lleve el dinero para acabar de pagar toda la dicha armada por seis meses, y non cumple que se detenga ende el dicho dinero, salvo que luego lo enviéis al dicho arzobispo; en todo poned la diligencia é recabdo que de vos confiamos; y todavia procurad de saber si se parte el armada de Portugal, y vos tened siempre proveido en lo que en vos fuere, para que si mas armada quisiéramos enviar en pos del almirante D. Cristóbal Colon, pueda presto partir, y escribidnos de continuo todo lo que supiéredes. De Barcelona, á cinco de setiembre de noventa y tres años.

1493.

Órden de pasar
al rey Muley Bandeli
á Africa.

CARTA MENSAGERA DE LA REINA CATÓLICA

Enviando al almirante un traslado del libro que dejó á Su Alteza: encaréccele sus servicios: le encarga que le envíe la carta de marear si estaba acabada, y que no dilate su salida; le habla de los negocios de Portugal, y que proceda con cautela (1).

(Orig. en el arch. del duque de Veragua.)

En el sobrescrito. — Por la reina: á D. Cristóbal Colon, su almirante del mar Océano, visorey é gobernador de las islas y tierra firme nuevamente falladas en las Indias.

1493.

8 setiembre.

(1) Esta carta está escrita toda de letra del secretario Juan de la Parra. — En las espaldas hay una nota que dice así: Recibida á 18 de setiembre de 1493, en el puerto de Santa María. (*Coleccion de viajes y descubrimientos*, por D. Martin Fernández de Navarrete.)

33.

a demora
salado
envía.

La reina : D. Cristóbal Colon , mi almirante del mar Océano, visorey é gobernador en las islas nuevamente falladas en las Indias : Con este correo vos envío un traslado del libro que acá dejastes, el cual ha tardado tanto porque se escribiese secretamente, para que estos que están aquí de Portugal , ni otro alguno non supiese dello , y á cabsa desto, porque mas presto se ficiese, va de dos letras segund vereis. Ciertamente segund lo que en este negocio se ha platicado é visto, cada dia se conoce ser muy mayor é de grand calidad é sustancia , y que vos nos habeis en ello mucho servido, y tenemos de vos grande cargo. Y así esperamos en Dios que ademas de lo asentado con vos que se ha de faser é cumplir enteramente , que vos recibireis de nos mucha mas honra é merced y acrecentamiento, como es razon y lo adebdan vuestros servicios y merescimiento. La carta del marear que habiades de faser , si es acabada, me envidad luego ; y por servicio mio deis grand priesa en vuestra partida para que aquella , con la gracia de Nuestro Señor, se ponga en obra sin dilacion alguna, pues vedes quanto cumple al bien del negocio : y de todo de allá nos escrebid é fased siempre saber , que de acá de todo lo que hobiere vos avisarémos, é vos lo faremos saber. En el negocio de Portugal no se ha tomado con estos que aquí están determinacion, aunque yo creo que el rey se llegará á razon en ello. Querria que pensáse des lo contrario , porque por ello no vos descuideis ni dejeis de ir sobre aviso al recabdo que cumple , para que en manera alguna no podais recibir engaño. De Barcelona, á cinco dias del mes de setiembre de noventa y tres años.

tomado
ucion
negocio
rtugal.

YO LA REINA.

Por mandado de la reina. — JUAN DE LA PARRA. (Está firmado.)

CARTA MENSAGERA DE LOS REYES

Encargando al almirante que parta cuanto ántes ; que se desvíe de la costa de Portugal ; le informan del estado de los negocios con aquel reino y de sus nuevos descubrimientos, y cómo haya de tratar á sus buques si van á descubrir por donde él ; que diga si convendrá enmendar la hula ; que habian visto el libro que les dejó, y que les envíe los grados de las islas y tierras que halló, y la carta de marear ; que lleve consigo un buen astrólogo.

(Original en el archivo del duque de Veráguas ; registrada en el de Indias en Sevilla.)

El sobrescrito dice: Por el rey é la reina: Á D. Cristóbal Colon, su almirante delas islas y tierra firme del mar Océano.

1493.

5 setiembre.

El rey é la reina : D. Cristóbal Colon , nuestro almirante de las islas é tierra del mar Océano : Ya sabeis como vos hobimos escrito que el rey de Portugal enviaba á nos sus mensageros á entender sobre lo que hobimos escrito con Lope de Herrera, que ficiese pregonar en su reino que ninguno fuese á la parte que es nuestra y pertenece á nos , los cuales vinieron aquí, y con ellos se ha mucho platicado en el negocio, y creemos que no se podrá concertar, porque ellos no vienen informados de lo que es nuestro, y creemos que querrán consultar con el rey de Portugal : acordamos de vos lo facer saber, para que sepais que en esto no se ha tomado asiento alguno fasta agora : mucho vos encargamos que por servicio nuestro non vos detengais una sola hora, sino que vos partais luego en buen hora ; y ya sabeis que vos escribimos que non tocásedes, si se pudiese, en el cabo de San Vicente, y que vos apartásedes cuanto mas pudiésedes de la costa de Portugal y de sus islas, por non vos embarazar en el camino: esto mismo vos encargamos agora ; y porque ya sabeis que nos escribistes que habiades sabido que de la isla de la Madera era partida una carabela á descubrir islas é tierra á otras partes que no han ido los Portugueses fasta aquí, y estos mensageros del rey de Portugal nos dicen que aquel que fué en la carabela lo fizo sin mandamiento del rey de Portugal, é que el rey habia enviado en pos de él otras tres carabelas

Que parta
cuanto ántes.

1493.

Que impida
que el Portugal
se apodere
de lo
que les pertenece.

para lo tomar, y podria ser que esto se ficiese con otros respetos, ó que los mismos que fueron en las carabelas, una y otras querrán descubrir algo en lo que pertenece á nos: por ende nos vos mandamos que mireis mucho en esto, y lo proveais de manera que estas ni otras carabelas que vayan non puedan descubrir ni llegar á cosa de lo que pertenece á nos en ninguno de los límites que vos sabeis, porque aunque esperamos que nos concertarémos con el rey de Portugal, es razon y queremos que los que fueren á lo que es nuestro sean castigados muy bien, y se les tomen los navíos y personas que allá fueren.

Si convendrá
enmendar la bula.

Que les envíe
los grados
del camino
por donde fué.

Y porque, despues de la venida de los Portugueses en la plática que con ellos se ha habido, algunos quieren decir que lo que está en medio desde la punta que los Portugueses llaman de Buena Esperanza, que está en la rota que agora ellos llevan por la mina del Oro é Guinea abajo, fasta la raya que vos dijistes que debia venir en la bula del papa, piensan que podrá haber islas y aun tierra firme, que segun en la parte del sol que está se cree que serán muy provechosas y mas ricas que todas las otras: y porque sabemos que desto sabeis vos mas que otro alguno, vos rogamos que luego nos enviéis vuestro parecer en ello, porque si conviniere, y os pareciere que aquello es tal negocio cual acá piensan que será, se enmiende la bula; por eso por servicio nuestro que luego nos lo escribais. Nosotros mismos, y no otro alguno, habemos visto algo del libro que nos dejastes; y quanto mas en esto platicamos y vemos, conocemos cuan gran cosa ha seido este negocio vuestro, y que habeis sabido en ello mas que nunca se pensó que pudiera saber ninguno de los nacidos: plega á Dios que lo venidero consiga con lo comenzado. Y porque para bien entenderse mejor este vuestro libro habiamos menester saber los grados en que estan las islas y tierra que fallastes y los grados del camino por donde fuistes, por servicio nuestro que nos los enviéis luego; y asimismo la carta que vos rogamos que nos enviásedes ántes de vuestra partida, nos envid luego muy cumplida, y escritos con ella los nombres; y si

vos pareciese que no la debemos mostrar, nos lo escribid; y platicado acá en estas cosas, nos parece que sería bien que llevásedes con vos un buen estrólogo, y nos pareciese que sería bueno para esto fray Antonio de Mauchena, porque es buen estrólogo, y siempre nos pareció que se conformaba con vuestro parecer; por eso si á vos parece sea este, sino sea otro cual vos quisiéredes, y una carta vos enviamos nuestra para él, en blanco la persona: hinchidla para quien vos pareciere que debe ir; pero por esto non vos detengais una hora de partir, que si agora no fuere, él podrá ir en alguna ó algunas carabelas que converná que vos enviemos, para vos facer saber lo que acá se ficiere. Otra vez vos encargamos mucho que vuestra partida no se detenga, en lo cual mucho servicio nos fareis. De la ciudad de Barcelona, á cinco dias de setiembre de noventa y tres años. — Y debeis dejar vuestro parecer en lo de la armada que se hobiere de facer, si conviniere que alguna os hayamos de enviar, y aun las personas que vos parece que deben ir en ella, y concertados algunos navíos, los que vos pareciere, y de todo nos escribid vuestro parecer.

YO EL REY. — YO LA REINA.

Por mandado del rey é de la reina: — FERNAND ÁLVAREZ.

EXTENSION

DE LA CONCESION Y DONACION APOSTÓLICA DE LAS INDIAS.

(Registros del Archivo real de Simancas, entre los papeles del real patronato.)

Bula de la extension de lo de las Indias, traducida en romance por el secretario Gracian, en 30 de agosto de 1554.

Alejandro, obispo, siervo de los siervos de Dios, al carísimo in Christo hijo Fernando, rey, y á la carísima in Christo hija Isabel, reina de Castilla, Leon, Aragon, Granada, ilustres, salud y bendicion apostólica. Poco há que de nuestro motu proprio, y cierta sciencia y plenitud de poder apostólico, dimos, otorgamos y asignamos perpetuamente á vos y á vuestros herederos

1493.

1493.

28 setiembre.

Concesion
de las tierras
que descubran
al occidente
y mediodía.

93. y sucesores los reyes de Castilla y Leon, todas y cualesquier islas y tierras firmes , halladas y por hallar hácia el occidente y el mediodía, que no estuviesen constituidas debajo del actual señorío temporal de algunos señores christianos , y os investimos de ellas á vos y á vuestros herederos y sucesores sobredichos, y os constituimos y deputamos por señores de ellas con plena, libre y omnimoda potestad, autoridad y juridiccion, como en nuestras letras, sobre ello hechas, mas largamente se contiene , cuyos tenores, como si de palabra á palabra en las presentes fuesen insertas, queremos haber por suficientemente expresos. Mas porque podria acaecer que los nuncios y capitanes é vasallos vuestros , navegando hácia el occidente ó al mediodía aplicasen y tocasen á las partes orientales y hallasen islas y tierras firmes que hobiesen sido ó fueren de la India; queriendo tambien nosotros favoreceros graciosamente, de semejante motu y sciencia y plenitud de poder , por el tenor de las presentes y la autoridad apostólica , extendemos y ampliamos la donacion, concesion, asignacion y letras sobredichas, con todas y cualesquier cláusulas en las dichas letras contenidas, á todas y cualesquier islas y tierras firmes halladas y por hallar , descubiertas y por descubrir , que navegando ó caminando hácia el occidente ó el mediodía, son ó fueren ó aparecieren, ora esten en las partes occidentales ó meridionales y orientales y de la India; en todo y por todo , bien así como si en las sobredichas letras fuese hecha plena y expresa mencion de ellas ; otorgándoos plena y libre facultad á vos y á vuestros herederos y sucesores sobredichos, de aprehender libremente por vuestra propia autoridad, por vos ó otro ó otros, la corporal posesion de las islas y tierras sobredichas , y de las retener perpetuamente; y tambien defenderlas contra cualesquier que lo impidieren : inhibiendo estrechamente á cualesquier personas , aunque sean de cualquier dignidad , estado , grado, órden ó condicion, so pena de excomunion *late sententiæ* , en la cual por el mismo hecho incurran los que en contrario hicieren , que en ninguna manera presuman ir ó enviar á las partes sobredichas á navegar, pescar é inquirir islas é tierras firmes por cualquier respe-

tuo é color, sin expresa licencia vuestra y de vuestros herederos y sucesores sobredichos. No obstante las costituciones y ordenaciones apostólicas y cualesquier donaciones, concesiones, facultades y asignaciones por nos ó nuestros predecesores hechas á cualesquier reyes, príncipes, infantes, ó cualesquier otras personas ó ordenes y milicias, de las sobredichas partes, mares, islas y tierras, ó alguna parte de ellas, ora sean por cualesquier causas, aunque sean de piedad ó de fé, ó redencion de cautivos y otras causas, quanto quier que sean muy urgentes, y con cualesquier cláusulas, aunque sean derogatorias de derogatorias, mas fuertes y mas eficaces y no acostumbradas, aunque contuviesen en sí cualesquier sentencias, censuras y penas que no hobiesen surtido su efecto por actual y real posesion; aunque por aventura alguna vez aquellos á quien las tales donaciones y concesiones fuesen hechas ó sus nuncios navegasen allí; las cuales habiendo sus tenores de ellas por suficientemente expresos é insertos de semejante motu, sciencia y plenitud de poder, totalmente revocamos; y quanto á las tierras é islas por ellos actualmente no poseidas, queremos ser habidos por no hecho, y todo aquello que en las dichas letras quisimos que no obstase, y todo lo demas que en contrario sea. Dada en Roma, cabe San Pedro, año de la Encarnacion del Señor de mil y quatrocientos y noventa y tres, á veinte y cinco de setiembre, año segundo de nuestro pontificado.

1493.

REAL PROVISION

Proviendo lo que se debia observar en quanto á los que querian ir á establecerse en las Indias, y en lo tocante á los que deseaban ir á descubrir nuevas tierras.

(Orig. en el arch. del duque de Verágua, regist. en el sello de corte en Simánca, y copias legalizadas en el de Indias en Sevilla.)

Don Fernando é Doña Isabel, por la gracia de Dios, rey é reina de Castilla, etc. Por quanto á nos es fecha relacion que

1495.

10 abril.

1495.

Prólogo.

algunas personas, vecinos é moradores en algunas ciudades, villas é lugares é puertos de nuestros reinos é señoríos, nuestros súbditos é naturales, querrian ir á descubrir otras islas é tierra firme á la parte de las Indias en el mar Océano, demas de las islas é tierra firme que por nuestro mandado se han descubierto en la dicha parte del mar Océano, é á rescatar en ellas é á buscar oro é metales é otras mercaderías : asimismo que otros querrian ir á vivir é morar en la Isla Española que está descubierta é fallada por nuestro mandado, si por nos les fuese dada licencia para ello, é fuesen ayudados con mantenimientos por cierto tiempo ; é que dejan de facerlo por el vedamiento que por nuestro mandado fué puesto para que ninguna persona fuese á las Indias sin nuestra licencia é mandado so ciertas penas : lo cual por nos visto , é acatando que descubrirse las dichas tierra é islas, é rescatar en ellas é poblarse de mas de la dicha Isla Española que está descubierta, es servicio de Dios Nuestro Señor, porque la conversacion dellos podria atraer á los que habitan en la dicha tierra en conocimiento de Dios Nuestro Señor, é á reducirlos á nuestra santa fe católica : otrosí, que es servicio nuestro, é bien é pro comun de nuestros reinos é señoríos é de nuestros súbditos é naturales, acordamos de mandar dar, é por la presente damos é concedemos la dicha licencia á los dichos nuestros súbditos é naturales, para que vayan á las dichas islas é tierra firme é á descubrirlas é contratar en ellas, con las condiciones que segun é de la manera que en esta nuestra carta serán contenidas é declaradas en esta guisa.

Se otorge la licencia
con las
condiciones
siguientes.

Que salgan
del puerto de Cádiz.

Primeramente, que todos los navíos que hobieren de ir á la parte de las dichas islas, en cualquiera de las maneras que de yuso en esta nuestra carta serán contenidas, hayan de partir desde la ciudad de Cádiz, é no de otra parte alguna ; é que ántes que partan se presenten allí ante los oficiales que estovieren puestos por nos, ó por quien nuestro poder tuviere , para que sepan los que van á las dichas Indias, é hayan de cumplir é guardar cada uno en su caso lo que de yuso en esta nuestra carta será contenido.

Que cualesquier personas que quisieren ir á vivir é morar en

la dicha Isla Española sin sueldo puedan ir é vayan libremente, é que allá sean francos é libres, é non paguen derecho alguno, é ternán para sí é por suyo propio é para sus herederos, ó para quien dellos hobiere causa, las casas que ficieren, é las tierras que labraren, é las heredades que plantaren, segun que allá en la dicha isla les serán señaladas tierras é lugares para ello por las personas que por nos tienen é tovieren cargo; é que á las tales personas que así vivieren é moraren en la dicha Isla Española é no llevaren sueldo nuestro, como dicho es, se les dará mantenimiento por un año; é demas queremos, é es nuestra merced é voluntad, que yendo con licencia de los que nuestro poder tovieren é hobieren para ello á la dicha Isla Española, hayan para sí la tercia parte del oro que hallaren é cogieren en la dicha isla, tanto que no sea por rescate, é las otras dos tercias partes sean para nos, con las cuales recudan al receptor que por nos estoviere en la dicha isla; é demas desto yendo con licencia hayan para sí todas las mercaderías é otras cualesquier cosas que fallaren en la dicha isla, dando el diezmo dello á nos ó á quien nuestro poder hobiere para lo recibir, ecepto el oro de que nos han de dar las dos tercias partes, como dicho es, lo cual todo hayan de resgatar en la dicha Isla Española, ante los nuestros oficiales, é pagar á nuestro receptor que por nos lo hobiere de haber, las dos tercias partes del oro, é la dicha diezma parte de todas las otras cosas que fallaren, como dicho es.

Item: Que cualesquier personas nuestros súbditos é naturales que quisieren puedan ir de aquí adelante, en cuanto nuestra merced é voluntad fuere, á descubrir islas é tierra firme en la dicha parte de las dichas Indias, así á las que están descubiertas fasta aquí, como á otras cualesquier, é resgatar en ellas, tanto que non sea en la dicha Isla Española, que puedan comprar de los cristianos que en ella están ó estovieren, cualesquier cosas ó mercaderías, con tanto que no sea oro, lo cual pueden hacer é fagan con cualesquier navíos que quisieren, con tanto que al tiempo que partieren de nuestros reinos, partan desde la dicha ciudad de Cádiz, é allí se presenten ante nuestros oficiales; é porque desde allí han de llevar en cada uno de los tales

1495.

Se les mantendrá
un año.

Tendrán
la tercera parte
del oro
que descubran.

Sobre
los que quieran
descubrir
islas y tierra
firme.

95. navíos una ó dos personas, que serán nombradas por los nuestros oficiales ante quien así se presentaren, é mas han de llevar la diezma parte de las toneladas del porte de los tales navíos, é cargazon nuestra, sin que por ello les haya de ser pagado flete alguno, é lo que así llevaren nuestro lo descarguen en la dicha Isla Española, é lo entreguen á la persona ó personas que allí tovierén cargo de lo recebir por nuestro mandado, de lo que de acá se envíe, tomando conocimiento suyo de como lo reciben; é queremos é es nuestra merced que de lo que las dichas personas hallaren en las dichas islas é tierra firme hayan para sí las nueve partes, é la otra diezma parte sea para nos, con la cual nos hayan de recudir al tiempo que volvieren á estos nuestros reinos en la dicha ciudad de Cádiz, donde han de volver primeramente á lo pagar á la persona que allí toviere cargo por nos de lo recebir, é despues de así pagado se puedan ir á sus casas, ó donde quisieren con lo que así trajeren, é al tiempo que partieren de la dicha ciudad de Cádiz hayan de dar seguridad que lo complirán así.

Irán
vender
veres.

Item : Que cualesquier personas que quisieren llevar cualesquier mantenimientos para la dicha Isla Española, é para otras cualesquier islas que por nuestro mandado estovieren pobladas, de las dichas islas lo puedan llevar é vender allá francamente, é por los precios que se igualaren con los compradores, los cuales les paguen allá en mercaderías ó en oro de lo que allá tovierén, é que si todo el dicho mantenimiento ó parte dello vendieren á nuestros oficiales que allá estovieren para los bastimentos de la gente que allá nos sirven, lo hayan de pagar é paguen allá como dicho es, ó les den cédulas para que acá se les pague, con las cuales cédulas nos les certificamos que les será pagado, con tanto que al tiempo que partieren los dichos navíos en que fueren los dichos mantenimientos hayan de partir de la dicha ciudad de Cádiz, para que allí se presenten ante los dichos nuestros oficiales, é lleven sin flete la décima parte del porte de los tales navíos de la cargazon que nos mandáremos llevar para la dicha isla, segun de suso dice, é se obliguen de pagar la décima parte de lo que allá trujieren resgatado, segun en el capítulo de

suso se contiene, é á la vuelta sean tenidos de venir á la dicha ciudad de Cádiz para lo pagar, como dicho es.

1493.

Otrosí : Por cuanto nos hobimos hecho merced á D. Cristóbal Colon, nuestro almirante de las dichas Indias, que él pudiese cargar en cada uno de los dichos navíos que fuesen á las dichas Indias la ochava parte del porte dellos, es nuestra merced que con cada siete navíos que fueren á las dichas Indias, pueda el dicho almirante, ó quien su poder hobiere, cargar uno para facer el dicho rescate. Lo cual todo que dicho es, é cada una cosa é parte dello, mandamos que se guarde é cumpla en todo é por todo segund de suso en esta nuestra carta se contiene; é porque venga á noticia de todo segund de suso se contiene, mandamos que sea pregonada por las plazas é mercados, é otros lugares acostumbrados de todas las ciudades, é villas, é lugares, é puertos del Andalucía, é otras partes de nuestros reinos donde conviniere, é dar el traslado della á cualesquier personas que lo quisieren; de lo cual mandamos dar é dimos esta nuestra carta firmada de nuestros nombres, é sellada con nuestro sello. Dada en la villa de Madrid, á diez dias del mes de abril, año del nacimiento de Nuestro Señor Jesucristo de mil é quatrocientos é noventa é cinco años.

Decláranle títulos
hereditarios.

YO EL REY. — YO LA REINA.

Yo Fernando Álvarez de Toledo, secretario del rey é de la reina, nuestros señores, la fice escrebir por su mandado. — Acordada. RODERICUS, doctor. — Registrado. Doctor FRANCISCO DÍAZ, chanciller.

CARTA

Mandando al obispo de Badajoz afianzar el producto de la venta de los Indios que envió el almirante, hasta consultar y estar seguros de si podrán ó no venderlos.

(Reg. en el arch. de Ind. en Sevilla.)

El rey é la reina : Reverendo in Cristo padre obispo, de nuestro consejo. Por otra letra nuestra vos hobimos escrito

1495.
Que añance
el producto
de la venta
de los Indios.

que ficiédes vender los Indios que envió el almirante D. Cristóbal Colon en las carabelas que agora vinieron, é porque Nos querriamos informarnos de letrados, teólogos é canonistas, si con buena conciencia se pueden vender estos por solo vos ó no; y esto no se puede facer fasta que veamos las cartas que el almirante nos escriba para saber la causa por que los envia acá por cautivos, y estas cartas tiene Tórres que non nos las envió; por ende en las ventas que ficiéredes destos Indios sufinca⁽¹⁾ el dinero dellos por algun breve término, porque en este tiempo nosotros sepamos si los podemos vender ó no, é no paguen cosa alguna los que los compraren, pero los que los compraren no sepan cosa desto; y faced á Tórres que dé prisa en su venida, é que si se ha de detener algun dia allá, que nos envíe las cartas. De Madrid, á diez y seis de abril de noventa y cinco.

CARTA

Encargando al obispo de Badajoz complazca en todo al hermano del almirante, y escriba á este en términos agradables que borren cualquier resentimiento que pueda tener.

(Registrada en el archivo de Indias en Sevilla.)

1495.
5 mayo.
le complazca
el hermano
del almirante.

El rey é la reina : Reverendo in Cristo padre obispo: Por servicio nuestro que fableis con el hermano del almirante de las Indias que ende vino, y le procureis dar todo contentamiento; é con los que van en esas carabelas que agora han de partir escribireis al almirante todo lo que os pareciere para apartar cualquier resabio que con vos tenga, y de los que agora vinieron de las Indias procureis de saber lo que debeis facer para dar contentamiento al almirante y que sea de vos saneado, y aquello faced. Fecha en Madrid, á cinco dias de mayo de noventa y cinco años.

(1) Puede leerse *se afirme*, segun la cifra ó abreviatura del original.

CÉDULA

Mandando al obispo de Badajoz que no pida á D. Diego Colon cierto oro que trajo para sí de las Indias, de que le hacian merced.

(Registrada en el archivo de Indias en Sevilla.)

El rey é la reina : Reverendo in Cristo padre obispo de Badajoz, del nuestro consejo : Nos vos mandamos que no pidais ni demandeis á D. Diego Colon cierto oro que diz que trajo de las Indias para sí, por cuanto nos le facemos merced dello, y si ge lo habeis tomado, faced que se lo vuelvan luego. De la villa de Madrid, á cinco dias del mes de mayo de noventa y cinco años.

1495.

5 mayo.

Que no pida
á D. Diego Colon
cierto oro que trajo.

CARTA DE LOS REYES

Al obispo de Badajoz, recordándole que no exija á D. Diego, hermano del almirante, el oro que trajo de Indias ; y que si no quiere ir á Italia que no vaya, y resida donde quiera.

(Registrada en el archivo de Indias en Sevilla.)

El rey é la reina : Reverendo in Cristo padre obispo : Vimos vuestra letra, y cerca de lo que toca á D. Diego Colon, hermano del almirante de las Indias, ya habreis recibido una carta nuestra, por la cual vos escribimos que no le pidiédes el oro que agora él trajo de las Indias, mas que ge lo dejádes para su costa; aquello cumplid segund que vos lo escribimos. Y porque nos dicen que despues que han sido las cosas de Italia, está de propósito de non ir allá, es muy bien que no debe ir allá; si él quisiere irse á su hermano el almirante ó venirse acá ó estarse ende, faga lo quel quisiere. De Arévalo, á primero de junio de noventa y cinco años.

1495.

1º junio.

Autorizan
D. Diego Colon
para que resida
donde quiera.

U of B

ple á nuestro servicio é al bien é utilidad de la dicha gobernacion de las dichas Indias.

1497.

Item. Que cuando seáis en las dichas Indias, Dios queriendo, que hayáis de mandar hacer é que se haga en la Isla Española, una otra poblacion ó fortaleza allende de la que está fecha de la otra parte de la isla cercana al minero del oro, segund en el lugar é de la forma que á vos bien visto fuere.

Que mande hacer otra poblacion cerca del minero de oro.

Item. Que cerca de la dicha poblacion, ó de la que agora está fecha, ó en otra parte cual á vos os parezca dispuesto, se haya de facer é asentar alguna labranza é crianza, para que mejor é á ménos costa se puedan sostener las personas que están é estarán en la dicha isla; é porque esto se pueda mejor facer, se haya de dar é dé á los labradores que agora irán á las dichas Indias, del pan que allá se embiáre fasta cincuenta cahices de trigo é cebada prestados para los sembrar, é hasta veinte yuntas de vacas é yeguas é otras bestias para labrar, é que los tales labradores que así recibieren el dicho pan, lo labren é siembren, é se hayan de obligar á lo volver á la cosecha é pagar el diezmo de lo que cogieren, é lo restante que lo puedan vender á los cristianos á como mejor pudieren, tanto que los precios no excedan en agravio de los que lo compraren, porque en tal caso vos el dicho nuestro almirante ó quien vuestro poder hoviere, lo habéis de tasar é moderar.

Que se cultive la tierra para mantenimiento de sus habitantes.

Item. Que el dicho número de las dichas trescientas é treinta personas que han de ir á las dichas Indias, se les haya de pagar é pague el sueldo á los precios segun que hasta aquí se les ha pagado, é en lugar del mantenimiento que se les suele dar, se les haya de dar é dé del pan que mandamos allá enviar á cada persona una fanega de trigo cada mes é doce maravedís cada dia, para que ellos compren los otros mantenimientos necesarios, los cuales se les hayan de librar por vos el dicho nuestro almirante, ó por vuestro lugarteniente é por los oficiales de nuestros contadores mayores que en las dichas Indias están ó estuvieren, é que por vuestras nóminas, libramientos é cédulas en la forma susodicha, les haya de pagar ó pague nuestro tesorero que estuviere en las dichas Indias.

Sueldos y viveres de las 330 personas.

1497.

Puede aumentar
el número
de las personas.

Item. Que si vos el dicho almirante viéredes ó entendiéredes que cumple á nuestro servicio que allende de las dichas trecientas é treinta personas se debe de crecer el número de ellas, lo podáis facer hasta llegar á número de quinientas personas por todas, con tanto que el sueldo é mantenimiento que las tales personas acrecentadas hobieren de haber, se pague de cualquier mercaderías é cosas de valor que se hallaren é hobieren en las dichas Indias, sin que nos mandemos proveer para ello de otra parte.

Pago del sueldo.

Item. Que á las personas que han estado ó están en las dichas Indias, se les haya de pagar é pague el sueldo que les es é fuere debido por nóminas, é segun é en la manera que de suso se contiene, é algunas que no llevaron sueldo, se les pague su servicio segun que á vos bien visto fuere, é á las que han servido por otros asimismo.

Sueldo
de los alcaldes
y oficiales.

Item. Que á los alcaldes é otras personas principales é oficiales que han estado é servido é sirven, se les haya de acrecentar é pagar, é acrecienten é paguen sus tenencias é salarios é sueldos que hovieren de haber, segun que á vos el dicho nuestro almirante pareciere que se debe hacer, habida consideracion de la calidad de las personas é á lo que cada uno ha servido é sirviere; porque ademas de esto quando á Dios plegue que haya de que facerles mercedes en las dichas Indias, nos habremos memoria para ge las facer, lo cual se haya de asentar ante los dichos nuestros oficiales, é que se les haya de librar é pagar en la forma susodicha.

Pago de algunos
herederos.

Item. Pareciendo herederos del abad Gallego é Andres de Salamanca, que murieron en las dichas Indias, se les debe pagar el valor de los toneles é pipas que se les gastaron é tomaron por haber ido á las dichas Indias contra nuestro vedamiento.

Item. En lo que toca al descargo de las ánimas de los que en las dichas Indias han fallecido é fallecieron, nos parece que se debe guardar la forma que está en los capitulos de vuestro memorial que sobre esto nos distes, que es el siguiente:

Sobre testamentos
y bienes
de difuntos.

« Muchos extrangeros é naturales son muertos en las Indias, y yo mandé por virtud de los poderes que de Vuestra Alteza

tengo , que diesen los testamentos é se cumpliesen , é dello dí cargo á Escobar, vecino de Sevilla, é á Juan de Leon, vecino de la Isabela, que bien é fielmente procurasen todo esto , así en pagar lo que debian, si sus albaceas no lo hubiesen pagado , como en recabdar todos sus bienes é sueldos, é que esto todo pasase por ante justicia é escribano público, y que todo lo que recabdasen fuese puesto en una arca que tuviese tres llaves, é que ellos tuviesen la una llave, é un religioso la otra, é yo otra, é que estos dichos sus dineros fuesen puestos en la dicha arca y estuviesen allí hasta tres años , porque entre tanto hobiesen lugar sus herederos de los venir ó embiar requerir, é si en este tiempo no requiriesen que se distribuyesen en cosas por sus ánimas. »

1497.

Asimismo nos parece que el oro que hoviere en las dichas Indias se acuñe é haga de ello moneda de excelentes de la Granada, segun nos habemos ordenado que se hagan en estos nuestros reinos, porque en esto se evitará de facer fraudes é cautelas del dicho oro en las dichas Indias ; é para labrar la dicha moneda , mandamos que llevéis las personas é cuños é aparejos que hobiéredes menester, ca para ello vos damos poder cumplido, con tanto que la moneda que se hiciere en las dichas Indias sea conforme á las ordenanzas que nos agora mandamos facer sobre la labor de la moneda, é los oficiales que la hubieren de labrar guarden las dichas ordenanzas, so las penas en ellas contenidas.

Que se acuña
el oro.

Item. Nos parece que los Indios con quien está concertado que hayan de pagar el tributo ordenado , se les haya de poner una pieza ó señal de moneda de laton ó de plomo que traigan al pescuezo, y que esta tal moneda se le mude la figura ó señal que tuviere cada vez que pagáre , porque se sepa el que no viniere á pagar, é que cada é cuando se fallaren por la isla personas que no trageren la dicha señal al pescuezo, que sean presos é se les dé alguna pena liviana.

Tributo
que hayan de pagar
los Indios.

Item. Porque en el coger é recabdanza del dicho tributo será menester proveer de persona diligente é fiable que en ello entienda , es nuestra merced , é mandamos que tenga el

Premio
á los recaudadores
del tributo.

1497. dicho cargo, é que del tributo é mercaderías que así recabdase é cogiere é ficiere é pagáre, haya é lleve para sí cinco pesos, ó medidas, ó libras por ciento, que es la veintena parte de lo que así recabdáre, é ficiere coger é recabdar.

YO EL REY. — YO LA REINA.

Por mandado del rey é de la reina. FERNANDO ÁLVAREZ DE TOLEDO. — Acordada (1).

CONFIRMACION DEL PRIVILEGIO DE ASIENTO

Y CAPITULACION DE LOS REYES CATÓLICOS,

Dado á D. Cristóbal Colon, almirante de las Indias.

1497. En el nombre de la Santa Trinidad y eterna unidad, Padre,
3 abril. é Hijo, y Espíritu Santo, tres personas realmente distintas en
n del asiento una esencia divina, que vive é reina por siempre sin fin, é de
privilegio. la bienaventurada Virgen gloriosa santa María, nuestra Señora
su Madre, á quien nos tenemos por señora é por abogada en
todos los nuestros fechos, é á honra é reverencia suya, é del
bienaventurado apóstol señor Santiago, luz é espejo de las
Espanñas, patron é guiador de los reyes de Castilla é de Leon,
é ansimismo á honor é reverencia de todos los otros santos é
santas de la corte celestial :

Porque aunque segun naturaleza, etc. (*Relacion del titulo expedido por los Reyes católicos en Granada, á 28 de mayo de 1493* (2).)

Las cosas implicadas, etc. (*Relacion de la Capitulacion de Santa Fé, del 17 de abril de 1492* (3).)

confirmacion É agora, por quanto vos D. Cristóbal Colon, nuestro almi-
ra y entera tante del mar Océano é nuestro visorey é gobernador de la
de la tierra firme é islas, nos suplicastes é pedistes por merced, que
de gracia.

(1) Archivo de Indias.

(2) Véase este documento, pág. 5 del tomo presente.

(3) Véase este documento, pág. 18.

porque mejor é mas cumplidamente vos fuese guardada la dicha carta de merced á vos, é á vuestros fijos é descendientes, que vos la confirmásemos é aprobásemos, é vos mandásemos dar nuestra carta de privilegio de ella, ó como la nuestra merced fuese, é nos acatando lo susodicho é los muchos, é buenos, é leales, é grandes, é continuos servicios que vos el dicho D. Cristóbal Colon, nuestro almirante é visorey é gobernador de las islas é tierra firme descubiertas é por descubrir en el mar Océano en la parte de las Indias, nos habedes fecho, y esperamos que nos faréis, especialmente en descubrir é hacer á nuestro poder é so nuestro señorio á las dichas islas é tierra firme, mayormente porque esperamos que con ayuda de Dios nuestro Señor redundará en mucho servicio suyo, é honra nuestra é utilidad de nuestros reinos é señoríos, porque esperamos con el ayuda de Dios que los pobladores indios de las dichas Indias se convertirán á nuestra santa fé católica, tovimoslo por bien, é por esta nuestra dicha carta de privilegio, ó por el dicho su traslado signado, como dicho es, de nuestro proprio motu, é cierta ciencia é poderío real absoluto, de que en esta parte queremos usar é usamos, confirmamos é aprovamos para agora é para siempre jamas á vos el dicho D. Cristóbal Colon é á los dichos vuestros hijos y nietos é descendientes de vos é de ellos, é á vuestros herederos la sobredicha nuestra carta suso incorporada é la merced en ella contenida, é queremos é mandamos y es nuestra merced é voluntad que vos vala é sea guardada á vos é á vuestros hijos é descendientes, agora é de aquí adelante inviolablemente, para agora é para siempre jamas, en todo ó por todo bien é cumplidamente, segun é por la forma é manera que en ella se contiene; y si necesario es, agora de nuevo vos facemos la dicha merced, é defendemos firmemente que ninguna, ni algunas personas non sean osadas de vos ir ni venir contra parte de ello por vos la quebrantar ni menguar en tiempo alguno, ni por alguna manera.

Sobre lo cual mandamos al príncipe Don Juan, nuestro muy caro y muy amado hijo, é á los infantes, duques, prelados, marqueses, condes, ricos omes, maestros de las órdenes, priores,

1497.

comendadores, subcomendadores, é á los del nuestro consejo, oidores de la nuestra audiencia, alcaldes, alguaciles é otras justicias cualesquier de nuestra casa é corte, é chancillería, é alcaldes de los castillos é casas fuertes é llanas, é á todos los consejos, asistentes, corregidores, alcaldes, alguaciles, merinos, prebostes é otras justicias de todas las cibdades é villas é lugares de los nuestros reinos é señoríos, é á cada uno de ellos, que vos guarden é fagan guardar esta dicha nuestra carta de privilegio é confirmacion, é la carta de merced en ella contenida, é contra el tenor é forma de ella non vos vayan ni pasen, nin consientan ir nin pasar en tiempo alguno, nin por alguna manera, so las penas en ella contenidas; de lo cual vos mandamos dar esta dicha nuestra carta de privilegio é confirmacion escrita en pergamino de cuero, é firmada de nuestros nombres, é sellada con nuestro sello de plomo pendiente en filos de seda á colores, la cual mandamos al nuestro canceller, mayordomo é notario, é á los otros oficiales que están á la tabla de los nuestros sellos, que sellen é libren é pasen; lo cual todo que dicho es en los dichos capítulos suso incorporados, y en esta nuestra confirmacion contenidos, queremos y es nuestra merced é voluntad que se guarde é cumpla así, é segun que en ellos se contiene; é los unos nin los otros nin fagades nin fagan en deal por alguna manera, so pena de la nuestra merced é de diez mil maravedís para la nuestra cámara á cada que lo contrario ficiese; é demas mandamos al ome que vos esta nuestra carta mostráre, que vos emplace que parescades ante nos en la nuestra corte do quier que nos seamos, del dia que vos emplazáre fasta quinze dias primeros siguientes, so la dicha pena, so la cual mandamos á cualquier escribano público que para esto fuese llamado, que dé ende al que se la mostráre testimonio signado con su signo, porque nos sepamos en cómo se cumple nuestro mandado.

Dada en la cibdad de Búrgos, á 23 de abril año del nacimiento de nuestro Señor Jesucristo de 1497 años.

YO EL REY. — YO LA REINA.

Yo Fernando Álvarez de Toledo, secretario del rey é de la reina, nuestros señores, la fice escribir por su mandado. —

ANTONIUS, doctor. Registrada. Doctor RODERICUS. — Doctor ANTONIUS. — Doctor HERNAND ÁLVAREZ. — JUAN VELÁZQUEZ.

1497.

Y estaba al pié del dicho privilegio: «Confirmacion de la carta de los oficios de almirante é visorey é gobernador con poder de usar y ejercer la justicia, con tanto que las provisiones se expidan en nombre de Vuestra Alteza, é vayan selladas con su sello, é que puedan poner los oficiales é mudarlos, etc.» É decia en las espaldas de la dicha carta: Registrada.— Doctor.... É no dice mas (1).

Lo que se decia
al pié
del dicho privilegio.

REAL CÉDULA

Expedida por los Reyes en 12 de junio de 1497 á D. Cristóbal Colon, sobre que las costas y gastos que se habian hecho en el descubrimiento de las Indias y los que se hicieron en el viaje á que le enviaban con armada que mandaron hacer hasta que llegase á la Isla Española ó Isabela, fuesen de cuenta de SS. MM.

EL REY É LA REINA,

Por cuanto en la capitulacion é asiento que por nuestro mandado se hizo é tomó con vos D. Cristóbal Colon, nuestro almirante del mar Océano en la parte de las Indias, se contiene que vos hayais de haber cierta parte de lo que se hobiere é trajere de las dichas Indias, sacando primeramente las costas é gastos que en ello se hobieren fecho é fizieren, como mas largamente en la dicha capitulacion se contiene, é porque hasta agora vos habéis trabajado mucho en descubrir tierra en la dicha parte de las Indias, de cuya causa no se ha habido mucho interes de ellas, aunque se han hecho algunas costas, é porque nuestra merced é voluntad es de vos hacer merced; por la presente queremos é mandamos que las costas, é gastos que hasta aquí se han hecho en los negocios tocantes á las dichas Indias é se

1497.

12 junio.

Los Reyes
toman á su cargo
las costas
y gastos hechos.

(1) El original está en el Archivo general de Indias de Sevilla, entre los primeros legajos, titulado de *Patronato real*.

1497.

condicion
imponen
Reyes.

clero sentido
capitulacion.

hicieren en este viaje que agora mandamos hacer é armar para las dichas Indias, hasta que sean llegados á la Isla Isabela ó Española, que no se os demande cosa alguna de ella ni vos seais obligado á contribuir en ellas cosa alguna ademas de lo que pusisteis al tiempo del primer viaje, con tanto que vos no pidais ni lleveis cosa alguna de lo que hasta aquí se ha traído de las dichas islas, por razon del diezmo ni del octavo que vos, el dicho almirante, habeis de haber de las cosas muebles de las dichas islas, ni por otra razon alguna; é de lo que habeis habido hasta de aquí, vos facemos merced; é porque vos, el dicho almirante, decís que de lo que de aquí adelante se hobiese en las dichas Indias se ha de sacar primeramente el octavo, y de lo que restáre se han de sacar las costas é despues el diezmo, é porque por la órden é tenor de la dicha capitulacion parece que se deben sacar primero las costas é despues el diezmo é despues el octavo, é no está por agora averiguado cómo esto se ha de hacer, es nuestra merced por facer merced á vos el dicho almirante, que por tres años se saque primero el octavo para vos, sin costa alguna, é despues se saquen las costas, é de lo que restáre se saque el diezmo para vos el dicho almirante; pero pasado el dicho tiempo que se haya de sacar el dicho diezmo é las costas é octavo, segun en la dicha capitulacion se contiene; é porque esta merced que vos facemos por el dicho tiempo, no se os dé ni quite mas derecho del que teneis por virtud de la dicha capitulacion, ántes aquella quede en su fuerza é vigor para adelante pasado el dicho tiempo.

Fecha en la villa de Medina del Campo, á 12 dias de junio de 1497 años.

YO EL REY. — YO LA REINA.

Por mandado del rey y de la reina. — FERNAND ÁLVAREZ (1).

(1) Se ha sacado esta copia de la que existe testimoniada en el legajo 18 de pleitos de fiscales, pieza 3, que empieza así: *Rollo del proceso del almirante de las Indias*, en el Archivo general de Indias de Sevilla, entre los papeles traídos del de Simáncas. Confrontóse en 4 de diciembre de 1794.

INSTRUCCION

que dieron los Reyes Católicos al almirante D. Cristóbal Colon para el buen gobierno y mantenimiento de la gente que quedó en las Indias, y de la que nuevamente iba para poblar y residir allá (1).

El Rey é la Reina : D. Cristóbal Colon, nuestro almirante del mar Océano, visorey é gobernador de la tierra firme é islas de las Indias, é Antonio de Tórres, contino de nuestra casa. Las cosas que nos parecen que con ayuda de Nuestro Señor Dios se deben proveer é enviar á las Indias para la gobernacion é mantenimiento de las personas que allá estan é han de ir para las cosas que allá se han de hacer cumplideras á servicio de Dios é nuestro, son las siguientes :

Primeramente, en este primer viaje, y tanto que nos mandamos proveer, hayan de ir á estar en las dichas Indias número de trescientas é treinta personas de la suerte é calidad é oficios que de yuso serán contenidos, contando el dicho número de las dichas trescientas é treinta personas con las que agora están é quedaren en las dichas Indias; las cuales dichas trescientas é treinta personas han de ser elegidas por vos, el dicho nuestro almirante, ó por quien vuestro poder hobiere, é han de ser repartidas en esta manera : cuarenta escuderos, cien peones de guerra, treinta marineros, treinta grumetes, veinte lavadores de oro, cincuenta labradores é hortelanos, veinte oficiales de todos oficios é treinta mujeres; así que en el número de las dichas trescientas é treinta personas, las cuales hayan de ir á estar en las dichas Indias cuanto su voluntad fuere; por manera que si algunas de las personas que están en las dichas Indias se quisieren é hobieren de venir, hayan de quedar é queden en ellas, así de las que agora están como de las que agora fueren, el número dicho de las dichas trescientas é

1497.

18 junio.

Que vayan
330 personas
de diferentes oficios.

(1) Copia coetánea testimoniada en el archivo del duque de Veráguas y en el de Indias en Sevilla.

1497. treinta personas; pero si á vos el dicho almirante pareciere que es bien é provecho de la negociacion de mudar el dicho número de personas, quitando de los unos oficiales é proveyendo otros en su lugar, que lo podades facer, tanto que no pase el número de las personas que en las dichas Indias han de estar de trescientas é treinta personas é no mas.

Cultivo de la tierra. Ítem: que para mantenimiento de vos el dicho almirante, é de vuestros hermanos é otros oficiales personas principales que con vos han de ir é estar en las dichas Indias, é para las dichas trescientas é treinta personas, é para labrar é sembrar é para el gobierno de las bestias que allá lleváredes, se han de llevar é lleven quinientos é cincuenta cahices de trigo é mas ciento cahices de cebada; los cuales se hayan de proveer é provean del pan á nos perteneciente de las tercias del arzobispado de Sevilla é obispado de Cádiz del año pasado de noventa y seis años, segun se contiene en las cartas de libramientos que sobre ello mandamos dar.

Herramientas necesarias. Ítem: que se hayan de enviar á las dichas Indias las herramientas é aparejos que pareciere á vos el dicho almirante, para labrar en las dichas Indias; é asimismo azadones é azadas é picos é almadanas é palancas que convinieren para las dichas Indias.

Vacas y yeguas para labrar la tierra. Asimismo, que sobre las vacas é yeguas que están en las dichas Indias, se hayan de cumplir número de veinte yuntas de vacas ó yeguas ó asnos, con que puedan labrar en las dichas Indias, segun á vos el dicho almirante pareciere.

Orden de comprar una nave vieja. É asimismo nos parece que será bien que se compre una nao vieja en que vayan los mantenimientos é cosas susodichas que cupieren en ellas, porque de la tablazon é madera é clava-
zón della se podría aprovechar para la poblacion que agora nuevamente se ha de facer en la otra parte de la Isla Española, cerca de las minas; pero si á vos el dicho almirante pareciere que no es bien llevarse la dicha nao, que no se lleve.

Provisiones que deben llevarse. Otrosí: se deben llevar á las dichas Indias cincuenta cahices de harina é fasta mil quintales de bizcocho, para en tanto que se provee de hacer molinos y atahonas, é para los facer se

deben de llevar de acá algunas piedras é otros aparejos de molinos.

1497.

Item : que se deben llevar en las dichas Indias dos tiendas de campo que cuesten fasta veinte mil maravedís.

Mantenimientos
y vestidos.

Item : para lo que toca á los otros mantenimientos y proveimientos que será necesario llevarse á las dichas Indias para el mantenimiento é vestidos de los que allá han de ir é estar, nos parece que se debe tener la forma siguiente :

Que busquen algunas personas llanas é abonadas, las cuales diz que vos el dicho almirante, diz que teneis casi concertadas que hayan de cargar é llevar á las dichas Indias los dichos mantenimientos é otras cosas allá necesarias, para lo cual se les haya de dar é dé de los maravedís que nos mandamos librar para esto lo que á vos pareciere, é que ellos den seguridad por los maravedís que así recibieren, los cuales hayan de emplear en los dichos mantenimientos, é cargarlos é llevarlos á su costa á las dichas Indias, é que vaya á nuestro riesgo é aventura de la mar : é que llegando allá, Dios queriendo, hayan de vender é vendan los dichos mantenimientos: el vino á quince maravedís el azumbre, é la libra de tocino é carne salada á ocho maravedís, é los otros mantenimientos é legumbres á los precios que vos el dicho almirante ó vuestro lugarteniente les pusiéredes, de manera que ellos hagan alguna ganancia é no pierdan en ello, é á la gente no se les faga agravio, é que de los maravedís que la tal persona ó personas recibieren de los dichos mantenimientos que así vendieren, hayan de dar é pagar, é den é paguen allá al nuestro tesorero, que es ó estuviere en las dichas Indias, los dichos maravedís que les diéredes, é así se les han de dar para comprar los dichos mantenimientos, para que de ellos paguen el sueldo de la gente ; pero si la dicha gente toman los dichos mantenimientos para en cuenta de su sueldo, séanles recibidos en cuenta, mostrando conocimiento de lo que recibieron, por donde el dicho tesorero é los oficiales de cuenta se lo carguen en cuenta de su sueldo ; é las dichas personas den seguridad, é obligándose de lo así facer é cumplir, segun dicho es, se les hayan de dar é den las dichas contias de maravedís que así vos pareciere.

497.

igiosos
clérigos.

Item: se debe procurar que vayan á las dichas Indias algunos religiosos é clérigos, buenas personas, para que allá administren los santos sacramentos á los que allá estarán, é procuren de convertir á nuestra santa fé católica á los dichos Indios naturales de las dichas Indias, é lleven para ello los aparejos é cosas que se requieren para el servicio del culto divino é para la administracion de los sacramentos.

boticario
herbolario.

Asimismo debe ir un físico é un boticario é un herbolario é algunos instrumentos é músicas para pasatiempo de las gentes que allá han de estar.

Otrosí: agora mandamos librar cierta cuantía de maravedís para este viaje que agora habeis de facer vos el dicho almirante. Nos vos mandamos que aquellos se gasten segun va por una relacion firmada del comendador mayor de Leon, nuestro contador mayor, é del doctor Rodrigo Maldonado, del nuestro consejo, é de Fernand Álvarez, nuestro secretario.

Porque vos mandamos que lo así fagais guardar é cumplir é poner en obra, segun que de suso se contiene, en lo cual placer y servicio nos fareis, ca para ello vos damos poder cumplido con todas sus incidencias é dependencias, anexidades é conexidades. Fecha en la villa de Medina del Campo, á quince dias del mes de junio, año del nacimiento de Nuestro Señor Jesucristo de mil é cuatrocientos é noventa é siete años.

YO EL REY. — YO LA REINA.

Por mandado del rey é de la reina. — FERNAND ÁLVAREZ. — Acordado.—RODERICUS, doctor.

RELACION DE LA ARTILLERÍA É MUNICIONES

Que el allide Gonzalo Fernández de Oviedo dió para las tres naos é un patax, que se armaron en la ciudad de Santo Domingo de la Isla Española, por mandado del príncipe nuestro señor.

Nao capitana en que fué el general D. Cristóbal Colon :

1497.

Media culebrina francesa, luenga con su cureña é carreta herrada de bronce, que tiene señalado que pesa 38 quintales, 2 arrobas é 9 libras; que es muy hermosa pieza, é diéronsele 20 pelotas de hierro colado.

Armas embarcadas
en la
nao capitana.

Un cañon grueso llamado *Salvaje*, que pesa 46 quintales, 21 libras, é diéronsele otras 20 pelotas.

Un sacre grueso llamado *Querubin*, que es uno de los dos de Salcon que se perdió del virey D. Luis de Velasco, que pesa 19 quintales, 49 libras, con otras 20 pelotas de hierro colado.

Otro tiro llamado el *Inocente*, que es uno de los dos que venian en el dicho Salcon del virey, con 18 pelotas, que pesa 11 quintales é 40 libras.

Dos bersos grandes de bronce con cada dos stridores, é treinta y seis pelotas, que tienen mas de 20 quintales. Dos falconetes de campo, muy buenas piezas, é con cada una veinte pelotas de hierro colado.

Todas estas piezas se dieron con pólvora é atacadores é todo lo necesario para se servir de ellas. Diéronsele mas á esta nao capitana cien alcancias llenas de pólvora.—GONZALO FERNÁNDEZ.

Mas les di 30 ballestas.

La nao de que fué por capitan Luis de Bazan, hijo del secretario Diego Caballero :

Á esta nao se le dió un cañon salvaje que pesaba 47 quintales é 5 libras, con su cureña herrada, é 20 pelotas de hierro colado; muy hermosa pieza.

Armas embarcadas
en la nao mandada
por
D. Luis de Bazan.

Otra pieza mas que medio cañon ingles, é no tiene señalado lo que pesa; pero yo creo que pesa mas de veinte quintales, poco mas ó ménos, é diéronse con él otras veinte pelotas.

Un querubin ó sacre grueso, que es uno de los dos del Salcon

1497. del virey de la Nueva España, que se perdió en la costa de Puerto de Plata, que pesa 19 quintales, 53 libras, é diéronsele 20 pelotas.

Un sacre ó charcado que pesa 8 quintales, una arroba, 10 libras, con su carreta, é diéronsele otras veinte pelotas de hierro colado.

Dos bersos de metal con cuatro servidores, é diéronse con ellos 36 pelotas.

Dos falconetes con sus ruedas bajas é cuarenta pelotas.

Con estas piezas se dieron las municiones é todo recabdo para se servir de ellas, é llevó mas esta nao ciento y cuatro alcancias llenas de pólvora.—GONZALO FERNÁNDEZ.

Armas embarcadas
en la nao mandada
por D. Joaquín
de Berrio.

La nao de que fué por capitán Joaquín de Berrio :

Llevó un sacre ó charcado luengo, que pesa 9 quintales é 3 arrobas é 12 libras, é diéronsele veinte pelotas de hierro colado.

Otro sacre ó charcado corto, que pesa 7 quintales, 2 arrobas, 22 libras, é diéronsele otras veinte pelotas.

Diósele otra pieza muy buena llamada el *Inocente*, que será de otro tanto peso é mas, é otras veinte pelotas.

Diéronsele dos falconetes ochavados, que pesó cada uno de ellos 2 quintales, 1 arroba, 13 libras, con cada uno veinte pelotas.

Diósele un inocente de los dos del virey de la Nueva España, que pesa 11 quintales, 19 libras, é diéronsele veinte pelotas.

Todas estas ocho piezas se les dió con municiones é todo lo necesario, é ciento é veinte pelotas de hierro colado, é mas se le dieron 80 alcancias llenas de pólvora. — GONZALO FERNÁNDEZ.

Armas embarcadas
en el barco
al mando
de
D. Rodrigo Alvear.

En el barco ó patax de que fué por capitán Rodrigo de Alvear.

Á este se le dieron tres bersos de bronce con cada uno dos servidores é cincuenta y cuatro pelotas de hierro colado.

Diósele mas un berso de hierro colado mas que mediano, con 16 pelotas de hierro colado que no hubo mas á su propósito.

Van en esta armada 300 hombres, soldados y marineros.

Llevan 25 piezas de bronce é una de hierro, que dió la fortaleza, é otras muchas que las mismas naos se tenían de hierro.

Llevan cincuenta é tantos quintales de pólvora, con cinco que se echaron en 284 alcancías.

1497.

Llevan quinientas pelotas de hierro colado. — GONZALO FERNÁNDEZ (1).

CÉDULA

Mandando que los Indios que se trajeron de las islas y se vendieron por mandato del almirante, se pongan en libertad y se restituyan á los países de su naturaleza (2).

El rey é la reina : Pedro de Tórres, contino de nuestra casa : Ya sabeis como por nuestro mandado tenedes en vuestro poder en secustacion é depósito algunos Indios de los que fueron traídos de las Indias é vendidos en esta ciudad é su arzobispado y en otras partes de esta Andalucía por mandado de nuestro almirante de las Indias; los cuales agora nos mandamos poner en libertad é habemos mandado al comendador frey Francisco de Bobadilla, que los llevase en su poder á las dichas Indias, é faga dellos lo que le tenemos mandado. Por ende nos vos mandamos que luego que esta nuestra cédula viéredes, le dedes é entreguedes todos los dichos Indios que así teneis en vuestro poder, sin faltar dellos ninguno por inventario é auto de escribano público, é tomad su conocimiento de como los recibe de vos; con el cual y con esta nuestra cédula, mandamos que no vos sean pedidos ni demandados otra vez. É non fagades ende al. De Sevilla, á veinte dias de junio de mil é quinientos años.

1500.

20 junio.

Orden
para que entregue
los Indios
á Bobadilla.

YO EL REY.—YO LA REINA.

Por mandado del rey é de la reina. — Miguel Pérez de Almazan (3).

(1) Hállase original en el Archivo general de Indias de Sevilla, entre los papeles que se trajeron del de Simáncas. Confrontóse en 13 de diciembre de 1793.

(2) Arch. de Ind. en Sevilla, lib. II^o de armadas.

(3) En veinte y tres de junio, dice Tórres haber entregado los Indios que

CAPITULACION

Hecha en nombre de los señores Reyes Católicos con el comendador Alonso Vélez de Mendoza y sus fiadores, para ir con cuatro navíos al descubrimiento de las islas y tierra firme á la parte de Indias, fuera de lo que habian descubierto el almirante D. Cristóbal Colon, Cristóbal Guerra y Alfonso de Hojeda (1).

1500.

20 julio.

En la muy noble y muy leal ciudad de Sevilla, lúnes veinte dias del mes de julio, año del Nacimiento de Nuestro Salvador Jesucristo de mil é quinientos años, en este dia á hora de vísperas, poco mas ó ménos, é estando dentro en las casas del muy magnífico Sr. D. Juan de Fonseca, obispo de Córdoba, del consejo del rey é de la reina, nuestros señores, que son en esta ciudad de Sevilla, en la collacion de Santa María, é estando hi presente el dicho señor obispo é otros, y estando hi presente Pedro Ramírez, vecino de esta dicha ciudad de Sevilla, é micer Antonio Boticario, é Álvarez Ramírez, su yerno, hermano del dicho Pedro Ramírez, vecino de esta dicha ciudad, en la dicha collacion de Santa María, é Pedro Sánchez del Ala, criado de Juan de Valtierra, é Cristóbal Rodríguez Tiscareño, vecino de esta ciudad en la dicha collacion de Santa María, en la Casería, maestre del navío nombrado *San Cristóbal*, en presencia de mí, Fernando Ruiz de Pórras, escribano público de Sevilla, é de los otros escribanos de Sevilla que á ello fueron presentes; luego el dicho Pedro Ramírez dijo que él ha fornescido uno de

tenia, segun conocimientos de Gimeno de Bribiesca, al mayordomo del arzobispo de Toledo por su mandado, salvo un mozo que entregó á Bobadilla. Consta que los que se depositaron en Tórres, fueron veinte y uno. De estos quedó uno enfermo en S. Lúcar; una niña se quedó por su propia voluntad en casa de Diego de Escobar para ser educada, pero á su libertad, y dijo no querer volver á Indias: con que se restituyeron á su tierra diez y nueve; los diez y seis varones. Así consta de varios documentos existentes en el Archivo de Indias y de los extractos que de ellos hizo D. Juan Bautista Muñoz, y se conservan en su coleccion. (*Coleccion de viajes y descubrimientos, por don Martin Fernández de Navarrete.*)

(1) Regist. del Arch. de Ind. en Sevilla.

1500.

los cuatro navíos que el comendador Alonso Vélez de Mendoza tiene de licencia de Sus Altezas para ir á descubrir islas é tierra firme por el mar Océano, é quel dicho navío que él así ha fornecido, es el dicho navío nombrado *San Cristóbal*, de que es maestre el dicho Cristóbal Rodríguez Tiscareño; é por mandado de su señoría el dicho señor obispo, fueron en él leídos delante en presencia de los dichos Pedro Ramírez, é micer Antonio é Álvar Ramírez é Pedro Sánchez del Ala é Cristóbal Rodríguez Tiscareño, maestre, ciertos capitulos, el tenor de los cuales es este que se sigue:

Las cosas que vos el comendador Alonso Vélez de Mendoza y vuestros fiadores vos habeis de obligar, que cumplireis é guardareis al rey é á la reina, nuestros señores, son las siguientes:

Primeramente, que por cuanto Sus Altezas vos dan licencia para que podais ir con cuatro navíos á descubrir islas é tierra firme por el mar Océano á las partes de las Indias ó á otra cualquiera parte que no sean de las islas é tierra firme que fasta aquí son descubiertas por el almirante D. Cristóbal Colon, é por Cristóbal Guerra é por Alfonso de Hojeda, ni de las que serán descubiertas, ántes que vos partais, por otras personas de los que han ido con mandado é licencia de Sus Altezas á descubrir, ni de las islas é tierra firme que pertenecen al señor rey de Portugal, ni tocareis en ellas ni en parte alguna dellas, ni traereis ni sacareis dellas cosa alguna por rescate ni en otra cualquier manera, salvo solamente cosas para vuestro mantenimiento é provision de los navíos é gente que así lleváredes, si lo hobieren menester.

Prohibición
de tocar en las islas
y tierras
del rey de Portugal.

Item: Que todo el oro é plata é cobre é plomo é estaño é azogue é otro cualquier metal, é perlas é aljófares é piedras preciosas é joyas, é esclavos negros é loros que en estos reinos sean habidos é reputados por esclavos, é monstruos é serpientes é otros cualesquier animales, é pescados é aves é especierías é droguerías é otras cosas de cualquier nombre é calidad que sean, que falláredes é trujéredes, que sacando el armazon é fletes é gastos que en los dichos navíos é armada se ficiere, dareis é pagareis á Sus Altezas, é á la persona que con su poder

Percibirán
los reyes
la cuarta parte
de las
producciones, etc.

1500.

estuviere para ello, la cuarta parte de todo ello, é las otras tres cuartas partes las hayais vos el dicho comendador, é las personas que con vos fueren é armaren los dichos navíos.

Presencia
en cada navío
de uno ó mas
representantes
de Sus Altezas.

Item: Que por quanto en los dichos navíos, é en cada uno dellos, ha de ir una persona ó dos ó mas, cuales Sus Altezas, ó nos en su nombre, nombraremos, las cuales han de ser presentes á todo lo que se hobiere é rescatare en los dichos navíos é en cada uno dellos, para que lo asienten por escrito é fagan dello libro é cuenta; por manera que no se pueda facer fraude ni engaño alguno, segun mas largo se contiene en la capitulacion que por mandado de Sus Altezas con vos se asentó, que vos el dicho comendador, é las personas que con vos fueren é armaren los dichos navíos, seais obligados á pagar é pagueis á la tal persona ó personas que así fueren nombradas por Sus Altezas ó por nos en su nombre, segun dicho es, á costa de la dicha armazon, otro tanto salario como dais é lleva cualquier marinero de los que van en los dichos navíos, y que la otra demasia, demas de lo que hobiere de haber de salario de Sus Altezas, sean obligados á se lo pagar.

Idem
en las conquistas
y otras empresas.

Item: Que vos el dicho comendador, ni otra persona alguna de las que con vos fueren en los dichos navíos, é en cada uno dellos, no saldreis á rescatar ni á comprar ni á tomar ni á ver cosa alguna de las susodichas, ni de otra calidad que sea, sin ser presente á ello la dicha persona ó personas que así fueren nombradas en los dichos navíos, so obligacion que fagais que cualquier que lo contrario ficiere, por el mesmo fecho hayais perdido é perdais todo lo que así se rescatare é hobiere, é todo el interes del dicho viaje, é los bienes que acá tuviéredes vos é los dichos vuestros fiadores, é las personas á merced de Sus Altezas.

Obligacion
de arribar de vuelta
al puerto
de Cádiz.

Item: Que todas las cosas que así hobiéredes é rescatáredes é trojéredes, en cualquier manera sin disminucion ni falta alguna, non toqueis en parte alguna, sino que verneis á la ciudad é bahía de Cádiz, donde está mandado por Sus Altezas por provision patente, que sea vuestra derecha descarga, é vos presentareis ante el oficial que ahí estoviere é residiere por Sus

Altezas, para que allí deis é entregueis la cuarta parte de todo ello para Sus Altezas, segun dicho es; é que non ireis á descargar ni entrar á otro puerto alguno de estos reinos ni fuera dellos, ni á echar ninguna persona fuera de los dichos navíos, fasta facer é cumplir todo lo susodicho, so obligacion que fareis de perder todo lo que así trojéredes, é de los dichos navíos, é todos vuestros bienes é de vuestros fiadores, para la cámara de Sus Altezas, é las personas á merced de Sus Altezas, como dicho es, ecepto en tal caso que por fuerza de fortuna fuésedes constreñidos de tocar á otro puerto por el salvamiento del navío é de vuestras personas é de la mercadería; pero que en tal caso entiéndese que sea visto é conocido por los que llevaren el cargo de la hacienda que se non pudo mas facer é con su consentimiento se faga. Y quando acaeciese que arribásedes á otra parte, que no salga persona en tierra, sino una ó dos personas que vayan por las cosas necesarias, é que aquellos é los que fueren en el batel para echarlos en tierra, sean primero catados ante las tales personas que llevaren el dicho cargo, para que non lleven cosa alguna; é asimismo, que no dejeis entrar en el navío otras personas de tierra, si no fuese por alguna gran necesidad que toviésedes que non se pudiese excusar de ayudaros dellos, pero que á la salida mandeis que asimismo se faga con ellos la misma diligencia de ser catados delante los que llevaren cargo en los dichos navíos.

É los dichos capítulos así leídos é seyendo dellos certificados los dichos Pedro Ramírez é micer Antonio é Álvar Ramírez é Pedro Sánchez del Ala é Cristóbal Rodríguez Tiscareño, maestre, dijeron: que lo otorgaban é otorgaron é prometieron é se obligaron todos de mancomun, á voz de uno, é cada uno dellos por el todo, de los tener é guardar é cumplir en todo é por todo, segun é por la forma é manera que en ellos se contiene, so las penas en ellos contenidas, é para los cumplir é tener é facer é cumplir lo en ellos contenido; otorgaron tan cumplido é ejecutivo poder al dicho señor obispo, é á los jueces é justicias de Sus Altezas, para que por todo rigor de derecho les constingan é apremien, é les fagan tener é guardar é cumplir é mantener

1500.

Retificacion
de los fiadores.

1560.

todo lo en los dichos capítulos ó en cada uno dellos contenido ; é renonciaron toda apelacion, alzada é vista é suplicacion é agravio é nulidad é todas é cualesquiera leyes é fueros é derechos que en su ayuda é favor contra esto sean , que les no valga ni aproveche en juicio ni fuera de él en tiempo alguno , ni por alguna manera ; é para lo así pagar é tener é guardar é cumplir é haber por firme, segun é en la manera que sobredicha es, obligaron á sus personas é á todos sus bienes, muebles é raíces, habidos é por haber.

Despues desto mártes veinte y un dias del dicho mes de julio del dicho año , pareció ante mí el dicho escribano público é escribanos de Sevilla yuso escritos, Alonso de Córdoba, Miguel de Baeza, vecino de Sevilla, en la collacion de Santa María, é fuéronle leidos los dichos capítulos de suso contenidos por mí el dicho escribano público, y dijo que los otorgaba é otorgó segun é por la forma é manera que en ellos se contiene, é que se obligaba é obligó con los sobredichos de mancomun, á voz de uno, de lo tener é cumplir é mantener, segun é como en ellos se contiene, é otorgó la misma carta ejecutiva con el mismo poder que los dichos Pedro Ramírez é micer Antonio é Álar Ramírez é Pedro Sánchez del Ala é Cristóbal Rodríguez, maestre, le otorgaron ; é para lo así pagar é cumplir é haber por firme, obligó á sí é á sus bienes muebles é raíces, habidos é por haber.

Despues desto miércoles veinte y dos dias del dicho mes de julio del dicho año, paresció ante nos los dichos escribanos, el dicho comendador Alonso Vélez de Mendoza, vecino de la villa de Moguer, é fuéronle leidos los dichos capítulos de suso contenidos, por mí el dicho escribano público, é dijo que los otorgaba é otorgó segun é por la forma é manera que en ellos se contiene, é que se obligaba é obligó él y los sobredichos de mancomun á voz de uno é cada uno por el todo, de los tener é cumplir é mantener, segun é como en ellos se contiene, é otorgó la misma carta ejecutiva, con el mismo poder que los sobredichos lo otorgaron, é para lo así pagar é cumplir é haber por firme, obligaron á sí é á sus bienes muebles é raíces habidos é por haber.

É de todo esto yo, el dicho escribano público, dí la presente escritura firmada de mi nombre, é signada con mi signo, é firmada otrosí de los escribanos de Sevilla que á ello fueron presentes. — Yo Cristóbal Venégas, escribano de Sevilla, so testigo. — Yo Juan García, escribano de Sevilla, so testigo. — Yo Fernando Ruiz de Pórras, escribano público de Sevilla, la fice sacar é fice en ella mio signo, é so testigo.

1500

Despues desto mártres diez y ocho dias del mes de agosto del año de mil quinientos años, parecieron ante mí Fernando Ruiz de Pórras, escribano público de Sevilla, é ante los otros escribanos de Sevilla que á ello fueron presentes, el dicho comendador Alonso Vélez de Mendoza, é el dicho Pedro Ramírez, vecino de esta ciudad, é dijeron : que se obligaban é obligaron de tener é guardar é cumplir á Sus Altezas los capítulos de yuso contenidos, é segun é en la manera que se obligaron de cumplir la dicha capitulacion que á Sus Altezas tienen otorgada ante mí el dicho escribano público, so las mismas penas á que están obligados ellos é las personas que con ellos están obligados, los cuales dichos capitulos son estos que se siguen.

Ratificación
de Mendoza.

Item : que non ireis á tocar en las islas de Arquibacoa, que están en (1) paraje, las cuales descubrió Alonso de Hojeda, ni en otras costas que están junto con ellas, las cuales quieren Sus Altezas que ningunas personas toquen en ellas por saber cierto secreto que en ellas mandan saber, so las penas que en esta capitulacion se contienen.

Que no tocarian
en las islas
de Arquibacoa.

Item : Que por cualquier cosa que encubrais vos, ó cualquier persona de las que vinieren en los dichos navíos, é en cada uno dellos, que non quintáredes á Sus Altezas, perdais la mercadería é las otras cosas que trajeren, allende de las otras penas.

Item : Que non lleveis en los dichos navíos ni en alguno dellos extranjero ninguno que sea de fuera destos reinos.

Que no llevarian
extranjero alguno.

Item : que mostreis las cartas de marear que lleváredes é que non lleveis figura si non la que vos dieren, que se les señalará la derrota por ellas.

(1) Igual blanco hay en el original.

1500. Asimismo, que se junte el rescate de manifiesto por delante los oficiales fasta que quinten en Cádiz, ó les vea la persona por Sus Altezas, é que si no lo ficieren pierdan cada uno la parte que les cupiere; é que á esto y á todo lo susodicho se obliga.

È para lo así tener é guardar é pagar é cumplir, otorgaron la misma carta ejecutiva, con el mismo poderío á las justicias, segun que otorgado lo tiene, é obligaron á sí é á sus bienes, muebles é raíces, habidos é por haber, segun que obligados los tienen. — Yo Cristóbal Venégas, escribano de Sevilla, so testigo. — Yo Gonzalo Matute, escribano de Sevilla, so testigo. — Yo Fernando Ruiz de Pórras, la fice sacar é puse en ella mio signo, é so testigo.

COPIA LITERAL

De una hoja suelta en papel de mano del almirante D. Cristóbal Colón, escrita, al parecer, cuando le trajeron preso (1).

(Orig. en el arch. del duque de Veraguas.)

1500.
Quejas
por la conducta
que se ha observado
con él.

Señores: Ya son diez y siete años que yo vine servir estos príncipes con la impresa de las Indias: los ocho fui traído en disputas, y en fin se dió mi aviso por cosa de burla. Yo con amor proseguí en ello, y respondí á Francia y á Inglaterra y á Portugal, que para el rey é la reina, mis señores, eran esas tierras y señoríos. Las promesas no eran pocas ni vanas. Acá me ordenó nuestro Redentor el camino. Allá he puesto so su señorío mas tierra que non es África y Europa, y mas de mil y setecientas islas, allende la Española que boja mas que toda España. En ellas se cree que florecerá la santa Iglesia grande-

(1) Este documento, que hemos visto original de mano propia del almirante, nos parece una minuta ó borrador de la carta que escribiría á algunas de las personas que le favorecian en la corte, interesándolos en su desgracia; pero no se designan quiénes fuesen. Las expresiones son las mismas que usó en la carta al ama del príncipe. (*Viajes y descubrimientos por D. Martín Fernández de Navarrete.*)

mente. Del temporal se puede esperar lo que ya diz el vulgo. En siete años hice yo esta conquista por voluntad divina. Al tiempo que yo pensé de haber mercedes y descanso, de improviso fui preso y traído cargado de fierros, con mucho deshonor mio, y poco servicio de Sus Altezas. La causa fué formada en malicia. La fe de ello fué de personas civiles y los cuales se habian alzado y se quisieron aseñorear de la tierra. La fe y este que fué á esto llevaba cargo de quedar por gobernador si la pesquisa fuese grave. ¿Quién ni adónde se juzgará esto por cosa justa? Yo he perdido en esto mi juventud, y la parte que me pertenece de estas cosas y la honra dello; mas non fuera de Castilla adonde se juzgarán mis fechos, y seré juzgado como á capitan que fué á conquistar de España fasta las Indias, y non á gobernar cibdad ni villa ni pueblo, puesto en regimiento, salvo á poner so el señorío de Sus Altezas gente salvaje, belicosa y que viven por sierras y montes.

Suplico á vuestras mercedes que con zelo de felisimos cristianos y de quien Sus Altezas tanto fian, que miren todas mis escrituras, y como vine á servir estos príncipes de tan léjos, y dejé muger y fijos que jamás ví por ello, y que agora al cabo de mi vida fui despojado de mi honra y de mi hacienda sin causa; y que en ello ni se guardó justicia ni misericordia. Dije misericordia, y non se entiende de Sus Altezas, porque no tienen culpa.

CONCESION APOSTÓLICA

DE LOS DIEZMOS DE LAS INDIAS.

Á los señores reyes Don Fernando y Doña Isabel, y á sus herederos y sucesores en la forma que se expresa (1).

Alexander, episcopus, servus servorum Dei: Carissimo in Christo filio Ferdinando Regi et carissimæ in Christo filiæ Eli-

1500.

1501.

3 setiembre.

(1) Registros del real Archivo de Simáncas, entre los papeles del Patronato real eclesiástico.

1501.

sabeth Reginae Hispaniarum Catholicis salutem et Apostolicam benedictionem. Eximia devotionis sinceritas et integra fides quibus nos et romanam reveremini Ecclesiam, non indigne merentur ut votis vestris, illis praesertim per quae circa catholicae fidei exaltationem, ac infidelium et barbararum nationum depressionem, libentiùs et promptiùs intendere valeatis. Sane pro parte vestra nobis nuper exhibita petitio continebat, quòd vos pia ducti devotione pro fidei catholicae exaltatione summo opere desideratis, prout jam à certo tempore citra non sine magnà impensà vestra ac laboribus facere coepistis, et in dies magis facere non cessatis, insulas et partes Indiarum acquirere et recuperare, ut in illis, quacumque damnatà sectà abjectà, colatur et veneretur Altissimus. Et quia pro recuperatione Insularum et partium praedictarum vobis necesse erit graves subire impensas et grandia pericula perferre, expedit ut pro conservatione et manutentione dictarum Insularum, postquam per vos acquisitae et recuperatae fuerint, ac perferendis impensis ad conservationem et manutentionem praedictas necessariis, decimas insularum praedictarum ab illarum incolis et habitatoribus pro tempore existentibus exigere et levare possetis. Quare pro parte vestra nobis fuit humiliter supplicatum ut in praemissis vobis statuique vestro opportune providere de benignitate apostolicà dignaremur. Nos igitur, qui ejusdem fidei exaltationem et augmentum, nostris potissimè temporibus, supremis desideramus affectibus, pium et laudabile propositum vestrum plurimùm in Domino commendantes, hujusmodi supplicationibus inclinati, vobis et successoribus vestris pro tempore existentibus, ut insulis praedictis, ab illarum incolis et habitatoribus etiam pro tempore existentibus, postquam illae acquisitae et recuperatae fuerint, ut praefertur, assignata prius realiter et cum effectum, juxta ordinationem tunc dioecesanorum locorum, quorum conscientias super hoc oneramus, ecclesiis in dictis insulis erigendis, per vos et successores vestros praefatos, de vestris et eorum bonis dote sufficiente, ex qua illis praesidentes earumque rectores se commode sustentare, et onera dictis ecclesiis pro tempore incumbentia perferre, ac cultum divinum ad lau-

dem Omnipotentis Dei debite exercere, juraque episcopalia persolvere possint, decimam hujusmodi percipere et levare libere ac licitè valeatis, auctoritate apostolicâ tenore præsentium, de specialis dono gratiæ indulgemus, non obstantibus Lateranensis Concilii ac aliis constitutionibus et ordinationibus apostolicis, cæterisque contrariis quibuscumque. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, ac beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ millesimo quingentesimo primo, sexto decimo kalendas decembris, Pontificatûs nostri anno decimo.

(Siguen las firmas y autorizaciones.)

1501.

CARTA

DEL ALMIRANTE COLÓN Á SU SANTIDAD

Informándole de los sucesos de sus viajes anteriores: le manifiesta su deseo de presentarse á Su Santidad; y le suplica mande ir con él, pues iba á emprender nuevo viaje, seis religiosos para predicar el Evangelio (1).

Beatissime Pater: Luego que yo tomé esta empresa, y fui á descubrir las Indias, prepuse en mi voluntad de venir personalmente á Vuestra Santidad con la relacion de todo: nació á ese tiempo diferencia entre el señor rey de Portugal y el rey é la reina, mis señores, diciendo el rey de Portugal, que tambien queria ir á descubrir y ganar tierras en aquel camino hácia aquellas partes, y se referia á la justicia.

El rey é la reina, mis señores, me reenviaron á prisa á la empresa para descubrir y ganar todo; y así non pudo haber efecto mi venida á Vuestra Santidad. Descubrí deste camino y

1502.

Febrero.

Su deseo
de presentarse
á Su Santidad.

Relacion
de sus
descubrimientos.

(1) Copia antigua de la letra al parecer de D. Fernando Colón, existente en el archivo del duque de Veraguas.

1502.

gané mil é cuatrocientas islas, y trescientas y treinta y tres leguas de la tierra firme de Asia, sin otras islas famosísimas, grandes y muchas al oriente de la Isla Española, en la cual yo hice asiento, y la cual bojé ochocientas leguas de cuatro millas cada una, y es *populatissima*, de la cual hice yo en breve tiempo tributaria la gente della toda al rey y á la reina, mis señores. En ella hay mineros de todos metales, en especial de oro y cobre; hay brasil, sándalos, linaloes y otras muchas especies, y hay encenso, el árbol de donde él sale es de mirabolanos. Esta isla es Tarsis, es Cethia, es Ofir y Ophaz é Cipanga, y nos la hemos llamado Española. Deste viaje navegué tanto al occidente que cuando en la noche se me ponía el sol, le cobraban los de Calis en España dende á dos horas por oriente, en manera que yo anduve diez líneas del otro hemisferio; y non pudo haber yerro, porque hubo entónces eclipsis de la luna en catorce de setiembre. Despues fué necesario de venir á España apriesa, y dejé allá dos hermanos con mucha gente en mucha necesidad y peligro.

Su segundo viaje.

Torné á ellos con remedio y hice navegacion nueva hácia al austro, adonde yo fallé tierras infinitísimas y el agua de la mar dulce. Creí y creo aquello que creyeron y creen tantos santos y sábios teólogos que allí en la comarca es el paraíso terrenal. La necesidad en que yo habia dejado mis hermanos y aquella gente fué causa que yo non me detuviese á experimentar mas esas partes y volviese á mas andar á ellos. Allí fallé grandísima pesquería de perlas, y en la Isla Española la mitad de la gente alzada vagamundeando, y donde yo pensaba haber sosiego ya de tanto tiempo que yo comenzé, que fasta entónces no me habia dejado una hora la muerte de estar abrazada conmigo, refresqué el peligro y trabajos. Gozara mi ánima y descansara si agora en fin pudiera venir á Vuestra Santidad con mi escriptura, la cual tengo para ello, que es en la forma de los Comentarios é uso de César, en que he proseguido desde el primero dia fasta agora que se atravesó á que yo haya de hacer en nombre de la Santa Trinidad viaje nuevo, el cual será á su gloria y honra de la santa Religion cristiana, la cual razon me descansa y hace

que yo non tema peligros ni me dé nada de tantas fatigas é muertes que en esta empresa yo he pasado, con tan poco agradecimiento del mundo. Yo espero de aquel eterno Dios la victoria desto como de todo lo pasado. Y cierto, sin ninguna duda, despues de vuelto aquí, non sosegaré fasta que venga á Vuestra Santidad con la palabra y escriptura del todo, el cual es magnánimo y ferviente en la honra y acrescentamiento de la sante Fe cristiana.

1502.

Agora, *Beatissime Pater*, suplico á Vuestra Santidad, que por mi consolacion, y por otros respectos que tocan á esta tan santa é noble empresa, que me dé ayuda de algunos sacerdotes y religiosos que para ello conozco que son idóneos, y por su Breve mande á todos los superiores de cualquier órden de San Benito, de Cartuja, de San Hierónimo, de menores é mendicantes que pueda yo, ó quien mi poder tuviere, escoger dellos fasta seis, los cuales negocien adonde quier que fuere menester en esta tan santa empresa, porque yo espero en Nuestro Señor de divulgar su santo Nombre y Evangelio en el universo. Así que los superiores destos religiosos que yo escogeré de cualquier casa ó monasterio de las órdenes suso nombradas, ó por nombrar, cualquier que sea, non les impidan nin pongan contradiccion por privilegios que tengan, ni por otra causa alguna; ántes los apremien á ello y ayuden y socorran cuanto pudieren, y ellos hayan por bien de aquiescer y trabajar é obedecer en tan santa y católica negociacion y empresa; para lo cual plega eso mesmo á Vuestra Santidad dispensar con los dichos religiosos *in administratione spiritualium, non obstantibus quibuscumque, etc.* Concediéndoles *insuper* y mandando que siempre que quisiesen volver á su monasterio, sean recibidos y bien tratados como ántes y mejor si sus obras lo demandan. Grandísima merced recibiré de Vuestra Santidad desto, y seré muy consolado y será gran provecho de la Religion cristiana.

Fídele que le envíe
algunos
sacerdotes
y religiosos.

Esta empresa se tomó con fin de gastar lo que della se hoviese en presidio de la casa santa á la santa Iglesia. Despues que fuí en ella, y visto la tierra, escribí al rey y á la reina, mis señores, que dende á siete años yo le pagaria cincuenta mil de

1502.

pié y cinco mil de caballo en la conquista della, y dende á cinco años, otros cincuenta mil de pié y otros cinco mil de caballo, que serian diez mil de caballo é cien mil de pié para esto; Nuestro Señor muy bien amostró que yo cumpliria por esperiencia amostar que podia dar este año á Sus Altezas ciento y veinte quintales de oro, y certeza que sería así de otro tanto, al término de los otros cinco años.

Satanás ha destorbado todo esto, y con sus fuerzas ha puesto esto en término que non haya efecto ni el uno ni el otro si Nuestro Señor no lo ataja. La gobernacion de todo esto me habian dado perpétua, ahora con furor fuí sacado de ella: por muy cierto se ve que fué malicia del enemigo, y por que non venga á luz tan santo propósito. De todo esto será bien que yo deje de hablar ántes que escrebir poco.

(En las espaldas de este escrito hay la nota siguiente: 1502, por febrero.)

INSTRUCCION PARTICULAR

Que dieron los Reyes Católicos en Valencia, á 14 de febrero de 1502, á Don Cristóbal Colon, de lo que habia de observar en el cuarto viaje que debia hacer á las Indias, y en el apresto de los navíos que llevaba.

EL REY É LA REINA.

1502.

14 febrero.

Se concede á Colon
ir por la
Isla Española.

D. Cristóbal Colon, nuestro almirante de las islas é tierra firme que son en el mar Océano á la parte de las Indias:

Vimos vuestra letra de 26 de febrero y las que con ella enviasteis á los memoriales que nos disteis; é á lo que decís que para este viaje á que vais querriades pasar por la Española, ya os dijimos que porque no es razon que para este viaje que agora vais, se pierda tiempo alguno, en todo caso vais por este otro camino, é á la vuelta, si os pareciere que será necesario, podréis volver por allí de pasada para deteneros poco; porque como vedes, converná que vuelto vos del viaje que agora vais, seamos luego informados de vos en persona de todo lo que en

él hobiéredes hallado é fecho, para que con vuestro parecer é consejo proveamos sobre ello lo que mas cumpla á nuestro servicio, y las cosas necesarias para el rescate de acá se proveen.

1502.

Aquí vos enviamos la instruccion de lo que, placiendo á Nuestro Señor, habeis de hacer en este viaje; é á lo que decis de Portugal nos escribimos sobre ello al rey de Portugal, nuestro hijo, lo que conviene, y vos enviamos de aquí la carta nuestra que decis para su capitan, en que le facemos saber vuestra ida hácia el poniente, y que habemos sabido su ida hácia el levante; é que si en camino os topáredes, vos trateis los unos á los otros como amigos, é como es razon de se tratar capitanes é gente de reyes entre quien hay tanto debdo é amor é amistad, diciéndole que lo mismo habemos mandado á vos, y procurarémos que el rey de Portugal, nuestro hijo, escriba otra tal carta al dicho su capitan.

Detalles.

Á lo que nos suplicais que hayamos por bien que lleveis con vos en este viaje á D. Fernando, vuestro hijo, y que la racion que se le da quede á D. Diego, vuestro hijo; á nos place de ello.

Le dan permiso
para llevar á su hijo
D. Fernando.

Á lo que decis que querriades llevar uno ó dos que sepan arábigo, á nos place de ello, con tal que por ello no os detengais.

Le permiten
llevar uno ó dos
que sepan
la lengua árabe.

Á lo que decis que, qué parte se dará de la ganancia á la gente que va con vos en esos navíos, decimos que vayan de la manera que han ido á los otros.

Cómo
se ha de repartir
la ganancia.

Las diez mil piezas de moneda que decis, se acordó que no se hiciesen por este viaje, hasta que mas se vea.

Relativo
á las diez mil piezas
de moneda.

De la pólvora é artillería que demandais, vos habemos ya mandado proveer como vereis.

Pólvora y artillería.

Lo que decis que no pudisteis hablar al doctor Angulo é al licenciado Zapata á causa de la partida, escribidnoslo muy larga y particularmente. Cuanto á lo otro contenido en vuestros memoriales é letras tocantes á vos é á vuestros hijos é hermanos, porque, como vedes, á causa que nos estamos de camino é vos de partida, no se puede entender en ello hasta que paremos de

El doctor Angulo
y el licenciado
Zapata.

1502.

Sanfiscen
los Reyes
into les pesó
er la prision
da por Colon,
y cómo
remediaron.

latificacion
de todos
privilegios
dados á Colon
is herederos.

asiento en alguna parte, y si esto hobiédeses de esperar, se perderia el viaje á que ahora vais ; por esto es mejor que pues de todo lo necesario para vuestro viaje estais despachado, vos partais luego sin detenimiento alguno, é quede á vuestro hijo el cargo de solicitar lo contenido en los dichos memoriales ; y tened por cierto que lo de vuestra prision nos pesó mucho, é bien lo vistes vos é lo conocieron todos claramente, pues que luego que lo supimos, lo mandamos remediar ; y sabeis el favor con que os habemos y mandamos tratar, y siempre y ahora estamos mucho mas en vos honrar é tratar muy bien, é las mercedes que vos tenemos hechas vos serán guardadas enteramente, segun forma é tenor de nuestros privilegios que de ellas teneis, sin ir en cosa contra ellas, y vos y vuestros hijos gozaréis de ellas como es razon ; é si necesario fuere confirmarlas, de nuevo las confirmaremos, é á vuestro hijo mandaremos poner en la posesion de todo ello ; y en mas que esto tenemos voluntad de vos honrar é facer mercedes, é de vuestros hijos é hermanos nos ternemos el cuidado que es razon, é todo esto se podrá facer yendo vos en buen hora é quedando el cargo á vuestro hijo como está dicho : é así vos rogamos que en vuestra partida no haya dilacion.

De Valencia de la Torre, 14 dias de febrero de 1502 años.

Yo EL REY. — Yo LA REINA.

Por mandado del rey é de la reina : — ALMAZAN.

É en las espaldas de la dicha carta estaba escrito lo siguiente :
« Por el rey é la reina : á D. Cristóbal Colon, su almirante de las islas é tierra firme que son á la parte de las Indias (1). »

(1) Se ha sacado esta copia de la que existe en el Archivo general de Indias de Sevilla, entre los papeles traídos del de Simáncas, pieza quinta del legajo 18 del pleito del consejo.

CARTA DEL ALMIRANTE D. CRISTÓBAL COLON,

Pidiendo al Rey Católico nombre á su hijo D. Diego para sucederle en la administracion de las Indias (1).

(CÁSAZ, *Hist. gen. de Ind.*, cap. XXXVII, fol. 114.)

Serenísimo y muy alto Rey : En mi pliego se escribió lo que mis escripturas demandan ; ya lo dije , y que en las reales manos de Vuestra Alteza estaba el quitar ó poner , y que todo sería bien hecho ; la gobernacion y posesion en que yo estaba , es el caudal de mi honra ; injustamente fuí sacado della. Grande tiempo há que Dios Nuestro Señor no mostró milagro tan público ; que el que lo hizo le puso con todos los que fueron en ayuda á esto. En la mas escogida nao que habia en treinta y cuatro y en la mitad dellas , é á salida del puerto le enfundió que ninguno de todos ellos le vido en qué manera fué ni cómo (2). Muy humildemente suplico á Vuestra Alteza que mande poner á mi hijo en mi lugar en la honra y posesion de la gobernacion que yo estaba , con que toca tanto á mi honra ; y en lo otro haga Vuestra Alteza como fuere servido , que de todo recibiré merced. Que creo que la congoja de la dilacion deste mi despacho sea aquello que mas me tenga así tullido.

1505.

Enero.

Pide que nombre
á D. Diego
almirante y virey
de Indias.

(1) Parece escrita á principios del año 1505, y es acaso la que remitió el almirante por mano de su hijo , y de que hace mencion en su citada carta de 18 de enero. (*Coleccion de viajes y descubrimientos, por D. Martin Fernández de Navarrete.*)

(2) Alude al naufragio que padeció la armada en que volvía á España el comendador Bobadilla con Roldan y otros de los sublevados ; pues apenas salieron de Santo Domingo , á principio de julio de 1502 , cuando experimentaron tan fuerte temporal , que de treinta naves solo cuatro ó cinco se salvaron , ahogándose mas de quinientos hombres. Colon lo había previsto aconsejando se suspendiese por unos dias la salida de esta flota , pero Ovando tuvo la necedad de desatender tan prudente como atinado consejo. (*Idem.*)

MEMORIAL DE D. DIEGO COLON,

Recordando al Rey Católico los trabajos del almirante su padre, y pidiendo se le restituya lo que se le ha tomado, y recaiga en el mismo D. Diego la administracion de las Indias, segun lo pide su padre (1).

(CASAS, *Hist. gen. de Ind.*, lib. II, cap. XXXVII, fol. 118.)

1505.

Enero.

Que recuerde
los trabajos
de su padre.

Que se le restituya
lo que
se le ha tomado.

Muy alto y muy poderoso príncipe, Rey nuestro señor.— Don Diego Colon, en nombre del almirante mi padre, humildemente suplico á Vuestra Alteza se quiera acordar con cuántos trabajos de su persona y peligros de su vida el dicho almirante mi padre ganó las mercedes que Vuestra Alteza y la reina nuestra señora, que santa gloria haya, le hicieron, y en cuánto servicio y provecho de Vuestra Alteza suceden sus servicios, y mande que las dichas mercedes le sean guardadas, mandándole restituir en lo que le está tomado y ocupado sin él merecerlo, segun Vuestra Alteza se lo tiene dicho de palabra y escripto por carta, segun que verá por este capítulo que aquí va, que fué en una carta que Vuestra Alteza le escribió al tiempo que se partió para ir á descubrir, y en esto Vuestra Alteza administrará justicia y descargará la real conciencia de la reina nuestra señora y la suya, y al almirante y á mí nos hará señalada y gran merced; y si devolverle la administracion de las Indias fuese servido, el dicho almirante le suplica sea servido en que vaya yo, con que vayan conmigo las personas que Vuestra Alteza sea servido, cuyo consejo y parecer yo haga de tomar.

(1) Debe estar escrita á fines de enero ó principios de febrero de 1505, segun las prevenciones que el almirante hacia á su hijo en carta de 18 de enero. (*Coleccion de viajes y descubrimientos, por D. Martin Fernández de Navarrete.*)

— 269 —

LOS REYES Y AMÉRIGO VESPUCIO.



INSTRUCCION PARA AMÉRIGO VESPUCIO

CON CARTA AL SECRETARIO GASPAS DE GRICIO (1).

Noble y muy virtuoso señor: Despues que vimos una breve carta vuestra, por la cual nos hicistes saber de qué manera andaban los negocios, y supimos que vuestra merced se habia ido á reposar á su casa, esperando que tambien habia acá mudanza, habemos emperezado en el escribir, y despues que habemos sabido quel Rey é la Reina, nuestros señores, mandaron llamar á vuestra merced y que Sus Altezas tienen buena inclinacion á estos negocios de las Indias, debemos creer que se querrán servir de vuestra merced para que haya de continuar el cargo que hasta aquí ha tenido de los dichos negocios de las Indias, porque de otra manera sería como los que navegan sin governalles; é por ende le hacemos saber como habiéndonos enviado á mandar el Rey nuestro señor que le hagamos saber en qué términos está el despacho de la armada quel señor rey Don Fernando mandó hacer para ir á descubrir el nacimiento de la especería, é no habiendo de partir la dicha armada ántes de febrero, acordemos que vaya Amérigo á Su Alteza, el cual va

1505.

18 setiembre.

Los Reyes
intentan servirse
de él para continuar
los
descubrimientos.

(1) Minuta original é coetánea en el archivo de la Contratacion en Sevilla, en donde la copió Muñoz.

1505.

informado de todas las circunstancias de la dicha armada, y lleva memorial de las cosas que se han de proveer de mas de lo que está ya proveído; y porque no dudamos que estando vuestra merced en la corte verá las cartas é memoriales quel dicho Amérigo lleva, no es menester, salvo que nos remitamos á las dichas escripturas, y aun si tuviésemos certenidad de la estada de vuestra merced en la corte, no fuera menester tan larga informacion, porque vos, Señor, pudiérades suplir en todo.

o que se necesitará
para el despacho
de la armada.

Serán menester, para el despacho de la dicha armada, sobre lo ya gastado, mas de ocho mil ducados, y están gastados otros tantos; verdad es que en lo gastado se incluyen los quinientos é cuarenta mil que pagamos á Bobadilla por el señor tesorero Moráles para el pan que se nos habia de dar en Murcia, é no se nos dió, y se habian de cobrar allá del dicho tesorero, que Dios haya; podrá ser que á vuestra merced parecerá grande contía de dineros el gasto de la dicha armada, mayor que pareció al principio por la relacion que al señor rey D. Fernando enviamos, lo cual procede del precio del pan que entónces no se estimaba á valer mas del coto y del sueldo de doscientos hombres que no se contó, salvo por cuatro mesés, que será menester que sean pagados por seis meses, como lo verá vuestra merced por el dicho memorial; y demas del gasto desta armada hay necesidad de gastar otros muchos dineros en cosas necesarias para la torre que se ha de facer en la costa de las Perlas, y para proveimiento de las carabelas que están en la Isla Española para servicio de la dicha isla, lo cual consta por los memoriales quel gobernador y oficiales nos han enviado de la Isla Española, de que lleva los traslados el dicho Amérigo, y Diego Benito, que con nosotros asiste en todos estos negocios, y en nombre del tesorero Nuño de Gumiel recibe y ha recibido la parte perteneciente al Rey nuestro señor (1), no entiende de gastar solo un maravedí sin expreso mandamiento de Su Alteza, ó por ende

(1) Era la mitad de lo procedido de Indias. El citado Diego Benito era apoderado del tesorero Gumiel, y hubo dicha mitad de lo venido de dos navíos que llegaron en julio y agosto de 1506, segun he visto en el manual

el dicho mandamiento es necesario; y otrosí, es necesario que haya declaracion si en el gasto que se hiciere de aquí adelante en la dicha armada y en las otras cosas, ha de pagar la mitad el señor rey Don Fernando é gozar la mitad del provecho que resultare, é cómo ha de ser por que non haya confusion y todo vaya por su orden muy á la clara.

15.5.

Lo que nosotros entendemos es quel Rey nuestro señor ha de gozar de la mitad de todo lo que las Indias han rentado desde veinte é quatro de noviembre del año pasado; no decimos de lo que se ha traído desde el dicho día, porque seyendo cogido é rentado de ántes, entendemos que de aquello no le pertenece parte á Su Alteza, segund que lo ha declarado el señor rey Don Fernando: es verdad que la cédula por la cual el señor rey Don Fernando nos envió á mandar que acudiésemos al tesorero Nuño de Gumiel con la dicha mitad, dice de lo que se hobiere traído desde el dicho día veinte y quatro de noviembre, lo cual parece que fué yerro del secretario Almazan. Otrosí, entendemos quel Rey nuestro señor ha de contribuir en la mitad de los gastos fechos por el señor rey D. Fernando, es á saber en los que han dado fruto desde el día veinte é quatro de noviembre, é lo han de dar dende en lo adelante, es á saber, en semejante gasto como es este del armada, y en el gasto de las tres carabelas latinas, las cuales han comenzado á servir en este dicho tiempo y están para servir adelante.

El Rey gozará
de la mitad
de las rentas.

Contribuirá
en la mitad
de los gastos.

Item: Lo que se ha gastado en el edificio desta casa de la Contratacion y otros gastos de semejante calidad que por no alargar no replicaremos; de todo esto queríamos declaracion; y á vuestra merced encomendamos que lo provea é procure como viere que conviene, que mucha merced nos fareis en ello. Prospere Nuestro Señor la vida y honra de vuestra merced como desea. De Sevilla, á quince de setiembre. — Para Gaspar de Gricio (1).

del tesorero Matienzo. (Nota de Muñoz.) (*Coleccion de viajes y descubrimientos, por D. Martin Fernández de Navarrete.*)

(1) Á continuacion de la minuta original se halla la siguiente « Memoria

1506.

» de los oficiales de la casa de la Contratacion para el capitán Amérigo
» Vespuche: « Llevais tres cartas para el Rey, Mosior de Vila y el secretario
» Gricio, y cinco memoriales, uno sobre el despacho del armada, los otros
» venidos de la Española, de cosas necesarias para la torre quel rey D. Her-
» nando mandó facer en la costa de las Perlas; otros dos sobre las carabelas
» que sirven en la Española, y cosas para la fortaleza que se face en ella. Si
» está en la corte Gricio y sirve lo de Indias, dalde la carta, mostralde los
» memoriales, y os guiará como el Rey vos oiga y alcanceis buen despacho.
» Somos informados que el Rey ha encomendado los negocios de Indias á
» Mr. de Vila, su camarero mayor. Si así es, idos derecho á él. Lo que prin-
» cipalmente deseamos es claridad del concierto entre el Rey nuestro señor
» (era Don Felipe I) y el señor rey D. Hernando, porque sepamos dar lo suyo
» á cada uno. » (*Idem.*)



D. CRISTÓBAL COLON.



TESTAMENTO Y CODICILO

DEL ALMIRANTE D. CRISTÓBAL COLON, OTORGADO EN VALLADOLID (1).

En la noble villa de Valladolid , á diez y nueve dias del mes de mayo, año del nacimiento de Nuestro Salvador Jesucristo de mil é quinientos é seis, por ante mí, Pedro de Hinojedo, escribano de cámara de Sus Altezas y escribano de provincia en la su corte é chancillería, é su escribano é notario público en todos los sus reinos y señoríos; é de los testigos de yuso escritos: el Sr. D. Cristóbal Colon, almirante é visorey é gobernador general de las islas é tierra firme de las Indias descubiertas é por descubrir que dijo que era; estando enfermo de su cuerpo, dijo, que por quanto él tenia fecho su testamento por ante escribano público, quel agora retificaba é retifica el dicho testamento, é lo aprobaba é aprobó por bueno, é si necesario era, lo otorgaba é otorgó de nuevo. É agora añadiendo el dicho su testamento, él tenia escrito de su mano é letra un escrito que ante mí el dicho escribano, segun é por la via é forma que en el dicho escrito se contenia, é todas las mandas en él contenidas, para que se cumplan é valgan por su última é postrí-

1506.

19 mayo.

(1) Testimonio autorizado en el Archivo del duque de Veraguas.

1506. mera voluntad. É para cumplir el dicho su testamento que él tenía y tiene hecho é otorgado, é todo lo en él contenido, cada una cosa é parte dello, nombraba é nombró para sus testamentarios é cumplidores de su ánima al señor D. Diego Colon, su hijo, é á D. Bartolomé Colon, su hermano, é á Juan de Pórras, tesorero de Vizcaya, para que ellos todos tres cumplan su testamento é todo lo en él contenido é en el dicho escrito, é todas las mandas é legatos é obsequias en él contenidos. Para lo cual dijo que daba é dió todo su poder bastante, é que otorgaba é otorgó ante mí el dicho escribano todo lo contenido en el dicho escrito; é á los presentes dijo que rogaba é rogó que dello fuesen testigos. Testigos que fueron presentes, llamados é rogados á todo lo que dicho es de suso, el bachiller Andres Mirueña é Gaspar de la Misericordia, vecinos desta dicha villa de Valladolid, é Bartolomé de Fresco é Álvaro Pérez, é Juan Despinosa é Andrea é Hernando de Várgas, é Francisco Manuel é Fernan Martínez, criados del dicho señor almirante. Su tenor de la cual dicha escritura, que estaba escrita de letra é mano del dicho almirante, firmada de su nombre, de *verbo ad verbum*, es este que sigue :

Cuando partí de España el año de quinientos é dos, yo fice una ordenanza é mayorazgo de mis bienes, é de lo que entónces me pareció que cumplia á mi ánima é al servicio de Dios eterno é honra mia é de mis sucesores : la cual escritura dejé en el monasterio de las Cuevas en Sevilla á frey D. Gaspar, con otras mis escrituras é mis privilegios é cartas que tengo del Rey é de la Reina, nuestros señores. La cual ordenanza apruebo é confirmo por esta, la cual yo escribo á mayor cumplimiento é declaracion de mi intencion. La cual quando que se cumpla así como aquí declaro é se contiene, que lo que se cumpliere por esta, no se faga nada por la otra, porque no sea dos veces.

Nombra á su hijo
D. Diego
heredero
de todos sus títulos
y bienes.

Yo constituí á mi caro hijo D. Diego por mi heredero de todos mis bienes é oficios que tengo de juro y heredad, de que hice el mayorazgo, y non habiendo él fijo heredero varon, que herede mi hijo D. Fernando por la misma guisa, é non habiendo él fijo varon heredero, que herede D. Bartolomé mi

hermano por la misma guisa , é por la misma guisa , si no tuviere hijo heredero varon , que herede otro mi hermano ; que se entienda así , de uno á otro el pariente mas llegado á mi línea , y esto sea para siempre. É no herede mujer , salvo si no faltase no se fallar hombre , é si esto acaesciese sea la muger mas allegada á mi línea.

É mando al dicho D. Diego mi hijo , ó á quien heredare , que no piense ni presuma de amenguar el dicho mayorazgo , salvo acrecentarle é ponerlo : es de saber que la renta que él hubiere sirva con su persona y estado al Rey é la Reina , nuestros señores , é al acrescentamiento de la religion cristiana.

El Rey é la Reina , nuestros señores , quando yo les serví con las Indias ; digo serví , que parece que yo por la voluntad de Dios Nuestro Señor se las dí , como cosa que era mia , pudiendolo decir , porque importuné á Sus Altezas por ellas , las cuales eran ignotas é abscondido el camino á cuantos se fabló dellas , é para las ir á descubrir allende de poner el aviso y mi persona , Sus Altezas no gastaron ni quisieron gastar para ello , salvo un cuento de maravedís , é á mí fué necesario de gastar el resto : así plugo á Sus Altezas que yo hubiese en mi parte de las dichas Indias , islas é tierra firme , que son al poniente de una raya que mandaron marcar sobre las islas de las Azores y aquellas del Cabo Verde , cien leguas , la cual pasa de polo á polo ; que yo hubiese en mi parte el tercio y el ochavo de todo , é mas el diezmo de lo que está en ellas , como mas largo se amuestra por los dichos mis privilejos é cartas de merced.

Porque fasta agora no se ha habido renta de las dichas Indias , porque yo pueda repartir della lo que della aquí abajo diré , é se espera en la misericordia de Nuestro Señor que se haya de haber bien grande , mi intencion sería y es , que Don Fernando , mi hijo , hobiese della un cuento y medio en cada un año , é D. Bartolomé , mi hermano , ciento cincuenta mil maravedís , é D. Diego , mi hermano , cien mil maravedís , porque es de la Iglesia ; mas esto no lo puedo decir determinada-mente , porque fasta agora non hé habido ni hay renta conocida , como dicho es.

1506.

Particion
de las rentas
de su mayorazgo.

Digo, por mayor declaracion de lo susodicho, que mi voluntad es que el dicho D. Diego, mi hijo, haya el dicho mayorazgo con todos mis bienes é oficios, como é por la guisa que dicho es, é que yo los tengo. *É digo que toda la renta que él toviere por razon de la dicha herencia, que haya él diez partes della cada un año, é que la una parte destas diez la reparta entre nuestros parientes, los que parecieren haberlo mas menester, é personas necesitadas, y en otras obras pias. É despues destas nueve partes tome las dos dellas é las reparta en treinta y cinco partes, é dellas haya D. Fernando, mi hijo, las veinte y siete, é D. Bartolomé haya las cinco, é D. Diego, mi hermano, las tres. É porque, como arriba dije, mi deseo sería que D. Fernando, mi hijo, hobiese un cuento y medio, é D. Bartolomé ciento é cincuenta mil maravedís, é D. Diego ciento; é no sé cómo esto haya de ser, porque fasta ahora la dicha renta del dicho mayorazgo no está sabida ni tiene número; digo que se siga esta órden que arriba dije, fasta que placirá á Nuestro Señor que las dichas dos partes de las dichas nueve abastarán y llegarán á tanto acrecentamiento que en ellas habrá el dicho un cuento y medio para D. Fernando, é ciento y cincuenta mil para D. Bartolomé, é cien mil para D. Diego. É quando placirá á Dios que esto sea ó que si las dichas dos partes, se entienda de las nueve sobredichas, llegaren contía de un cuento é setecientos é cincuenta mil maravedís, que toda la demasia sea é la haya D. Diego, mi hijo, ó quien heredare, que si la renta deste dicho mayorazgo creciese mucho, que me hará placer acrecentar á D. Fernando é á mis hermanos la parte que aquí va dicha.*

Digo que esta parte que yo mando dar á D. Fernando, mi hijo, *que yo fago della mayorazgo en él, é que le suceda su hijo mayor, y así de uno en otro perpetuamente, sin que la pueda vender ni trocar, ni dar ni enajenar por ninguna manera, é sea por la guisa y manera que está dicho en el otro mayorazgo que yo he fecho en D. Diego, mi hijo.*

Deseo
que se construya
una capilla, etc.

Digo á D. Diego, mi hijo, é mando que tanto que él tenga renta del dicho mayorazgo é herencia, que pueda sostener en

una capilla, que se haya de facer, tres capellanes que digan cada dia tres misas, una á honra de la Santa Trinidad, é otra á la Concepcion de Nuestra Señora, é la otra por ánima de todos los fieles difuntos, *é por mi ánima é de mi padre é madre é mujer*. É que si su facultad abastáre, que haga la dicha capilla honrosa, y la acreciente las oraciones é preces por el honor de la Santa Trinidad, é si esto puede ser en la Isla Española, que Dios me dió milagrosamente, holgaria que fuese allí adonde yo la invoqué, que es en la vega que se dice de la Concepcion.

1506.

Digo y mando á D. Diego, mi hijo, ó quien heredáre, que pague todas las deudas que dejo aquí en un memorial, por la forma que allí dice, é mas las otras que justamente parecerá que yo deba. É le mando que haya encomendada á Beatriz Enríquez, madre de D. Fernando, mi hijo, que la provea que pueda vivir honestamente, como persona á quien yo soy en tanto cargo. Y esto se haga por mi descargo de la conciencia, porque esto pesa mucho para mi ánima. La razon de ello non es lícito de la escrebir aquí.

Que se paguen
sus deudas.

Fecha á veinte y cinco de agosto de mil y quinientos y cinco años: Sigue *Christoferens*.

Testigos que fueron presentes é vieron facer é otorgar todo lo susodicho al dicho señor almirante, segun y como dicho es de suso: los dichos bachiller de Mirueña, Gaspar de la Misericordia, vecinos de la dicha villa de Valladolid, é Bartolomé de Fresco é Álvaro Pérez y Juan Despinosa, é Andrea é Fernando de Vargas é Francisco Manuel é Fernan Martínez, criados del dicho señor almirante. É yo el dicho Pedro Hinojedo, escribano é notario público susodicho, en uno con los dichos testigos, á todo lo susodicho presente fui. É por ende fice aquí este mi signo á tal: En testimonio de verdad.—Pedro de Hinojedo, escribano.

Á continuacion del codicilo, de mano propia del almirante, habia una memoria ó apuntacion, tambien de su mano, del tenor siguiente:

Relacion de ciertas personas á quien yo quiero que se den de

4506. mis bienes lo contenido en este memorial, sin que se le quite cosa alguna dello. Hásele de dar en tal forma que no sepa quién se las manda dar.

Pequeños legados. Primeramente, á los herederos de Gerónimo del Puerto, padre de Benito del Puerto, chancellor en Génova, veinte ducados ó su valor.

Á Antonio Vazo, mercader ginovés, que solia vivir en Lisboa, dos mil y quinientos reales de Portugal, que son siete ducados poco mas, á razon de trescientos é setenta y cinco reales el ducado.

Á un judío que moraba á la puerta de la Judería en Lisboa, ó á quien mandare un sacerdote, el valor de medio marco de plata.

Á los herederos de Luis Centurion Escoto, mercader ginovés, treinta mil reales de Portugal, de los cuales vale un ducado trescientos ochenta y cinco reales, que son setenta y cinco ducados poco mas ó ménos.

Á esos mismos herederos y á los herederos de Paulo de Negro, Ginovés, cien ducados ó su valor. Han de ser la mitad á los unos herederos y la otra á los otros.

Á Baptista Espíndola, ó á sus herederos si es muerto, veinte ducados. Este Baptista Espíndola es yerno del sobredicho Luis Centurion, era hijo de micer Nicolás Espíndola de Locoli de Ronco, y por señas él fué estante en Lisboa el año de mil cuatrocientos ochenta y dos.

La cual dicha memoria é descargo sobredicho, yo el escribano doy fe que estaba escripta de la letra propia del dicho testamento del dicho D. Cristóbal, en fe de lo cual la firmé de mi nombre. — PEDRO DE AZCOYTIA. — (Está firmada.)

DISCURSO

SOBRE LAS DILACIONES É INTERPRETACIONES

Con que impedía el fiscal el cumplimiento de lo capitulado por D. Cristóbal Colon con los Reyes Católicos, y los privilegios que le concedieron para él y sus subcesores.

El almirante D. Cristóbal Colon, estando los Reyes Católicos, de gloriosa memoria, en Santa Fé, estando puesto cerco sobre Granada, les dijo : que él les daría y descubriría un nuevo mundo de islas y tierra firme, de lo cual no se sabía ni era sujeto á ningún príncipe cristiano, y lo descubriría de tal manera que quedase para ellos y para los reyes de Castilla, sus subcesores, si se concertaren con él, y le daban una pequeña parte de aquello que se había de descubrir ; y que por les hacer mayor servicio, no quería pedir la mitad, aunque era justo que la llevase, sino que como aquellas partes obiesen de ser regidas y gobernadas por personas puestas por ellos, quería y suplicaba fuese él y sus subcesores los que en su nombre las rigiesen y gobernasen, y fuesen sus oficiales en ellas siendo almirantes, vireyes y gobernadores, les diese no mas de la décima parte de lo que en aquellas partes se oviese, y Sus Altezas llevasen las nueve partes ; y así de acuerdo los Reyes Católicos y el dicho almirante D. Cristóbal Colon hicieron una capitulación y contrato de capítulos en la dicha villa de Santa Fé á 17 de abril de 1492 de lo que tengo dicho, y de otras cosas en él contenidas, según por la dicha capitulación y contrato parece.

Y trece dias despues, en la cibdad de Granada, á treinta de abril del dicho año, los dichos Católicos Reyes á mayor abundamiento hicieron un privilegio sobre los dichos oficios de almirante y virey y gobernador, diciendo que los daban al dicho D. Cristóbal Colon, y á sus subcesores y descendientes para siempre jamas, por manera que hecha la dicha capitulación y contrato como dicho es, y el dicho privilegio, y contentas á

1506.

Promesa
que hizo Colon
á los
Reyes Católicos.

Condiciones
estipuladas
por Colon.

Detalles
de los privilegios
concedidos á Colon.

1506.

Clausula
que se puso
en la capitulacion
á favor de Colon.

mas las partes, y hecho el dicho contrato y privilegio por leyes de aquellos reynos que se habian de descubrir, debajo de las cuales se habian de regular y regir, como leyes obligatorias y hechas solamente para aquellas partes, y para que fuesen ganadas y adquiridas para los reyes y corona de Castilla, mediante aquellas leyes, porque sin ellas, digo sin las otorgar al dicho almirante, no las descubriera ni diera á los reyes de Castilla, porque estaba en su mano darlas á quien él quisiere, pues por él habian de ser halladas, ganadas é adquiridas, y porque como la vida de los hombres sea breve, y no se tenga una hora de vida segura, y pudiera ser que haciendo el armada, ó en el viaje ó descubierta una isla, él muriera, y porque su trabajo y secreto no quedase sin remuneracion, pusieron en la dicha capitulacion y leyes : « los que descubriéredes y ganáredes ó por vuestra industria se descubriere é ganáre, » dando á entender que si él muriese y mediante la relacion que habia dado y aviso é instruccion de las islas é tierra firme que decia que habia en el mar Océano, se descubriesen y hallasen como decia que las habia en aquellas partes, gozasen sus hijos y descendientes del contrato como de cosa habida por la industria de su padre, y á esta causa ponen aquella palabra : « ó por vuestra industria se descubriere ó ganáre ; » y así despues que el dicho almirante comenzó á descubrir y los Reyes Católicos vieron ser verdad todo lo que les habia dicho, no curaron mas del hablar en industria, porque ya daban todo lo del Occidente por descubierto por él, y tomada la posesion por él para Sus Altezas, y á esta causa en los privilegios que despues le dieron en Barcelona y en Búrgos no hablan mas de industria por la causa susodicha.

Falsas
interpretaciones
del fiscal.

Y en pago de tan gran servicio como el dicho almirante D. Cristóbal Colon hizo á la corona de Castilla, há muchos años que el fiscal con dilaciones y falsas interpretaciones, impide no sea hecha justicia ni guardado á los subcesores del dicho almirante lo que con él se capituló y asentó, habiendo tantas razones para ello, y por algunas que aquí pone.

Lo primero, porque es contrato obligatorio hecho entre par-

tes, y con parte no subjeta á las leyes de Castilla, porque el dicho almirante era extranjero, y cumplió el dicho almirante por su parte en descubrir las islas y tierra firme que se ofreció á descubrir, y que las descubriese, á todo el mundo es notorio, y por los privilegios de Sus Altezas y cartas misivas y provisiones en que lo confiesan parece, y por la probanza en el proceso presentada por parte del dicho almirante, por manera que no se puede dejar de cumplir con él y con sus sucesores lo capitulado y asentado, pues él cumplió por su parte.

Lo segundo, porque sobre lo que se contrajo era sobre cosa no sabida ni descubierta, ni sujeta á los reyes de Castilla ni á sus leyes, y que se habia de haber por la industria y saber del dicho almirante, y lo que se prometió fué de lo mesmo que él habia de descubrir y dar á los reyes de Castilla, por manera que no daban ni dieron cosa de lo que Sus Altezas tenían, sino de lo que él les habia de dar, y habian de haber mediante el aviso, trabajo é industria del dicho almirante.

Lo tercero, porque el dicho almirante descubrió las dichas islas é tierra firme como dicho tengo, é las ganaron *per bellum*, porque con tres caravelas que llevó y 17 hombres, no era bastante de ganar un mundo, mas ganólas *per acquisitionem*, tomando posesion, como tomó, en las dichas islas y tierra firme por Sus Altezas, para que otro ningun rey cristiano no se pudiese meter en ellas, porque todas aquellas partes *vacabant dominio universali et jurisdictione*, *quia dominium universale et jurisdictione non potest esse in paganis*. Y á esta causa el primero que tomase posesion de ellas, era señor de ellas, y porque el dicho almirante primero que otro alguno tomó de ellas posesion para los reyes de Castilla, por esta causa los hizo señores de las dichas islas y tierra firme del mar Océano y de tal manera que otro príncipe cristiano no se pudiese meter, ni enviar á ellas, ni á parte de ellas, y de esta manera las ganó para los reyes de Castilla, é ansi consta muy claro que las descubrió y ganó, por donde consta muy claramente y es cosa digna de castigo la falsedad que el fiscal alega, y dice que Sus Altezas poseen las dichas islas y tierra firme por concesion del Papa, porque si

1506.

Primera razon
que
explica la justicia
que asistia á Colon
y á sus herederos.

Segunda razon.

Tercera razon.

1506. esto fuera de la Iglesia, como él quiere decir, el Papa no lo pudiera dar ; y si lo diera, el sucesor suyo lo pudiera revocar, lo cual es falso y contra la corona real de Castilla, porque en la dicha bula el Papa no hace mas que loar y aprobar el descubrimiento del dicho almirante y confirmar ó declarar la posesion que el dicho almirante habia tomado para Sus Altezas, por manera que en este caso el Papa no tenia ni tuvo mas poder del que tiene un juez, cuando da una sentencia en que declara pertenecer á los reyes de Castilla, y lo mesmo hiciera para cualquiera otro rey cristiano que el dicho almirante oviera tomado la posesion ; por donde consta que por lo que el almirante hizo, gozan de aquellas partes los reyes de Castilla, y no por otra razon alguna.

Cuarta razon. Lo cuarto, porque la dicha capitulacion son leyes hechas por los Reyes Católicos para aquellas partes, y todas ellas están sujetas á las dichas leyes, porque debajo de ellas y mediante ellas fueron las dichas tierras descubiertas por el dicho almirante, y dadas á los reyes de Castilla, y ansi como principales leyes han de ser tenidas y guardadas en aquellas partes, como arriba tengo dicho.

Quinta razon. Lo quinto, al dicho almirante se le ha de guardar el dicho contrato é capitulacion en todas las islas é tierra firme del mar Océano porque él las descubrió, y así mesmo descubrió la tierra firme por dos partes de dos viajes que hizo, una vez por Paria y otra por Veragua, y con descubrirla una vez bastaba para que en toda ella se le guardase lo capitulado, porque no era obligado á andalla toda, sino á descubrirla toda, y ansi nadie podrá decir que ha descubierto otra tierra firme de la que el dicho almirante descubrió. Y á esta causa, como los Reyes Católicos vieron que el almirante habia cumplido todo lo que habia dicho, y habia salido verdad, y que todo cuanto al occidente él habia descubierto y se descubriese para siempre, lo habia descubierto el dicho almirante. Hicieron declaracion de lo capitulado entre Sus Altezas y el dicho almirante, y fabricaron una línea de las islas de los Azores al Cabo Verde, y á esta causa dice el privilegio dado en Barcelona á 28 de mayo de 1493 :

« Por quanto nos habemos hecho marcar una línea de las islas de los Azores á las islas de Cabo Verde, de setentrion en austro, de polo á polo, y todo lo que es allende de la dicha línea al occidente es nuestro, y nos pertenece, conviene á saber, por la posesion que por nos tomastes, así vos hacemos nuestro almirante de todo ello y así mismo nuestro visorey y gobernador. »

1506.

Tenor del privilegio
dado
en Barcelona.

Por manera que declararon que lo que el almirante habia descubierto y habia de descubrir, y cuanto andando el tiempo otros descubriesen, era ya descubierto por él y por su industria y trabajo, pues él habia descubierto la puerta á ello, y por sus cartas de marear se navegaba y habia de navegar, y habia dado industria y libro por donde se rigiesen; por manera que en todas las islas y tierra firme que están al occidente de la dicha línea, se le ha de guardar al dicho almirante lo capitulado con él.

Que todo lo capitulado con el dicho almirante D. Cristóbal Colon pase á sus sucesores para siempre, está claro porque la capitulacion lo declara, porque en el primero capítulo dice así : « Primeramente, que Vuestras Altezas, como señores que son de las mares oceanas, hacen dende agora al dicho D. Cristóbal Colon su almirante en todas aquellas islas é tierra firme que por su mano é industria se descubrieren ó ganaren en las dichas mares oceanas, para durante su vida; é despues de él muerto á sus herederos é subcesores de uno en otro perpetuamente. » Y todos los demas capítulos consecutivos de la dicha capitulacion comienzan por *Otrosí é Item*, que son palabras copulativas de la dicha cláusula primera, por manera que todo lo contenido en todas las demas cláusulas conforme á la primera cláusula suso dicha se ha de regular y entender; y allende de esto, trece dias despues de hecha la dicha capitulacion ántes que fuese á descubrir, á mayor abundamiento los dichos Católicos Reyes, en la ciudad de Granada, le dieron é otorgaron un privilegio en que dicen las palabras siguientes :

« Es nuestra merced é voluntad que vos el dicho Cristóbal Colon, despues que hayádes descubierto é ganado las dichas islas y tierra firme en la dicha mar Océana, ó cualquiera de ellas, que

1506.

seádes nuestro almirante de las dichas islas é tierra firme que así descubriéredes é ganáredes, é seádes nuestro almirante, visorey é gobernador en ellas, é vos podádes dende en adelante llamar é intitular *Don* Cristóbal Colon, é así vuestros hijos é subcesores en el dicho oficio é cargo se puedan intitular y llamar *Don* é almirante é visorey é gobernador de ellas, etc. »

Cómo consta
que todo ha de pasar
á los sucesores
y herederos
de Colon.

Por manera que así por la capitulacion, como por este dicho privilegio hecho ántes que el dicho almirante fuese á descubrir, consta pasar todo á sus herederos é sucesores. Y así mesmo por dos privilegios dados en Búrgos á 27 de abril de 1497, en que en el uno ingieren la capitulacion, y declaran y confirman todo lo en ella contenido pasar á los herederos é subcesores del dicho almirante, y en el otro los oficios de almirante, virey y gobernador de todas las islas y tierra firme del mar Océano descubiertas y por descubrir.

Décima parte
concedida á Colon.

Cuanto al otro artículo de la décima, donde la haya de ver, está muy claro, porque en la capitulacion dice así :

« *Item.* Que todas é cualesquier mercadurías, siquier sean piedras preciosas, perlas, oro, plata, especería y otras cualesquier cosas é mercaderías de cualquier especie, nombre é manera que sean, que se compraren, trocaren, hallaren, ganaren é ovieren dentro de los límites del dicho almirantazgo, etc. »

Por manera que de tal manera otorgaron Sus Altezas la décima que la regularon con el almirantazgo, dando á entender que do quiera que fuese almirante, habia de llevar la dicha décima, y por mas lo aclarar, dijeron dentro de los límites del dicho almirantazgo, por manera que aquí se obligaron y declararon que se habia de señalar límites donde fuese almirante, y dentro de ellos llevase la décima, y hasta que estos límites se señalasen, no se podia saber hasta qué parte era almirante, ni hasta dónde habia de llevar la dicha décima, y á esta causa, venido de descubrir el dicho almirante en la ciudad de Barcelona, viendo los Reyes Católicos que ya el almirante por su parte habia cumplido lo que era obligado comenzaron ellos á cumplir por su parte y hacer lo que eran obligados y habian prometido en la dicha capitulacion, de señalalle límites al almirantazgo, para que

dentro de ellos llevase la dicha décima, y á esta causa dicen en el dicho privilegio é declaracion de Barcelona así :

1506.

« Es nuestra merced é voluntad que hayádes é tengádes , é despues de vuestros dias vuestros hijos é descendientes é subcesores uno en pos de otro , el dicho oficio de nuestro almirante del dicho mar Océano, que es nuestro, que comienza por una raya é línea que nos habemos hecho marcar, que pasa desde las islas de los Azores á las islas de Cabo Verde, de setentrion en austro, de polo á polo, por manera que todo lo que es allende de la dicha línea al occidente es nuestro é nos pertenece. E así vos facemos é criamos nuestro almirante, é á vuestros fijos é subcesores uno en pos de otro, de todo ello para siempre jamas, etc. »

Lo que se dice
en el privilegio
ó declaracion
de Barcelona.

Por manera que fué necesario que Sus Altezas señalasen los dichos términos al dicho almirantazgo, para que el dicho almirante fuese almirante de algo, y se cumpliese con él, y así mismo para que supiese dónde habia de llevar la décima, y hasta que en Barcelona hicieron la declaracion susodicha, en que señalaron los dichos límites, ni habia almirantazgo ni décima, y á esta causa declararon los dichos límites, porque eran obligados á los declarar, conforme á la capitulacion, por manera que do quiera que es almirante, tiene la décima. Es almirante de todo el occidente de polo á polo, y así se sentenció en Duéñas por los jueces que de esta causa conocieron. Luego claro está que en todo el occidente le pertenece la décima, pues otros límites no están señalados al almirantazgo, demas de los susodichos.

De qué cosas le pertenezca la décima, está muy claro por las palabras contenidas en el capítulo de la capitulacion que habla de la décima, porque no se puede imaginar cosa en aquellas partes que debajo de aquellas palabras no se comprenda.

Otras muchas razones se podrian dar para todo lo susodicho, que por evitar prolijidad aquí no se ponen, porque por las dichas muy claro consta que el dicho almirante don Cristóbal Colon y sus sucesores son almirantes, vireyes y gobernadores, y

(Otras
muchas razones
que se podrian dar.

1506. les pertenece la décima en todas las islas y tierra firme del mar Océano descubiertas y por descubrir (1).
-

CARTA DEL REY CATÓLICO

Á su embajador en Roma, para que pida á Su Santidad la institucion del patriarcado universal de Indias en el arzobispo D. Juan de Fonseca, y el obispado del Darien para Fr. Juan de Quevedo, autorizando á Su Alteza para señalar los limites de las diócesis y para la reparticion de los diezmos (2).

1513.

26 julio.

Beneficio principal
por la conquista
de Indias.

El Rey : Mosen Gerónimo de Vich, de mi consejo, y mi embajador en corte de Roma; porque entre las mercedes é beneficios que de Dios Nuestro Señor habemos recibido, el mas principales las victorias que en su ayuda habemos habido contra los infieles enemigos de nuestra santa Fe católica, sojuzgando y reduciendo á la obediencia de nuestra santa madre la Iglesia muchas tierras y provincias que estaban ausentadas della, y convirtiendo muchas ánimas de los infieles, que en ellas habitan, por el bautismo á su Redentor; y continuando en este santo propósito, como cosa que mas deseo en este mundo, ahora ha placido á la Providencia divina que allén destas islas y tierras descubiertas en la parte de las Indias del mar Océano, descubrir una grand parte de tierra, que así por su grandeza como por no se haber podido descubrir alderedor, que en sola una parte de costa se han descubiert mas de mil y quinientas leguas, como porque han hallado en ella diversos géneros de animales, que en las otras islas no se han hallado animales de quatro piés, se cree que es tierra firme, la cual está poblada de grande multitud de gente que parecen mas razonables y mas capaces,

(1) Hállase sin expresion de autor ni año en letra de principios del siglo XVI en el Archivo general de Indias de Sevilla.

(2) Traslado de un libro de cuadernos en fóllo del consejo y cámara de Indias, pág. 133, que existia en la librería del duque de Alba en 1769, de donde sacó Gayoso la copia que posee la Real Academia de la Historia.

instruidos y doctrinados en las cosas de nuestra santa Fe que los que hasta aquí se han hallado, de que espero que Nuestro Señor será muy servido; y deseando que tanta multitud de ánimas se salve y á nuestra santa Fe católica se acerquen todas, no teniendo respeto á los grandes gastos y trabajos que en ello se acercan, inviamos agora una generosa armada, así de navíos como de gente, para que juntamente con otra gente de armas que por nuestro mandado y á nuestra costa están en la dicha tierra, sojuzguen aquellas bárbaras naciones, las traigan al yugo y obediencia de nuestra santa madre la Iglesia, y las aparten de la infidelidad en que están y de diversos y grandes errores con que el enemigo las tiene sojuzgadas. Y para que nuestro deseo se cumpla en hacerlos cristianos, demas de la gente de guerra, son necesarias personas espirituales, para que con su doctrina y ejemplo los animen y enseñen, y con palabras y con obras traigan al verdadero conocimiento de la salud de sus ánimas; y porque las tales personas, unas han de ser para lo ir á hacer en persona, y otras para lo favorecer y encaminar desde acá, y el muy reverendo en Cristo padre D. Juan de Fonseca, arzobispo de Rosano, nuestro capellan mayor y de nuestro consejo, de claro linage y de los principales nobles destos reinos, como ya sabeis desde el principio que las Indias se descubrieron hasta agora, y al presente por nuestro mandado se ha ocupado y ocupa en la provision y gobernacion dellas, y por su industria y vigilancia, diligencia y cuidado, con muy probada fidelidad sin otro interes alguno, salvo por servir á Nuestro Señor y cumplir nuestros mandamientos, ha sido y es causa muy principal de muchos bienes que en las dichas Indias han sucedido y suceden, y siempre continúa sus trabajos para en lo porvenir con mucho zelo que las ánimas de todas aquellas gentes se conviertan á Nuestro Señor; y se espera que, segun la grandeza de la tierra despues de sojuzgada, con la ayuda de Nuestro Señor, se instituirán de diversos títulos de iglesias en ella: suplicareis de nuestra parte á nuestro muy sancto Padre por virtud de la nuestra carta de creencia que va con esta, que habiendo consideracion á lo susodicho y al servicio tan señalado de Nuestro

1513.

Pide que instituya
patriarca de Indias,
al arzobispo
D. Juan Rodríguez
de Fonseca.

Señor y acrescentamiento de nuestra sancta Fe católica, que dello se espera seguir, mediante su ayuda, plega á Su Santidad que sobre las iglesias que se erigieren de aquí adelante en la dicha tierra de las Indias, que generalmente toda la provincia se llama Castilla del Oro, instituya *al dicho arzobispo D. Juan Rodríguez de Fonseca, universal patriarca de toda ella*, conforme á los otros patriarcados que hay en la Iglesia, de cuya institucion, segun sus méritos y doctrinas, ejemplo y fidelidad, y la mucha esperiencia que tiene en las dichas Indias, y gran deseo y fervor de convertir á las gentes que en ella se hallan á nuestra sancta Fe católica, esperamos en Nuestro Señor será muy servido y nuestra sancta Fe católica aumentada y reducidas á ella las almas de la gran multitud de gente que la dicha tierra habitan; y que la iglesia principal y cabeza del dicho patriarcado sea en el lugar que el dicho D. Juan de Fonseca, con licencia y consensu nuestro señalará mas cómodamente; y porque en la dicha tierra hay muchas y diversas provincias, como arriba se dice, y así ha de haber muchas y diversas iglesias catedrales, placiendo á Nuestro Señor, entretanto que la tierra se sojuzga, es necesario que en la provincia donde agora está el pueblo de los cristianos, que es en la provincia que se ha de llamar *Bética Aurea*, y la iglesia del pueblo se llama *Nuestra Señora de Antigua*, le plega criar y erigir un obispado de la iglesia catedral deste nombre debajo del dicho patriarcado; y porque el devoto P. Fr. Juan de Quevedo, fraile de la orden de San Francisco de la Observancia, predicador que agora es de nuestra real capilla, el cual por su vida y ejemplo, y mucha prudencia é eminentes letras y mucha doctrina, ha regido diversos oficios de provincial y guardian de la provincia de la Andalucía muchos años, y esperamos, por la mucha experiencia que dél se tiene en las dichas cosas, será Nuestro Señor muy servido en que él sea proveido con este dicho obispado, y nos le enviamos á requerir con este cargo y el bien de lo mucho que en él puede servir á Nuestro Señor, y ha nos aceptado de ir luego á la dicha armada á entender en la conversion de la dicha gente; por ende suplicareis á Su Santidad nos conceda dos facultades, la

Igualmente
obispo del Darien
á fray Juan
de Quevedo.

una porque nos y los subcesores en esta corona real de Castilla ó la persona que para ello señalaremos, en nuestro nombre pueda agora y ende aquí adelante limitar y señalar los límites y diócesis en la dicha tierra, así para las dichas iglesias y obispado de Nuestra Señora de Antigua de la provincia del Darien, que agora se llama Bética Áurea, y al presente se ha de instituir y criar, como para las que adelante se instituirán y criarán; la otra ha de ser para hacer la particion y division de los diezmos de las dichas iglesias de Nuestra Señora de Antigua y de las que en adelante se criarán é instituirán, y para señalar los réditos del dicho patriarcado, los cuales diezmos, puesto caso que tenemos gracia y donacion dellos concedido por la Sede Apostólica, porque vayan luego perlados á entender en la conversion de aquella gente bárbara, los daré en nombre de la serenísima reina, mi muy cara y amada hija, así como se fueren criando las dichas iglesias, ecepto las tercias, que esto ha de quedar para la corona real destos reinos y perpetuamente, y pues nos habemos de hacer la donacion de los dichos diezmos, razon es que el repartimiento dellos, así de los que se dieren al patriarcado como á los obispados, se haga por la persona que nombraremos para ello, y que Su Santidad nos invie la dicha comision; y la comision para hacer la cria de la dicha iglesia de Sancta María de Darien venga dirigida al dicho muy reverendo in Cristo padre arzobispo de Rosano, nuestro capellan mayor; que como veis esto es caso que cumple tanto al servicio de Nuestro Señor y á la conversion y salud de las ánimas de tan innumerables gentes, y acrescentamiento de nuestra sancta Fe católica, por servicio nuestro que en todo dad la solitud y diligencia que convenga como de vos esperamos, y supliqueis y procureis con Su Santidad y con los muy reverendos cardenales que os pareciere que podrá en ello aprovechar, y enviadme el despacho de todo lo susodicho lo mas brevemente que pudiéredes, que en ello me servireis mucho.

De Valladolid, á veinte y seis dias del mes de julio de mil quinientos trece.

YO EL REY.

Refrendada del secretario Conchillos.

INSTRUCCION

Dada por Su Majestad á Pedrarias Dávila, en 2 de agosto de 1513, para el viaje á la provincia de Tierra Firme, que iba con la armada compuesta de 16 navios.

EL REY :

1513. Lo que vos Pedrarias Dávila que vais por nuestro capitan general é gobernador, así por mar como por tierra, á la Tierra Firme que se solia llamar, é agora la mandamos llamar *Castilla Aurifia*, é á las otras partes contenidas en el poder que lleváis, habéis de hacer desde que con la buena ventura os hiciéredes á la vela en la ciudad de Sevilla con la armada que con vos mandamos ir para poblar é pacificar la dicha tierra é provincia hasta llegar allá, é despues de llegado la forma é órden que acá ha parescido que vos debo mandar que tengáis é guardéis é hagáis guardar é cumplir, es lo siguiente :

1^a disposicion. 1^o Lo primero que habéis mucho de mirar es que los navíos que lleváredes no vayan sobrecargados, como suelen ir, que á muchos les ha acaecido peligro en el viaje por ello, especialmente quando fué el comendador mayor de Alcántara por nuestro gobernador de la Isla Española ; por excusar el daño é peligro susodicho, debéis proveer que no lleven mas carga de la con que puedan seguramente navegar, é lleven la manguera descubierta como lo tengo mandado, é al tiempo que cargaren en Sevilla habéis de mirar que han de tomar mas carga en Canaria.

2^a disposicion. 2^o Lo segundo es que fecha vela en Sevilla con la buena ventura, habéis de tomar en Canaria, é tomar allí las costas que se proveyeron que estuvieren fechas para este vuestro viaje.

3^a disposicion. 3^o Demas de esto, hilado vuestro viaje y derrota derecha para la provincia de Darien, si sin estorbo ni tardanza de viaje lo pudiéredes facer, habéis de tomar en las islas de los Canibales, que son Isla Fuerte, Buin, Sant Bernaldo, Santacruz, Guira, Cartagena, Caramarico de Go, que están dados por es-

clavos, por razon que comen carne humana y por el mal é daño que han fecho á nuestra gente é por el que facen á los otros Indios de las otras islas, é á los otros vasallos é á la gente de estos reinos, habemos enviado á poblar en aquellas partes, é por mas justa funcion nuestra si halláredes manera de poderles requerir, les requerid que vengan á obediencia de la Iglesia é sean nuestros vasallos, é si no lo quisieren facer ó no lo pudiéredes requerir, habéis de tomar todos los que pudiéredes y enviarles en un navío á la Isla Española, é allí se entreguen á Miguel de Pasamonte, nuestro tesorero, é á los otros nuestros oficiales, para que se vendan, y el navío que con ellos fuere os ha de llevar lo que de la Isla Española se hobiere de llevar á la dicha Castilla Aurifia, é por todas las otras partes que pasáredes, especialmente en cualquier parte que tocáredes en la costa de la dicha tierra, habéis de excusar que en ninguna manera se faga daño á los Indios, porque no se escandalicen ni alboroten de los cristianos, ántes les haced muy buena compañía é buen tratamiento, porque corra la nueva la tierra adelante, é con ella vos reciban, é vengan á comunicaros é en conocimiento de las cosas de nuestra santa Fe católica, que es á lo que principalmente vos enviamos é deseamos que se acierte.

4º En el repartimiento de las cosas que se tomaren, así en la mar como en la tierra, así de esclavos como de otra cualquier cosa que se hobiere, habéis de tener esta manera en el repartir que lo que se tomáre con el armada que lleváis en que yo mando poner los cascos de los navíos, é mando dar el mantenimiento á la gente que en ella va, conforme á la ley del Fuero del Ayro, demas del quinto me han de dar las dos partes de lo que se hobiere, la una por razon de los cascos de los navíos, é la otra por razon de los mantenimientos; é si en vuestra compañía fueren navíos de algunas personas en que ellas pongan los navíos é bastimentos y aquellos tomaren alguna pieza, yo tengo de haber mi quinto ordinario; pero aunque lo tomen aquellos, porque por razon de favor é compañía de armada se toma, han de repartir lo que se tomáre con toda la gente de la armada, si se tomára en la mar, con las ventajas que se suele

4º disposicion.

1513. repartir entre marineros ; si dentro en la tierra, ha de ser repartido todo igualmente, excepto la ventaja del capitán general, en las cosas que en tierra se hobieren ; no yendo armada de mar para ellas, se ha de sacar el quinto y lo otro se reparta entre la gente, como se acostumbra hacer.

5.ª disposicion.

5.º Llegados allá con la buena ventura, lo primero que se ha de hacer es poner nombre general á toda la tierra general, á las cibdades é villas é lugares, y dar orden en las cosas concernientes al aumento de nuestra santa Fe é á la conversion de los Indios, é á la buena orden del servicio de Dios é aumento del culto divino ; é para ello enviamos al R.^{mo} P. Fr. Juan de Quevedo, obispo de Santa María del Darien, é con él los clérigos que agora parecieran necesarios, los cuales é ellos han de ser proveidos en tanto que hay asinos del salario necesario, é porque para la persona del obispo yo mando proveer á los clérigos, se deben dar á cada uno tantos pesos de oro para su mantenimiento, en tanto que hay asinos, é se hace el repartimiento de ellos de la parte que cada uno haya de haber : en tanto que esto se hace, se han de cobrar los diezmos para mí é para la serenísima reina, mi muy cara é muy amada hija, en aquellas cosas que se cogieren, é acodir con ellas á nuestro tesorero, que estoviere en la dicha tierra.

6.ª disposicion.

6.º Una de las principales cosas en que habéis mucho de mirar es en los asientos ó lugares que allá se hobieren de asentar : lo primero es ver en cuántos lugares es menester que se hagan asientos en la costa de la mar para se guardar la navegacion, é para mas seguridad de la tierra que los que han de ser para seguir la navegacion, sean en puertos que los navíos que de acá de España fueren, se puedan aprovechar de ellos en refrescar é tomar agua, é las otras cosas que fueren menester para su viaje ; así en el lugar que agora está fecho como en los que de nuevo se hicieren, se ha de mirar que sean en sitios sanos, é no anegadizos, é donde se puedan aprovechar de la mar para cargo é descargo, sin que haya trabajo é costa de llevar por tierra las mercaderías que de acá fueren ; é si por respeto de estar mas cercanos á las mismas se hobieren de meter la tierra

adentro, débese mucho mirar que de alguna ribera se puedan llevar las cosas que de acá fueren desde la mar hasta la poblacion, porque no habiendo allá bestias, como no las hay, sería grandísimo trabajo para los hombres llevarlo á cuestras, y ni los de acá ni los Indios no lo podrian sufrir; y que sean de buenas aguas é de buenos aires, é cerca de montes é de buena tierra de labranza, é de estas cosas las que mas puidere tener.

1513.

7º Vistas las cosas que para los asientos de los lugares son necesarias, é escogido el sitio mas provechoso y en que incurren mas de las cosas que para el pueblo son menester, habéis de repartir los solares del lugar para facer las casas, y estos han de ser repartidos segun las calidades de las personas, é sean de comienzo dados por órden; por manera que hechos los solares al pueblo, parezca ordenado, así en el lugar que se dejáre para plaza como el lugar en que hobiere la iglesia, como en la órden que tovierén las calles, porque en los lugares que de nuevo se hacen, dando la órden en el comienzo sin ningund trabajo ni costa quedan ordenados, é los otros jamas se ordenan, y en tanto que no hiciéremos merced de los oficios de regimiento perpétuos, habéis de mandar que en cada pueblo los elijan entre sí por un año é vos lo confirmad, siendo personas hábiles para regir; asimismo se han de repartir los heredamientos segund la calidad é manera de las personas, é segund lo que sirvieren, así les creced en heredad, y el repartimiento ha de ser de manera que á todos quepa parte de lo bueno, é de lo mediano é de lo ménos bueno, segund la parte que á cada uno se le hobiere de dar en su calidad; é porque los primeros que allá pasaron con Oxeda é Nicuesa é Emiso, han pasado mucho trabajo é hambre é necesidad, á Oxeda é á ellos se les ha de facer mejoría en repartimiento, á él como á capitán é á ellos como á vecinos en el lugar que está fecho, si por alguna causa de mas comuynidad se hobiere de mudar, é si no se mudare en él y en los que de nuevo se hicieren; la mas principal cosa é que con mas diligencia se ha de hacer, es la iglesia, porque en ella se haga todo el servicio de Dios que se debe hacer, é demas de lo que el reverendo padre fray Juan de Quevedo, obispo de

7º disposicion.

1513.

Santa María del Darien, platicáre, habéis de tener de esto entero cuidado que se ponga en obra con mucha diligencia.

8ª disposicion.

8º Debéis de procurar por todas las maneras é vias que viéredes é pensáredes que para ello han de aprovechar, é por todas las otras vias é formas que se pudieren tener, alguna experiencia que se podrá hacer atraer con buenas obras á que los Indios estén con los cristianos en amor é amistad, é que por esta via se haga todo lo que se hobiere de facer con ellos; y para que ello mejor se haga, la principal cosa que habéis de procurar, es no consentir que por vos ni por otras personas no se les quebrante ninguna cosa que les fuere prometida, sino que ántes que se les prometa se mire con mucho cuidado si se les puede guardar, é si no se puede bien facer, que no se les prometa, pero prometido se les guarde enteramente, de manera que les pongáis en mucha confianza de vuestra verdad; é no habéis de consentir que se les haga ningun mal ni daño, porque de miedo no se alboroten ni se levanten, ántes habéis mucho de castigar á los que les ficieren mal ó daño sin vuestro mandado, porque por esta via vernán ántes á la conversion é al conocimiento de Dios é de nuestra santa Fe católica, é mas segura en convertir ciento de esta manera que cien mil por otra.

9ª disposicion.

9º Y en caso que por esta via no quisieren venir á nuestra obediencia, é se les hobiere de facer guerra, habéis de mirar que por ninguna cosa se les haga guerra, no siendo ellos los agresores é no habiendo fecho ó probado á hacer mal é daño á nuestra gente, é aunque los hayan acometido, ántes de romper con ellos, les fagáis de nuestra parte los requerimientos necesarios para que vengan á nuestra obediencia, una, é dos, é tres é mas veces, cuantas viéredes que sean necesarias, conforme á lo que lleváis ordenado; é pues allá habrá é con vos irán algunos cristianos que sabrán la lengua, con ellos les daréis primero á entender el bien que les verná de ponerse debajo de nuestra obediencia, é mal é daño, é muertes de homes que les verná de la guerra, especialmente que los que se tomaren en ella vivos han de ser esclavos, é que de esta tengan entera noticia, é que no puedan pretender ignorancia, porque para que

lo puedan ser, é los cristianos los puedan tener con segura conciencia, está todo el fundamento en lo susodicho, habéis de estar sobre el aviso con cosa que todos los cristianos, porque los Indios se les encomienden, tienen mucha gana que sean de guerra, é que no estén de paz é que siempre han de hablar en este propósito; é aunque no se pueda excusar de no le platicar con ellos, es bien estar avisado de esto para el crédito que en ello se les debe dar, y paresce á mí que el mas sano parescer para esto será el del Reverendo Padre Fr. Juan de Quevedo, obispo de Darien, é de los clérigos que están mas sin pasion, é con ménos esperanza de haber de ellos intereses.

1518.

10° En caso que se hayan de dar los Indios encomendados á los vecinos por naborias, habéis de hacer que se guarden las ordenanzas que para ello lleváis, porque se han hecho con mucha informacion que de aquella manera sean mas conservados é mejor tratados é mas adoctrinados á nuestra santa Fe católica, é por eso no se ha de disminuir de ellas ninguna cosa, ántes si alguna cosa viéredes de mas de lo que en ellas se consiente que se debe de hacer en provecho de los Indios é de su salud é conversion, sea bien que se hagan para que ellos sean mejor tratados é vivan en mas contentamiento en compañía de los cristianos: la resolucion de esto es que todo lo que aquí é en el capítulo ántes de este se dice, es para que con amor é voluntad é amistad é buen tratamiento, sean atraidos á nuestra santa Fe católica, é se excuse de forzallos é maltratallos para ello cuando fuere posible, porque de esta manera se servirá mucho Nuestro Señor, é yo me tendré de vos por muy bien servido en ello.

10° disposicion.

11° Esto es mas necesario que allá se haga así, que no en la Isla Española, porque los Indios son mas aplicados al trabajo é han acostumbrado siempre á folgar, é habemos visto que en la Española se van huyendo á los montes por no trabajar, é es de creer que lo harán muy mejor los de allá, pues se pueden ir la tierra adelante, lo que no pueden facer en la Isla Española, é no tienen que dejar sino las casas, y por esto parece muy dudoso y dificultoso que los Indios se puedan encomendar á los

1° disposicion.

1513.

cristianos, á la manera que los tienen en la Española, é á esta causa paresce que será mejor que por via de paz é de concierto aliviándolos lo mas que ser pueda del trabajo en esta manera, que los que quisieren estar en la paz é concierto de los cristianos, é á la obediencia de vasallos, é darsen é nos sirviesen con cierto número de personas ya que no fuesen todos sino una parte de ellos como tercio, ó cuarto, ó quinto de los que hobiere en el pueblo ó de los que toviere el cacique principal, si allí están debajo de caciques, como están en la Isla Española, y que estos anden un mes ó dos, é que se remuden é vayan á holgar, é vengan otros tantos por otros dos meses ó por el tiempo que allá os paresciere que serán mejor las reunidas, porque hasta acostumbrarlos cuanto mas breve se redundaren paresce mejor, é así remudándose lo sufrirían mejor é ternán ménos peligro de morir, é si agora en los principios hobiere tanto que hacer en coger oro en los rios como acá dicen que lo hay, que no fuese tan necesario meterlos á cavar en las minas, paresce acá que sería bueno comenzarlos á ocupar en lo de los rios por la órden susodicha, é despues de la segunda vuelta se meterán con ménos dificultad en las minas, porque ya estarán habituados á servir, aunque sea con mas trabajo.

12ª disposicion.

12º Presupuesto que en cualquier de las maneras que arriba se dice que por via de encomendarlos, ó por via de concierto se pudiera hacer que sirvan, está bien así, é se sacáre de ellos el servicio é provecho que se debe sacar; mas en caso que lo uno ó lo otro no se pudiere hacer, paresce otra tercera cosa, que será que cada pueblo, segund la gente que en él hobiere, ó cada cacique, segund la gente que toviere, cada uno dé tantos pesos de oro cada mes ó cada luna, como ellos lo cuentan, é que dando estos, sean seguros que no se les hará mal ni daño, é tengan en sus pueblos señales que sean para conocer que son pueblos que están á nuestra obediencia, é tambien traigan en sus personas señales como sean conocidos como son nuestros vasallos, porque no les hagan mal nuestra gente, pagando su tributo como con ellos fuera asentado; y esto mirad que se asiente de manera que sea provechoso, é porque aquí no se puede

señalar bien la cantidad, hacedlo lo mas provechoso que os paresciere que se puede bien hacer.

1513.

13° Porque soy informado que una de las cosas que mas se ha alterado en la Isla Española, y que mas les ha enemistado con los cristianos, ha sido tomarles las mujeres é hijas contra su voluntad é usar de ellas como de sus mujeres, habiéndolo de defender que no se haga por cuantas vias é maneras pudiéredes, mandándolo pregonar las veces que os paresciere que sea necesario, ejecutando las penas en las personas que quebraren vuestros mandamientos con mucha diligencia, é así lo habéis de mandar hacer en todas las otras cosas que os paresciere necesarias para el buen tratamiento de los Indios.

13° disposicion.

14° Habéis de procurar con todo cuidado de tener fin en lo de los Indios pueblos en la tierra adentro, que los fagáis en parte é asientos que os podáis aprovechar de ellos para por tierra descubrir la otra costa de la mar, que estos Indios dicen que está tan cierta y tan cerca de esta otra, é porque de acá no se os puede dar regla cierta ni aviso particular por la manera que se ha de tener en hacerlo, sino que la experiencia de las cosas que allá sucedieren, os ha de dar los habitantes, é aviso de cuándo é cómo se ha de facer, solamente se os puede decir esto generalmente: que procuréis con mucha instancia y diligencia, é con toda la brevedad que pudiéredes, de certificaros de ello, é certificado que es así verdad todas las cosas que ordenáredes é hiciéredes, las fagáis é determinéis con pensamiento que os han de seguir é aprovechar para aquello, porque habrá muchos de ellos que agora sin ninguna costa ni trabajo los podáis facer, porque no costará mas sino determinarlas que se hagan á la parte que sean provechosas, como se habia de hacer en otra parte que no lo fuesen, de donde si despues las hobiéredes de mudar para este propósito, sería muy trabajoso é algunas tan dificultosas que serán imposibles.

14° disposicion.

15° Habéis de defender por ordenanza, la cual mando hagáis pregonar las veces que os paresciere necesarias é en las partes que fueren menester, que ninguno juegue dados ni naipes, ni otro juego prohibido, ni tengan naipes ni dados para vender,

15° disposicion.

1518.

ni lleven so grandes penas, las cuales mandaréis ejecutar en los que lo ficiereu é tambien en los que los vendieren, por manera que no haya juego ninguno en la dicha tierra, é si inventasen alguna manera de juego ninguno en la dicha tierra, aunque no sea expresada en la dicha ordenanza ni en el pregon, tambien ge lo defended.

Finalmente la intencion es que no haya ninguna manera de juego, é que jueguen cantidad para que por ello se revuelvan é se siga daño de los unos á los otros, y escándalos é enemistades é reniegos é blasfemias, como se suelen seguir, é desto é de otra manera de tráfago de mentiras, el reverendo padre fray Juan de Quevedo, obispo de Darien, por su parte, é vos por la vuestra, habéis mucho de procurar de apartarlos, é que no vivan en ello á la manera de acá, sino que sean en ello tan limitados, que los de la tierra puedan recibir de ellos muy buen ejemplo, é procurad siempre de ocupar la gente de una manera que la ociosidad no les haga gastar el tiempo en vicios.

16ª disposicion.

16º Habéis de procurar é defender que ninguno de los cristianos juren á Dios, ni renieguen, ni blasfemen é sea defendido por público pregon, é allende de las penas que por leyes de estos reinos están establecidas, es de mandar le pongan alguna pena de dinero, una al que juráre á Dios, é mayor al que dijere *pese*, ó *no creo*, ó *descreo*, ó *renegaré*, é así al que juráre, sino cuando le fuera mandado por el juez, é estas penas se apliquen é gasten, é se conviertan en cosas que sean provecho de todos los que allá estovieren, é de que todos ellos sean comunmente mas contentos que se gasten, porque gastándose á su contentamiento, ellos las pagarán de mayor voluntad, é los que lo cobren lo darán é no lo encubrirán; é aunque se gasten en cosas de su placer, como en fiestas é en colaciones, é otras cosas en que á todos quepa parte, será mejor, é ellos se obligan é habrán placer en ello.

17ª disposicion.

17º Habéis de pregonar que se guarde la premática en el vestir como la lleváis á la letra, é no se exceda de ella nada, porque por experiencia se ha visto en la Española que cuando no está ordenado lo que cada uno habia de traer, todos ó los

mas de ellos hicieron en ello tanto exceso que se destruyeron é empobrecieron, é quedan muchos de ellos perdidos, é con defendérgelo han tornado á remediarse.

1518.

18º Habéis de hacer publicar é pregonar que sepan todos los vecinos é moradores que allá fueren, que los oficiales de justicia no han de hacer ejecucion en bienes ni en persona de ninguno por ninguna cosa que le fueren, si no fueren mantenimientos ó herramientas para sacar, cavar, coger, labrar oro, é no por paño, ni seda, ni otra ninguna cosa, para que cada uno vea de quién fia é no fien con esperanza que la justicia le ha de hacer pagar ni hacer ejecucion por ello á nadie.

18ª disposicion.

19º Habéis de defender que no vayan á la dicha tierra ningun letrado que vaya á abogar, ni procurador de cabsas, é si alguno fuese clérigo ó lego, que no le consintáis allá abogar, ni procurar, ni aconsejar en ningun pleito, por cuanto nos lo suplicaron los procuradores que de allá vinieron, é habemos hallado por relacion é por experiencia, que en la Isla Española han sido causa de muchos pleitos é debates que ha habido entre los vecinos de ella, los cuales no hobieran sino por su industria é consejo; pero porque no padezcan los que no supieren, vos ó vuestros oficiales habéis de procurar de saber verdad de las cosas que ante vosotros se pidieren, é suplir por los que así fueren, é juzgar las cosas brevemente sin términos supérfluos é no nescesarios, é en las cosas dubdosas, procurad de concertarlas é sentenciarlas á albedrío de buen varon, por manera que no reciban agravio, é habéis de procurar, quanto fuere posible, que no hayan pleitos entre ellos, esto en lo civil; en lo criminal habéis de juzgar, quanto fuere posible, segun las leyes de estos reinos, castigando por todo rigor los de pecado abominable, é ladrones é mortandades; en lo de los ladrones, porque si se castigasen muy fuertemente los principios, escarmenarian otros é excusarian muchas muertes que por castigar á los principios blandamente se han de ejecutar de nescesidad en sí; podréis en este caso de los ladrones, exceder algo de las leyes de estos reinos, mirando en todo el descargo de nuestra real conciencia.

19ª disposicion.

1513.

20.ª disposicion.

20.º Habéis de procurar de llevar labradores para que allá prueben á sembrar la tierra é lleven su aderezo de las cosas necesarias para ello, é habéis de dar orden como llevéis trigo é cebada nuevo é trigo tresmesino, é otras simientes á parte de las que lleváis que vaya para sembrar, que sea escogido para ello, é vayan de manera que en la mar no se dañen, é se sepa claramente que si no acudiere ó nasciere, que no es por defecto de la simiente, é á los labradores que lo ficieren, les hagáis allá en las cosas de repartimiento alguna ventaja que sea buena en las cosas que se dieren á los vecinos, por manera que ellos sean contentos é reciban algun provecho por su trabajo, é los otros hayan gana de trabajar por que con ellos se haga.

21.ª disposicion.

21.º Habéis de proveer en la manera que han de tener los que fueren á contratar é á rescatar con los Indios que no vaya ninguno sin vuestra licencia por cédula vuestra, é con sabiduría de nuestros oficiales, é han de llevar consigo persona que lleve poder de nuestros oficiales, para que sea veedor é vea lo que se rescata é traiga cuenta é razon de ello, porque por aquella pague á nuestro tesorero el quinto; é si lo que se hobiere fuere cosa de estimacion, como perlas ó piedras ó otra cosa semejante que siendo de un género é de un tamaño por la diferencia de bondad vale uno mucho mas que otro, en estas cosas han de pagar el quinto por una de estimacion de lo que estimaren que valen, é en las otras por número ó peso, como fuere.

22.ª disposicion.

22.º Habéis de estar muy avisado que todos los que allá están, é los que con vos fueren, é fueren despues de vos, han de tener toda libertad para escribir acá todo lo que quisieren, sin que por vos, ni por vuestros oficiales, ni por otra persona ninguna les sea tomada carta, ni mandado que no escriba, sino que cada uno escriba lo que quisiere; é si alguna persona las tomáre, mandamos que ejecutéis en ellos las penas que de derecho se deben ejecutar, é si por vuestro mandado se ficiere, os certifico mas que demas de lo que de derecho se debe hacer, mandaremos que se provea como cosa que nos tenemos por de-servido, é habiendo mucho enojo.

23° Asimismo con los vecinos que allá se avecindaren si acá quisieren venir durante los primeros cuatro años que han de residir para ganar sus haciendas, dejando sus haciendas, habéis de dar licencia para que vengan é gozen de sus haciendas, é no se lo impidáis ni estorbéis, si no fuese acaso que los hobiéredes menester para alguna cosa que quisiéredes facer por quince, veinte ó treinta dias ó mas fasta dos meses los podéis detener, pero pasado el término de la necesidad que de ellos teniades, les déis libremente su licencia, para que se vengan como quisieren.

1513.

23° disposicion.

24° En todas las cosas árduas que conciernan á la buena gobernacion de la tierra é pueblos de ella ó al bien comun de los vecinos, las debéis practicar é comunicar con el reverendo padre fray Juan de Quevedo, obispo de Darien, é con nuestros oficiales tesorero é contador é oficial, porque con acuerdo de todos se hagan; é así quando estuviéredes juntos en un lugar, demas de lo que escribieren particularmente de lo que toca á sus cargos cada uno, las cosas generales que tocan á toda la comunidad, las debéis escribir vos é los oficiales juntos, porque por relacion de todos, conforme las sepamos é se provea como al bien de todos conviene.

24° disposicion.

25° Por ende yo vos mando que, conforme á la dicha instruccion é declaracion de uno declarada y contenida, fagáis é cumpláis é fagáis facer é cumplir é guardar todas las cosas en ella contenidas á todos los que en la dicha armada fueren, así por mar como por tierra, despues que con la buena ventura hayáis llegado á ella; y si otras cosas algunas conviniere hacerse para el bien é pacificacion é poblacion del dicho viaje, é de la dicha tierra, demas de las contenidas en la dicha instruccion que aquí no van declaradas ni especificadas, por no tener entera relacion ni noticia acá de ellas, habéislas vos de facer é ordenar con el cuidado é fidelidad é buena diligencia que yo de vos confio en gran manera; é despues de así ordinadas é acordadas, enbiármelas, para que yo las mande ver é aprobar las que vieren que son tales, é las que no, se enmienden é fagan como con venga.

25° disposicion.

1519. Fecha en Valladolid, á dos dias de agosto de mil quinientos y trece.

Yo EL REY.

REAL PROVISION SEÑALANDO ESCUDO DE ARMAS

Á LOS DESCENDIENTES DE LOS PINZONES Y OTROS QUE FUERON Á
DESCUBRIR CON D. CRISTÓBAL COLON.

(Libro de nobleza que poseía D. Vicente Pinzon, sargento mayor de la plaza de Cartagena, y testimonio sacado de él por el escribano de su juzgado militar D. Fulgencio García, con fecha 25 de agosto de 1797.)

1519. D. Carlos, por la gracia de Dios, rey de Romanos, emperador
23 setiembre. semper augustus : doña Juana, su madre, é el mismo D. Carlos, por la misma gracia, reyes de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las islas de Canarias, é de las Indias, islas y tierra firme del mar Océano, archiduques de Austria, duques de Borgoña y de Brabante, condes de Barcelona, Flándes é Tirol, señores de Vizcaya y de Molina, duques de Atenas y de Neopatria, condes de Barcelona y de Cerdania, marqueses de Oristan y de Goziano, etc.

Descendientes
de los Pinzones
y otros.

Por cuanto por parte de vos Juan Rodríguez Mafrá, nuestro piloto, é Gines Murio, nuestro capellan, é Diego Martin Pinzon, é Alvaro Alonso Nortes, é Juan Pinzon é Alonso Gonzalez, vecinos y naturales de la villa de Palos, nos fué hecha relacion que Martin Alonso Pinzon é Vicente Yáñez Pinzon, é Andres Gonzalez Pinzon, é Diego de Lepe, é Miguel Alonso, capitanes,

(1) Hállase una copia del tiempo en el Archivo general de Indias de Sevilla, entre los papeles traídos del de Simáncas, legajo 11 de Relaciones y Descripciones. Confrontóse en 26 de noviembre de 1794.

vuestros abuelos é padres y tios y hermanos, en cierto viaje, jornada y armada que los Reyes Católicos, de gloriosa memoria, nuestros abuelos, que hayan santa gloria, mandaron enviar á cierto descubrimiento de que diz que fué por capitan general el almirante D. Cristóbal Colon, en descubrimiento de la Isla Española y en otras islas, y despues en otro cierto descubrimiento que fué á las costas de las Perlas en cierto asiento, que con ellos y algunos de vosotros fué tasado por el muy Reverendo Padre D. Juan Rodríguez de Fonseca, arzobispo de Rosano, obispo de Búrgos, del nuestro consejo, por mandado de los dichos Católicos Reyes, en que se ofrecieron de armar tres navíos á su costa para ir á cierto descubrimiento á la tierra firme, é para los armar vendieron é despendieron sus haciendas, con las cuales diz que descubrieron seiscientas leguas de tierra firme, é hallaron el gran rio y el Brasil, y rescataron con ciertos Indios de la dicha tierra firme oro y perlas, y somos ciertos y certificados que en todas estas conquistas, fallecieron y fueron muertos en nuestro servicio los dichos tres capitanes de vuestro linaje y otros muchos parientes, algunos de ellos de flecha con yerba que los Indios Caribes de la dicha tierra les tiraban, é otros en seguimiento de los dichos viajes; demas de esto sirvieron otras veces y ayudaron á ponerlo todo debajo del yugo y dominio de nuestra corona real, poniendo como pusieron y pusisteis muchas veces vuestras personas á todo riesgo y peligro, en lo que nos y nuestra corona real recibió servicio; por ende nos acatando los dichos servicios, é porque de los dichos vuestros parientes y de vosotros haya perpétua memoria, y vosotros y vuestros descendientes y suyos seais mas honrados; por la presente vos hacemos merced, y queremos que podais tener y traer por vuestras armas conocidas tres carabelas al natural en el mar, é de cada una de ellas salga una mano mostrando la primera tierra que así hallaron é descubrieron en un escudo atal como este (*aquí estaba el dibujo del escudo*), é por orla del dicho escudo podais traer y traigais unas anclas y unos corazones, las cuales dichas armas vos damos por vuestras armas conocidas é señaladas; é queremos y es nuestra merced y voluntad

1519.

Armaron
tres navíos
á su costa.

Escudo de armas
que se le concedo.

1519. por vosotros y vuestros hijos y descendientes, y de los dichos capitanes, vuestros parientes, que así se hallaron en el dicho descubrimiento é sus hijos é descendientes, las hayais y tengais por vuestras armas conocidas, y como tales las podais y puedan traer en vuestros reposteros y casas, en los de cada uno de los dichos vuestros hijos y descendientes y de los dichos vuestros parientes en el tercero grado, y sus hijos y descendientes en las otras partes que vos á ellos quisiéredes y por bienuviéredes, é por esta nuestra carta é por su traslado, signado de escribano público, mandamos á los ilustrísimos infantes, nuestros caros y muy amados hijos y hermanos, é á los infantes, duques, marqueses, etc. Dada en Barcelona, en veinte y tres dias del mes de setiembre, año del nacimiento de Nuestro Salvador Jesucristo de mil quinientos diez y nueve años. — Yo EL REY. — Yo Francisco de los Cóbos, secretario de Sus Cesáreas Católicas Majestades, la fice escribir por su mandado.

BULA DEL PAPA PAULO III

Prohibiendo que se trate á los Indios como á los brutos y se los reduzca á la esclavitud, privándoles de sus bienes, so pretexto de que no profesan la Fe católica.

1537. Paulus papa tertius, universis Christi fidelibus præsentis litteras inspecturis, salutem et apostolicam benedictionem. Et infra. Veritas ipsa, quæ nec falli nec fallere potest, cùm prædicatores fidei ad officium prædicationis destinaret, dixisse cognoscitur: Euntes, docete omnes gentes. Omnes dixit, absque omni delectu, cùm omnes fidei disciplinæ capaces existant. Quod videns, et invidens ipsius humani generis æmulus, qui bonis operibus, ut pereant, semper adversatur, modum excogitavit hactenùs inauditum, quo impediret ne verbum Dei gentibus, ut salvæ fierent, prædicaretur: ac quosdam suos satellites commovit, qui suam cupiditatem adimplere cupientes, occidenta-

les et meridionales Indos, et alias gentes, quæ temporibus istis ad nostram notitiam pervenerunt, sub prætextu quòd fidei catholicæ expertes existant, uti bruta animalia ad nostra obsequia redigendos esse passim asserere præsumant, et eos in servitutem redigunt, tantis afflictionibus illos urgentes, quantis vix bruta animalia illis servientia urgent. Nos igitur qui ejusdem Domini nostri vices, licèt indigni, gerimus in terris, et oves gregis sui nobis commissas, quæ extra ejus ovile sunt, ad ipsum ovile toto nixu exquirimus: attendentes Indos ipsos utpotè veros homines, non solum christianæ fidei capaces existere, sed ut nobis innotuit, ad fidem ipsam promptissimè currere: ac volentes super his congruis remediis providere, prædictos Indos, et omnes alias gentes ad notitiam christianorum in posterum deveniunt, licet extra fidem Christi existant, suâ libertate ac rerum suarum dominio privatos, seu privandos non esse, imò libertate et dominio hujusmodi uti, et potiri, et gaudere liberè, et licitè posse, nec in servitutem redigi debere: ac quidquid secùs fieri contigerit, irritum et inane, ipsosque Indos, et alias gentes, verbi Dei prædicatione et exemplo bonæ vitæ, ad dictam fidem Christi invitandos fore, autoritate apostolicâ per præsentis litteras decernimus, et declaramus: nonobstantibus præmissis, cæterisque contrariis quibuscumque.

Datum Romæ, anno 1537, quarto nonas junii, pontificatûs nostri anno tertio (1).

(1) *Chronique de l'Etat du Brésil*, par le P. VASCONCELLOS, H. in-fº 498. page 101.



DON PEDRO DE VALDIVIA.



CARTA DE DON PEDRO DE VALDIVIA

Á SU MAJESTAD CÁRLOS V,

Dándole noticia de la conquista de Chile, de sus trabajos y del estado en que se hallaba la colonia (1).

1545. S. C. C. M. — Cinco años há que vine de las provincias del Perú con provisiones del marques y gobernador D. Francisco Pizarro, á conquistar y poblar estas de la Nueva Extremadura, llamadas primero Chile, y descubrir otras adelante, y en todo este tiempo no he podido dar cuenta á V. M. de lo que he hecho en ellas, por haberlo gastado en su necesario servicio. Y bien sé escribió el marques á V. M. como me envió, y donde há un año que llegué á esta tierra, envié por socorro á la ciudad del Cuzco al capitan Alonso de Monroi, mi teniente general, y halló allí al gobernador Vaca de Castro, el cual asimismo escribió á V. M. dando razon de mí, y otro tanto hizo el capitan Monroi, con relacion, aunque breve, de lo que habia hecho hasta que de aquí partió, y tengo á muy buena dicha hayan venido á noticia de V. M. mis trabajos, por indirectas, primero que las

Introduccion.

(1) Sacada del original que se halla en el Archivo general de Sevilla, entre los documentos traídos de Simáncas. — GAY, *Historia de Chile*.

importunaciones de mis cartas, para por ellos pedir mercedes, las cuales estoy bien confiado me las hará V. M. en su tiempo, con aquella liberalidad que acostumbra pagar á súbditos y vasallos sus servicios. Y aunque los míos no sean de tanto momento cuanto yo queria, por la voluntad que tengo de hacerlos mas crecidos que ser pudiesen, me hallo merecer en todas las mercedes que V. M. será servido de me mandar hacer, y las que yo en esta carta pediré, en tanto que los trabajos de pacificar lo poblado me dan lugar á despachar y enviar larga relacion de toda esta tierra, y la que tengo descubierta en nombre de V. M., y la voy á conquistar y poblar, suplico muy humildemente me sean otorgadas, pues las pido con celo de que mi buen propósito en su real servicio haga el fruto que deseo, que esto es la mayor riqueza y contentamiento que puedo tener.

Sepa V. M. que cuando el marques D. Francisco Pizarro me dió esta empresa, no habia hombre que quisiese venir á esta tierra, y los que mas huian della eran los que trajo el adelantado D. Diego de Almagro, que como la desamparó, quedó tan mal infamada, que como la pestilencia huian de ella; y aun muchas personas que me querian bien, y eran tenidos por cuerdos, no me tuvieron por tal cuando me vieron gastar la hacienda que tenia en empresa tan apartada del Perú, y donde el adelantado no habia perseverado, habiendo gastado, él y los que en su compañía vinieron, mas de quinientos mil pesos de oro; y el fruto que hizo fué poner doblado ánimo á estos Indios. Y como ví el servicio que á V. M. se hacia en acreditarla, poblándola y sustentándola, para descubrir por ella hasta el estrecho de Magallanes y mar del norte, procuré de me dar buena maña, y busqué prestado entre mercaderes, y con lo que yo tenia y con mis amigos que me favorecieron, hice hasta ciento y cincuenta hombres de pié y caballo, con que vine á esta tierra, pasando en el camino todos grandes trabajos de hombres, guerras con Indios, y otras malas venturas que en estas partes ha habido hasta el dia de hoy en abundancia.

Por el mes de abril del año de 1539 me dió el marques la provision, y llegué á este valle del Mapocho por el fin del de

1545.

Nadie queria
ir á Chile.

Los Indios.

1545.

1540. Luego procuré de venir á hablar á los caciques de la tierra, y la diligencia que puse en corrérsela, creyendo éramos cantidad de cristianos, vinieron los mas de paz, y nos sirvieron cinco ó seis meses bien, y esto hicieron por no perder sus comidas que las tenian en el campo, y en este tiempo nos hicieron nuevas casas de maderas y paja en la traza que les dí, en un sitio donde fundé esta ciudad de Santiago del Nuevo Extremo, en nombre de V. M., en este dicho valle, como llegué á los 24 de febrero de 1541.

Viveres.

Fundada, y comenzando á poner alguna orden en la tierra, con recelo que los Indios habian de hacer lo que han siempre acostumbrado en recogiendo sus comidas, que es alzarse, y conociéndoseles bien en el aviso que tenian de nos contar á todos; y como nos vieron asentar pareciéndoseles pocos, habiendo visto los muchos con que el adelantado se volvió, creyendo que de temor dellos, esperaron estos dias á ver si hacíamos lo mismo, y viendo que no, determinaron hacérsenos hacer por fuerza ó matarnos, y para podernos defender y ofenderlos, en lo que proveí primeramente fué en tener mucho aviso en la vela, y en encerrar toda la comida posible; porque ya que hiciesen ruindad, esta no nos faltase; y así hice recoger tanta que nos bastará para dos años y mas, porque habia en cantidad.

Lo que hicieron
los Indios.

De Indios tomados en el camino, cuando vine á esta tierra, supe que Mango Yuga, señor natural de Cuzco, que anda rebelado del servicio de V. M., habia enviado á avisar á los caciques de ella como veníamos, y que si querian nos volviésemos como Almagro, que escondiesen todo el oro, ovejas, ropa, algodón y las comidas; porque como nosotros buscábamos esto, no hallándolo nos tornaríamos. Y ellos lo cumplieron tan al pié de la letra, que se comieron las ovejas, que es gente que se da de buen tiempo, y el oro y todo lo demas quemaron, que aun á los propios vestidos no perdonaron, quedándose en carnes, y así han vivido, viven y vivirán hasta que sirvan. Y como con esto estaban bien prevenidos, nos salieron de faz hasta ver si dábamos la vuelta, por que no les destruyésemos las comi-

das, que las de los años atras tambien las quemaron, no dejando mas de lo que habian menester.

1545.

Valdivia
gobernador.

En este medio tiempo, entre los fieros que nos hacian algunos Indios que no querian venirnos á servir, nos decian que nos habian de matar á todos, como el hijo de Almagro, que ellos llamaban Armero, habia muerto en Pachacama á Lapomochó, que así nombran al gobernador Pizarro, que por esto todos los cristianos del Perú se habian ido. Y tomados algunos de estos Indios y atormentados, dijeron que su cacique, que era el principal señor del valle de Canconcagua, que los del adelantado llamaron Chile, tenia nueva dello de los caciques de Copoyapo, y ellos de los de Atacama, y con esto acordó el procurador de la ciudad hacer un requerimiento al cabildo, para que me eligiese por gobernador en nombre de V. M., por la nueva de la muerte del dicho marques, cuyo teniente yo era, hasta que informado V. M. enviase á mandar lo que mas á su real servicio conviniese. Y así ellos y el pueblo, todos de un parecer, se juntaron y dijeron era bien, y dieron sus causas para que lo aceptase, y yo las mias para me excusar, y al fin me vencieron, aunque no por razones, sino porque me pusieron delante el servicio de V. M., y por parecer me convenia aquella coyuntura lo acepté. Ahí va el traslado de la eleccion como pasó, para que siendo V. M. servido lo vea.

Hecho esto, como no creí lo que los Indios decian de la muerte del marques, por ser mentirosos, para enviarle á dar cuenta de lo que acá pasaba, como era obligado, habia ido al valle de Canconcagua á la costa á entender en hacer un bergantin, y con ocho de caballo estaba haciendo escolta á doce hombres que trabajan en él; recibí allí una carta del capitan Alonso de Monroi, en que me avisaba de cierta conjuracion que se trataba entre algunos soldados que conmigo vinieron de la parcialidad del adelantado, de los cuales yo tenia confianza, para me matar. En recibéndola, que fué á média noche, me partí y vine á esta ciudad con voluntad de dar la vuelta á dos dias, y detúveme mas, avisando á los que quedaban viviesen sobre aviso, que á hacerlo no los osáran acometer los Indios. Y no curándose de

Conjuracion.

1545.

esto, andaban poco recatados, y de dia sin armas ; y así los mataron, que no se escaparon sino dos, que se supieron bien esconder, y la tierra toda se alzó. Hice aquí mi pesquisa, y hallé culpados á muchos, pero por la necesidad en que estaba ahorqué cinco que fueron las cabezas, y disimulé con los demas ; y con esto aseguré la gente. Confesaron en sus deposiciones que habian dejado concertado en las provincias del Perú con las personas que gobernaban al D. Diego, que me matasen á mí acá por este tiempo, porque así harian ellos allá al marques Pizarro por abril ó mayo ; y esta fué su determinacion, y irse á tener vida exenta en el Perú con los de su parcialidad, y desamparar la tierra si no pudiesen sostenerla.

Batalla.

Luego tuve noticia que se hacía junta de toda la tierra en dos partes para venir á hacernos la guerra, y yo con noventa hombres fui á dar en la mayor, dejando á mi teniente para la guardia de la ciudad con cincuenta, los treinta de á caballo. Y en tanto que yo andaba con los unos, los otros vinieron sobre ella, y pelearon todo un dia en peso con los cristianos, y le mataron veinte y tres caballos y cuatro cristianos, y quemaron toda la ciudad y comida, y la ropa, y cuanta hacienda teníamos, que no quedamos sino con los andrajos que teníamos para la guerra, y con las armas que á cuesta traímos, y dos porquezuelas, y un cochinillo, y una polla y un pollo, y hasta dos almuerzas de trigo ; y al fin, al venir de la noche cobraron tanto ánimo los cristianos con el que su caudillo les ponía, que con estar todos heridos, favoreciéndolos Señor Santiago, que fueron los Indios desbaratados, y mataron dellos gran cantidad, y otro dia me hizo saber el capitan Monroi la victoria sangrienta con pérdida de lo que teníamos, y quema de la ciudad. Y en esto comienza la guerra de véras como nos la hicieron, no queriendo sembrar, manteniéndose de unas cebolletas, y una simiente menuda como avena que da una yerba y otras legumbres que produce de suyo esta tierra sin lo sembrar y en abundancia, que con esto y alguno maicejo que sembraban entre las sierras podian pasar como pasaron.

Como ví las orejas al lobo, parecíame para perseverar en la

tierra y perpetuarla á V. M. habíamos de comer del trabajo de nuestras manos, como en la primera edad, procuré de darme á sembrar, y hice de la gente que tenia dos partes, y todos cavábamos, arábamos y sembrábamos en su tiempo, estando siempre armados y los caballos ensillados de dia; y una noche hacía cuerpo de guardia la mitad, y por sus cuartas velaban, y lo mismo la otra; y hechas las sementeras los unos atendian á la guardia dellas y de la ciudad de la manera dicha, y yo con la otra andaba á la continúa ocho ó diez leguas á la ronda de ella, deshaciendo las juntas de Indios, do sabía que estaban, que de todas partes nos tenian cercados; y con los cristianos y pecezuelas de nuestro servicio que trujimos del Perú reedifiqué la ciudad, y hicimos nuestras casas y sembrábamos para nos sustentar, y no fué poco hallar maíz para semilla, y se obo con harto riesgo; y tambien hice sembrar las dos almuerzas de trigo, y de ellas se cogieron aquel año dos hanegas con que nos hemos sementado.

Como los Indios vieron que nos disponíamos á sembrar, porque ellos no lo querian hacer, procuraban de nos destruir nuestras sementeras por constreñirnos á que de necesidad desamparásemos la tierra. Y como se me traslucian las necesidades en que la continúa guerra nos habia de poner, por prevenir á ella sin poder ser proveido, en tanto que las podíamos sufrir, determiné enviar á las provincias del Perú al capitan Alonso de Monroi con cinco hombres, con los mejores caballos que tenia, que no pude darle mas, y él se ofreció al peligro tan manifesto por servir á V. M. y traerme remedio, que si de Dios no, de otro no lo esperaba, atento que sabía que ninguna gente se moveria á venir á esta tierra por la ruin fama della, si de acá no iba quien la trajese y llevase oro para comprar los hombres á peso dél; y porque por do habia de pasar estaba la tierra de guerra y habia grandes despoblados, habrán de ir á la lijera de noche sin meson, determiné para mover los ánimos de los soldados llevando muestra de la tierra, enviar hasta siete mil pesos, que en tanto que estuve en el valle de Canconcagua entendiendo en el bergantin los habian sacado los anaconas, y tal

1545.

Zozobra
de los Españoles.El capitan Monroi
va al Perú.

1545. vez anaconcillas de los cristianos, que eran allí las minas, y me los dieron todos para el comun bien; y porque no llevasen carga los caballos, hice seis pares de estriberas para ellos y guarniciones para las espadas, y un par de vasos en que bebiesen, y de los estribos de hierro y guarniciones y de otro poco mas que entre todos se buscó, les hice hacer herraduras hechizas á un herrero que truje con su fragua, con que herraron muy bien los caballos, y llevó cada uno para el suyo otras cuatro, y cien clavos, y echándoles la bendicion los encomendé á Dios y envié, encargando á mi teniente se acordase siempre en el frangente que quedaba.

Fortificaciones.

Hecho esto entendí en proveer á lo que nos convenia, y viendo la gran desvergüenza y pujanza que los Indios tenian por la poca que en nosotros veían, y lo mucho que nos acosaban, matándonos cada dia á las puertas de nuestras casas nuestros anaconcillas, que eran nuestra vida, y á los hijos de los cristianos, determiné hacer un cercado de estado y medio en alto, de mil y seiscientos piés en cuadro, que llevó doscientos mil adobes de á vara de largo y un palmo de alto, que á ellos y á él hicieron á fuerza de brazos los vasallos de V. M., y yo con ellos, y con nuestras armas á cuéstas trabajamos desde que lo comenzamos hasta que se acabó, sin descansar hora, y en habiendo grita de Indios se acogian á él la gente menuda y bagaje, y allí estaba la comida poca que teníamos guardada, y los peones quedaban á la defensa, y los de caballo salíamos á correr el camino, y pelear con los Indios, y defender nuestras sementeras. Esto nos duró desde que la tierra se labró, sin quitarnos una hora las armas de á cuéstas, hasta que el capitan Monroi volvió á ella con el socorro, que pasó espacio de casi tres años.

Regreso de Monroi.

Carestía.

Los trabajos de la guerra, invictísimo César, puédenlos pasar los hombres, porque loor es al soldado morir peleando; pero los de la hambre concurriendo con ellos, para sufrir mas que hombres han de ser; pues tales se han mostrado los vasallos de V. M. en ambos, debajo de mi proteccion, y yo de la de Dios y de V. M. por sustentarle esta tierra. Y hasta el último año destes tres que nos simentamos muy bien, y tuvimos harta

comida, pasamos los dos primeros con extrema necesidad, y tanta que no la podria significar; y á muchos de los cristianos les era forzoso ir un dia á cavar cebolletas para se sustentar aquel y otros dos, y acabadas aquellas tornaba á lo mesmo, y las piezas todas, nuestros servicios y hijos con esto se mantenian, y carne no habia ninguna; y el cristiano que alcanzaba cincuenta granos de maíz cada dia, no se tenia en poco, y el que tenia un puño de trigo, no lo molia para sacar el salvado. Y desta suerte hemos vivido, y tuviéramos por muy contentos los soldados, si con esta pasadía los dejára estar en sus casas; pero conveníame tener á la continúa treinta ó cuarenta de caballo por el campo el invierno; y acabadas las mochilas que llevaban, venian aquellos, é iban otros. Y así andábamos como trasgos, y los Indios nos llamaban *Cupais*, que así nombran á sus diablos, porque á todas las horas que nos venian á buscar, porque saben venir de noche á pelear, nos hallaban despiertos, armados, y si era menester á caballo. Y fué tan grande el cuidado que en esto tuve todo este tiempo, que con ser pocos nosotros, y ellos muchos, los traía alcanzados de cuenta, y para que V. M. sepa no hemos tomado truchas á bragas enjutas, como dicen. — Basta esta breve relacion.

1545.

De las provincias del Perú escribió el capitan Alonso de Monroi á V. M., como llegó á ellas solo con uno de los soldados que de aquí sacó, y pobre, habiéndole muerto en el valle de Copoyapo los Indios los cuatro compañeros, y preso á ellos, y les tomaron el oro y despachos que llevaban, que no salvó sino un poder para me obligar en dineros; y dende á tres meses que estuvieron presos, el capitan Monroi con un cuchillo que tomó á un cristiano de los de D. Diego de Almagro, que estaba allí hecho Indio, que este fué causa de la muerte de sus compañeros, y del daño que le vino, mató al cacique principal á puñaladas, y llevando por fuerza consigo á aquel trasformado cristiano, se escaparon en sendos caballos y sin armas; y como halló en ellas al gobernador Vaca de Castro, en nombre de V. M., con la victoria de la batalla que ganó en su cesárea ventura contra el hijo de D. Diego de Almagro y los que le seguian,

Detalles del viaje
de Monroi.

1545. y como le recibió muy bien y le favoreció con su autoridad.

Y porque el gobernador en aquella coyuntura tenia muchas ocupaciones, así en justificar á los culpados, poner en tranquilidad la tierra y naturales, satisfacer servicios, despachar capitanes que le pedian descubrimientos, y en dar á V. M. cuenta y razon de todo con mensajeros propios y duplicados despachos, y la caja de V. M. sin dineros, y él muy gastado y adeudado, buscó personas entre los vasallos de V. M., que sabía eran zelosos de su real servicio y tenian hacienda, para que me favoreciesen con ella en tal coyuntura, y me la fiasen. Halló uno, y un Portugues, y diciéndoles lo que convenia al servicio de V. M. y sustentacion de la tierra, interponiendo en todo su autoridad muy de véras, y con tanta eficacia y voluntad, que me dijo mi teniente conoció del dolerse en el ánimo, y si tuviera dineros ó en la coyuntura que estaba le fuera lícito pedirlos prestados, se los diera con toda liberalidad, para que hiciese la gente por servir á Dios y á V. M.

Dinero prestado.

Y á las personas que favorecieron se llama la una Cristóbal de Escobar, que siempre se ha en aquellas partes empleado en el real servicio de V. M.; este socorrió con cinco mil castellanos, con que se hicieron setenta de caballo. Y un reverendo padre sacerdote llamado Gonzaliáñez le prestó otros cinco mil castellanos en oro, con que dió á la gente mas socorro; y ambos vinieron á esta tierra por mas servir á V. M. en persona. Y demas desto viendo el gobernador la necesidad que habia del presto despacho deste negocio entre los de mas importancia, avió á mi teniente primero, rogando á muchos gentiles hombres que tenían aderezo y querian ir á buscar de comer con otros capitanes, se viniesen con el mio, por el servicio que á V. M. se hacia, y á su intercesion vinieron muchos de ellos, y así le despidió y dijo que viniese con aquel socorro, que él procuraria enviar otro navío cargado de lo que fuese menester á estas provincias, como diese algun vado á los negocios.

Socorro de víveres.

Viniendo el capitan Alonso de Monroi á la ciudad de Arequipa á comprar armas y cosas para la gente, diciendo á ciertas personas la necesidad que tenia de un navío, y como el goberna-

dor Vaca de Castro habia enviado á llamar al maestre de uno para concertar con él viniese á estas partes, y no se atreviendo el maestre á eso, un vecino de allí, llamado Lúcas Martínez Vegazo, súbdito y vasallo de V. M. y muy zeloso de su real servicio, que tal fama tiene en aquellas partes, sabiendo el que á V. M. se hacía, y la voluntad del gobernador por quererle bien, cargó un navío que tenia, de armas, herraje y otras mercaderías, quitándole de las granjerías de sus haciendas, que no perdió poco en ellas, y vino, que habia cuatro meses que por falta de él no se celebraba el culto divino, ni oíamos misa, y me lo envió con un amigo suyo llamado Diego García de Villalon, y sabido por el gobernador, se lo envió mucho agradecer y tener en gran servicio de parte de V. M.

1543.

Escribíome el gobernador Vaca de Castro, entre otras muchas cosas, los ejércitos que el rey de Francia habia puesto contra V. M. por diversas partes, y la confederacion con el Turco que fué su última depotencia, y que la provision de V. M. fué tal, que no solo le fué forzado retirarse, pero perder ciertas plazas en su reino. De creer es que temor de no perder el renombre de cristianismo, á no irle á la mano, no fuera parte para dejar de llegar á ejecucion su dañada voluntad.

Tambien me envió el pregon real de la guerra contra Francia, de que me holgué por estar avisado, aunque podemos vivir bien seguros en estas partes de Franceses, porque miéntras mas vinieren mas se perderán.

Guerra
con Francia.

Tambien me escribió para que enviase los quintos á V. M. Por esto se verá lo que en esto se ha podido hacer, certificando á V. M. estimará como á la salvacion hallar en esta doscientos ó trescientos mil castellanos sobre ella para servir á V. M. con ellos, y socorrer á gastos tan crecidos, justos y santos; y confianza tengo en Dios y en la buena ventura de V. M. poderlo hacer algun dia.

Quintos.

Por el mes de setiembre del año de 1543 llegó el navío de Lúcas Martínez Vegazo al puerto de Valparaíso desta ciudad, y el capitan Alonso de Monroi con la gente por tierra, mediado el mes de diciembre adelante, y desde entónces los Indios no

Retirada
de los Indios.

1545.

Desafío
de los Indios.

osaron venir mas, ni llegaron cuatro leguas en torno de esta ciudad, y se recorrieron todos á la provincia de los Promaocaes, y cada dia me enviaban mensajeros diciendo que fuese á pelear con ellos y llevase los cristianos que habian venido, porque querian ver si eran valientes como nosotros, y que si eran que nos servirian, y si no que harian como en lo pasado; yo les respondia que así haria.

Tripelacion
asesinada.

Reformadas las personas y los caballos, que venian todos flacos por no haber visto desde el Perú hasta aquí un Indio de paz, padeciendo mucha hambre por hallar en todas partes alzados los mantenimientos, salí con toda la gente que vino muy bien aderezada, y á caballo, á cumplirles mi palabra, y fui á buscar á los Indios, y llegado á sus fuertes los hallé huidos todos acogiéndose de la parte de Mauli hácia la mucha gente, dejando quemados todos sus pueblos, y desamparado el mejor pedazo de tierra que hay en el mundo, que no parece sino que en la vida obo Indio en ella. Y en esto estábamos por el mes de abril del año de 1544, cuando llegó á esta costa un navío que era de cuatro ó cinco compañeros, que de compañía lo compraron y cargaron de cosas necesarias por granjear la vida, y hallaron la muerte; porque cuando al paraje desta tierra llegaron, venian tres hombres solos y un negro y sin batel, que los Indios de Copoyapo los habian engañado y tomado el barco, y muerto al maestre y marineros, saliendo por agua á treinta leguas deste puerto junto á Mauli dieron con temporal al traves, y mataron los Indios á los cristianos que habian quedado, y robaron y quemaron el navío.

Navío San Pedro.

El junio adelante, que es el riñon de invierno, y le hizo tan grande y desaforado de lluvias, tempestades, que fué cosa monstruosa, que como es toda esta tierra llana, pensamos de nos anegar, y dicen los Indios que nunca tal han visto, pero que oyeron á sus padres que en tiempo de sus abuelos hizo así otro año. Llegó otro navío, que fué el que prometió de enviar el gobernador Vaca de Castro, que un criado suyo, llamado Juan Calderon de la Barca, por cumplir su palabra, viendo el deseo que tenia su amo de enviarme socorro de cosas necesarias, y que no

se hallaba con dineros para ello, empleó diez ó doce mil pesos que tenia, y cargó y vino con ellos, y el navío se llamaba *San Pedro*.

1515.

El capitan piloto y señor del navío, y que le trujo despues de Dios y guió acá, se llama Juan Bautista de Pastene, Genoves, hombre muy práctico del altura y cosas tocantes á la navegacion, y uno de los que mejor entienden este oficio de cuantos navegan esta mar del sur, persona de mucha honra, fidelidad y verdad, y que sirvió mucho á V. M. en las provincias del Perú, y al marques D. Francisco Pizarro, y despues de muerto en la recuperacion dellos debajo la comision del gobernador Vaca de Castro, el cual le mandó de parte de V. M. viniese á estas provincias, por ser hombre de confianza, y se emplearia en su real servicio, y le conocia por tal; y se ofreció á venir por hacerle á V. M. tan señalado servicio de mas de los hechos : con él me envió el gobernador las nuevas de Francia, y pregon contra ella que tengo dicho.

El Genoves
Pastene.

Pasada la furia del invierno, mediado agosto, que comienza la primavera, fuí al puerto, y sabiendo la voluntad del capitan que era servir á V. M. en estas partes en lo que yo le mandase, y la persona que era, y lo que habia hecho en su real servicio, que ya yo lo sabia y le conocia del tiempo del marques, le hice mi teniente general en la mar, y le envié á descubrir esta costa hácia el Estrecho de Magallanes, dándole otro navío y muy buena gente, para que llevase en ambos, y á que me tomase posesion en nombre de V. M. de la tierra, y así fué. Lo que halló é hizo ver á V. M. por la fe que aquí va y dello la da Juan Cárdenas como escribano mayor del juzgado destas provincias, que en nombre de V. M. cree, que juntamente le envíe por acompañado con él para lo que conviniese al servicio de V. M.

Tambien envié á mi maestre de campo Francisco de Villagra por tener práctica de las cosas de la guerra, y que ha servido mucho á V. M. en estas partes, para que á los Indios destas provincias los echase hácia acá, y me tomase lengua de las de adelante; y desde entónces tengo á Francisco de Aguirre, mi capitan, desá parte del rio Mauli, en la provincia de Itata, con

1545.

Los Indios
principian
á sembrar.

gente que tiene aquella frontera; y no da lugar que los Indios de por acá pasen á la otra parte, y si los acogen, los castiga; y estará allí hasta que yo vaya adelante; y viéndose tan seguidos, y que perseveramos en la tierra, y que han venido navíos y gente, tienen quebradas las alas, y ya descansados de andar por las nieves y montes como animales, determinan de servir; y el verano pasado comenzaron á hacer sus pueblos, y cada señor de cacique ha dado á sus Indios simiente, así de maíz como de trigo, y han sembrado para sementera y sustentarse, y de hoy en adelante habrá en esta tierra gran abundancia de comida, porque se hacen en el año dos sementeras, que por abril y mayo se cogen los maíces, y allí se siembra el trigo; y por diciembre se coge, y torna á sembrar el maíz.

Deudas
que contrajo
Valdivia.

Como esta tierra estaba tan mal infamada como he dicho, pasé mucho trabajo en hacer la gente que á ella truje y toda la acaudillé á fuerza de brazo de soldados amigos que se quisieron venir en mi compañía, aunque fuera á perderme, como lo pensaron muchos, y por lo que hallé prestado para remediar, á los que lo obieron menester, que fueron hasta quince mil pesos en caballos, armas y ropa, pago mas de sesenta mil en oro, y el navío y gente de socorro que me trujo mi teniente. Debo por todo lo que gastó ciento diez mil pesos, y del postrero que vino, me adeudé en otros sesenta mil, y están al presente en esta tierra doscientos hombres, que me cuesta cada uno mas de mil pesos puesto en ella; porque á otras tierras nuevas van por la buena fama á ellas los hombres, y desta huyen todos, por la mala en que la habian dejado los que no quisieron hacer en ella como tales; y así me ha convenido hasta el día de hoy para la sustentar, comprar los que tengo á peso de oro, certificando á V. M. que no tengo de toda esta suma que he dicho accion contra nadie de un solo peso para en descuento della, y todos los he gastado en beneficio de la tierra y soldados que le han sustentado, por no poderseles dar aquí lo que es justo y merecen, haciéndoles de todo suelta; y haré lo mesmo que es en lo de adelante, que no deseo sino descubrir y poblar tierra á V. M., y no otro interes, junto con la honra y mercedes que será

servido de me hacer por ello, para dejar memoria y fama de mí y que le gané por la guerra como un pobre soldado, sirviendo á un tan esclarecido monarca, que poniendo su sacratísima persona cada hora en batallas contra el comun enemigo de la cristiandad y sus aliados, ha sustentado con su invictísimo brazo y sustenta la honra della y de nuestro Dios, quebrantándoles siempre las soberbias que tienen contra los que honran el nombre de Jesus.

1515.

Demas desto, en lo que yo he entendido despues que en la tierra entré, y los Indios se me alzaron, para llevar adelante la intencion que tengo de perpetuarla á V. M., es en haber sido gobernador en su real nombre para gobernar sus vasallos, y á ella con autoridad, y capitan para los animar en la guerra, y ser el primero á los peligros, porque así convenia; padre para los favorecer con lo que pude, y dolerme de sus trabajos ayudándoselos á pasar como de hijos, y amigo en conversar con ellos, geométrico en trazar y poblar; alanife en hacer acequias y repartir aguas; labrador y gañan en las sementeras; mayoral y rabadan en hacer criar ganados; y en fin poblador, criador, sustentador, conquistador y descubridor. Y por todo esto si merezco tener de V. M. el autoridad que en su real nombre me ha dado su cabildo y vasallos, y confirmármela de nuevo para con ella hacerle muy mayores servicios, á su cesárea voluntad lo remito.

Valdivia
pide se confirme
su empleo
de gobernador.

Como dieron la vuelta el capitan Juan Bautista de Pastene, mi teniente por la mar, y mi maestre de campo por la tierra, de donde los habia enviado, y que los Indios comenzaban á asentar y sembrar, por poder ir yo adelante á buscar de dar de comer á doscientos hombres que tengo, que en lo repartido á esta ciudad, que es de aquí hasta Mauli, no hay para veinte y cinco vecinos, y es mucho porque son treinta leguas en largo, y catorce ó quince en ancho, y porque me puedan venir caballos y yeguas para la gente que tengo, que en la guerra y trabajos della me ha muerto la mayor parte que truje: eché este verano pasado á las minas los anaconcillas que nos servian, y nosotros con nuestros caballos les acarreábamos las comidas por

1545.

Detalles
obre el p.ís.

no fatigar á los naturales, hasta que asienten , trabajando estos que tenemos por hermanos por haberlos hallado en nuestras necesidades portales, y ellos se huelgan viendo que hacen tanto fruto , y en las mazamorras que han dejado los Indios de la tierra donde sacaban oro , han sacado hasta veinte y tres mil castellanos, con los cuales y con nuevos poderes y crédito para que me obligue en otros cien mil , envié al capitan Alonso de Monroi , para que tome segundo trabajo , á las provincias del Perú ; y por responder á aquella tierra al gobernador Vaca de Castro, que le he hallado en todo lo que al servicio de V. M. ha convenido , como aquí digo ; y para que haga saber á los mercaderes y gentes que se quisieren venir á avecindar, que vengan , porque esta tierra es tal que para poder vivir en ella y perpetuarse no la hay mejor en el mundo , digolo porque es muy llana , sanísima , de mucho contento ; tiene cuatro meses de invierno, no mas, que en ellos sino es cuando hace cuarto la luna que llueve un dia ó dos, todos los demas hacen tan lindos soles, que no hay para qué llegarse al fuego. El verano es tan templado, y corren tan deleitosos aires, que todo el dia se puede el hombre andar al sol , que no le es importuno. Es la mas abundante de pastos y sementeras, y para darse todo género de ganado y plantas que se puede pintar : mucha é muy linda maderá para hacer casas, infinidad de otra leña para el servicio dellas, y las minas riquísimas de oro, y toda la tierra está llena dello, y donde quiera que quisieren sacarlo allí hallarán en qué sembrar, y con qué edificar, y agua, leña y yerba para sus ganados, que parece la crió Dios á posta para poderlo tener todo á la mano ; y á que me compre caballos para dar á los que han muerto en la guerra como muy buenos soldados, hasta que tengan de qué los comprar , porque no es justo anden á pié , pues son buenos hombres de caballo, y la tierra ha menester ; y algunas yeguas para que con otras cincuenta que aquí hay al presente no tenga de aquí adelante necesidad de enviar á traer caballos de otras partes ; para que diga á todos los gentiles hombres y súbditos de V. M. que no tienen allá de comer, que vengan con él si lo desean tener acá. Y con este viaje tengo por

mi los caminos, y voluntades de los hombres se abrirán, y vendrán á esta tierra muchos sin dineros á tenerlos en ella; y cuando no, quien ha gastado lo de hasta aquí, y espera gastar lo de agora, lo pagará, y gastará á otro tanto por acabar de acreditar la tierra y perpetuarla á V. M.; y el que está como yo al pié de la obra, ha gastado y espera gastar la que digo, y pasado los trabajos; vea V. M. qué puede hacer el que viniese por el Estrecho con gente nueva.

1545.

Tambien envio al capitan Juan Bautista Pastene, mi teniente por la mar, con algunos dineros y crédito á traerme por allá armas, herraje, pólvora y gente.

Tambien quiero advertir á V. M. de una cosa, que yo envié á poblar la ciudad de la Serena por la causa dicha de tener el camino abierto, y hice cabildo, y les dí todas las demas autoridades que convenia en nombre de V. M., y esto me convino hacer y decir. Y porque las personas que allá envié fuesen de buena gana, les deposité Indios que nunca nacieron, por no decirles habian de ir sin ellos á trabajos de nuevo, despues de haber pasado los tan crecidos de por acá. Así que para mí tengo, que como se haya hecho el efecto porque lo poblé, convenga despoblarse si detras de la cordillera de la nieve no se descubren Indios que sirvan allí, porque no hay desde Copoyapo hasta el valle de Canconcagua, que es diez leguas de aquí, tres mil Indios, y los vecinos que agora hay, que serán hasta diez, tienen á ciento y doscientos Indios no mas; y por esto me conviene, en tanto que hay seguridad de gente en esta tierra, con el trato della tener una docena de criados mios en frontería con aquellos vecinos, y de lo que aquellos valles podrán servir á sus amos en esta ciudad de Santiago será con algun tributo; y con tener un tambor en cada valle donde se acojan los cristianos que vinieren y les den de comer; y haránlo estos los Indios muy de buena voluntad, y no les será trabajo ninguno, ántes holgarán.

Qué conviene hacer.

Así que V. M. sepa que esta ciudad de Santiago del Nuevo Extremo es el primer escalon para armar sobre ellos demas, é ir poblando por ellos toda esta tierra á V. M. hasta el Estrecho de Magallánes y mar del norte. Y de aquí ha de comenzar la

1545.

merced que V. M. será servido de me hacer, porque la perpetuidad desta tierra, y los trabajos que por sustentarla he pasado, no son para mas de poder emprender lo de adelante ; porque á no haber hecho este pié y meterme mas en la tierra sin poblar aquí, si del cielo no caian hombres y caballos, por la tierra era excusado venir pocos, y muchos ménos por la falta de los mantenimientos, y por mar no pueden traerse caballos, por no ser para ello la navegacion; y con poblar aquí y sustentar ya Coquimbo de prestado, pueden ir y venir á placer todos los que quisieren. Y como me venga agora gente, aunque no sea mucha, para la seguridad de aquí, y algunos caballos para dar á la que acá tengo á pié, entraré con ella á buscar donde les dar de comer y poblar y correr hasta el Estrecho, si fuere menester. Así que este es el discurso de lo que se ha podido y pienso hacer, y las razones porque se ha hecho, aunque en breve dichas.

Distribucion
de tierras, etc.

Tambien repartí esta tierra, como aquí viene sin noticia, porque así convine para aplacar los ánimos de los soldados, y dismembré á los caciques por dar á cada uno quien le sirviese; y la relacion que pude tener fué de cantidad de Indios desde este valle de Mapocho hasta Mauli, y muchos nombres de caciques : y es que como estos nunca han sabido servir porque el Inga no conquistó mas de hasta aquí, y con behetrías eran nombrados todos los principalejos, y cada uno destos los Indios que tienen son á veinte y treinta, y así los deposité despues que cesó la guerra, y he ido á los visitar; lo comienzo á poner en orden tomando á los principales caciques sus Indios, haciendo como mejor puedo para que no se disipen los naturales que hay, y se perpetúe esta tierra y llevaré conmigo adelante todos los que aquí tenían no nada, y lo dejan, con satisfacer á V. M. que particularmente ni por mi propio interes no haré agravio á nadie; y si lo que se hiciere á algunos no lo es, será por el servicio de V. M. y general bien de toda la tierra y naturales, á los cuales trato yo conforme á los mandamientos de V. M. por descargar su real conciencia y la mia. Y para ello hay cuatro religiosos sacerdotes, que los tres vinieron conmigo, que se llaman Rodrigo González, Diego Pérez y Juan Lobo, y en-

tienden en la conversion de los Indios, y nos administran los sacramentos, y usan muy bien su oficio de sacerdocio; y el padre bachiller Rodrigo González hace en todo mucho fruto con sus letras y predicacion, porque lo sabe muy bien hacer, y todos sirven á Dios y á V. M.

1545.

Así que, invictísimo César, el peso desta tierra y de su sustentacion, y perpetuidad, y descubrimiento, y lo mesmo de la de adelante, está en que estos cinco ó seis años no venga á ella de España por el Estrecho de Magallanes capitán proveído por V. M. ni de las provincias del Perú que me perturbe. Al Perú así lo escribo al gobernador Vaca de Castro, que si hace en todo lo que al servicio de V. M. conviene: á V. M. aquí se lo advierto y suplico, porque caso que viniese gente por el Estrecho, no pueden traer caballos, que son menester, que es la tierra llana como la palma. Pues gente no acostumbrada á los mantenimientos de acá, primero que hagan los estómagos barquinos acedos para se aprovechar dellos se mueren la mitad, y los Indios dan presto con los demas al traste; y si nos vieses litigar sobre la tierra, está tan vedriosa que se quebraria, y el juego no se podria tornar á entablar en la vida. La verdad ya la digo á V. M. al pié de la letra, y así ella y á su cesárea voluntad halle yo siempre en mi favor, que por lo que deseo no venga persona que me desvíe del servicio de V. M. ni perturbe en esta coyuntura, es por emplear la vida y hacienda que tengo y obiere en descubrir, poblar, conquistar y pacificar toda esta tierra hasta el Estrecho de Magallanes y mar del norte, y buscarla tal que en ella pueda á los vasallos de V. M. que conmigo tengo pagarles lo mucho que en esta han trabajado, y descargar con ellos su real conciencia y la mia. Y despues desto hecho, que es mi principal contento, y que V. M. tenga noticia de mis servicios y de mí, como es justo, pues yo á su cesárea persona los he hecho y hago, y merezca oír y ver por cartas de V. M. que le son aceptos, y á mí es servido de me tener en el número de sus leales súbditos y vasallos y criados de su real casa, que no deseo mas. Si la tierra toda V. M. fuese servido darla á otra ú otras personas en gobierno sin dejarme á mí parte, ó con la

Valdivia
pide que
no le envíen
sucesor.

1545.

que fuere su real servicio , digo que siendo cierto mana de su cesáreo albedrío , yo meteré en la posesion della toda , ó de aquella parte, á la persona que V. M. me enviará á mandar por una muy breve cédula firmada de su cesárea mano, ó de los señores que presiden en el real consejo destas sus Indias , y hasta que V. M. pueda saber esto , y sea servido de me mandar responder, yo mantendré la tierra como hasta aquí , con la autoridad que su cabildo y pueblo me ha dado : y viendo mandado en contrario desto la depondré , y me tornaré un privado soldado, y serviré al que viniere nuevamente proveido á estas partes en su sacratísimo nombre, con el ánimo y voluntad que lo pasado helo hecho, y presente hago á V. M. Y estas mercedes son las que en principio de mi carta digo que he de pedir en satisfaccion de los pequeños servicios que hasta el dia de hoy he hecho , y de los muy crecidos que deseo hacer toda la vida en acrecentamiento del patrimonio y rentas reales de V. M.

Valdivia
pide que se pague
á sus acreedores.

Advierto á V. M. de una cosa, y suplico muy humildemente por ella , y es que siendo servido de dar esta tierra á alguna persona que con importunacion la pida, por haber hecho servicios y representarlos ante su cesáreo acatamiento, sea con condicion se obligue á mis acreedores por la suma de los doscientos y treinta mil pesos que debo , y por los cien mil que de nuevo envío á que me obliguen, que tambien se gastarán, y de los demas que yo obiere gastado en beneficio de la tierra y para su sustentacion, porque hasta agora no he habido della sino son los siete mil pesos que tomaron los Indios de Copayapo al capitán Antonio de Monroi la primera vez, y los veinte y tres mil que tambien envío agora para el útil della al Perú; y esto solo por no perder el crédito, y por ser razonable, y por la conciencia. Y no quiero salir con mas hacienda de saber que en ello se sirve V. M., porque de nuevo en calzas y jubon con mi espada y capa tornaria á emprender con mis amigos , á quienes no he satisfecho , lo que es justo y merecen , á hacer nuevos servicios á V. M.

Lo que mejor
conviene hacer.

Otra y muchas veces suplico á V. M., pues tengo comenzado tal obra, porque no se me haga mala, hasta que yo envíe la re-

lacion y descripcion de la tierra , y escriba cumplidamente con mensajeros propios y duplicados despachados, y los cabildos ni mas ni ménos con relacion de todo lo por mí y ellos hecho en su real servicio, y le envíe á pedir las mercedes , exenciones y libertades que V. M. acostumbra dar y merecen los que bien le sirven, sea servido de mandar que no se provea cosa nueva para acá ; y estando proveida se sobresea, porque así conviene al servicio de V. M. y para mí será tan grande merced cual no sabria encarecer ni significar , porque no querria que al tiempo que han de ser por V. M. aceptos mis servicios , viniese algun traspíes sin querer yo dar causa á ello, por donde se tornase ante su cesáreo acatamiento al contrario.

Quedé tan obligado al marques Pizarro , de buena memoria, por haberme enviado á donde V. M. tenga noticia de mis servicios y de mí , que no puedo pagárselo , sino con tener mientras viviere á sus hijos en lugar que á él ; y por perder el abrigo de tal padre que tanto se desveló en el servicio de V. M., haciendo tan gran fruto en acrecentamiento de su real patrimonio, para que ellos gocen de tan justos sudores.

Á V. M. suplico humildemente se acuerde dellos , haciéndoles tales mercedes que se puedan sustentar como hijos de quien son.

El portador desta carta se llama Antonio de Ulloa : es tenido por mí, y estimado por los que le conocen por sus obras y buenas maneras, por caballero y hijodalgo , y como tal se mostró en estas partes en su real servicio, gastando para venirle á servir en ellas la hacienda que él por acá ha ganado y podido haber ; y por ello va adeudado y obligado á pagar en su tierra por venir en mi compañía, y traer muy buenos caballos y arnas para servir en la guerra, como ha servido como muy gentil soldado, que es práctico y experimentado en las cosas della , y lo ha gastado todo en la sustentacion desta tierra, y por esto le deposité en nombre de V. M. dos mil Indios. Y dejado aparte es justo los tenga por sus servicios : por ellos y por otras muchas razones que hay es merecedor de las mercedes que V. M. fuere servido de le mandar hacer en estas partes, así á él como

Servicios prestados
por Ulloa.

1545.

á la persona que á ellas quisiese enviar á que goce por él de los trabajos que ha pasado en el conflicto de toda esta tierra. Vase agora que habia de haber satisfaccion cogiendo fruto dellos; y porque la razon que le mueve á irse á su natural es tan justa, le dejo ir, que á no tenerla tan grande, y serle á él en tanto contentamiento la ida, hasta que yo le satisficiera en nombre de V. M. sus servicios, ó le diera tanta cantidad de pesos de oro como era justo para que allá se pudiera representar como quien es, no le partiera de mí. Él tuvo cartas de España con el primer navío que aquí vino de sus deudos, en que le avisaban que su hermano mayor, heredero que quedó de su padre para sustentar su casa, murió sin dejar hijos, y porque esta no perezca saliendo fuera de su derecha línea, se va á casar por dejar quien despues dél la herede, para que no muera la memoria della. Y así dándole lo poco que tenia, yendo satisfecho de mi voluntad quisiera darle mucho; le di la licencia que deseaba, y porque yo estoy de camino y tan ocupado en lo que digo, y no puedo enviar relacion de la tierra hasta que tenga de qué darla buena, escribo con esta carta para que la presente á V. M., y sepa en el estado en que quedo, y mande proveer á lo que suplico. Y porque dél se podrá saber lo demas que yo aquí no digo, ceso suplicando muy humildemente á V. M. en todo aquello que de mi parte dijere y suplicáre, por quedar confiado dirá y hará como quienes, le mande V. M. dar todo el crédito que á mi propia persona sería servido de dar.

Objeto de Valdivia.

Porque tenia necesidad el navío de darse carena y echar á monte, y no habia aparejo para ello en esta ciudad, y en la de la Serena hay un cierto betume que lo da Dios de sus rocíos, y se cria en unas yerbas en cantidad, que es como cera, y dicen para esto muy apropiado; me voy á ella á despachar á V. M., y al Cuzco en tanto que se calafatea y pone en orden por no perder tiempo; y dejo á mi maestre de campo para que en el entretanto haga se aderece la gente para partir en dando la vuelta, que será como se vayan los mensajeros y el navío esté en orden y presto; é ya lo está, y le despacho, y se parte con el ayuda de Dios y de su bendita Madre, y en la ventura de V. M. Á su

inmensa bondad plegue me la dé á mí y llegue á salvamento ante su cesáreo acatamiento esta carta y eleccion y fe de la posesion y mensajero, para que entienda V. M. cuál es mi fin en su real servicio. Ya les he hablado á los caciques, y dícholes, que sirvan muy bien á los cristianos, porque á no hacerlo envío ahora á V. M. y al Perú á que me traigan muchos, y que venidos los mataré á todos, que para qué los quiero, que adelante hay tantos como yerbas que sirvan á V. M. y á los cristianos; y que pues son ellos perros y malos contra los que yo traje, no ha de quedar ninguno, y que no les valdrá la nieve ni enterarse vivos en la tierra donde salieron, que allí los hallaré; por eso que vean cómo les va. Y como ellos me conocen, y que hasta aquí no les he dicho cosa que no haya salido así, y héchola yo de la mesma manera, temieron y temen en verdad, y respondieron quieren servir muy bien en todo lo que yo les mandáre. Y ni con esto me engañarán, que yo dejaré aquí recaudo hasta que venga gente, y despues de seguro lleve toda la que hay, y servirán ellos á la ciudad de Santiago con algún tributo á sus amos: y con tener tambos en el camino. Y así me parto y vuelvo á ella con la bendicion de Dios y de V. M., que le suplico me alcance, cuya sacratísima persona por largos tiempos guarde Nuestro Señor con la superioridad y señorío de la cristiandad y monarquía del universo.

Desta ciudad de la Serena, á 4 de setiembre de 1545. —
S. C. C. M. — Muy humilde súbdito y vasallo de V. M., que
sus sacratísimos piés y manos besa.

PEDRO DE VALDIVIA.



EL P. DE BETANÇOS.



BETANÇOS (LE P. DOMINGO DE)

MISSIONNAIRE ESPAGNOL, NÉ A LÉON VERS LA FIN DU QUINZIÈME
SIÈCLE, MORT EN 1549 (1).

1545. Il étudia d'abord le droit à Salamanque, et vint ensuite à Rome se fixer dans un couvent de l'ordre de Saint-Benoît, qu'il quitta bientôt pour se réfugier dans la petite île de Ponca, située à quatre ou cinq lieues de Naples. L'île était habitée depuis longtemps par des ermites, qui s'y étaient logés dans des cavernes spacieuses et saines. Le nouveau solitaire choisit, pour en faire sa demeure, une grotte humide où en peu de temps il fut frappé de vieillesse anticipée. Des pêcheurs charitables le décidèrent à aller habiter une autre caverne, et il demeura à Ponca cinq ans entiers dans une réclusion absolue. Le souvenir d'un homme qu'il vénérât et qui avait embrassé la vie religieuse, l'arracha à cette vie ascétique; il voulut revoir Pedro de Arconeda, et il se dirigea vers l'Espagne en vivant d'aumônes. Arrivé à Léon, où demeurait encore son père D. Gabriel de Betanços, il se présenta devant la maison paternelle, de-

(1) *Bibliographie générale* publiée par MM. Firmin Didot frères, sous la direction de M. le docteur Hoefer. Tome V.

mandant humblement le viatique qu'on accordait jadis si facilement aux moines espagnols, et qui lui fut refusé. Les changements amenés par ses austérités l'avaient fait méconnaître complètement. Il fut ordonné prêtre à Séville, et se rendit à Hispaniola vers 1514, c'est-à-dire vers le temps où l'évêque Géraldini songeait à catéchiser les Indiens.

Betanços fut donc témoin des cruautés qui dépeuplèrent avec tant de rapidité les campagnes de Saint-Domingue. Pas plus que le jeune Las Casas, il ne put demeurer le spectateur impassible de ces horreurs. A cette époque déjà, on ne pouvait reconnaître l'inutile solitaire de l'île de Ponca, fuyant naguère la société des hommes : sans cesse en compagnie des Indiens, Betanços apprenait leur langue, les catéchisait, et tâchait de sauver ceux qu'il ne pouvait toujours arracher au supplice. Bientôt le Mexique offrit un champ plus vaste à ses travaux ; il résolut de s'y rendre, et il arriva à Mexico avec quelques-uns de ses frères, le 23 juin 1526. Il y avait deux ans que les franciscains l'avaient précédé dans cette ville, où tout rappelait encore l'ancienne magnificence des Astèques, mais où tout attestait l'impitoyable cruauté des conquérants.

Bien qu'il eût été abandonné dès l'origine par ses frères, Betanços n'en fonda pas moins, pour la gloire de l'ordre auquel il appartenait, la province de Santiago de Mexico. On voulait lui accorder quatre villages pour subvenir aux besoins naissants du couvent ; il rejeta ces commanderies, qui rappelaient le dur esclavage des Indiens, et prétendit ne devoir sa subsistance qu'aux aumônes volontaires des conquérants et des catéchumènes, qu'il confondait dans sa charité. L'horticulture était son seul délasement et parfois son unique ressource : telle était son austérité néanmoins qu'il ne goûta jamais aux fruits de ce beau jardin de Tepetlaotzoc, dont les arbres magnifiques avaient été plantés par lui. Un peu de maïs, quelques racines, lui suffisaient ; et cependant il avait été promu dès l'origine aux dignités de l'ordre. Il s'en démit en 1528 ; puis il alla fonder un autre couvent à Guatemala, et ne franchit le désert de Mexico qu'à l'époque où l'indépendance du couvent fut menacée par la

1549.

maison de Saint-Domingue, qui élevait des prétentions de suprématie. Betanços s'embarqua alors pour l'Europe, et alla, en 1531, faire valoir les droits de ses frères à Rome. Il obtint ce qu'il souhaitait, et retourna immédiatement en Amérique. En 1535, il était élu canoniquement comme provincial.

C'est l'époque glorieuse de sa carrière; car le reste est dévolu pour ainsi dire à l'ascétisme et à l'extase. S'il y avait dans le nouveau monde un lieu qui pût attester aux Européens les développements intellectuels de la race indienne, c'était certainement l'ancienne Tenotchtlan et Tescuco, l'Athènes américaine. L'avarice des conquérants ne tint compte ni des monuments fastueux de ces peuples, ni des travaux scientifiques dont le *Temotchli* ou le livre divin était, dit-on, le dépositaire; elle insinua d'abord et ensuite prétendit prouver que la race indienne pouvait être opprimée sans remords, parce que Dieu avait dédaigné de lui accorder une âme raisonnable. Le solitaire de Ponca n'alla pas lui-même à Rome plaider la cause des Indiens, comme l'ont dit plusieurs historiens; mais il expédia vers le saint-siège un noble et zélé religieux, F. Domingo de Minaya, qu'il avait investi de sa confiance, et dans lequel il avait reconnu tout le feu de sa charité. Grâce à l'envoyé de Betanços, en l'année 1537, Paul III promulguait la bulle qui rappelait aux chrétiens que les Indiens étaient leurs frères, et qui, par ce seul acte, condamnait leur cruauté. Cette bulle, trop peu connue, commence par ces belles paroles: *Veritas ipsa, quæ nec falli nec fallere potest*, et annonce au monde chrétien que tous les hommes ont été conviés à entendre la parole du Christ et à profiter de ses bienfaits.

Après avoir répandu dans toute l'Amérique méridionale cette bulle fameuse, dont les prescriptions furent si peu exécutées, Betanços refusa l'évêché de Guatemala, pour lequel il avait été présenté par Charles-Quint, et il cessa même, par humilité monastique, d'occuper les fonctions de provincial. Vers la fin de sa carrière il était dévoré du désir de passer aux Philippines pour de là se rendre en Chine et peut-être aux Indes; car la bulle parlait des Indiens orientaux comme des Indiens du nouveau

monde. L'évêque de Mexico, Zamarraga, brûlait de le suivre et prétendait l'imiter dans l'abandon de l'épiscopat. Ni lui ni le pieux dominicain ne purent réaliser ce projet. Les définiteurs de l'ordre déclarèrent que Betanços ne devait pas songer à ce surcroît de travaux apostoliques. Il se résigna sans murmure, mais il voulut revoir l'Europe, et il partit pour l'Espagne avec un religieux qu'il aimait et qui portait le beau nom de Vicente de Las Casas. Ils débarquèrent à San-Lucar au mois de juillet 1549 ; le mois suivant, Betanços expirait dans le couvent de Saint-Paul, à Valladolid.

1549.

FERDIN. DENIS (1).

(1) *Historia de la fundacion y discurso de la provincia de Santiago de México de la orden de predicadores*, por maestro frey Agustin Davilla Padilla ; 2^e édit. Brussellas, 1625, in-fol., écrite vers 1594. — Vasconcellos, *Chronica da compankia do Jesu*, in-fol. — Ternaux-Compans, *Pièces sur le Mexique*, in-8°.



COSTA RICA



CAPITULACION

HECHA POR EL ILUSTRE SEÑOR LICENCIADO DIEGO GARCÍA DE
PALACIO,

Oidor de la real audiencia de Guatemala en nombre de S. M., por la facultad que le fué concedida para ello, con el capitan Diego López, vecino de la ciudad de Trujillo de la provincia de Hondúras, para el descubrimiento, pacificacion y poblacion de la provincia de Costa Rica. En la ciudad de Santiago de Guatemala, á 4 de diciembre de 1576.

1576.

4 diciembre.

En la ciudad de Santiago de Guatemala, á cuatro dias del mes de diciembre de mil y quinientos y setenta y seis años, por presencia de mí Francisco de Santiago, escribano de cámara de la audiencia y chancillería real que en la dicha ciudad reside, é mayor de gobernacion en su distrito por Su Majestad, é de los testigos yuso escritos, el ilustre señor licenciado Diego García de Palacio, oydor por S. M. en la dicha real audiencia, en virtud de una real cédula de S. M. emanada de los señores del real consejo de las Indias é dirigida á los señores presidente é oidores de la dicha real audiencia y de la comision que en ella le fué dada para que la cumpla é haga lo que por ella S. M. manda, su tenor de la cual dicha comision y cédula real es como se sigue :

1576.

EL REY. Presidente é oydores de la nuestra audiencia real que reside en la ciudad de Santiago de la provincia de Guatemala, por parte del capitan Diego López, vecino de la ciudad de Trujillo, de la provincia de Hondúras, se nos ha hecho relacion que conviene y es muy necesario al servicio de Dios Nuestro Señor é nuestro se conquiste é pueble de Españoles la provincia de Lataguzgalpa, que se llama el Nuevo Cartago, que es en la dicha provincia, en el cual muchos años há se pobló la ciudad llamada Delgueta, que despues fué desamparada por no se poder sustentar á causa de la mucha fuerza de los naturales, é que siendo nos servido de le mandar encomendar la dicha poblacion, se ofreceria de hacerlo dentro de quatro años y á su costa, haciéndoseles las mercedes que habemos mandado hacer al capitan Diego de Artieda, á quien encomendamos el descubrimiento é poblacion de la provincia de Costa Rica, é habiéndose visto é platicado sobre lo susodicho en el nuestro consejo de las Indias, fué acordado que debíamos mandar dar esta nuestra cédula, é nos lo habemos tenido por bien, é os mandamos que luego como la veáis, capituléis con el dicho capitan Diego López sobre la dicha poblacion conforme á la instruccion é ordenanzas de nuevas poblaciones; é hecha la dicha capitulacion, ántes que se ponga en ejecucion, nos la enviaréis con vuestro parescer dirigida al dicho nuestro consejo, para que en él se vea y provea lo que convenga.

Relacion que hizo
D. Diego López.

Ciudad llamada
Delgueta.

Ofrece Diego López
poblar dentro
de quatro años
y á su costa.

Manda el consejo
de Indias
que se haga
conforme
á lo pedido.

Fecho en Madrid, á 10 de hebrero de mil é quinientos y setenta y seis años. — Yo EL REY. — Por mandado de S. M., Antonio de Erasso.

En la ciudad de Santiago de Guatemala, á veinte y seis dias del mes de noviembre de mil é quinientos y sesenta y seis años, en acuerdo se comete al licenciado Palacio para que lo haga é trate como S. M. lo manda.

Comision
dada al licenciado
Palacio.

Por ende, en cumplimiento de la dicha real cédula y comision suso incorporada, é por lo que toca al servicio de S. M., siendo presente el capitan Diego López, vecino de la ciudad de Trujillo de la provincia de Hondúras, y estante en esta corte,

1576. á quien yo el dicho secretario doy fe que conozco, dijeron que hacian é hicieron las capitulaciones siguientes :

Tenor
de las
capitulaciones.

Que por cuanto el dicho capitan Diego López con el deseo del servicio de Dios Nuestro Señor é de S. M. é que nuestra santa fe católica sea ensalzada y las rentas y patrimonio real aumentado, suplicó á S. M. le hiciese la merced que en la dicha real cédula se contiene, en ejecucion é cumplimiento de lo que en ella se ofreció, se convino é concertó con el dicho señor, oydor en nombre de S. M., en la manera y forma siguiente.

Á lo que se obligó
D. Diego López.

Primeramente el dicho capitan Diego López se obligó de ir por su propia persona á poblar é pacificar la provincia de Lata-guzgalpa á su propia costa é imiscion, sin que S. M. sea obligado á le socorrer de cosa alguna de su real hacienda, é para el dicho efecto se obligó de á la dicha su propia costa, espensa y imiscion de llevar para la dicha pacificacion é jornada las cosas siguientes :

Lo que habia
de llevar consigo.

Una zabra de veinte y cinco toneladas de porte de vela é remo, con otro bergantin menor que ella, bien calafateadas, artilladas é proveydas de velas, jarcias, cables, anclas, con los marineros é gente de la mar, é todas las demas cosas que fueren necesarias para su servicio é gobierno, sin que les falte cosa de lo que hobieren menester para la dicha jornada.

Tiempo
en que se obligó
á partir del puerto
de Trujillo.

Otrosí el dicho capitan se obligó que demas de la dicha gente de la mar estando á punto para la dicha jornada, llevará en la dicha zabra é bergantin sesenta hombres útiles para la guerra siendo necesaria, y tales personas que pueden servir para la poblacion é pacificacion de la dicha provincia, con los cuales se obligó de partir del dicho puerto de Trujillo, donde es vecino, dentro de un año despues que le fueren entregadas la merced é provisiones y órden de S. M. que fuere servida de le dar para la dicha navegacion, sin se ocupar en otra cosa ni desviarse de la dicha navegacion y derrota, y que llevará los dichos hombres proveidos de las armas necesarias, es á saber : cada uno de ellos ha de llevar su espada y daga buena y bien adereszada, y entre todos cuarenta arcabuces buenos y bien adereszados, é treinta ballestas buenas y bien adereszadas, é

Se obliga á llevar
60 hombres
de tropa, etc.

otras tantas rodela; todo ello bien puesto é de manera que sea útil é de provecho, é mas todos los pertrechos é cosas necesarias para la dicha poblacion é pacificacion.

1576.

Pertrechos
necesarios.

É otrosí se obligó á llevar veinte partezanas buenas é bien enastadas, y los aderezos y herramientas é demas cosas que fueren menester para la conservacion y sustento de todas las dichas armas, con mas seis quintales de pólvora fina y bien acondicionada para el servicio de los arcabuces, demas y aliende de la pólvora que bastantemente se obligó de llevar para los tiros de la dicha zabra é bergantin; é para que conste á Su Majestad en como habiendo efecto las dichas capitulaciones, como aquí irá declarado, cumplo con todo lo que ha de ser á su cargo, ha de ser visitado ántes que se haga á la vela; y quiere que se visite por la justicia mayor de la dicha provincia de Hondúras, la cual en la dicha visita ha de hacer memoria de la dicha gente en particular é inventario de las armas y demas cosas que aquí se obliga de llevar á la dicha jornada; y compelle á que si alguna cosa faltase lo cumpla, por manera que entera y cumplidamente lleve todo lo contenido en esta capitulacion.

Cantidad de pólvora
que habia
de llevar consigo.Inventario
que se habia
de hacer.

Item: demas de lo suso dicho, el dicho capitan ha de llevar é tener por todo el tiempo que residiere en la dicha provincia de Lataguzgalpa en la poblacion y pacificacion de ella, é que no se cogieren frutos de la tierra, todos los mantenimientos de pan y carne que fueren necesarios para la dicha gente, así de la mar como de la tierra, teniendo como para ello ha de tener la dicha zabra ó bergantin en pié y bien aderezados, para que con ellos ó el que de ellos fuese menester, embie por los dichos bastimentos y demas cosas de que tuviere necesidad para la dicha pacificacion é poblacion é sustento de la gente que allá anduviere, y así mesmo para costear, ver y saber los puertos y lugares de la dicha costa é defenderla de algunos corsarios enemigos, si á ella ocurriesen é vinieren.

Viveros necesarios.

Uso
que se ha de hacer
de los dos buques.

Item, que costeadá la dicha provincia, en el puerto mejor ó mas cómodo que en ella se halláre para la poblacion é pacificacion de los naturales de ella, que se pretende en lugar de buen

1576. sitio y disposicion, ha de hacer un asiento y disposicion y poblacion, y en él un fuerte de tropas y tapias que le pareciese conveniente para defenderse de los naturales de la dicha provincia, si le quisieren ofender, y del dicho asiento y fuerte pueda tratar la amistad y comercio con los dichos naturales.
- Establecimiento de un fuerte.
- Obligacion de hacer pacificacion.
- Item*, que en cuanto é así fuere, el dicho capitan Diego López trate é procure que el dicho descubrimiento é pacificacion se haga con la gente de la dicha provincia con toda paz é cristianidad, para que Dios y Su Majestad sean servidos; y haciéndolo así, hará guardar las ordenanzas é instrucciones fechas por Su Majestad é mandadas guardar en los nuevos descubrimientos é pacificaciones y poblaciones que en estas Indias se han hecho, que para el dicho efecto le serian entregadas, é haziéndose de parte del dicho capitan Diego López de suso contenido; é para que con mas ánimo é voluntad de su parte y de la gente que con él fuere, pueda hacer la dicha pacificacion é poblacion y se pueda sustentar en aquella tierra, Su Majestad siendo servido le hará y ha de hacer las mercedes siguientes :
- Diego López es nombrado gobernador y capitan general.
- Primeramente, le hará Su Majestad gobernador é capitan general de la dicha provincia, que es toda la tierra que se incluye desde la Boca del Desaguadero á la parte del norte, hasta la Punta del Camaron en el mismo rumbo donde comienza la provincia de Hondúras con toda la demas tierra adentro, hasta confinar con la que ahora es término y jurisdiccion de la provincia de Nicaragua y Nueva Segovia, y lo que es de la de Hondúras, la cual dicha gobernacion el dicho capitan Diego López ha de gozar por todos los dias de su vida con dos mil ducados de salario pagados de la hacienda y frutos que perteneciéren á Su Majestad de la dicha provincia; y no los habiendo, Su Majestad no ha de quedar obligado á pagar cosa alguna del dicho salario; y despues de muerto el dicho Diego López, ha de suceder en la misma merced el hijo ó yerno mayor que le sucediere, si fuere tal persona en quien subcediere y concurran las calidades necesarias, siendo Su Majestad de ello servido.
- Poder y facultad dados á López.
- Item*, Su Majestad le dará al dicho capitan Diego López poder é facultad para que él pueda repartir y reparta en las personas

beneméritas que le ayudaren en la dicha pacificacion é poblacion de la dicha provincia los repartimientos de Indios de ella, segun sus méritos é calidades, como lo han hecho los demas gobernadores que han conquistado é pacificado otras provincias en estas partes, y de los dichos Indios pueda poner en su cabeza del dicho capitan Diego López por dos vidas un repartimiento é dos, como no excedan á la décima parte de los Indios é naturales que pacificáre ó redujere al servicio de Su Majestad, é que no obstante el dicho repartimiento ó repartimientos que pusiere en su cabeza, pueda tener é gozar los Indios é repartimientos que ahora tiene por merced de Su Majestad en la provincia de Hondúras, donde es vecino, y despues de él muerto asimismo le pueda subceder el hijo ó yerno que, segun lo proveido por Su Majestad cerca de las sucesiones de Indios, le puede ó debe subceder.

1576.

Item, se le dará por S. M. licencia é facultad para que pueda repartir en la dicha provincia solares y caballerías de tierra y estancias, segun lo hacen y S. M. lo tiene ordenado á los demas gobernadores de estas provincias, é para que el mismo capitan Diego López para sí y sus herederos y subcesores perpetuamente pueda tomar y escoger en la parte que bien visto le fuere de toda la dicha provincia diez leguas en latitud é otras tantas de longitud, como no sea en la costa é puertos de la mar, porque estos todos han de quedar para S. M., é pacificada la dicha provincia, S. M. le ha de dar de la dicha tierra el título que fuere servido.

Facultad
de repartir
tierras solares
y estancias.

Item, que S. M. le hará merced que de todo el oro y plata que se sacáre en la dicha provincia de Lataguzgalpa no se pague por sus derechos reales mas que la veintena parte por tiempo y espacio de veinte años, despues que entráre y asentáre en la dicha provincia, para que el dicho capitan y los demas pobladores se animen á la poblacion y pacificacion de ella y á buscar el dicho oro y plata.

Otras gracias.

Item, que en el entretanto que S. M. provee oficiales para el gobierno y administracion de su real hacienda, se le dará licencia al dicho capitan para que los pueda nombrar y dar fa-

Diego López
facultado
para nombrar
oficiales.

1576. cultad para usar sus oficios, en el entretanto que S. M. los provee, y los proveidos lleguen á servir en ellos.

Obligacion
de López
de ir en persona
á la pacificacion
y cumplimiento
de todo lo que
precede.

Item, que el dicho capitan Diego López por su propia persona ha de hacer la dicha jornada é cumplir todos los capitulos ántes de este, sin cometello ni encomendallo á otra tercera persona, y él con los dichos sesenta hombres estará entendiendo en ella por tiempo y espacio de cuatro años, contados desde el tiempo que tomáre puerto y hiciere poblacion en la dicha provincia, y en todo el dicho tiempo tendrán los dichos hombres las dichas armas y los mantenimientos de que tuvieren necesidad, como dicho es, sin que falte cosa alguna.

Obligacion
dentro de los 4 años
de poblar otro sitio.

Item, que dentro de los cuatro años dichos sea obligado el dicho capitan Diego López á poblar y pueble en nombre de S. M., aliende del sitio é poblacion dicha, otro pueblo en otro puerto de mar donde le pareciere mas cómodo, para el seguro de la dicha provincia é comercio que en ella podrá haber, y para la prosecucion de la dicha pacificacion y poblacion que se pretende.

Á qué se obliga
Diego López.

É para que de parte del dicho Diego López se cumpliera todo lo suso dicho, se ha de obligar por su persona y bienes que haciéndole S. M. merced de pasar por esta capitulacion, venida que sea, ántes que haga la dicha jornada, dará fianzas en cantidad de cuatro mil ducados, legas, llanas y abonadas, á contento de esta real audiencia, ó del gobernador de la provincia de Hondúras, con que si en la prosecucion de la dicha jornada ántes de habella acabado y cumplido de su parte y hecho lo que queda obligado á hacer, muriere, sus fiadores y herederos no queden obligados á hacer mas de lo que hasta entónces estuviere hecho.

Promesa
de cumplimiento.

Y el dicho capitan Diego López dijo é otorgó que siendo S. M. servido de le hacer merced, se guarde y cumpla todo lo que en su real nombre el dicho señor oydor ha con él capitulado como de suso se contiene, él por su parte se obligaba, é obligó de cumplir todo lo de suso contenido en lo á él tocante, sin que falte cosa alguna, é que haciéndole S. M. merced de pasar por la dicha capitulacion, venido que sea, y ántes de hacer la di-

cha jornada, dará fianzas legas, llanas y abonadas, en cantidad de cuatro mil ducados de buena moneda de Castilla, á contento de la dicha real audiencia ó del gobernador de la dicha provincia de Hondúras; y si la dicha fianza no diere en la forma que dicha es, que luego en como los dichos recaudos hayan venido, y le sean entregados, no cumpliendo con todo lo de suso contenido, los pagará llana y realmente por su persona y bienes muebles y raíces, habidos y por haber, que para ello obligó, para que siendo S. M. servido que otra persona haya la dicha jornada, se le den y entreguen, y para que se haga de ellos aquello de que su real voluntad mas se sirva, para lo cual así cumplir é pagar y haber por firme, dió poder cumplido á cualesquiera justicias y jueces de S. M. y en especial á la dicha real audiencia, á cuyo fuero ó jurisdiccion se sometió con su persona y bienes, é renunció su propio fuero é jurisdiccion, domicilio y vecindad, y la ley *Si convenerit*, para que por todos los remedios y rigores del derecho é via ejecutiva, y como por sentencia pasada en cosa juzgada le compelan y apremien á la paga é cumplimiento de lo que dicho es, y renunció en esta razon, y lo firmó de su nombre, y el dicho señor oydor: siendo testigos Francisco de Palácios é Martin Orozco é Juan de Santiago, estantes en esta dicha ciudad. — El licenciado Palácios. — El capitan Diego López. — Pasó ante mí: Francisco de Santiago.

Yo Francisco de Santiago, escribano de reinos de S. M., de la audiencia é chancillería real de la ciudad de Santiago de Guatemala, escribano de su gobernacion é distrito por S. M., fice escribir como ante mí pasó y fué presente á lo en ella contenido, y fice aquí mi signo, que es testimonio de verdad. — Francisco de Santiago (1).

(1) Hállase copia testimoniada en el Archivo general de Indias, entre los papeles que se trajeron de Simánkas.



ESPAÑA É INGLATERRA.



RELACION

Que se ha de enviar á la real audiencia de Quito en lo sucedido en la victoria de la isla de la Puna contra los Ingleses.

Salida de Guayaquil.	Primeramente se salió de esta ciudad de Guayaquil para la isla de la Puna miércoles diez de junio, víspera de san Bernabé.
Llegada al embarcadero oculto.	Llegóse al embarcadero oculto el propio dia á média noche, y se llegó á la estancia que se dice los Guayabales, média legua de los enemigos, donde se hizo alto aquella noche y se despacharon dos centinelas al campo del enemigo.
Salida en órden y llegada á vista de los enemigos.	Otro dia siguiente viérnes doce del dicho, salió del dicho puerto á las dos de la mañana, con el dicho campo en órden, y se llegó á vista de los enemigos, ántes que amaneciese una hora, y se emboscó la gente con órden; y siendo ya de dia se alzó el campo y fué marchando con todo el silencio por la parte de la atarazana que está junto á la casa de D. Francisco, y á la entrada de la dicha atarazana se dió el Santiago en una centinela que estaba, la cual murió, y se siguió al alcance, saliendo
Se dió la batalla.	todos juntos á la plaza, y así se dió la batalla con todos los enemigos que estaban en la iglesia y en la dicha casa y en una herrería que los enemigos tenían hecha que toda estaba en la plaza á la lengua del agua, donde estaban surtos los navíos con toda la artillería asestada en la dicha plaza, casa é iglesia: duró la refriega dos horas, donde se escaramuzó con los enemigos de tierra y mar, y al embarcar de la chalupa y pelea de la escara-
La refriega duró dos horas.	

muza y en la iglesia y casas moririan mas de treinta Ingleses, y en esto hay pareceres fueron mas los que murieron; tomáronse vivos cuatro, que están dos de ellos en poder del capitán Juan de Galarza, y los otros dos en el mio: tiraron de la mar estando en la escaramuza muchos tiros de artilleria y mosquetes á la plaza donde fué la dicha escaramuza; fué Nuestro Señor servido, no hiciese daño en los nuestros mas de en un soldado llamado Betánzos, de la compañía que vino desa ciudad, que murió de un balazo, sin otros cinco ó seis soldados que salieron heridos; el daño que se le hizo al enemigo es el siguiente:

Primeramente se les quemó la lancha que estaba varada en tierra con dos tiros.

Daño
hecho al enemigo.

Quemáronseles las velas que tenían en tierra aderezándose. Quemáronseles las pipas que tenían en tierra para hacer aguaje, que serian casi treinta, con mas de seiscientas botijas que les quebramos de agua.

Toda la herramienta de la fragua se les desbarató.

Tomáronseles hasta veinte mosquetes, sin otras partesanas y escopetas con otras armas.

Un negro que lo tenían cautivo que lo habían tomado en la costa de Lima y se les había huido en esta isla, y salió á nosotros en sabiendo éramos Españoles, diónos aviso tenían en su armada los enemigos doscientos hombres de guerra sin gente de mar; traer tres navíos, que el uno, que es capitana, muy bueno y grande, y la almirante mas pequeño, y otro barco y una fragata pequeña que trahe por patax, y la lancha que les quemamos.

Un negro
se escapa
de los Ingleses
y se refugia
con los Españoles.

Noticias
que les da el negro.

Salimos de esta ciudad para la Puna como ochenta hombres con los de esta ciudad y los de la compañía del capitán Juan de Galarza, partímonos luego para esta ciudad, porque nos dió el negro por aviso que este domingo siguiente pensaban venir á esta ciudad á darle asalto, y así nos dimos prisa para guardarla y nos retiramos con esta presa.

Salida
para la Puna.

Aviso
dado por el negro.



PROVINCIA DEL URUGUAY.



DESCRIPCION DE LA PROVINCIA DEL URUGUAY

Escrita por el venerable Padre Roque González al Padre provincial Nicolas Duran. Su fecha en la Reduccion de los Reyes y noviembre 15 de 1627.

- 1627.** Uruguay. — Leguas. — De largo, trescientas; de ancho, doscientas leguas. Desde Buenos Aires hasta la boca del Ibicuín y
- 15 noviembre:** Reduccion de los Reyes ó Japeyú, hay cien leguas bien hechas; y desde dicha Reduccion hasta la cordillera, diez leguas arriba de la de San Nicolas, hay cincuenta leguas, que son la mejor parte de toda esta provincia. Luego siguen otras cincuenta leguas de montaña cerrada con bosques hasta salir á los campos de hácia Guáyra. De allí hasta confinar con tierras del Brasil habrá bien cien leguas, que vienen á ser todas las trescientas leguas dichas. Desde los Reyes hasta San Nicolas cincuenta leguas, y lo mejor de todo el Uruguay. Acá en Indias se llaman montes y montañas las selvas y bosques. Vide Rodríguez, contistor del Marañon; Zamora, contistor de Quito; Meléndez, thesor verdadero de las Indias; Calancha, contistor moralizo é alios gentes.
- Extension de las montañas.** Todas estas trescientas leguas están pobladas de Indios, pero muy esparcidos; y así en toda esta provincia, á lo mas largo, no habia mas de *veinte mil* Indios poco mas ó ménos; todos
- Largura y anchura.**
- Poblacion de Indios.**
- Su ocupacion.**

labradores, excepto otra de dos ó tres mil Indios que habrá en las primeras *cien* leguas de Buenos Aires á dicha Reduccion de los Reyes, que por ser todos campos y no haber montañas, no hay gente labradora, porque toda es gente *lulle*, que se sustenta con solo cazar y pescar. Es en toda la provincia veinte mil Indios, labradores todos, ménos los tres ó cuatro mil de las primeras cien leguas. *Lulle*, lo mismo que flojo en quichua, de *llúlú*, tierno. Antonomatice una parcialidad de naciones de estero, y el Chaco : *Quos P. Lullios appellat hist. Parag.* Y el synodo 4 de Tucuman *sub illustrissimo D. Fr. Fernd. Trexo* : AL CURA DE LOS LULLES SE LE DARÁ MEDIO PESO, POR SER GENTE HARAGANA Y FLOJA, etc.

1627.

Campos, rios, islas, montañas. — Luego, *id est* despues de aquellas cien leguas que hay desde Buenos Aires á los Reyes, las cincuenta leguas que dije era lo mejor de la provincia de Buenos Aires, campos, islas, montañas y rios; y así es toda gente guaraní y labradora la que la habita. Número de Indios que habitan dichas cincuenta leguas, y los del Ibicuití, y habrá de seis á siete mil Indios en él, poblados; porque los que dicen del Ibicuití son cuatro ó cinco mil, pero no hay uno solo sobre el rio Ibicuití, porque todos están poblados á las faldas de una cordillera montuosa, que subiendo por ella enta (?) leguas de esta Reduccion de los Reyes, va á dar á la mar en el Albiaca, y sobre los riachos que de ellos, la mar, y otros al Ibicuití.

Número de Indios.

Ibicuití, su nacion, habitan aquellas cincuenta leguas cuatro ó cinco mil. Ningun Indio sobre el rio Ibicuití, todos á la falda de una cordillera y sobre riachos. Tape. Y así todos los Indios del Tape son como mil Indios, están poblados sobre dos riachos, que el uno de ellos se dice *Tebiquari* y el otro *Urubugua*, que salen al Ibicuití, y son los que le trajinan; y parte de ellos están poblados en las faldas de la cordillera dicha Tape, como mil sobre dos riachos, *Tebiquari* y *Urubugua* salen del Ibicuití.

Indios del Tape.

Vertientes y rios despues del Tape. — Ubi, de los rios *Tebiquari*, *Cayysi*, y *Icay*, é Indios poblados sobre ellos. Luego despues del Tape son ya aguas vertientes á la mar. De los que están poblados de Indios son *Tebiquari*, *Cayyi*, *Jay*. Y este pos-

Vertientes y rios
despues del Tape

1637.

Por donde entraban
los Portugueses
en navíos pequeños.

trero es el principal; rios despues del Tape, Cayyi, y Jay : este segundo principal. (Portugueses por el Jay, rio : y por donde (*id est*, por el dicho Jay) me dijeron los Indios, entraban los Portugueses en navíos pequeños (estando los grandes en alta mar) á rescatar con ellos, trayendo muchas ropas de paño que yo tenía la mia (que era de cordellate) y muchos chapeos (que así me nombraron los sombreros), y que traían muchas cosas. Por el Jay navíos portugueses, rescataban con los Indios ropa, etc. Parece falta de que, etc. Sotana de venerable padre de cordellate; chapeos nombraron aun los Indios los sombreros. Un Jubas del venerable padre de cordellate, forrado con bayeta de la tierra, se venera hoy en Córdoba.

Desengaña el venerable padre del falso rumor de mayor número de Indios que comunmente se decia haber en el Ibicuití, estas son las millaradas de Indios que á los gobernadores dicen hay en el Ibicuití; que yo para mí nunca entendí eran tantos, como he visto y dicho, etc. Otispanice hechas por copas, millaradas decian los seculares que habia de Indios en el Ibicuití; es falso.

Verdadero
número de Indios
existentes,
reducidos
y por reducir.

Indios de la Concepcion, San Nicolas y San Xavier reducidos, y su número y el de los por reducir el Piratini y Iyú, hasta la cordillera del Tape. — Luego hay otros dos mil Indios, que con los de la Concepcion, San Nicolas y San Xavier, que son los reducidos mil Indios, y los otros mil están por reducir, el Piratini y Iyú arriba hasta dar con la cordillera del Tape. Indios reducidos mil, en la Concepcion, San Nicolas y San Xavier. Por reducir otros mil, el Piratini y Iyú arriba. Indios de aquellas cincuenta leguas de montes y número. Despues se siguen las otras cincuenta leguas de montaña, otros tres mil Indios que trajinan el rio Uruguay. Otros tres mil en las cincuenta leguas de montaña que trajinan el Uruguay, Birayaras; y entre estos entran los Birayaras, que son labradores, y están en las montañas dichas. Entre esos los Birayaras, Indios Ibirayaras, son otros de lengua diferente que la guaraní, hácia la Villa Rica. *Vide Synod. 2 Parag., sub Ilmo. D. Fr. Christo Arestegui*, jun. 30 de 1634, tit. primero, *fine*.

Indios del Campo ó Abamiris, y su número. — Luego se siguen los Indios que dicen de el Campo, y los Indios dicen Abamiri, los cuales y sus tierras no he visto; pero es cosa cierta, y vista que son muchos, y los mas de la provincia. Y así juzgo que serán diez mil, poco mas ó ménos, con los cuales vienen á ser por todos los veinte mil Indios labradores que tengo dicho: Indios del Campo, ó Abamiri, como diez mil. Vuelve el venerable padre á desengañarse que no hay mas Indios en todo el Uruguay, y expresa su fundamento bien digno de notar. Y no hay (prosigue) que imaginar que hay mas (Indios), porque los que dicen y han dicho son cien mil Indios los que hay en esta provincia, han hablado y hablan desde talanquera, sin haberlos visto ni sus tierras, sino solamente informados de Indios, que no saben decir verdad: de cuatro dicen que son muchos, y de ciento que son como las yerbas del campo, etc.

1627.

Indios del Campo.

Esta es la relacion cierta que puedo dar á Vuestra Reverendísima y la que he dado al señor gobernador; y entiendo que no hay otra cosa. Vengamos ahora, etc., sobre lo proclive del Guaraní á la mentira, y recato con que se debe vivir entre ellos y creerlos. *Vide pulchra e veriss* in P. Sim. Vancel. vita. V. P. los Anchet., lib. V, cap. iv, n° 8. Tupis y Guaranis ejusdem furfuris, semper mendaces, etc.*

Describe la forma y por dónde se ha de entrar á reducir y poblar dicho gentío.

Cómo
se ha de entrar
á reducir los Indios.

Vengamos agora á la substancia de la cosa, que es cómo se reducirá esta gente, y por dónde la entraremos: porque por el río Ibicuití sabemos y hemos visto ya que no hay un Indio. Ni podemos llegar por él á sus pueblos, salir á la mar, porque á las sesenta leguas donde está su boca, se acaba lo navegable, y todo lo demas son pantanos de donde su origen. Y así es fuerza buscar por dónde entrar á hacer nuestras reducciones de los cinco ó seis mil Indios que hay que reducir en este espacio de cincuenta leguas. Yo, como dije, he venido mirando y tanteando la tierra. Y así he visto que por donde hemos de comenzar esta conquista espiritual, es por la parte de San Nicolas, porque á lo mas largo habrá del Piratini (que es el riacho sobre

1627.

que está la reduccion de San Nicolas) veinte leguas al Tape , y por el Ibicuití hay de San Nicolas al Tape cien leguas , ántes mas que ménos, porque á la reduccion de los Reyes hay cuarenta, y de los Reyes al Tape sesenta. Fuera de esto , procuráremos de ir entablando nuestras reducciones cerca unas de otras, como comenzamos ya por aquella via, porque de la Concepcion de San Nicolas no hay mas de cinco leguas ; y adonde pretendíamos hacer otra hay otras cinco leguas. Y así con facilidad se proveerán las reducciones ; y lo principal que se ayudarán á reducir la gente, porque es cosa cierta que una reduccion hace la otra, y la otra á la otra : lo cual no puede ser si están veinte ó cuarenta leguas unas de otras , porque estaremos mil años en hacer las reducciones , como tenemos experimentado. Y créame V. R. que si no fuera esto, el Paraná estuviera hoy dia por reducir. Por todo lo cual, etc.

Determina
el venerable padre
partir
para San Nicolas.

Por lo dicho determina el venerable padre partir para San Nicolas á buscar puesto en que hacer una reduccion de quinientos Indios. Por todo lo cual, y por lo que he visto que en ninguna manera nos pueden venir por este Ibicuití á inquietar nadie, y que tenemos las espaldas seguras , no aguardo mas de que venga aquí el padre Tomas de Oreña (á quien ha sido fuerza mudar del Alcarai por su salud) , partirme luego juntamente con el padre Pedro Romero para San Nicolas, para de allí buscar puesto para reducir otra de cuatrocientos Indios que han sobrado de quinientos que se han reducido en aquella reduccion ; y si le hallamos , pasaremos adelante á hacer otra. Y de este modo cuando ménos nos pensemos, estaremos entre los del Tape, y alcanzaremos el fin que se pretende por otra via. Quiera el Señor darnos el acierto para su divino servicio. Tambien he escrito al señor gobernador, etc.

Necesidad
de dos poblaciones
españolas
en el Uruguay.

Representa el venerable padre ser muy necesarias en el Uruguay dos poblaciones de Españoles , que sean freno á la altivez é inestabilidad de su gente. Tambien he escrito (dice) al señor gobernador que para la conservacion y perpetuidad de la cristiandad de estos nuevos cristianos, y de las reducciones que se fueren haciendo en esta provincia, conviene mucho, y es nece-

sario se hagan dos pueblos de Españoles, y se señalen los puestos : que el uno es el Abiaca, puerto de mar, y que cae en el riñon de los Indios, que dicen del Ibicuití; y el otro junto á la reduccion de San Francisco Xavier, con los cuales dos pueblos se pondrán dos frenos á esta provincia. Así los cuales á cada paso han de disparar, porque está muy atrasado todo esto ; y así no hay miedo ninguno , y en no habiéndolo, no se puede hacer cosa buena.

1627.

Notable sentencia y digna de tal varon, á quien el Señor tomó por principal instrumento de la conversion de Uruguay, donde por ella derramó su sangre y dió su vida. Porque (prosigue inmediatamente) es cosa cierta que Nuestro Señor ha tomado este medio (del temor y miedo del Español) por sus secretos juicios para que estos pobres vengan á su conocimiento, y se haga algo con ellos. No siento otra cosa , ni he experimentado otra cosa en cuasi cuarenta años que los trato muy de cerca. Y así no puedo dejar de decir mi sentimiento á V. R. , que es padre de todos ; para que , como tal , provea de remedio en todo , etc. Cuánta verdad sea esta que dice aquí el venerable padre, lo enseña hoy la experiencia, y lo dejaron escrito nuestros primitivos padres.

Necesidad
de inspirar miedo
á los Indios
para convertirlos.

El P. superior Silverio Pastor, en un comun de cinco de mayo de 1660, por cierta avilantez de los del Córpus é Itapua, concluye : Con esto acabaremos de conocer la grande cortedad del Indio , y qué poco caso hace del bien que se les hemos hecho, y cuán poco le mueve : conoceremos tambien que todo género de Indios mas se mueve por apremio que por premio, mas por temor que con amor ; así lo practicaron nuestros primeros padres ; en cuantos razonamientos les hacian, les nombraban á Fernando Arias ; el gobernador primitivo fué mandárselo con dominio absolutamente : haced esto , ó lo otro ; miéntras no volviere este gobierno no se alcanzará cosa de ellos, etc. Hoy se leen las pláticas del venerable padre , en que á cada paso los amedrenta con la venida de Oternandarios.

Parecer
del padre superior
Silverio Pastor.

Solo el padre Francisco Cómbe es de la opinion contraria, Otiston de Mondan., contra el torrente de cuantos han escrito

1627.

El padre
Francisco Cómbe-
s de opinion
contraria.

de Indias. *Rustica gens pessima quadiris optima fleri. Ungentem pungit, pungentem rusticus ungit.* Todo lo hasta aquí escrito es del venerable padre Roque González, en la carta citada, despues de haber referido lo que le pasó á la vuelta del Ibicuití; sobre un desacato que cometieron allí los Indios; que por ser de mucha edificacion y que podrá servir de ejemplar á los padres que se emplean dichosos en semejantes nuevas conquistas, el modo con que dicho venerable padre se portó, ha parecido trasladar aquí fielmente la dicha carta desde su principio, que es del tenor siguiente :

Carta
del venerable padre
Roque González.

Al padre Provincial, etc. Patri, etc. Estando de partida para el Ibicuití del puerto de la reduccion de la Candelaria, escribí largo á V. R. de todo lo de por acá, y agora tambien lo hace por ser necesario. Y tomándolo un poco de atras digo : que viniendo bajando de la reduccion de la Concepcion á esta de los Reyes, recibí cartas de Buenos Aires y un billete del padre Pedro Romero en que me escribia y decia que habia malas nuevas de los del Ibicuití. Porque decia que habian hecho gran junta para venir á dar en esta reduccion, porque los de ella habian recibido á los padres y Españoles, pero que un buen cacique la habia deshecho; y que así no curáre yo de bajar tan presto hasta que se supiere la verdad del caso. Yo por el mismo caso apresuré mi viaje, y así llegué á esta reduccion adonde me informe, y todos me dijeron que era verdad; pero con todo, por entender que sería mentira, determiné (despues de haber encomendado á Nuestro Señor y consultádolo) ir á ver lo que habia.

Su viaje
por el
Ibicuití arriba.

Y así me parti luego, y habiendo caminado mas de veinte leguas por el Ibicuití arriba, me encontraron dos canoas de Indios, que el padre Pedro Romero habia despachado de esta reduccion á saber la verdad de lo sucedido; los cuales me dijeron me volviese, porque los Indios Serranos estaban bellacos. y habian venido, luego que yo salí de allá, á tratarme mal; y que como no me hallaron, quemaron la capilla y derribaron la cruz y la quemaron. Con esto estuve algo perplexo de lo que habia de hacer; y para determinarme me quedé aquel dia allí, y despues de haberlo encomendado á Nuestro Señor y dicho

misa sobre ello, me ví movido á proseguir mi viaje. Y así me determiné á pasar adelante á ver si podia remediar algo de tan mal y diabólico hecho. Y llegado que llegué al puerto de la reduccion, embié á llamar los caciques mas cercanos, los cuales vinieron y entre ellos el cacique Tabacau en cuyo pueblo sucedió el negocio; y preguntándoles sobre el caso, me respondieron que era verdad. Y riñéndoles por qué habian consentido tan gran maldad, me dijeron que no se habia hecho en su presencia, sino estando ausente, en casa de Nenados; y que así á su salvo pudieron hacer lo que hicieron; fuera de que eran muchos. Yo les exageré el negocio como era razon, y les dije que no habia de poner los piés adonde se habia hecho tan gran maldad, y así lo hice; tomando ocasion de eso para embiar á llamar á los caciques del Tape, para que me llevasen á sus tierras; los cuales vinieron á los cinco dias de mi llegada con mucha gente. Y habiéndoles hablado de Nuestro Señor y dicho á lo que venia y lo que habia sucedido, les propuse de que si gustasen me iria con ellos á sus tierras, los cuales todos repugnaron mi ida, pero al fin, despues de largas pláticas y grandes dares y tomares y muchas dádivas, Nuestro Señor, que lo puede todo, ablandó y movió á que me diesen bogabantes para que me llevasen á sus tierras, veinte leguas adelante de el puerto adonde sucedió la bellaquería. Ellos se fueron por tierra y yo por el rio Tebiquacuí, y á los cinco dias llegué al puerto, adonde me tenian hecha una capilla, porque no llegase á sus pueblos por el miedo y recelo que de los demas caciques lejanos tenian, por no saber cómo tomarian el haberme ellos trahido á sus tierras: yo por aquel dia condescendí con ellos; pero despues otro dia alcancé de ellos, y les persuadí con razones y ejemplos de otros caciques á que me llevasen á sus pueblos. Y así fuimos con mucho recelo de los Indios comarcanos y serranos, los cuales vinieron despues á verme, trayendo hijos y mujeres sin ningun recelo. Á los cuales todos, y á los que me trajeron, procuré ganar y aficionar á las cosas de nuestra santa féé, de que están remotísimos: pero por mucho que hice, no pude acabar con ellos, mi ovedado en sus tierras. Con todo yo me estaba reacio, y entre-

1627.

Llega
al puerto
de la Reduccion.

Manda llamar
á los caciques
del Tape
para ir
á sus tierras.

Procura ganar
los Indios
á Nuestro Señor.

1627.

Indios Capueras.

teniéndoles con esperanzas de mi vuelta ; pero que no habia de ser sin primero haver visto sus tierras: y me hice capaz de ellas , no sin dolor y compasion, porque en todo el Tape no hay puesto para siquiera reducir doscientas familias; porque como antiguamente debia de ser mucha la gente , destruyeron los montes, y los acabaron, y agora están hechos *Capueras*, y así labran entre cerros y peñascos. Por lo cual están en pueblecitos que los mas grandes son de cien Indios.

Al fin, vístolo todo y estando ya casi determinado de volverme (pero con alguna perplexidad) quiso Nuestro Señor quitármela y permitir que los Indios de la otra banda de la Cordillera hicieran junta para venir á dar sobre mí y robarme. Y poniéndose ya en camino , tuvimos aviso de ellos, y así les salieron al camino la gente que me habian llevado y se lo estorvaron , diciendo que ellos me tornarian otra vez , y que no hiciesen cosa que les costase caro ; con lo cual se volvieron , pero con amenazas que hicieron á mis huéspedes.

Utilidad
de este viaje.

Con esto ellos quedaron amedrentados mas de lo que estaban ; y yo me acabé de determinar acerca de mi vuelta , porque veia casi con evidencia ser aquella la voluntad del Señor, pues con haber hecho ántes mas que ménos de lo que estaba obligado , y haber puesto y arriesgado mi vida por dos veces, por no dejar y desamparar aquellas pobres almas , con todo, todo se me deshacia, ya con la resistencia de los Indios, ya con no hallar puesto suficiente, y al fin , con permitir su Divina Majestad armarse todo el infierno contra mí ; que puedo decir, que en mis peregrinaciones y trabajos nunca me ha sucedido lo que en esta del Ibicuití y Tape; pero todo es nada para lo que se debe al Señor, por quien se hace : y cuando no fuera mas de habernos desengañado de el encatamento del Ibicuití y visto todo el Tape, y por dónde hemos de llevar nuestra derrota para nuestras reducciones, y héchome capaz de lo mejor de la provincia, lo diera por muy bien empleado ; cuanto mas habiendo sido todo por amor de Nuestro Señor y por ser puntual con la obediencia que Vuestra Reverencia me dejó ordenada.

Á la vuelta tuve lugar de venir mirando y tanteando la tierra y riachos, y de la manera que están poblados los Indios, y qué dicen del Ibicuití. Y así agora podré dar mas cierta razon á Vuestra Reverencia de la provincia como la he dado al señor gobernador, por habérmelo pedido ya dos veces. Y á cuanto á lo primero, digo que todo esto del Uruguay no es mas que una provincia, pero muy lata; porque sino tener nada, tiene de largo trescientas leguas, del ancho mas de doscientas leguas en partes; porque desde el puerto de Buenos Aires, etc.

Así prosigue dicho venerable con lo que queda trasladado en la descripcion del Uruguay hasta aquellas palabras: *provea de remedio en todo*. Despues de las cuales prosigue inmediatamente y dice: Largo he estado, pero el negocio lo ha pedido, y así Vuestra Reverencia perdone la prolixidad. Será fuerza vaya el padre á Buenos Aires por febrero por traher provision para estas reducciones, y así escribo al padre rector estará allá mediado febrero, para que con los viguelones que llevasen, le ayuden á festejar la fiesta de las cuarenta horas; y lo mismo escribo al señor gobernador, porque sé que hará milagros con ellos, por ser cosa de este Uruguay: y Vuestra Reverencia se sirva de tenerlo á bien y de no olvidar á este su mínimo siervo en sus santos sacrificios y oraciones, en los cuales mucho me encomiendo, etc. Á todos padres y hermanos de ese santo colegio, mis cordiales saludos. De este Ibicuití y reduccion de los Reyes, quince de noviembre de mil seiscientos y veinte y siete años. Mínimo siervo de Vuestra Reverencia. — ROQUE GONZÁLEZ DE SANTA CRUZ.

Ese mismo dia quince de noviembre siguiente de mil seiscientos veinte y ocho, fué en el que dicho venerable padre Roque González de Santa Cruz fué gloriosamente coronado del martirio. *Condixerat P. Rochus* (escribió el padre Juan Juseb. Nieremb., *Histor. panegyrica de trib. glorios. martyrib. nuper in Uruguay*, etc., pág. 18) *conventuris Indis decimam quintam novembris diem ut solem nisi elevaret campanam, cujus pulsu explicaret horam declarandæ christianæ doctrinæ: hunc diem observabit parumper homicidio commodum postquam fecisset sacra*

1637.

Á su vuelta examin
la tierra
y su poblacion.

El padre
Roque González
de Santa Cruz
coronado
del martirio.

1637.

P. Rochus commodior ipsi patri, opportunitas exhibendo animæ cum corpus sibi Christus suum exhibuit, etc.

Fundacion
del pueblo
de la Candelaria.

Cosas notables acerca de la fundacion del pueblo de la Candelaria.—El año mil seiscientos veinte dieron los Nicolasitas noticia al venerable padre Roque González, de que en el Caafaga-miní, sobre el Piratini, habia muchos infieles que parecian dispuestos para recibir á los predicadores evangélicos; teniendo esta noticia llamó al padre Pedro Romero (el cual despues fué glorioso mártir entre los Itatines), y se fueron los dos venerables padres al Caafaga-miní; saliéronles al encuentro doscientos infieles armados, amenazándoles con la muerte si no volvieran, pero luego se rindieron á los padres, especialmente el cacique principal, llamado *Aguaraguavi*, admitiendo á los padres y persuadiendo á los Indios recibiesen la fé católica, por lo cual fundaron el pueblo llamándole Candelaria, adonde se quedó por cura el venerable padre Pedro Romero.

Primeros bautismos
que se hacen

El año mil seiscientos veinte y ocho, dos de febrero, se hicieron los primeros bautismos solemnes de adultos y niños, y los padres de los bautismos primeros eran el padre Roque González, y bautizó ciento setenta y seis. El padre Pedro Romero, que bautizó cuatrocientos noventa y ocho. El padre Alonso Rodríguez, que bautizó diez. El padre Juan de Castillo, que bautizó tambien diez, como consta de las firmas de los cuatro gloriosos mártires en el libro de los bautismos. El padre Pedro Romero asistió de cura á diez y nueve casamientos.

Fundacion
del pueblo
de la Asuncion.

Por la noticia que dieron los de la Candelaria, se fué el venerable padre Roque á hablar á los del Caaro, adonde estaban cincuenta caciques, prometiéndoles padres. De allí se volvió al *Jyuy*, tierra del Nercis, fundando el pueblo de la Asumpcion, que poco despues se perdió, y dejó allí al venerable padre Castillo. Despues de Itapua al Uruguay trujo padres, viniendo con él su compañero el padre Alonso Rodríguez, y á dos de noviembre fundó en el Caaro el pueblo de Todos los Santos, que tambien se perdió.

Fundacion
del pueblo
de Todos los Santos.

Entre tanto por persuasion d'un fugitivo de San Xavier llamado *Potirava*, el malvado *Nezu*, hechicero del *Jyuy*, deter-

minó á matar á los padres, convidando para esto al Cambure y Caarupe, caciques del Caaro, los cuales á quince de noviembre mataron al venerable padre Roque con el venerable padre Alonso; y el *Nezu*, tres dias despues en el Jyuy, mató al padre Juan de Castillo. Tenia el venerable padre Roque dos muchachos del Paraná, ayudantes de misa, á los cuales no mataron por no ofender á los Paraneses. Uno de estos muchachos llevó la noticia de la muerte de los padres á los Candelaros, los cuales luego determinaron á vengar las muertes, pero los detuvo el padre Romero, rogando solamente buscar los cuerpos de los mártires. Por lo cual Mibacaba con doscientos armados se fué al Caaro, y estando los matadores en la casa, halló los cuerpos medio quemados y los llevó á la Candelaria, juntamente con el corazon flechado, que fué del venerable padre Roque.

1627.

Muerte
de los padres.

Los Candelaros
determinan
vengar la muerte
de los padres.

Los matadores sabiendo ese hecho de los Candelaros, se fué Caarupe con trescientos Indios á la Candelaria para matar al padre Romero. Estando los Candelaros en sus chácaras, diez muchachos con un viejo se opusieron á los trescientos Indios, y el padre Romero con dos neófitos montó á caballo para esparantar á los Caarontas; entretanto volvió la gente de sus chácaras y pelearon con mucho daño de los enemigos, sin muerte ninguna de los suyos, hasta que se huyeron los del Caaro. *Nezu*, despues de la muerte del venerable padre Juan, vino á San Nicolás con trescientos Indios, pero los Nicolasitas con poca gente retiraron sus dos padres y los pasaron á la Concepcion. *Neerigiris* determinó á vengarse de todos los matadores, juntando gente del Uruguay y Paraná, y con ochocientos Indios pasó en busca del *Nezú*, peleando y matando á muchos, pero el *Nezú* se le escapó. Embió Neerigiris gente á la Candelaria para sacar del peligro al padre Romero, pero los Candelaros no les entregaron su padre, diciendo con sus vidas les defenderian.

300 Indios
quieren matar
al padre Romero.

Se determina
vengarse
de todos
los matadores.

Viniendo Emanuel Cabral, Portugues, con soldados, se juntó con Neerigiris y todos acometieron á los Caarontas, mataron á muchos, cincuenta cogieron, y en el Caaro ahorcaron á diez de los mas culpados, entre los cuales era el matador, y el Cambure, y Caarupe, despues que todos se habian bautizado fuera

El Portuges Cabral
y sus soldados
se juntan
para acometer
á los Caarontas.

1627. del Caarupe. Despues se llevaron los cuerpos de los mártires á la Concepcion.

El año mil seiscientos veinte y nueve, *Cunumipita* Imapiri, hechicero del Igay, con un ejército amenazó la muerte al padre José Ortegio, pero los Candelaros con mucha gente se fueron al Igay, y dando batalla castigaron á los conjurados.

Peste
en el año 1632.

El año mil seiscientos treinta y dos hubo peste, y murieron quinientos.

El año mil seiscientos treinta y cuatro, se instituyó la primera vez en la Candelaria la procesion del Córpus.

El año mil seiscientos treinta y seis, se huyeron del Portugues, pasaron al Paraná encomendándose á los Itapuáños. Eran entónces mil y quinientas personas.

Número de Indios
que fueron
bautizados.

Hasta el año mil setecientos veinte y seis exclusive, en los libros de los bautismos se hallan almas bautizadas diez y seis mil ochocientas, pero faltan algunas hojas de los libros de los bautismos.



CIUDAD DE BUENOS AIRES.



TESTIMONIO

DEL ACTA DE FUNDACION DE LA CIUDAD DE BUENOS AIRES Y SU
REPARTIMIENTO (1).

En conformidad del decreto antecedente, yo Tomas Goyoso, es-
cribano de S. M. público y cabildo de esta ciudad de la San-
tísima Trinidad, puerto de Santa María de Buenos Aires, provin-
cias del Rio de la Plata, doy fe y verdadero testimonio á los se-
ñores que el presente vieren, que en conformidad de lo pedido
por el capitan Juan de Herrera Hurtado, vecino morador de
esta dicha ciudad y puerto, en la peticion de esta foja, y lo
que á ella fué proveido por el capitan señor Juan de Prada y
Gayoso, alcalde ordinario de 1^{er} voto de esta dicha ciudad, y su
jurisdiccion por S. M. (que Dios guarde), concurrió el dicho, con
asistencia del capitan señor Luis de Figueroa, alcalde ordinario
Miguel Obregon, alguacil mayor á la sala capitular de acuerdo
del cabildo de esta ciudad donde está dicha caja, que sirve de
archivo de papeles, cerrada con tres llaves, las cuales tienen
los nominados cada unola suya, y habiéndose abierto, y buscado

1735.

(1) El original está en la real Academia de Historia. (Coleccion de don Benito de la Mata Lináres.)

1735. el padron que se pide, se sacó de dicha caja de archivo para efecto de este testimonio, que su tenor á la letra es el siguiente :

Padron y fundacion
de esta ciudad.

Yo Mateo Sánchez, escribano de S. M. y cabildo de esta ciudad, en cumplimiento de lo mandado por Su Señoría, saqué este traslado bien y fielmente sacado de los autos de la fundacion, fecha por el general Juan de Garay, que es del tenor que se sigue :

Ciudad
de la Asuncion.

Juan de Garay, teniente de gobernador, capitan general en todas esas provincias de la Plata, por el muy ilustre señor adelantado Juan de Tórres de Vera, adelantado y gobernador y capitan general y justicia mayor de todas estas provincias, conforme á las capitulaciones que el muy ilustre señor adelantado Juan Ortiz de Sárate, que haya en gloria, y yo con la majestad del rey don Felipe, nuestro señor, y así por virtud de sus poderes reales, y el dicho Juan de Tórres de Vera, me tienen dado sus poderes para que en nombre suyo y de S. M. yo gobierne estas provincias, y haya en ellas las poblaciones que me parecieron son convenientes para ensalzamiento de nuestra santa Fe católica, y por aumento de la real corona de Castilla y de Leon, y así como tal teniente, y capitan general y justicia mayor, y ejercido, y usado los dichos poderes debajo de los cuales en todo este tiempo, despues que fué recibido, he hecho todo lo que me ha parecido ser cosa conveniente y necesaria para el bien de esta gobernacion, haciendo pacificar los naturales alterados como en otras cosas que se han ofrecido, y así por sus reales poderes y en nombre de S. M. yo levanté estandarte real en la ciudad de la Asumpcion, y publiqué, y mandé publicar la poblacion de este puerto de Santa María de Buenos Aires, tan necesaria y conveniente para el bien de esta gobernacion y de Tucuman, y para que de aquí se extienda y predique nuestra santa Fe católica entre todos los Indios naturales que hay en estas provincias, y así con zelo de servir á Dios Nuestro Señor, se asentaron en la ciudad de la Asumpcion 60 soldados, y se metieron debajo del estandarte real, y vinieron y están conmigo sustentando esta dicha poblacion, ha-

biendo hecho muchos gastos de sus haciendas y pasando muchos trabajos en cosas que se han ofrecido ; y así usando de los poderes reales que S. M. el rey don Felipe, nuestro señor, dió al muy ilustre señor Juan Ortiz de Sárate, que haya en gloria, para él y para sus subcesores y para sus capitanes, yo en nombre de S. M. he empezado á repartir, y les reparto á los dichos pobladores, ó conquistadores de tierras, y caballerías y solares y quadras en que puedan tener sus labores y crianzas y labores de todos ganados, las cuales dichas tierras y estancias, y solares y huertas, y quadras, las doy y hago merced, en nombre de S. M. y del dicho señor gobernador, para que como cosa propia suya puedan edificar así casas como corrales, y poner cualesquier ganados, hacer cualesquier labranzas que quisieren y por bien tuvieren, sin que nadie se lo pueda perturbar, y como si lo hubieran heredado de su propio patrimonio, y como tal lo puedan dar, vender y enajenar, y hacer lo que por bien tuvieren, con tal que sean obligados á sustentar la dicha vecindad y poblacion cinco años, como S. M. lo manda por sus reales cédulas, sin faltar de ella si no fuere con licencia del gobernador ó capitán que escribiere en la dicha poblacion, embiándoles á cosas que convengan y sean necesarias, y acudir conforme se zane la licencia, donde no lo sustentaren en esta puedan el capitán ó gobernador repartirlo, y encomendarlo de nuevo en las personas que sustentaren la dicha poblacion y sirvieren en ella á S. M. ; y porque conviene por el riesgo que al presente hay de los naturales alterados que para hacer sus labores mas seguras, y con ménos riesgo de sus personas y de sus sementeras de cada vecino y poblador de esta ciudad de la Trinidad y puerto de Buenos Aires, tengan un pedazo de tierra donde con facilidad lo puedan labrar y visitar cada dia, y tambien en nombre de Su Majestad y de la manera y forma que dicho tengo les señalo y hago merced en nombre de Su Majestad y en la forma que dicho tengo son los pedazos de tierras por la vera del gran Paraná arriba en la forma siguiente :

Primeramente : á Luis Gaetan 500 varas de medir de frente tomando por lo mas derecho, y ha de empezar desde una punta

1735.

Reparticion
de tierras
á los
conquistadores.

Obligacion
que se les impone.

Nombres
de los favorecidos.

1735.

que está arriba de la ciudad hácia el camino por donde vienen de la ciudad de Santa Fé y ha de llegar la frente de esta tierra y todas hasta llegar á la ribera del Paraná, y correr la tierra dentro ella y todas las demas hasta donde el egido tengo señalado para la ciudad, ó diere lugar por si de ántes las descabeza de alguna suerte, el egido ha de correr la dicha legua por la tierra adentro, aunque sea en perjuicio 500

Á otro señalo á Pedro Álvarez 350 en la forma dicha. 350

Á otro señalo á Domingo de Eyrala 300

Otro para mí desde su linde 500

Luego á su linde para el adelantado Rodrigo Ortiz de Sárate 500

Luego á Miguel López Valera 350

Luego á Miguel Gómez 350

Luego á Jerónimo Pérez 350

Luego á Juan de Basualdo 350

Luego á de la Barrieta. 400

Luego á Víctor Casco. 400

Luego á Pedro Luis 400

Luego á Pedro Fernández 400

Luego á Pedro Francisco 400

Luego á Alonso Gómez 350

Luego á Estéban Alegre. 350

Luego á Pedro de Ibarra 400

Luego á Juan Fernández de Sárate 350

Luego á Balthasar de Carvajal 350

Luego á Antonio Bermúdez 400

Luego á José de Sáyas 300

Luego á Francisco Bernal. 350

Luego á Miguel del Urro 350

Luego á Bernabé Veneciano 350

Luego á Cristóbal Altamirano 350

Luego á Pedro Xerez. 350

Luego á Sebastian Bello. 350

Luego á Juan Domínguez 400

Luego á Pedro Isbran. 350

CIUDAD DE BUENOS AIRES.

223

1735.

Luego á Pedro Rodríguez	350
Luego á Pedro de Quiros	400
Luego á Alonso de Escobar.	400
Luego á Antonio Higuéras	400
Luego al adelantado señor Gonzalo Martel	400
Luego á Juan Ruiz	400
Luego á Juan Francisco de Enrico	400
Luego á Hernando de Mendoza	400
Luego á Pedro Moran	400
Luego á Rodrigo de Ibarrola	400
Luego á Andres Valléjos	400
Luego á Pedro de Sáyas Espeluca	400
Luego á Lázaro Grives	400
Luego á Juan de Carvajal	400
Luego á Pantaleon	350
Luego á Pedro de Medina	350
Luego á Juan Martin	350
Luego á Andres Méndez	350
Luego á Estéban Ruiz	350
Luego á Miguel Navarro.	350
Luego á Sebastian Fernández	350
Luego á Juan de Espanta	300
Luego á Ambrosio de Acosta	300
Luego á Rodrigo Gómez	350
Luego á Pablo Simbron	350
Luego á Anton Roberto	400
Á Jeronimo Núñez	400
Á Pedro de la Torre.	400
Á Domingo de Arcamendia.	400
Á Ana Díaz	300
Á Anton de Pórras	400
Á Ochoa Márquez	400
Á Juan Rodríguez	400
Á Alonso Parejo	400
Á Pedro Hernández.	400
Á Juan de Garay.	400

1735.

Valle
de Santa Ana.

Otrosí señalo en nombre de S. M. á los dichos vecinos en la dicha forma para que con mas voluntad sustenten la dicha poblacion atento de gastos, y trabajos de otras sendas suertes en la forma siguiente.

Otra reparticion.

Primeramente á Pedro Rodríguez, en el valle de Santa Ana de la otra banda, 3,000 varas de medir de frente, y han de ir á frontar en el gran Paraná y ha de correr esta suerte y todas las demas que señaláre de aquí adelante legua y média por la tierra adentro, y esto si no fuere topándose algunas suertes por estar dadas por otros valles quebradas diferentes y venirse á encontrar, hanse de partir por medio las tierras que hubiere entre las susodichas suertes como puedan gozar de la dicha legua y média cada suerte 3,000

Á Pedro Isbran, de la otra banda de su linde otras 3,000

De esta otra banda hácia la ciudad en el dicho valle á Pedro Moran 3,000

Á Miguel Navarro 3,000

Á Juan de Basualdo 3,000

Á Miguel del Corro 3,000

Á Jerónimo Pérez 3,000

Á Pedro Luis 3,000

Valle de Santiago.

Luego ha de empezar Pedro Fernández de otra banda del valle de Santiago, que por otro nombre llaman los Indios la Isla de las Cónchas, y ha de tener de frente 3,000

Á Miguel Gómez, de frente 3,000

Á Francisco Bernal, de frente 3,000

Á Bernabé Veneciano 3,000

Á Miguel López Madera 3,000

Luego ha de empezar el alcalde Rodrigo Ortiz de Sárate desde una isla que llaman la Isla de los Guaranies, y desde allí ha de correr hácia la ciudad de frente 3,000

Luego Pedro Álvarez Gaëtan 3,000

Luego Victor Casco 3,000

Luego ha de empezar Diego de Favorieta desde la isla que llamamos la isla del Gato, la cual ha de entrar la dicha isla en su suerte con tres mil varas de frente. 3,000

Juan Fernández de Enciso.	3,000	1785.
Alonso de Escobar.	3,000	
Y han de tener en medio Alonso de Escobar y Anton Higué- ras una aguada grande, que está en el camino por donde pa- samos.	3,000	
Luego Anton Higuéras.	3,000	
Digo que entre Juan Fernández de Enciso y Alonso de Esco- bar ha de entrar Baltasar de Carvajal y lo demas no valga.		
Luego á Estéban Ruiz y Cristóbal Altamirano con. . .	3,000	
Luego Juan Fernández de Sárate.	3,000	
Alonso Gómez.	3,000	
Anton Roberto	3,000	
Luego Isarra	3,000	
Luego Pedro de Quiros.	3,000	
Luego Pedro de Xerez	3,000	
Luego Gaitan	3,000	
Desde una punta ha de empezar como legua y media del pue- blo. Luego desde aquella punta ha de empezar el señor adelan- tado Juan de Tórres de Vera, y ha de correr hácia el Paraná á dar en unos asientos y labores que están allí de los naturales, y desde allí ha de correr por frente hasta dar en la boca del ria- chuelo del Puerto de Santa María de Buenos Aires, y con aquel anchor, y por aquel derecho ha de correr la tierra adentro legua y média Alonso de Lara, en el riachuelo del Puerto á la banda de la ciudad les doy cien varas de medir mas arriba de donde estaba una nao perdida en el riachuelo.	400	
Mil varas de frente por el riachuelo arriba, y la tierra adentro hasta llegar al Egido.	4,000	
Otrosí señalo por el señor adelantado Juan de Tórres de Vera, en el valle de Córpus Christi, que por nombre llaman el Rio de Lujan en la tierra firme en el dicho valle, á la parte de Santa Fé, otro pedazo de tierra, y ha de tener por el riachuelo arriba de la tierra firme tres mil varas de frente, y por el ria- chuelo por los anegadizos hasta puntero de las casas de los Gua- ranis, y ha de ir confrontando con el riachuelo y por la tierra adentro correr hasta el rio de las Canoas para donde estu-		Lojan.

1735. viere dada otra suerte hácia la parte de los anegadizos. 3,000

Luego para el riachuelo arriba, tres mil varas de frente al capitán Alonso de Vera. 3,000

Á Juan Ruiz 3,000

Á Juan Rodríguez. 3,000

Á Gerónimo Méndez. 3,000

Á Juan Domínguez 3,000

Á Pedro de la Torre. 3,000

Á Lázaro Grives 3,000

De la otra banda
del Riachuelo, etc.

Varas de frente de la otra banda del riachuelo hácia la ciudad señaló para mí el dicho señor Juan de Garay otra tanta suerte de tierras, como he señalado de la otra banda del riachuelo y ha de correr la tierra hácia la ciudad de la Trinidad. . 3,000

Luego á mi linde por el riachuelo arriba á Pedro de Sáyas con tres mil varas de frente. 3,000

Á Hernando de Mendoza 3,000

Á Juan de Garay, mi hijo natural. 3,000

Á Pedro Fernández. 3,000

Á Alonso Parejo 3,000

Á Juan Martínez. 3,000

Á Antonio Bermúdez. 3,000

Á Sebastian Bello. 3,000

A Estéban Ruiz 3,000

A Andrés Méndez. 3,000

Luego linde con Lázaro Grives de la otra banda Domingo de Irala 3,000

Luego de la misma banda Juan de Carvajal. . . . 3,000

En el Riachuelo
de la Trinidad.

Otrosí señalo por tierras de San Gonzalo Martel de Guzman, desde la boca del rio de la Trinidad hasta el riachuelo de las Cónchas, y ha de correr con otra tanta frente por la tierra adentro legua y média.

Rio del Socorro
de las Canoas.

Otrosí en el riachuelo que llamamos de la Trinidad (digo) de el Socorro de las Canoas, hácia la parte de la ciudad, á Pedro Francisco tres mil varas de frente 3,000

Luego á su linde por el riachuelo arriba la frente á Andrés de Valléjos. 3,000

Á José de Sáyas otras tres mil.	3,000	1735.
Á Rodrigo Gómez.	3,000	
Á Pablo Simbron, tres mil.	3,000	
Luego sobre el rio del Espíritu Santo , que por otro nombre se llama el rio de las Palmas.		

Á Rodrigo Ibarrola y Domingo de Arcamendia, han de tener sus tierras y estancias : Ibarrola hácia la parte del rio arriba, y han de partir de donde está una cruz en un algarrobo, y Pedro de Medina ha de empezar en el riachuelo del Socorro desde el paso linde con Ibarrola. Rio de las Palmas.

Fecha en esta tierra del rio de las Palmas y estancias de los dichos, en 24 del mes de octubre de 1580 años. — Por mandato del señor general, Pedro Fernández, escribano público. — Juan de Garay. — Está en el márgen : Donde dice Alonso Gómez ciento cincuenta, es yerro de pluma ; son trescientas y cincuenta. — Juan de Garay. — Por mandato del señor general : Pedro Fernández, escribano público y de cabildo.

Otrosí linde el dicho Pedro de Medina. Por el riachuelo arriba á Juan de España con tres mil varas de frente.	3,000	Riachuelo arriba del Espíritu Santo.
Á Estéban Alegre.	3,000	
Á Sebastian Fernández	3,000	
Á Ambrosio de Acosta	3,000	

Otrosí por el riachuelo arriba del Espíritu Santo linde Arcamendia á Ochoa Márquez con. 3,000

Luego linde con Ochoa Márquez otras tres mil varas á Anton de Pános 3,000

Luego á Pantaleon otras tres mil. 3,000

Fecha en esta tierra firme del Espíritu Santo, llamada por otro nombre el Rio de las Palmas. — Juan de Garay, que así es siempre mi voluntad del señalamiento de todas estas tierras que entre cada dos suertes de tierra queda un camino que vaya corriendo desde el camino principal hácia los rios y aguada ; y así mando que se cumpla ; y el camino ha de tener 12 varas de medir de ancho. — Juan de Garay. — Por mandado del señor general , Pedro Fernández, escribano público.

Hase sacado ese tratado donde fué corregido y concertado con

1785. el original de donde se sacó por mí el dicho escribano, queda en mi poder, con el cual va cierto y verdadero y de mandamiento de Su Señoría del señor gobernador, saqué este dicho traslado en una ciudad de la Trinidad en quince dias del mes de febrero de mil quinientos noventa y cuatro años, y fué mi firma es tal. En testimonio de verdad : Mateo Sanchez, escribano de cabildo. Segun que consta y parece de dicho padron de donde se sacó este traslado, se corrigió y concertó, va cierto y verdadero á que en lo necesario me refiero ; y para que conste, de pedimento de la parte y mandamiento de dicho alcalde ordinario, di el presente en Buenos Aires á veinte y seis dias del mes de julio de mil seiscientos noventa y un años, en este papel comun en que se despacha por falta del sellado. Y en fe de ello lo signo y firmo en testimonio de verdad : Tomás Gayoso, escribano de Su Majestad.

Y en conformidad del contenido en el decreto antecedente, yo Tomás Gayoso, escribano de Su Majestad, público y cabildo de esta ciudad de la Trinidad, puerto de Buenos Aires, provincia del Rio de la Plata, doy fe y verdadero testimonio á los señores que el presente vieren, que los recaudos presentados por el capitan Juan de Herrera Hurtado, vecino morador de esta dicha ciudad y puerto, de que pide testimonio, segun se menciona en la peticion que para este ministerio presentó ante el capitan Pedro de Alvarado, alcalde ordinario de esta dicha ciudad y su jurisdiccion por Su Majestad (que Dios guarde), los cuales recaudos fueron sacados en mi presencia del archivo y caja de tres llaves que tiene el cabildo, justicia y regimiento de esta dicha ciudad, dentro de la sala capitular de sus acuerdos, que su tenor de dichos recaudos á la letra es el siguiente :

Individuos
de la junta.

En la ciudad de la Trinidad, puerto de Buenos Aires, á seis dias del mes de diciembre de mil seiscientos y ocho años, se juntaron á cabildo la junta y regimiento de esta ciudad, que son Hernando Árias de Saavedra, gobernador y capitan general de esta provincia, y el capitan Manuel de Frias, y el capitan Simon de Valdes, tesorero, juez oficial real, y Bernardo de Leon, depositario general, y Antonio Higuéras de Santa Ana, Juan Nieto de

Umánes de Molina, Francisco de Sálas, Víctor Casco de Mendoza, Bartolomé López, regidores, y Pedro de Frías, regidor fiel executor; y estando presente Diego de Forqueros, procurador general de esta ciudad, el dicho señor gobernador dijo y propuso: Que por cuanto cada día viene ante Su Señoría con quejas agravándose los vecinos y moradores de esta ciudad en razon de las tierras y chácaras y estancias que tienen, diciendo que otros vecinos se les meten en parte de ellas, todo á causa de la poca justificacion, cuenta y razon que hay en lo que á cada uno pertenece, y de no hacerse luego la medida y amojonamiento como conviene; y asimismo muchas personas tienen y poseen tierras sin títulos, órden, ni razon alguna, y otras que se han dado por personas no legítimas en nombre de Su Majestad.

1735.

Lo que propuso
el gobernador.

Y para que en todo haya el remedio que conviene y sean desagraviados los que lo estuvieren y se sepa lo que está vaco y se goza sin órden ni títulos para ponerlo en cabeza de Su Majestad, ha tomado Su Señoría acuerdo de que se vea lo que conviene y á cada uno toca, y se determine conforme á repartimiento de la fundacion y mercedes hechas por el poblador, y para el dicho efecto y que se midan y se amojonen, proveyó auto para que todos se hallen presentes á la dicha medicion y amojonamiento, y tuviesen y exhibiesen sus títulos para con ellos, y los registros en las manos enterarles y desagraviarles, y para ello se dió edicto y pregon citándoles, y por ser lo hizo dicho cosa conveniente al bien comun de los vecinos y moradores de esta ciudad, lo trata en este cabildo para que les conste de ello, y habiéndose conferido y tratado en el dicho cabildo, y vistos los registros y departamentos de las tierras, chácaras é estancias hechas por el poblador, no se halló claridad del rumbo por donde se han de medir las dichas tierras y definió la resolucion de lo que en la dicha razon se ha de hacer para el lunes siguiente en este cabildo. Y con esto, se acabó y lo firmaron: Hernando Árias de Saavedra. — Juan Nieto de Umánes de Molina. — Manuel de Frías. — Francisco de Sálas. — Simon de Valdes. — Víctor Casco de Mendoza. — Bernardo de Leon. — Anton Higuéras de Santa Ana. — Bartolomé López. — Pedro de

Acuerdo
tomado
por el gobernador.

1735.

Frías. — Ante mí Cristóbal Ramon, escribano público y de cabildo.

En la ciudad de la Trinidad, á ocho dias del mes de diciembre de mil seiscientos ocho años, se juntaron á cabildo la justicia y regimiento de esta ciudad, que son Hernando Árias de Saavedra, gobernador y capitan general de estas provincias, y el capitan Manuel de Frías, y el capitan Francisco de Sálas, alcaldes ordinarios, y el capitan Simon de Valdes, tesorero, juez, oficial real de la real hacienda, y el capitan Víctor Gasco de Mendoza, alférez real, Bernardo Leon, depositario general, el capitan Anton Higuéras de Santa Ana, Juan Nieto de Umánes, Bartolomé López, regidores, y Pedro de Frías, regidor y fiel executor; y estando presente Diego de Forquéros, procurador general de esta ciudad, se trató en el dicho cabildo lo que conviene hacerse en razon de las medidas y amojonamientos de las tierras y chácaras y de todo lo demas propuesto en el cabildo pasado, que se hizo el sábado seis de este presente mes y año; y habiéndose visto los papeles y registros de la costa el rumbo que se ha de tomar en las dichas medidas, todos los dichos capitulares de un acuerdo resolvieron: que conviene se dé el rumbo que se ha de llevar para hacer las dichas medidas y se nombren y deputen personas peritas que informadas de las personas antiguas de esta ciudad, de la forma que en el tiempo de la fundacion ó despues en las medidas que se han hecho se tomó el dicho rumbo, para que declaren y señalen el que se ha de llevar como sus conciencias les pareciere, sin que no haya agraviados, y debajo de juramento despues de haberlo visto por vista de ojos, lo declaren ante mí el presente escribano, para que visto el dicho rumbo ó rumbos que se echaren, se hagan las dichas medidas y amojonamientos, las cuales personas den tambien rumbo á el egido que por el poblador pareciere haberse señalado; y para el dicho efecto los dichos capitulares de un acuerdo nombraron á los dichos capitulares Manuel de Frías y Francisco de Sálas, alcaldes ordinarios, y á Víctor Gasco de Mendoza, y á Anton Higuéras de Santa Ana, los cuales juraron á Dios y á una cruz, en forma de derecho, de que bien y fielmente darán y declararán

Nombramiento
de peritos.

los dichos rumbos en sus conciencias, como á el reconvenir con la vista de ojos, é informados de las personas antiguas los que se han llevado y deben llevar sin hacer agravio, y vistos y dados los dichos rumbos parecerán á declararlos en el libro de cabildo ante mí el presente escribano, y con esto se cerró el dicho cabildo, y la dicha justicia mayor y capitulares lo firmaron.—Hernando Árias de Saavedra.—Manuel de Frías.—Francisco de Sálas.—Simon de Valdes.—Víctor Gasco de Mendoza.—Bernardo de Leon.—Juan Nieto de Umánes.—Anton Higuéras de Santa Ana.—Bartolomé López.—Pedro de Frías.—Ante mí, Cristóbal Ramon, escribano público y de cabildo.

En la ciudad de la Trinidad de Buenos Aires, á 16 dias del mes de diciembre de 1608 años, en presencia de mí el presente escribano público y de cabildo parecieron los capitanes Manuel de Frías y Francisco de Sálas, alcaldes ordinarios de esta ciudad, y Víctor Casco de Mendoza, alférez real, y Anton Higuéras de Santa Ana, regidores, personas nombradas y diputadas por el cabildo para ver y declarar los rumbos del egido, tierra y estancia de esta ciudad, y habiendo primero jurado á Dios y á una cruz, en forma de derecho, de decir verdad, dijeron que por orden del dicho cabildo han visto por vista de ojos el egido de esta ciudad para declarar el rumbo que se le ha de dar; é informados de personas antiguas, y habiendo hecho experiencia por la aguja, y llevando para ello á personas que la entienden, declaran que el rumbo se le ha de dar la tierra adentro á el egido, que parece mas conforme á la disposicion de la tierra y comodidad de las tierras del dicho egido y chácaras, y el que han podido rastrear se ha tenido y llevado hasta ahora es de nordeste á sudeste, y por las cabezadas su travesía y por frente la barranca de la costa de la mar, y esto se entiende para el rumbo del dicho egido y de las chácaras que han de correr y corren desde esta ciudad al rio de las Cónchas, y que los demas rumbos que se han de tomar y tener las demas chácaras y tierras los irán declarando como fueren viendo las tierras, y esto declaran debajo de juramento y en sus conciencias, y lo firmaron. Manuel de Frías, Francisco de Sálas, Víctor Casco de Mendoza,

Diputados
nombrados
para declarar
los rumbos.

1785. Anton Higuéras de Santa Ana. — Ante mí, Cristóbal Ramon , escribano público y de cabildo.

En la ciudad de la Trinidad, á 16 dias del mes de diciembre de 1608 años, en presencia de mí el escribano parecieron los capitanes Manuel de Frías y Francisco de Sálas , alcaldes ordinarios de esta ciudad , Víctor Casco de Mendoza , alférez real, y Anton Higuéras de Santa Ana, regidores, personas nombradas y diputadas por el cabildo para ver y declarar el rumbo que se ha de tomar en la medida del egido , chácaras y tierras, y dijeron : que ellos han visto las chácaras del riachuelo de los Navíos que están de la parte de esta ciudad , y han llevado personas que lo entienden, y que con la aguja han hecho la experiencia para ver el rumbo , y debajo de juramento que hicieron á Dios y á la cruz declararon, que el rumbo que se ha de tomar y llevar en las medidas de las dichas chácaras referidas , y que se señala, es la tierra adentro de sudeste á nordeste , y por cabezadas de nordeste á sudeste, y la frente la barranca del riachuelo , y lo firmaron. — Manuel de Frías , etc. — Ante mí , Cristóbal Ramon, escribano público y de cabildo.

En 16 del mes de diciembre de 1608 años, el señor Hernando Arias de Saavedra, gobernador y capitan general de estas provincias, salió de esta ciudad de la Trinidad á medir y á mojonar el egido de ella juntamente con el capitan Víctor Casco de Mendoza, Bartolomé López y Juan Nieto de Úmanes , regidores, personas nombradas por el cabildo para asistir á la dicha medida y amojonamiento, y Francisco Bernal y Martin de Rodrigo, medidores y amojonadores juramentados , y estando fuera de los solares de esta ciudad al fin de la calle de la Plaza, donde está el solar de las casas del cabildo , que es al poniente, se tomó con la aguja el rumbo que tienen las calles, que es de norte á sur, y se comenzó á medir primero desde el fin de la quadra de la plaza la mitad de la frente de dicho egido (la primera punta) con la banda de esta ciudad hácia la de Santa Fé, respecto de que por la dicha banda se señaló por el poblador pormojon de la frente del dicho egido de la banda del riachuelo y se le echaron á la dicha mitad de frente doze cuerdas de á

Se miden
las
tierras con cuerdas.

1735.

151 varas, y vino á caer el mojon nuevo en la cruz grande de la Hermita del señor San Sebastian, que es un poco mas adelante de la dicha punta, y la dicha cruz se señaló y quedó por mojon el sitio donde está. Y habiéndose tomado por ella la derexera por los rumbos de las calles, se midió desde la barranquilla donde bate el agua del rio la tierra adentro la legua de largo que señaló y dió el fundador para el dicho egido, y se puso un mojon junto al camino real que va al Monte Grande, y acabada la dicha legua, se puso otro mojon, desde el cual se tomó el rumbo para la derexera de las cabezas del dicho egido, y se midieron y echaron 24 cuerdas y se puso otro mojon que vino á caer enfrente del corral viejo de las Vacas, y en este estado quedó por ser tarde, y lo firmaron. Testigos, Álvaro Demarcado y Juan Duran, Hernando Árias de Mendoza. — Ante mí, Cristóbal Ramon, escribano.

En 16 dias del dicho mes y año, el dicho señor gobernador, regidores y medidores, salieron á medir y amojonar la otra mitad del egido por la banda del riachuelo de los Navios, y estando en la misma boca de la calle donde ayer se midió la otra mitad por los mismos rumbos de las calles, se fué midiendo la otra mitad de frente hácia la dicha parte del riachuelo, y se hallaron otras tantas medidas como á la otra mitad, y se puso un mojon en la punta de la zanja de cuadra de Ruiz Díaz de Guzman, y de allí por los mismos rumbos de las calles se tomó con el aguja la derexera de la tierra dentro, y desde la barranquilla donde bate el agua de rio, se midió la legua de largo y se puso otro mojon mas adelante, y acabada la dicha legua se puso otro mojon, desde el cual se tomó el rumbo para la derexera de las cabezadas del dicho egido, y se midieron y echaron 24 cuerdas y se puso otro mojon que vino á caer enfrente del corral viejo de las Vacas, y en este estado quedó por ser tarde, y lo firmaron. Testigos, Álvaro Demarcado y Juan Duran, Hernando Árias de Saavedra. — Ante mí, Cristóbal Ramon, escribano.

En diez y seis dias del dicho mes y año, el dicho señor gobernador, regidores y medidores, salieron á medir y á amojonar la otra mitad del egido por la banda del riachuelo de los Na-

Se mide
la otra mitad
del egido.

1785. vós, y estando en la misma boca de la calle donde ayer se midió la otra mitad por los mismos rumbos de las calles, se fué midiendo la otra mitad de frente hácia la dicha parte del riachuelo, y se hallaron otras tantas medidas como á la otra mitad, y se puso un mojon en la punta de la zanja de Quadra de Ruiz Díaz de Guzman, y de allí por los mismos rumbos de las calles se tomó con el aguja la derexera de la tierra adentro y desde la barranquilla donde bate el agua del rio se midió la legua de largo y se puso otro mojon mas adelante, y acabada la dicha legua vino á caer el mojon en el que estaba hecho de las cabezadas frontero del corral viejo de las Vacas. Lo firmaron; testigos Álvaro de Mercado y Juan Duran. Hernando Árias de Saavedra. — Ante mí, Cristóbal Ramon.

El alguacil mayor
produce sus títulos.

Continúa
la medicion
de tierras.

Este dia, estando en la chacara de Mateo Leal de Ayala, alguacil mayor de esta ciudad, donde fueron á medir las chacaras de la banda del riachuelo, ántes de hacerse parecieron con sus títulos el dicho alguacil mayor y Álvaro de Mercado y la parte de Francisco Pérez de Búrgos, que tienen allí sus chacaras, y habiéndolas visto por vista de ojos el dicho señor gobernador, mandó que se fuesen midiendo desde la isla del Pozo, donde comienza la chacara de Álvaro de Mercado hácia esta ciudad, y que esta órden se guarde siempre, y se señaló por mojon la dicha isla, y desde ella se midieron y amojonaron las chacaras y la demas tierra, y hubo hasta el egido Su Señoría la declaró por libre para hacer merced de ella en nombre de Su Majestad y en conformidad de sus reales poderes; testigos Juan Duran y Mateo Leal de Ayala. Hernando Árias de Saavedra. — Ante mí, Cristóbal Ramon, escribano público y de cabildo.

En la ciudad de la Trinidad, á veinte y nueve dias del mes de diciembre de mil seiscientos y ocho años, en presencia de mí el escribano parecieron los capitanes Manuel de Frias y Francisco de Sálas, alcaldes ordinarios, y Víctor Gasco de Mendoza y Anton Higuéras de Santa Ana, regidores, personas nombradas por el cabildo para declarar los rumbos que se han de llevar en las medidas de las chacaras y tierras, y habiendo jurado á Dios y á una cruz en forma, dijeron: que habiendo visto las

tierras de la costa de la mar de esta ciudad y todas las demas del rio de Lujan y de las Cónchas, é informados de marineros y personas que los entienden, declararon que los rumbos que se han de tomar y llevar para las medidas de las chacaras y tierras son los siguientes : Que los dichos rios de las Cónchas y Lujan el rumbo que en las suertes de tierras que están en ellos se ha de seguir y señalar, es el que está señalado á las tierras y chacaras que caen en el riachuelo arriba de los Navíos de esta ciudad, que es de sudueste á norueste, y por frente y cabezadas su contrario. Que las suertes de tierra de la dicha costa de la mar que están de la otra parte del riachuelo de los Navíos, han de llevar el propio rumbo que está señalado á los que van de esta ciudad al rio de las Cónchas, y es de norueste á sudueste la tierra adentro y por frente la costa de la mar, y así lo declaran debajo de su juramento, y lo firmaron. — Manuel de Frías. — Víctor Gasco de Mendoza. — Ante mí, Cristóbal Ramon, escribano público y de cabildo.

1735.

Rumbos.

Como consta y parece de los dichos cabildos y declaraciones de los rumbos de las dichas tierras que todo está en el libro de cabildo fecho en una ciudad por la justicia y regimiento de ella, desde fojas 299 y 303, que es la última del dicho libro, el cual comenzó el año de mil seiscientos cinco hasta el de mil seiscientos ocho, y se sacó del archivo y caja de tres llaves, que está en las casas del cabildo de esta dicha ciudad, y se volvió á meter en ella, á que me refiero, y para que de ello conste, por mandado del general D. Francisco Velázquez Meléndes, alcalde ordinario de esta ciudad, que aquí firmó su nombre, doy la presente en la ciudad de la Trinidad, puerto de Buenos Aires, á diez y seis dias del mes de agosto de mil seiscientos cuarenta y cuatro años. Fueron testigos á lo ver sacar y corregir el tesorero D. Juan de Vallejo, Cristóbal y Rodríguez, vecinos de esta ciudad. Va en papel comun, que es el que corre por haberse cumplido los dos primeros años del sellado, y estar así mandado por auto del gobernador de esta provincia hasta que Su Majestad embie otro. — D. Francisco Velázquez y Meléndez. — Y en fe de ello, lo firmo y signo. — En testimonio de verdad ; Juan Antonio

Se encierran
los libros
del cabildo.

1785. Calvo , escribano de Su Majestad , registros y hacienda real.

Segun que consta y parece de dichos recaudos , de donde se sacó lo que en este testimonio va inserto , se corrigió y concertó , está cierto y verdadero , á que en lo necesario me refiero , y de mandamiento del capitan D. Pedro de Alvarado , alcalde ordinario , y á pedimiento de D. Juan de Herrera Hurtado , dí el presente en Buenos Aires , á veinte y siete dias del mes de setiembre de mil seiscientos noventa años , y en fe de ello lo signé y firmé. — En testimonio de verdad : Tomás Gayoso , escribano de Su Majestad. — Va cierto y verdadero este traslado , y concuerda con los instrumentos de su contexto , que en testimonio se hallan en los autos obrados sobre litigios de distintos territorios entre los capitanes Francisco Peréira , Juan de Herrera Hurtado y D. Luis del Águila y otros , desde fojas 168 hasta 174 , y 31 á 35 , á que en lo necesario me refiero. Y para que conste en virtud de lo mandado en el auto antecedente , lo signé y firmé en la ciudad de la Trinidad y Puerto de Santa María de Buenos Aires , á ocho de agosto de mil setecientos treinta y cinco.



PARAGUAY.



PAPEL

SOBRE LA INCORPORACION Á LA CORONA DE LAS ENCOMIENDAS DE INDIAS (1).

Paraguay, año 1786.

EXCMO. SEÑOR :

Muy Señor mio : El informe que en noviembre del año pasado se sirvió Vuestra Excelencia pedirme, remitiéndome los dos expedientes formados sobre el cumplimiento del artículo 15 de la Instruccion de gobierno de este vireinato, en que se me manda incorporar á la corona las encomiendas temporales vacantes, y sobre la pretension del protector de los Indios en la provincia del Paraguay para que no paguen estos á sus encomenderos el tributo personal, y se apliquen aquellas y las depositadas á la mita de la factoría de la renta del tabaco para la fábrica del torcido negro como el del Brasil, que dejé establecida en la estancia de San Lorenzo, ha estado detenido á pesar de mis deseos de contestarlo, tanto por la calidad de la materia que exige para tratar de ella el dedicarse al reconocimiento de

1786.

Motivos
de haber tardado
en hacer
esta memoria.

(1) El original está en la real Academia de Historia de Madrid, coleccion de D. Benito de la Mata Lináres.

1786.

varios papeles, y apuntes hechos en mi visita, á adquirir algunas mas noticias, y á cotejarlo todo con las várias leyes y reales posteriores disposiciones á que ha dado mérito no ménos el abuso que se hace por muchos ó los mas de unas tan piadosas como benéficas concesiones, que el empeño en sostenerlo de los actualmente agraciados y que esperan serlo, cuanto porque habiendo intermediado no pocos asuntos de urgente preferencia, me han ocupado enteramente el tiempo, y no me han permitido contraerme, no obstante mis repetidas ofertas á evacuarlo.

Hoy hallo indispensable concluirlo; y así voy á dar á Vuestra Excelencia la idea que tengo formada sobre este particular, que á la verdad exige de suyo toda su superior atencion y esmero, para que no queden por mas tiempo ilusorias las reales benéficas y piadosas intenciones, nunca hasta ahora cumplidas en esta parte, porque la distancia no solo disfraza, sino que hasta autoriza á veces los abusos, presentándolos como indispensables fundadas prácticas.

Yo protesto á Vuestra Excelencia que no trabajaré poco en contener la pluma, segun los efectos que en mi celo y sentimientos de humanidad causa la sola memoria de lo que he visto, de lo que me han advertido y de lo que he confirmado sobre esta materia en el corto tiempo que estuve y lo tal cual que corrí en la provincia del Paraguay: su cabildo y sus provincianos me merecen particular aprecio y contemplacion, pero podrán dispensarme en esta parte, porque yo aunque puedo estar equivocado, faltaria, segun concibo, á las obligaciones de vasallo, de ministro de humanidad y aun de religion, si no diese principio á mi informe, asegurando que creo están violadas todas las dichas con escándalo aun del ménos reflexivo, en la práctica de estas encomiendas, en el modo con que están tratados sus Indios, y en la casi y sin casi esclavitud en que viven constituidos los de algunas de ellas.

Sé, y aun se manifiesta bien claro en sus informes, que corren en ambos expedientes cuánto irrita á los capitulares del cabildo de la Asumpcion la menor especie que no conforme en sus

ideas de que subsista la colocacion de tales encomiendas en los vecinos de su provincia ; pero por mas que digan y quieran ajar-la memoria de su gobernador D. Agustin Fernando de Pinedo, aunque no he visto su informe en este punto, segun lo que el mismo cabildo indica de él en los suyos, es preciso que esté lleno de celo y veracidad y de justos sentimientos.

Para discurrir sobre el punto , es necesario ante todo distinguir las dos clases de encomiendas que hay entre las de que se trata : la una que se nombra de Indios Mitayos, y la otra de originarios, cuya distincion expresa el mismo gobernador de la provincia en su oficio que hace cabeza al expediente número 1º. La primera es de aquellos que , congregados en pueblos, tienen su residencia en ellos, les asiste en lo espiritual el cura propio, y sus temporalidades están en algunos al cuidado de estos, y en otros al de administradores particulares ó legos nombrados por el gobernador de la provincia, quienes les suministran de los bienes de su respectiva comunidad lo necesario para su vestido y subsistencia, teniendo cada poblacion su corregidor indio, dos alcaldes ordinarios y demas oficios de ayuntamiento de anual eleccion y confirmados por el gobernador de la provincia. Los que de esta clase están encomendados, deben pasar de sus pueblos al paraje, y en el tiempo que les designe el encomendero, á trabajar dos meses íntegros en cada año en la ocupacion ó labor á que los destinen ; exigiendo de ellos injustamente en mi concepto en servicio personal el tributo que en frutos de sus propias cosechas ú otras especies deben únicamente contribuirle segun su tasa y conforme á las leyes 1ª y 7ª, título 17, libro 6º de las de estos reinos, y otras consiguientes reales disposiciones.

Si este solo hecho de exigir indebidamente el encomendero de los Indios Mitayos el tributo en servicio personal, es y ha sido tan contrario á la benéfica mente de nuestros augustos soberanos, por conocerlo violentísimo á los mismos Indios, ¿ á qué extremo no llegará la pena de ellos mismos al mirar que se les separa de la faena á que están dedicados para aumento de los bienes de su comunidad, de que saben penden únicamente su

1786.

D. Agustin
Fernando de Pinedo.

Dos clases
de encomiendas.

Cada poblacion
tiene su corregidor
indio.

1786.

Abusos que cometen
los encomenderos.

subsistencia y la de sus familias, con solo el objeto de acrecer los de su encomendero? Mucho mas si esto acontece despues de haber invertido lo mas del año en preparar sus tierras, hacer sus sementeras, y en el tiempo crítico dè coger el fruto que esperaban de su trabajo.

Su avaricia
extrema, etc.

Aun sería soportable, Excelentísimo Señor, esta tiranía, si los comendadores ó encomenderos usasen con arreglo á su concesion de la encomienda, de modo que alternase el bimestre de cada Indio segun le correspondiera, y sin interrupciones; pero la propia comodidad ó, por mejor decir, la avaricia de algunos ha convertido esta facultad en el mas pernicioso abuso, dejando vencer cuatro ó mas meses de mita sin ocupar en ellos los Indios que por su encomienda le pertenecen, para que se les envíe en el tiempo mas ventajoso del año duplicado, triplicado ó cuadruplicado, segun los bimestres que ha dejado devengar el número de Indios que á cada uno correspondia; desposeyendo en lo mas critico de los labores al pueblo que le tributa la mita de una cuantiosa porcion de brazos que hacen notable falta para la recoleccion ó beneficios de las cosechas de su comunidad, y que tal vez no se perjudicaria si solo le faltasen aquellas manos que corresponden al mero alternado bimestre de cada uno.

Tiranía ejercitada
con los Indios.

Si en medio de tales padecimientos de no ser dispensado jamas el Indio cuando le pertenece la mita, de ir aun á los mismos confines de la provincia á satisfacer personalmente el tributo que devenga, siendo arrancado del seno de su familia, aun en las circunstancias de dejar á sus padres, mujer ó hijos en lo mas cruel de una enfermedad, ó en los últimos instantes de su vida, fuese este á pagar su tributo en el seguro de ser bien tratado por su encomendero, bien asistido y regularmente correspondido en su trabajo, pareceria al ménos mas soportable esta penosa constitucion; pero cuando no todos, los mas de los que tienen encomiendas, léjos de recibirlos de un modo que les hiciese ménos lamentable su suerte, no piensan mas que en extender á cuanto puedan la labor á que los destinan, en disminuirles el tiempo para el natural descanso, alimentándolos miserablemente, y sobre no suministrarles el menor estipendio

ni socorro en tiempo alguno para sí, ni sus familias, son tambien tratados con desabrimiento, castigados en ocasiones sin el mayor motivo, y últimamente oprimidos en términos en que no es posible dejen de tener por insufrible la misma vida : agregándose á todo lo dicho el total abandono con que proceden sus comendadores, en que no olviden la tal cual doctrina ó educacion que han adquirido en su pueblo, desatendiendo con suma indolencia los mas esta principalísima obligacion.

1786.

No cesa el infortunio de estos miserables con satisfacer á su encomendero el tributo del modo referido; son tambien empleados muchos por orden del gobierno en cualquiera obras públicas, como composicion y aberturas de caminos, otras de la misma capital y hasta para el aseo de las mismas casas capitulares de dicha ciudad, composicion de sus tránsitos y otros fines en que los ocupa el mayordomo de ella, á cuya disposicion se ponen los que se creen necesarios.

Se les emplea
en
obras públicas, etc.

Son destinados tambien del mismo modo para el servicio del ramo de guerra, sin que por ninguna de estas ocupaciones se le dé al Indio ni á la comunidad del pueblo á que corresponde otro salario ni gratificacion que el de seis pesos provinciales por mes, computados en tres varas de lienzo de algodón, ó en dos de bayeta de la tierra á cada uno de los que trabajan en las primeras atenciones por la ciudad; pero á los segundos del ramo de guerra, que llaman soldados y vienen dos de cada pueblo, cosa alguna : quedando á mas unos y otros gravados en el costo ú ocupacion de las cabalgaduras en que se conducen.

Como
para el servicio
de guerra,
sin dárselos
el menor salario.

Vea aquí Vuestra Excelencia el método con que se hace uso de las encomiendas de mitayos en la provincia del Paraguay, sin que por mas que se empeñen el cabildo de su capital y demas comendadores en declamar la necesidad de ellas para sostener la misma provincia, puedan dejar de confesar á los que hemos visto esta práctica la realidad de ella; de que es consiguiente preciso que, léjos de beneficio, es un positivo óbice para su felicidad y fomento.

He creido necesario dar por estas noticias principio á mi in-

1786.

Necesidad
de efectuar
la incorporacion
mandada por S. M.

forme, por mas que parezca invertido el órden de los expedientes y asuntos, porque sentada esta basa, está demostrada, á mi ver, la necesidad indispensable que hay de que no se retarde por mas tiempo la incorporacion mandada por Su Majestad de estas encomiendas á su real corona; ó cuando no, se tenga por del todo conveniente verificarla de pronto en las vacantes y que vayan vacando, por juzgarse de algun momento lo alegado por el cabildo de la provincia se medite al ménos un medio que minore tantos daños, y que ponga en mejor estado la suerte de aquella porcion de vasallos del rey, que lo parecen mas de sus encomenderos; bien entendido que lo relacionado hasta aquí de los Indios encomendados y correspondientes á esta primera clase ó mitayos, es nada respecto á la sin comparacion peor constitucion de los de la segunda ú originarios.

Origen
de estos Indios.

El origen de las primeras es bien sabido, pero el de estas no sé que sea el que el gobernador expresa en su citado oficio, á folios primero vuelta y siguiente del expediente número 10, pues aunque haya alguna familia que traiga aquel origen, es mas presumible sean todas ó las mas de los conocidos allí por Yanaconas, ó de los que escaparon de los pueblos que reducidos ya á nuestra religion y educados en ella, existieron en aquella provincia en Xerez, Ciudad Real y antigua Villa Rica, nombrada Guáyra, la que como á aquellos invadieron y asolaron los Mamelucos ó Portugueses Paulistas, segun se acredita de varios documentos antiguos que existen en dicha provincia y se indica tambien á folio 9 vuelta del citado expediente; y así como muchos Españoles que vivian en dichos parajes se retiraron á lo interior de la misma provincia del Paraguay, de quienes resultó el establecimiento de la actual poblacion llamada tambien Villa Rica, nada tiene de extraño, y ántes sí parece muy conforme y racional, el que los Indios ya católicos y reducidos que habitaban los mismos sitios, hubieran seguido igual suerte uniéndose á los Españoles de aquel tiempo.

Á mas que contra lo que el gobernador expresa hay el argumento obvio, de que si estas encomiendas de originarios fueron, como dice, concedidas á los primeros para sí y sus sucesores,

1786.

ni se hablaria de estas, ni se verificarian tan frecuentemente ó tal vez en tiempo alguno sus vacantes, porque no siendo temporales, hubieran seguido todas las líneas de los primeros agraciados, y solo extinguida esta, podrian llamarse vacas, como dice en su informe, por el tribunal de cuentas, el señor don Francisco de Cabrera desde fólíos 3 á 4 vuelta del mismo expediente, cuya reflexion hace cuando ménos muy dudoso el origen de tales encomiendas, sentado como cierto por el gobernador de la provincia.

Expuesta esta duda, que desde luego destruye mucha ó la mayor parte del derecho ó fundamento que para alegarlo y suplicar la continuacion de las provisiones en particulares, y que no se incorporen á la corona, aducen el cabildo ó capitulares de la Asuncion, procederé á manifestar el modo y uso con que se confieren y qué se hace de estas encomiendas. El modo de encomendar estos Indios originarios no es otro que el de, hallándose ya numerados por familias, entregar al encomendero todas aquellas, ó las personas de ambos sexos de que se compone la encomienda, para que asistan y vivan, desde el mismo dia en que se hace cargo de ellas con su encomendero.

Este los retira inmediatamente de la ciudad y los traslada al lugar de su residencia, que regularmente es su chacara ó estancia, y destinándolos á las labores y granjerías que tiene en ellas, los hace pasar la vida trabajando continuamente en su beneficio, y sin que el infeliz Indio lucre para sí cosa alguna, ni disfrute mas estipendio que la comida muy escasa y la precisa para alimentarse, el mas grosero miserable vestuario, y este no todos, pues he visto á muchos y sin arriesgar la verdad, podrá asegurarse de los mas, que van desnudos, y solo con un taparabo, que así llaman á un pequeño pedazo de lienzo pañete, y comunmente de cuero, que les cubre solo lo indispensable: no siendo mas felices que los otros en dejar de sufrir la misma aspereza, y sin duda mas, por la imposibilidad de su separacion del encomendero que los mitayos, que solo tienen el bimestre de su mita, siendo aquella segun el carácter y genio de este ó de los de su familia á quienes viven sujetos con una

Modo y uso
con que se confieren
encomiendas*.

Traje miserable
de los Indios.

1786.

servidumbre interminable, que á la verdad yo no sé qué diferencia haya de la verdadera esclavitud, á excepcion de la de no poder ser formalmente vendidos al arbitrio de los encomenderos.

Lo que se debia
haber hecho
con arreglo
á las
reales disposiciones.

Esta sola reflexion bastaria á calificar por cruel , inhumana é insoportable por el gobierno la suerte de estos vasallos, que nacieron y son esencialmente libres. Ellos debian, con arreglo á las reales disposiciones, haber sido unidos en poblacion como los demas, tener tierras, disfrutar de sus labores y tareas y de los demas bienes temporales que disfrutaban y poseen los mitayos; debian no adeudar tributos hasta los diez y ocho años, y cesar en esta contribucion á los cincuenta; sus mujeres é hijas debian tambien ser aplicadas á las labores propias de su sexo, al cuidado de su casa y familia para utilidad de su respectiva comunidad y de los de cada uno; todos últimamente debian practicar la frecuente asistencia al templo y santo sacrificio de la misa que los otros, una educacion cristiana dada por su cura propio y la subministracion de sacramentos en los tiempos designados por nuestra santa madre Iglesia.

Estado miserable
de los Indios.

Pero en poder del encomendero, léjos de verificarse estas tan útiles como piadosas reales disposiciones tan encargadas por las mismas leyes, particularmente por las 11, 18, 22 y 23 del título 1º, las 7, 18 y 19 del título 5º, las 2 y 3 del título 9º, la 8 del título 17 y últimamente por casi todas las del libro 6º, se hallan estos miserables Indios originarios sin poseer tierras, sin disfrutar para sí de labor ni trabajo alguno, sin adquirir bienes temporales, trabajando desde sus mas tiernos años hasta el fin de sus vidas para solo su encomendero, aplicadas sus mujeres é hijas al continuo servicio de este y de su familia, sin aquella debida instruccion en los misterios de nuestra santa Fe y demas obligaciones en que por católico están constituidos, y últimamente sin la menor civilizacion, sin auxilios y sin proporciones para que en algun tiempo pueda esperarse que llegando continuando esta clase y el modo de tales encomiendas, á poderse llamar útiles vasallos ni instruidos católicos.

No dudo que si los capitulares del Paraguary vieses estam-

1786.

padas estas expresiones, las caracterizarian de hiperbólicas y aun quizá de una formal invectiva contra las utilidades de su provincia y de sus particulares encomenderos, quienes tal vez tendrian poca dificultad en presentarse contradiciéndolas, y calificándolas de inverídicas; pero, Señor Excelentísimo, nada es mas fácil de comprobar comisionando eclesiásticos imparciales, de virtud, letras é inteligencia en el idioma guaraní que tenazmente conservan, quienes examinando por las estancias y chácaras de los encomenderos donde comunmente habitan estos infelices originarios, á cada uno de ellos confirmáran la ignorancia y barbarie en que se hallan aun de lo mas preciso para una vida miserablemente civil y aun aparentemente cristiana.

Es evidente cuanto expongo á Vuestra Excelencia, y yo quedaria responsable á un gravísimo cargo si, necesitado á hablar sobre este punto, no manifestase á Vuestra Excelencia con la imparcialidad y exactitud que corresponden á mi carácter y ministerio, cuanto he visto, notado y adquirido de cierto en una materia que muchos años hace ha sido representada al trono como exigente de un eficaz remedio, y que, á pesar de haberse expedido por nuestros soberanos las mas piadosas, benéficas y prontas suaves determinaciones, de haberlas recibido y aun tenerlas los mismos gobernadores y justicias que han reclamado contra la subsistencia de estas encomiendas, ó del abuso de ellas, y que debian practicarlas, aun no ha sido posible contrarestar la oposicion de los empeñados en que se mantengan por un mal entendido principio de aparente beneficio á la misma provincia, que léjos de serlo, es en mi concepto el que cuando no el que la precipita á su ruina, el mayor ó uno de los mayores óbices á su fomento. En comprobacion de esto veamos cuál es el objeto de estas encomiendas y cuál el cumplimiento que dan los encomenderos á sus obligaciones.

Las leyes 1^a, 2^a y 4^a, título 9 del libro 6, explican bien claramente los fines con que se instituyeron las encomiendas, siendo los principales objetos poner á los Indios bajo la custodia, proteccion y amparo de los encomenderos para que estos cuidasen de su sustento, educacion y doctrina católica, recom-

Eficaz remedio
que se habria
de aplicar
á tan crueles
abusos.

Explicacion
de los artículos
sobre
las encomiendas.

1786.

pensarles con el tributo ó moderado trabajo del Indio ó Indios encomendados su fatiga , fidelidad y celo en las conquistas , y estimularlos por último á hacer nuevas reducciones de infieles, y á defender con gentes y armas las tierras adquiridas.

Sábía conducta
de los primeros
encomenderos.

No tiene duda que algunos de los primeros encomenderos, inflamados del celo de nuestra santa religion y del aumento del señorío de nuestros católicos monarcas, manifestaron el cumplimiento de sus predichas obligaciones, teniendo y tratando á los Indios correspondientes á sus encomiendas y rendidos por su valor y esfuerzo, como á verdaderos hijos, coadyuvando con cuanto podian á formar nuevas reducciones y espirituales conquistas; pero otros, ó los mas, olvidados de sus deberes, frustraron los fines de tan sabio como útil y cristianoq establecimiento, descuidando enteramente en cuanto les era gravoso, y procurando solo satisfacer su codicia, obligando á sus Indios á un trabajo continuo y excesivo, tratándoles con rigor y aspereza, y faltándoles hasta á los mas precisos auxilios que dicta la humanidad, cuyas noticias obligaron á establecer la ley 3^a del título 9 ya citado.

Proyecto
que se tuvo
de abolir
las encomiendas.

Pero no bastando aquellas amenazas á evitar sus procedimientos tan injustos como contrarios á las benéficas reales intenciones, se meditó seriamente en abolir de un todo las encomiendas; en cuya virtud pulsadas várias dificultades invencibles en aquel entónces para ejecutarlo, se subrogaron las tasas en lugar del servicio personal, para dejar al Indio al ménos en la natural libertad que le era propia, y desprendido del yugo de la asistencia á su encomendero, á quien satisfacía con solo aquel tanto que respectivamente fué determinado bien en dinero, bien en las especies ó productos de sus labores: siendo este el primero paso dado en favor de los Indios encomendados, hasta que el tiempo y las circunstancias abrieron márgen á generalizar la abolicion y hacerse efectivas las providencias que se tomaron para extinguirlas é incorporarlas en la real corona.

Quizá sea solo el Paraguay el que, á pesar de todo lo dicho, ha continuado poseyéndolas tan absolutamente que ni aun en me-

dio de las primeras restricciones de la determinacion de la tasa, y de haberse repetido esta real disposicion directamente para la misma provincia, ha dejado de conservarla, como desde el principio, demorando siempre su cumplimiento por sus representaciones, que auxiliadas de la distancia han entorpecido y hecho precisamente tardias cualesquiera resoluciones sobre el efectivo cumplimiento de ellas. No es esto decir que sean del todo infundadas é injustas; pues seré el primero á confesar que si alguna provincia pudiera merecer estar exceptuada de la total abolicion de las encomiendas, ninguna podria competirle; sería tal vez la única que tendria mi voto para la preferencia: mas de ninguna suerte en los términos en que tenazmente las disfruta, sino con todas las reflexiones y bajo la mas exacta observancia de cuanto sabía y cristianamente está prescrito por las santas leyes de nuestros católicos monarcas; pero á mi ver no les son de modo alguno ventajosas y ni aun útiles, como iré manifestando.

El mero hecho de cobrar los encomenderos en esta provincia el tributo en su servicio personal, es el mayor argumento contra la estabilidad de las encomiendas, y á favor de los Indios por la nulidad de ellas. Las leyes y reales disposiciones están tan terminantes sobre este punto, que con solo manifestarse ser personal la paga del tributo, es de rigorosa justicia la imposicion de la pena que determina particularmente la ley 1^a, título 17, del citado libro 6. Ella es rigurosísima, y no basta de modo alguno para autorizar la práctica en contrario la real cédula dada en Aranjuez á 10 de junio de 1758, puesta en testimonio á folio 15 del expediente número 2, y alegada por el cabildo de la Asumpcion; pues está léjos de aprobar tal método de exaccion, no consiente de modo alguno que se verifique este tributo por los Indios del pueblo de Itape, dejando por lo mismo en su fuerza y vigor todas las leyes que hablan sobre este punto, y prohiben seriamente el servicio personal: no obstante que en el informe, segun se infiere de la misma real cédula, se quiso disculpar esta práctica ó exceso con aparentar que los pueblos no tenian otro arbitrio para satisfacer el tributo á su encomen-

El servicio personal
es el mayor abuso.

1786. . dero ; en lo que hicieron los interesados seguramente equivocar al informante, pues ni consta que se haya probado , ni son capaces de probar tal imposibilidad , á no ser que los tenga constituidos en ella la misma injusta práctica, que es la que los destruye: á mas de que tampoco parece se expresó en el informe, ó al ménos no hay indicio el menor sobre las encomiendas de originarios de que hablo.

Consecuencias
de la existencia
de las encomiendas.

Pero prescindamos por un momento de las leyes y reales disposiciones, y contraigámonos á la misma razon, basa fundamental de la justicia. La colacion de las encomiendas embebe en sí un formal contrato entre el Indio y el encomendero: aquel debe prestar á este el tributo segun tasa, ó sea el personal servicio, y el encomendero asistir al Indio, educarlo civil y cristianamente y servir á la patria, cuidando con preferente obligacion á los demas sus convecinos que no se hallan igualmente agraciados de la defensa de la tierra.

Obligaciones
del encomendero
y de los Indios.

Procedamos pues á la parte de este contrato. En cuanto al Indio, no tenemos duda que están cumplidas excesivamente sus obligaciones respecto á su encomendero , pues la misma práctica, la superioridad de este, y el empeño en que subsistan las encomiendas, lo evidencia. Procedamos pues á la parte de contrato que á este corresponde, y teniendo á la vista lo ya expresado en el uso que generalmente hacen , cuando no todos , los mas, y trato que dan á los Indios de su encomienda, solo aduciré en confirmacion los públicos documentos que muy de antiguo lo comprueban.

Real cédula
sobre encomiendas.

La real cédula en Madrid, dada á 31 de diciembre de 1680, inserta en la expedida sobre encomiendas en Madrid tambien á 1º de junio de 1690, que he visto, consta que D. Felipe Rego-Gorbalan, siendo gobernador de aquella provincia, representó al rey en 28 de marzo de 1675, los mismos padecimientos, agravios, excesos y aun mas abusos que los que tengo referidos y que sufrian los Indios de sus encomiendas desde aquel entónces. Las mismas leyes que imponen penas contra este abuso, en nuestros tiempos, por mas que declame el cabildo de la Asumpcion, é intente dar un origen poco correspondiente al

informe que cita de su gobernador D. Agustín Fernando de Pinedo, en el que, según se infiere, están detallados los perjuicios, los daños y excesos que acarrea ó trae consigo la continuación de las encomiendas, no es creíble que este oficial se expusiese á faltar tan abiertamente á la verdad, escribiendo dentro de la misma provincia en su actual gobierno y expuesto á que su informe se ventilase, como efectivamente se ha ventilado, ó está actualmente ventilando, aunque ignoramos su curso ó paradero por otros tribunales superiores, lo mismo que en confirmación de cuanto dejo expuesto he visto personalmente dentro de la provincia, aunque residí pocos meses en ella, las repetidas representaciones del actual protector de Indios, don Juan Bautista Achard, cuyo celo, el peso de la razón y sólidos fundamentos, no le han permitido, siendo hijo del país y viviendo en él al frente de los propios encomenderos, callar las vejaciones que sufren sus Indios.

1786.

D. Juan Bautista
Achard,
protector
de los Indios.

Y últimamente, después de haber yo salido de dicha provincia del Paraguay, me consta que el reverendo padre fray Inocencio Cañete, natural del mismo Paraguay, del orden de Nuestra Señora de las Mercedes, sugeto bien conocido por su virtud y literatura, predicando en la misma catedral de la Asunción á presencia de ambos cabildos, declamó terriblemente contra la conducta de los encomenderos de aquella provincia con sus Indios encomendados, sentando que convenia al mejor servicio de Dios la total extinción de las encomiendas, y concluyendo con que estaban las justicias de su provincia obligadas bajo culpa grave á informar sobre ello con la debida pureza é imparcialidad á Su Majestad, cuyo hecho me lo ha testificado D. Vicente Caudevilla y Escudero, comandante de aquellos resguardos, testigo presencial del sermón y sugeto de muchos conocimientos, de aquella provincia, donde ha residido muchos años con comisiones que le han sobrado ideas, las que unidas á su buen talento y honradez, hacen de no poco aprecio sus expresiones é informes, que me han servido bastante para dar este á Vuestra Excelencia. Lo dicho confirma este primer punto, y el legado de la educación cristiana y pasto espiritual de que debían cui-

Declamaciones
del reverendo padre
Inocencio Cañete.

1786. dar como principalísima obligacion los encomenderos, y que generalmente lo tienen abandonado.

Descendamos ahora á la otra parte de la defensa del país que corresponde á los encomenderos como una consecuencia precisa de sus encomiendas, ó mejor, como una condicion necesaria para poseerlas justa y debidamente, debiendo tener armas y caballos para ello, y contribuir en todo caso de invasion ó ataque de enemigos con aquel mayor número de ellas que se crea corresponderá la cantidad de la misma encomienda, segun prescribe la ley 4 de los citados libro 6, título 9.

Conducta floja
de los
encomenderos
contra
las invasiones
de Indios infieles.

Por lo respectivo á este punto, es fácil que Vuestra Excelencia se asegure de que, á excepcion de muy pocos que, ó movidos de su espíritu marcial, ó del celo por su patria ó de su particular respectiva conveniencia por la mayor seguridad de sus haciendas de campo y ganados, muy frecuentemente invadidas de los Indios infieles, los mas, léjos de salir y coadyuvar con aquellas mas armas y caballos que corresponden á la cantidad de su encomienda, á evitar las irrupciones ó castigarlas, cuidan solo de aparentarse exemptos por unos medios los mas ilegales y contrarios á la misma excepcion que alegan.

Número de vecinos
de la provincia
del Paraguay.

La provincia del Paraguay contendrá de seis á siete mil vecinos españoles; las encomiendas de mitayos están reguladas hasta sesenta, y yo computo otras tantas de originarios; de modo que en todas vendrán á componer ciento y veinte, pocas mas ó ménos. Bien veo que aunque este número de encomenderos no basta de modo alguno para costear el todo de la defensa de la provincia, segun parecia de la obligacion en que se constituyen por el mismo goce de sus encomiendas, deberian al ménos concurrir todos en cualquiera salida ó enviar personeros y contribuir con aquellas mas armas y caballos para habilitar á los que por su pobreza no las tienen en las ocasiones. No lo hacen, Señor Excelentísimo: esta pension la sufre en el todo el pobre, ocupando al ménos la tercia parte del año en hacer su respectivo ejercicio en las guardias fijas, destacamentos y salidas; sufriendo á mas estos infelices los costos de su manutencion, la pérdida ó aniquilacion de sus caballos y aun los

1786.

gastos de armas y municiones, hasta pocos años hace que el mismo gobernador D. Agustin Pinedo, contra quien tanto declaman, solicitó de este superior gobierno se le remitiese, y efectivamente se le enviaron, entre otros pertrechos, porcion de armas y municiones de guerra para poder repartir en los casos de necesidad á los pobres vecinos que por su indigencia no pueden absolutamente estar provistos de ellas; habiendo sufrido la real hacienda un gasto que es correspondiente á los encomenderos, quienes cuando ménos debian haber concurrido á tener un repuesto de armería y contribuir con lo necesario á su conservacion. Infiriéndose de esto, á mas de los perjuicios indicados, que el miserable vecino no solo padece los daños que se manifiestan, sino el del abandono de su casa en cualesquiera tiempos y circunstancias, bien de sus siembras, bien de la recoleccion de sus frutos, que ó se retardan ó pierden forzosamente por su falta, sin que espere por esto la mas mínima recompensa; pues si al ménos llevára un sueldo que le sufragase el de un peon á quien dejar el cuidado de sus cosas, se le minoraria el daño, y este no sería tan general al comun de la provincia.

No creo que se determinarán á contradecir estos hechos, pues son tan efectivos como constantes. Los mas de los capitulares, cuando no sean todos, tienen encomiendas, otros que no lo son y las poseen, procuran algun título colorado de familiares ó empleados en el Santo Oficio ó en cruzada, y apénas los consiguen se creen exemptos, y lo alegan como privilegio para excusarse, no solo del forzoso servicio personal, sino aun tambien de poner personeros. Así ha sucedido de algunos años á esta parte, y lo confirma el que parece tienen ganada subrepticia ú obrepticamente una providencia de la real audiencia de Cháracas eximiéndolos, cuya providencia no pudo ménos de conseguirse con los expresados vicios, sabiendo lo que es aquella provincia, y que ni la cualidad de capitular ni otro algun particular cargo exime á los encomenderos, como tales, de sus respectivas obligaciones, conforme á las leyes 29, título 19 del libro 1º al número 7, y la 18, título 2, libro 3.

Este es el modo comun de corresponder los encomenderos á

Confirmacion
de los
abusos cometidos.

1786.

Cómo cumplen
los encomenderos
con las obligaciones
que les competen.

la parte que les pertenece cumplir del indicado contrato al poseionarse de su encomienda, que convence á la mas clara luz, que al paso que los Indios encomendados satisfacen excesivamente sus obligaciones para con ellos, estos faltan en un todo á las en que se constituyeron y están prescriptas por un sinnúmero de leyes y reales cédulas al entrar en el goce de estas gracias, privando al Indio de todos aquellos fines para que fué encomendado á la provincia de aquel mayor fomento que adquiriria, si fuesen prudentemente empleadas y justamente distribuidas aquellas manos laboriosas, ó que sirven para la agricultura y beneficio de sus frutos, siendo el pobre al mismo tiempo el que sin lucro ni recompensa y á su costa defiende el país con abandono de sus cortas labores, y á la real hacienda no solo de los tributos que debia percibir de estos Indios, sino gravándola á mas con la provision y remision de armas, municiones y demas pertrechos de guerra que debian ser del cargo de los encomenderos.

Necesidad
de extinguir
las encomiendas,
incorporándolas
á la corona.

Los expresados fundamentos parecen bastantes á poner en ejecucion desde luego la extincion de las encomiendas y su incorporacion á la corona, no permitiendo en lo sucesivo continúen confiriéndose á particulares, en observancia de la ley 43 del título 8º del libro 6, que expresamente lo prohibe, interin no se mande otra cosa en contrario: sin que sirva de óbice á su rigurosa observancia la real cédula dada en Madrid á 13 de octubre de 1696, que se halla á folio 6 del expediente número 10, confirmatoria de la encomienda que pedia D. Francisco Ignacio de Olazan, como hijo de D. Juan, á quien se le habia conferido por dos vidas; pues léjos de poderse apoyar semejantes colaciones por la especial confirmacion que logró el D. Francisco denegada ántes por el mismo consejo, se expresa en ella darse sin que sirva de ejemplar, y con particular encargo de que se observase en todo y por todo en lo sucesivo la citada ley 43, con apercibimiento de hacerse una grave demostracion contra el que lo contrario hiciese; mandando por último que conforme fuesen vacando, se pusiese cobro en ellas y administrasen como por de real hacienda.

Para la ejecucion de esto, parece puede detenernos algun tanto el riesgo que alega á folio 2 de dicho expediente el gobernador en los originarios de que quedáran vagos y sin destino, no depositándose al ménos, ó manteniéndose depositadas las encomiendas vacantes por no tener, como los mitayos, pueblos de residencia, y los muchos mas que expresa el cabildo en su subsiguiente informe de folios 29 á 35, sobre la calidad y carácter del Indio, su inaplicacion, su innata propension al robo, quedar expuesta la provincia si reunidos todos y no habiendo mucha parte de ellos dispersos, intentasen sublevarse y unirse á los infieles, no poder los Indios de otro modo mantenerse ni pagar el tributo, haberse excusado algunos de satisfacer á su encomendero en especies y preferir el personal servicio, quedar indefensas las fronteras, porque no esperan ni tienen otro premio los que las defienden, con lo demas que consta del citado informe.

Pero, como he dicho ántes, Señor Excelentísimo, en mi concepto, miradas las cosas á la luz de la indiferencia, y con unos sanos principios de política, se halla hoy mas expuesto el Paraguay á tales riesgos, que si se verificase la incorporacion, y establecida esta se dará á la provincia un considerable fomento, y mas sin comparacion con el tiempo, si quitado este horroroso ejemplo de Indios encomendados se quita el mayor estorbo para aumentarse de habitantes, para adelantar reducciones, y para conquistar por consiguiente muchas almas á la religion, primero y principal objeto del religioso corazon de nuestro católico monarca.

Siento la difusion en mis papeles, Señor Excelentísimo, pero las materias que me han cabido en suerte, y que parece se hallaban destinadas á mi tiempo, son de mucha entidad, cuestan mucho estudio y tareas, y por su naturaleza y miras con que se trata de ellas, no admiten concesiones. En primer lugar, prescindiendo de la imparcialidad y justificacion que supongo tendrá cada uno de los capitulares de la Asuncion, en mi concepto en esta materia, si se trata de lo legal en ella no deben hacer fe, porque todos ó los mas son encomenderos, y á quienes les

Beneficios
que resultarian
de la incorporacion
á la corona.

Poco crédito
que se ha de dar
á los capitulares
de la Asuncion.

1786.

coge de medio á medio, como suele decirse, cuanto dejo expuesto del trato y modo con que son atendidos los Indios y cumplidas las obligaciones del encomendero, y por consiguiente parece como preciso que su empeño se dirija á contradecir esta evidencia y á sostener su provision en particulares; porque si hay alguno que no la tenga, la espera de un momento á otro, no por sus particulares servicios, pues hay muchos que no han visto jamas al enemigo y las poseen, sino por la circunstancia de regidor ó veinticuatro, ó por otros respetos mas fáciles de concurrir en quien está condecorado con un cargo, que en aquella provincia es aun de mas momento que en otras.

Exámen
del dño y riesgo
que ellos aparentan.

Mas aun prescindiendo de esta tacha legal, que desde luego debe hacer parar algo nuestra reflexion, discurramos sobre los daños y riesgos que aparentan si se verifica la incorporacion, y los que yo creo se están causando efectivamente de continuar proveyéndolas en particulares. La calidad y carácter del Indio, su inaplicacion y casi innata propension al robo, es general en todos, y yo soy de sentir que quien ha visto uno puede hacer juicio de los demas, pues en todas las provincias de este reino que he visitado, no obstante las considerables distancias de unas á otras, los he advertido iguales, aun en su constitucion fisonómica, cuya conformidad parece guardará en sus sentimientos: cotejados los de aquí con los de la otra América, he oido á cuantos han visto una y otra la misma semejanza; con que si en medio de ella, de haber estado todos encomendados ántes desde su conquista, de concurrir en las demas partes casi iguales motivos para temer los mismos riesgos, se abolieron las encomiendas, se incorporaron á la corona, se civilizaron despues mucho mas los Indios, se sujetaron á un solo corregidor los de muchos pueblos que componian ántes una provincia llamadas hoy partidos, separadas las mas de pueblos de Españoles y muchas á no corta distancia y aun fronteras á infieles, defendiendo ellos mismos, sin otro auxilio, sus terrenos, se han dedicado al trabajo y labor de sus tierras de comunidad y propias, y continúan aun mas aplicados en el dia, que libres del yugo de un repartimiento y de la obligacion

Carácter
de los Indios
en todas
las provincias.

de satisfacerlo, solo aspiran á satisfacer su tributo y á granjear y comerciar por sí y para su beneficio.

1786.

¿Por qué no hemos de esperar en la provincia del Paraguay las mismas resultas, y creer que con el tiempo, la asidua aplicacion de sus gobernadores intendentes á inclinarlos á lo mejor, el cuidado de los administradores, el celo de sus respectivos curas, habiendo esmero en la eleccion de unos y otros, lleguen á conseguir, que cuando no en mejor, por las proporciones de la misma provincia, se pongan en la misma constitucion que los otros? ¿Quién dudará que si es cierto que los Indios no pueden pagar en el dia el correspondiente tributo por sí, y sin el auxilio del encomendero, proviene de esto mismo la tal imposibilidad? ¿Cómo ha de florecer un pueblo á quien en el tiempo de sus siembras ó cosechas se le quitan los mas ó aquel número preciso de brazos que han de verificarlas?

Beneficio
que resultaría
para el Paraguay
de la incorporacion.

Sepa esta comunidad el tanto que puede abrazar y hasta dónde debe extender sus siembras é industria, proceda segura de que tiene todos los necesarios obreros para ambos objetos, y sobre esta basa, bien dirigidas y administradas las operaciones y sus productos, vendrémos á parar precisamente en sobrantes, léjos de tocar en indigencias. Por el contrario, si al tiempo de cultivar ó preparar las tierras, se halla esta comunidad con una minoracion considerable de Indios, no puede de modo alguno extender el cultivo á lo que necesita; y si en este tiempo no le sucede este infortunio y el encomendero pide devengados algunos meses, el número de mitayos que le correspondian en cada bimestre, al tiempo de la recoleccion de los frutos y del beneficio de ellos, piénsese á qué grado llegarán los perjuicios de los pueblos, imposibilitados de sacar el fruto que debian reportar, hechos sus primeros trabajos, y viéndose necesitados á perder lo mas, ó mucha parte de lo que ya contaban por seguro.

La constancia en las operaciones es la basa fundamental de conseguir lo que se desea de ellas; y por el contrario, la interrupcion ó la falta del preciso cuidado en las ocasiones mas críticas, lo que frustra cualesquiera ideas de utilidad ó beneficio.

Cuál es el mejor
modo
de conseguir
la prosperidad
general.



1786.

Ello es constante que un pueblo, en tanto puede ser mas rico, en cuanto tenga mas número de vecindario, con proporciones de agricultura y consumo ó expendio de sus producciones.

Produccion
de
tabacos y azúcares
en el Paraguay.

Aunque la provincia del Paraguay no tuviese otros renglones que los del tabaco y azúcares, que se producen generalmente en todos ó en casi todos sus terrenos, serian los bastantes para hacer ricos á doble número de pueblos y de vecinos de los que tiene, como se empleasen sería y cuidadosamente á ellos, con la ventaja de que el primero apénas lo beneficia, toma su valor en su propia casa sin los riesgos de su conservacion, y sin demora la mas mínima en su paga, y en el seguro de que por mucho que beneficien, siempre es fijo el expendio y aun no basta para todo lo que se necesita. ¿Cuánto no han logrado este mismo año por la felicidad de una cosecha ventajosísima? Los caudales enviados por la renta é insumidos en los pagos del que entreguen podrán manifestarlo. De solo el torcido negro son necesarias para España dos millones de libras. Si llegan siquiera á completar para este abasto, ¿qué fomento no tendria aquel país? Si los pueblos se dedican por su mayor número de brazos á beneficiar las mas cantidades que puedan, ¿podrá dudarse del logro de unos fondos capaces de pagar tributos, y que lo corto de este hace que no florezcan los de San Isidro de Itape, San Pedro de Ipane y Nuestra Señora de Guarambaré? Con que no es dudable que miéntras mas individuos cuenten, y miéntras se acrezca mas su fijo é inseparable vecindario, tendrán mucho mas fomento.

Lo que se ha
de practicar.

No se quiten, pues, á los otros los que se arrancan por el encomendero para su mita, y agréguese á estos, ó repártanse entre todas las familias de los originarios, y veráse entónces como congregados en pueblos no hay los medios que manifiesta el gobernador á folio 2 del dicho expediente, de que queden vagos, serán mejor instruidos, mas cuidadosos, y se verificará el fruto de las sábias intenciones del monarca, y á la provincia se le facilitará el auge de que es susceptible, y que no tiene por el empeño de figurar un tan pernicioso abuso.

No se diga por esto que los hacendados entónces, parti-



cularmente los encomenderos, quedarán inhabilitados de beneficiar y cultivar sus haciendas y tierras, porque no hallarán peones del mismo país que los sirvan, declamando sobre la inercia y abandono que muchos atribuyen á aquellos naturales Españoles. Es cierto que compadece la miseria en que viven muchísimos en aquellas campañas, poco fastidiados de la desnudez y aparentemente gustosos con la holgazanería. Tal los creía yo cuando los ví en su provincia, pero despues he visto que mas procede de falta de ocupaciones en ella, que de natural desidia: pues es constante que venidos aquí los peones que regularmente traen de remeros los barcos del giro de aquella provincia, es muy raro ó quizá ninguno el que no busca los dias ó meses que debe demorarse, dónde ganar sus vidas, bien acomodándose para el cultivo de quintas, bien en algunas otras cosas en que sean inteligentes, como aforrar tercios con cueros, hacer petacas, etc.; y he oído á algunos de los que los tienen, que son mas á propósito para cualquiera ocupacion los de aquella provincia que todos los demas.

De dónde proviene
la miseria
de los Indios.

Luego que los hacendados, que generalmente ó los mas son encomenderos, se hallen sin el auxilio de la encomienda, buscarán de los del país para servirse de ellos, lograrán estos en qué ocuparse dentro de su patria, ganarán aquel tanto en que se ajusten por su trabajo, y sucederá allí lo que en todas las demas partes del mundo, de servir los pobres á los que no lo son, y de hacerse mutuamente útiles y provechosos.

Tal vez parecerá paradoja la proposicion de que quizá será mas útil al encomendero originario este método y el servirse á su tiempo de los peones necesarios á su respectiva labor, que el de poseer una encomienda de las dichas; pero reflejemos un poco, y se verá que no es tan infundada como puede parecer á algunos este dicho que los que se posesionan de encomiendas originarias, se entregan desde el mismo dia de la colacion del número de familias de que aquella se compone, y las conduce á su chácara ó estancia para destinarlas á sus labores. Estas forzosamente incluyen hombres, mujeres y niños, y aquellas y estos pueden y aun es preciso le sean de mas gravámen que auxi-

1786.

lio, pues ni el sexo ni la edad son á propósito para las ocupaciones rústicas.

La que
el encomendero
tiene que hacer
con los Indios.

El encomendero debe vestirlos, educarlos y mantenerlos á todos: si él cumple con estos encargos, forzosamente ha de gastar mas que lo que puede adquirir con ellos: las familias han de ir aumentando, y aunque los pequeños crezcan, nunca es esto con tanta prontitud que no pasen años hasta que se hacen útiles; en cuya virtud siempre el costo va acreciendo y la utilidad no es tan breve que cuando lleguen á darla, pueda ni aun nombrarse recompensa. Hay mas en esta clase de Indios originarios: luego que llegan á cumplir los cincuenta años de edad, se constituyen libres, y debe el encomendero señalarles tierras y darles bueyes y semillas para su cultivo y siembra. En este concepto ó el encomendero cumple con todo esto, ó no: si cumple, es imposible que saque de su encomienda beneficio alguno, pues han de ser sin comparacion mayores los costos que los productos que disfrute, y le seria ménos gravoso tener aquel número solo de peones que necesitará, pagándoles su soldada, que el mantener una porcion de bocas inútiles y superiores á lo que exigen y ofrecen sus heredades; si no cumple, se verifican sin duda alguna todos los daños y perjuicios que dejo expuestos, siendo el principal desde luego el irse criando cada uno de estos originarios unos vagos sin civilizacion alguna, y por consiguiente inútiles en todo tiempo á su patria, y si cumplidos los cincuenta años, que es lo que sucede, no tienen la consignacion de tierras y demas útiles, que será muy raro el que lo logre, quedar un vagante perdiosero ó un censo perpétuo al dueño de la hacienda, si el amor de los hijos y familia lo detiene en ella.

Abusos
que han de resultar
de la continuacion
de las
encomiendas.

Quizá en confirmacion de lo dicho no faltarán ejemplares en la misma provincia de haber algunos que, mas escrupulosos en el cumplimiento de sus deberes, viendo que el producto de sus encomiendas no podia sufragarles á llenarlos, hayan hecho dejacion de ellas. El miedo de que, unidos todos en sus respectivos pueblos y no teniéndolos dispersos, podrán intentar sublevarse y unirse á los infieles, es un alegato muy fútil y casi ridi-

culo en mi concepto. El mismo cabildo dice que será una sexta parte de ellos la que está dispersa : si esto es cierto , lo que no han hecho ni pensado hacer las cinco partes de Indios unidos é congregados en pueblos, ¿por qué se ha de temer con la agregacion de la corta que resta? Esta podrá hacer falta para las labores y aumento de sus respectivas comunidades , pero no darles mayor fuerza para una sublevacion y complot con los infieles : á lo que sí da márgen , es á que estos improperen y echen en cara á los reducidos que se han hecho cristianos para ser esclavizados, ya que permanezcan muchos sin catequizarse y constantes en su idolatría , privando á la provincia de una considerable porcion de operarios útiles, como probaré despues, y á la religion de muchas almas : y si los reducidos, como expresa el cabildo, repiten comunmente en sus pleitos con los Españoles que aquellas tierras fueron de sus mayores, crea V. E. que no es el Indio el que lo dice ; el Español que le forma los escritos es quien lo produce ; y si á quien tal stampa se le escarmentase desengañándolo ántes de un principio tan de poco momento y de la justicia del dominio, no se atreveria á reproducirlo, y se confundiria en su mala inteligencia ó equivocacion.

Que el Indio se haya excusado á pagar su tributo al encomendero en especie, no será extraño, si es de aquellos infelices originarios que educado en la miseria, connaturalizado con la holgazanería, y siéndole mas gravoso que útil al encomendero que se obligó á sustentarlo, quiere este que trabaje en otra parte para sacar de él el fruto que tal vez no pueda en su hacienda, ó porque no tenga en qué ocuparlo en ella; pero lo que sí veo del expediente nº 2 á la foja 7ª, es una instancia del protector para todo lo contrario , pues se dirige á pedir por un Indio originario que reside en la Villa Rica, y que teniendo sus tierras y sementeras, quiere pagar en especies á su encomendero, é intenta este obligarlo al servicio personal.

Que quedarán indefensas las fronteras, porque no esperan otro premio que alguna encomienda los que las defienden. Aquí llamo la atencion de V. E. á cuanto tengo expuesto sobre cómo

1786.

Lo que alega
el cabildo
de la Asuncion.

Instancia
del protector
de los Indios.

Sobre que quedarian
indefensas
las fronteras.



1786.

cumplen los encomenderos con este artículo de la defensa de la tierra, y véase cuántos de ellos son los que corresponden á esta principalísima obligacion. ¿Qué encomienda espera el pobre que abandona su arado, sus siembras y cosechas para hacer el comun servicio y concurrir en las salidas? Cuando yo estuve en el Paraguay, se contaban de seis á siete mil hombres de armas, esto es, en aptitud de tomarlas, y de hacer como hacian á su costa y alternativamente el servicio: el número de encomiendas será el dicho de 120 pocas mas ó ménos: muchas de ellas se hallan repartidas en sugetos que quizá no han visto jamas la cara al enemigo, hecho un destacamento ni montado una guardia: apénas las logran, buscan algun título ó motivo para eximirse de este gravámen, siendo los primeros los mismos capitulares. En este concepto, ¿quién no se convencerá de que la subsistencia de la colacion de encomiendas en particulares es mas bien un motivo de quejas y resentimientos entre los agraciados que nada hacen, y los que no lo son, sirviendo como deben, cuyo número es tan excesivo respecto á los primeros que es un verdadero incentivo para animar y alentar á los segundos?

Nú nero
de encomiendas.

Espíritu patriótico
que distingue
á los habitantes
del Paraguay.

El Paraguay seguirá siempre sin las encomiendas defendiéndose como hasta aquí, porque los que lo defienden no son los encomenderos, y porque es conveniencia y aun necesidad de todos el ejecutarlo: están hechos á ello y á servir sin premio, no faltan de espíritu patriótico, particularmente en este punto, y tanto el soldado, por decir que ha hecho tantas salidas, como el oficial por su honor y el distintivo de su grado, harán en su sucesivo lo que hasta ahora, y con ménos disgusto, porque no ven aquel premio que aunque para pocos por su número, debia repartirse entre ellos, y seguir despues de él con mayor teson en la milicia el que lo lograse, conferido á quienes ni los ayudan, acompañan, ni han acompañado jamas en las ocasiones.

Poco fundamento
de los riesgos
y daños
que aparentan
los capitulares
de la Asuncion.

Visto pues lo poco fundados que son los riesgos y daños que aparentan los capitulares de la Asuncion en su informe para pretender la continuacion de las encomiendas en los particulares de su provincia, me resta solo para concluir el hacer patentes los que con ella y por no haberse cumplido las tantas veces

mandada incorporacion á la corona, se están efectivamente experimentando contra el beneficio, utilidad y fomento, contra el Estado, y sobre todo contra la religion, creo que no es difícil convencerlo haciéndose cargo de las muchas naciones de Indios infieles que circundan la provincia del Paraguay, particularmente de aquellos que por mas inmediatos y ménos perversos, tratan y comercian con los Españoles y naturales de dicha provincia, conservando una paz estable, y siendo testigos de cuanto pasa y se obra en ella, sin que se haya podido catequizarlos y convertirlos aun; siendo muy comun con todos cuando se les habla de esto, responder que no lo hacen porque quieren agarrarlos y esclavizarlos con el título de religion, y hacerlos trabajar para los Españoles, como lo están haciendo los otros, que por haberse reducido, se ven tan mal tratados sirviendo como esclavos. Las naciones Gayagua, Mbaya y Guaycurú son las mas inmediatas, y los que, testigos de la opresion en que están constituidos los Indios católicos, no se han podido jamas reducir. Los de la primera son unos Indios que desde la conquista de los hoy mitayos y originarios, ó á poco tiempo de ella, han vivido en una inalterable paz con aquella provincia, frecuentando el trato y comercio con los Españoles, teniendo sus tolderias á las riberas del rio y tan inmediatas á la misma ciudad que yo he ido á pié muchas tardes de paseo á ellas: se mantienen comunmente de la pesca que venden en la Asumpcion á cambio de cuchillos y de algunas otras frioleras que les acomodan, y están casi siempre dentro de la capital.

En medio de esta antigüedad de comunicacion y del empeño que consiguiente á ella han tenido cuantos religiosos de las diferentes órdenes hay establecidas en el Paraguay, y aun los mismos ex-jesuitas, ni ántes ni despues se ha verificado el que alguno de dicha nacion de uno ni otro sexo se haya convertido. Admirado yo de esta singularidad, pregunté, entre los muchos que concurrían á mi casa para vender su pesca y pedir alguna otra cosa, á uno sobradamente ladino, bien instruido en el castellano y muy despejado, que habia tomado por nombre Antuco Montiel, cuál era su ídolo, cuál su creencia. ¿Y cómo teniendo

1786.

Naciones
mas inmediatas
al Paraguay.

No se han
convertido.

1786.

tantas luces y trato con nosotros, no habia procurado instruirse en nuestra religion, por si sus verdades lo convencian á abrazarla? Me respondió desentendiéndose siempre de lo primero, y solo contraido á lo último diciéndome: que no queria hacerse cristiano porque era libre, y que nosotros los engañábamos á reducirlos para hacerlos trabajar en nuestro provecho, y tenerlos á ellos, sus mujeres é hijos como negros. Si esto me dijo el mas instruido ó hábil de aquellos Indios, ¿qué no diria y dirá entre ellos mismos y cuál será el concepto que tengan formado del fin con que se procura predicarles, y con que en vano han trabajado tantos operarios evangélicos? Siendo el mayor argumento este contra las encomiendas, pues justamente creo que no hay otros que los Gayaguas de quienes no se haya verificado alguna conversion, no es otro el motivo que el de estar mas que los demas enterados del trato que reciben de sus encomenderos sus comprovincianos, y de la opresion y esclavitud en que viven, á quienes improprian y burlan los otros por su facilidad en haber abrazado nuestra religion.

Buenos medios
usados
por los jesuitas.

Los Mbayas, idólatras mas expertos, de mejores luces y aguerridos, han llegado hasta á congregarse en un pueblo que llaman Nuestra Señora de Belen, han sido socorridos por los vecinos de la provincia con algunos ganados, se han sujetado á la administracion de sus bienes, admitiendo á un eclesiástico secular que se les puso para este objeto, y con el fin de estar siempre á la mira para no perder ocasion oportuna de irlos catequizando y convenciendo á nuestra santa creencia; pero en medio de tan lisonjeros principios, de los exquisitos medios que pusieron los ex-jesuitas en su tiempo, y que han continuado despues con el mas activo celo evangélico las otras religiones demas eclesiásticos, y principalmente el que dirige sus temporalidades y últimamente de conservarse ellos siempre fieles á la paz que contrataron con la provincia, no se ha conseguido reducirlos á nuestra santa Fe, y permanecen constantes en la idolatría, temerosos sin duda de que haciéndose católicos, cuando no ellos, sus hijos y familias, han de parar en el mismo yugo, en igual opresion, y en la horrorosa suerte de mitayos ú originarios.

Los Guanas, Indios de la mejor índole, del mas dócil natural y los mas laboriosos y dedicados á la agricultura de cuantos se conocen en aquella provincia, no obstante que por las referidas cualidades y carácter parece prestaban mayor confianza á su conversion, y por haber en várias ocasiones recibido, hospedado y tenido en sus tolderías con el mayor amor, obsequio y cariño, á varios religiosos, no se ha podido aun sacar alguna ventaja de los trabajos que han impendido estos celosos varones, y en medio de que tratan y frecuentan con los Españoles y naturales del Paraguay, cuando no tienen ocupacion en los parajes de su residencia, prefieren acomodarse ó conchavarse á servir con los Mbayas mas bien que en las haciendas de los Españoles de la provincia, atribuyéndose esta preferencia al temor de ser tratados lo mismo que los mitayos ú originarios.

Los de la nacion Guaycurú, que son los capitales enemigos del Paraguay, los que han asolado y robado en repetidísimas ocasiones las heredades y ganados de la provincia, y los que están casi continuamente invadiéndola, pudieron ser reducidos en parte con algunos de sus caciques en el tiempo de los exjesuitas, á vivir congregados en pueblo, sirviendo no poco para contener las invasiones del resto de su nacion, y dando no pocas esperanzas de convertirse á nuestra santa Fe: pero al fin dejaron las comodidades en que tal cual vivian, abandonaron el pueblo y se retiraron á sus antiguos terrenos del Chaco para ser peores, sin haberse conseguido despues con ninguno de ellos ni aun una paz estable; y aunque algunos atribuyen esta intempestiva fuga á que por parte de la provincia se les faltó á algunas condiciones de las contratadas cuando su primer convenio, otros, los mas sensatos, no dudan que siendo estos Indios sobradamente sagaces, habiendo advertido el abatimiento, opresion y triste suerte en que vivian constituidos los Indios en las encomiendas, temerosos de que con el tiempo les alcanzaria otra igual á ellos ó sus descendientes, proyectaron y verificaron la fuga, abandonando cuanto poseian ya como bienes propios de su comunidad.

En vista pues de cuanto llevo dicho, ¿habrá quien dude que

1786.

Carácter
de los
Indios Guanas.

La nacion
Guaycurú.

1786.

Peligro
de continuar
con
las encomiendas.

el uso ó abuso de continuar la provision en particulares de las encomiendas del Paraguay ha privado á la provincia de una considerable porcion de vecinos que la harian forzosamente feliz por las ventajas que le resultarian de la labor, cultivo y trabajo de cada uno de estos individuos que indispensablemente habian de haber fomentado hasta lo sumo las producciones de aquellos fértiles y vastos terrenos, y aumentado su comercio con el mas consumo, facilitado su defensa con la mucha mas poblacion, y héchola sin comparacion mas respetable á sus enemigos? ¿Podrá negarse el perjuicio que ha causado y causa al Estado y real hacienda en el mayor sinnúmero de vasallos de que le ha hecho y hace carecer este abuso, sostenido á pesar de tantas y tan repetidas sábias y cristianas reales órdenes y disposiciones para abolirlo? Y por último, que es lo mas sensible, ¿que la religion ha sido y es privada de otras tantas almas cuantas se hubieran seguramente convertido á ella, si el trato, si la educacion, si la suerte de los Indios conquistados y posteriormente reducidos en aquella provincia hubiera sido cual debia ser y cual han encargado continúa y seriamente nuestros católicos monarcas y prescripto en innumerables leyes y reales cédulas?

Opinion del autor
de esta memoria.

Yo, Señor Excelentísimo, vivo persuadido á que todos estos daños se han inferido y se están efectivamente infiriendo en aquella provincia, donde la avaricia de unos pocos (permitaseme hablar con claridad) ha ofuscado la conveniencia de todo el comun de ella, y ha tenido oprimida la justicia en un punto, que si la autoridad superior de Vuestra Excelencia no aplica toda la eficacia de su celo para empezar á destruirlo desde luego, serán vanas cuantas disposiciones y medios se mediten para hacer florecer aquel país segun sus proporciones y conforme á las sábias, políticas y cristianas ideas de nuestra corte. Por esto pues soy de sentir que desde luego se ponga en ejecucion el artículo 15 de la instruccion de ese superior gobierno, mandando incorporar las 17 encomiendas vacantes en dicha provincia á la real corona, y que por el gobernador intendente de ella se proceda, si le parece en junta de gobierno prescripta en el artículo 204 de la nueva real ordenanza de intendentes, á tomar las medidas

mas propias para colocar las ocho de originarios, bien divididas en los dichos pueblos mas atrasados por falta de gente, repartiéndolas en ellos ó agregándolas al mas necesitado, bien disponiendo nueva poblacion en paraje oportuno, segun parezca mas ventajoso al bien general de la provincia, del Estado y de la real hacienda, para que en mas breve tiempo puedan hacerse útiles á los primeros y contribuyentes para recompensar á la segunda, sin que sirva de óbice para la incorporacion de estas á la real corona el hallarse pendiente el recurso sobre la incorporacion general de todas; pues es muy diverso el caso á mi parecer, y su superior resolucion puede ser cumplida de todos y en todo tiempo.

Y si, como espero del conocido político y cristiano celo de Vuestra Excelencia, se dignase informar á Su Majestad sobre el punto y con este expediente luego que haya corrido los trámites que á Vuestra Excelencia parezcan de justicia, no dudo que esté adelantada esta determinacion, pues considero que no será otra la del soberano. Como en todo lo hasta aquí expresado está bien manifesto que la paga del tributo al encomendero en servicio personal es la que mas ha perjudicado á los Indios y hecho que de dia en dia se hayan ido imposibilitando mas á satisfacerlo en especie, y evitado el fomento de sus respectivos pueblos en lo de mita; creo que no es necesario extenderme á tratar mas extensamente sobre el expediente número 2, promovido por el protector de naturales de aquella provincia y á fin de que cese este abuso.

Gran perjuicio
causado
por el
servicio personal.

Las representaciones de dicho protector, diga lo que dijere el cabildo de la Asumpcion, son arregladas, no solo á la terminante disposicion de las leyes 24, título 5, y 47, título 12, de las ya citadas, 1ª y 7ª, título 17, del libro 6, sino conformes en un todo á lo mandado por Su Majestad en real cédula de 4 de diciembre de 1720, en la que á mas de encargarse la observancia de las citadas leyes y de las demas establecidas con el mismo objeto de prohibir se obligue á los Indios á pagar el tributo en servicio personal, ordena que ni aun se use de semejantes voces, en cuyo concepto tampoco convengo, porque no se diga

1786. que el rey ó los ministros encargados en sus rentas, al paso que se oponen á esta práctica, intentan conservarla para los objetos lucrativos de ellas, en que se destine encomienda alguna á la factoría del tabaco de aquella provincia para el beneficio del torcido, cuya fábrica dejé establecida; pues esta puede beneficiarse impendiendo en ella los mismos costos que impenden los particulares en las suyas.

Que es cuanto puedo expresar á Vuestra Excelencia en este penoso informe, cuyo objeto por ser del mayor interes, me ha hecho estar tan difuso; pero juzgo que nada está de mas para que la superioridad de Vuestra Excelencia con vista de todo tome las providencias que juzgue mas convenientes al bien de aquella provincia, del Estado y de los miserables Indios.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. Buenos Aires, 27 de noviembre de 1786.

Excmo. Sr. marques de Loreto.



VIREINATO DE BUENOS AIRES.



INFORME DE D. MANUEL CIPRIANO MELO

Sobre la otra Banda, límites, fuertes y guardias. Buenos Aires, 16 de julio de 1790 (1).

EXCMO. SEÑOR :

En cumplimiento del superior decreto de Vuestra Excelencia fecho en 5 del presente, por el que se sirve mandarme le informe lo que se me ofrezca sobre los varios puntos á que se refieren los dictámenes prestados á Vuestra Excelencia por los señores gobernador de Montevideo, comandante de línea divisoria brigadier D. José Custodio, y demas que contiene el expediente obrado para arreglo de la campaña de Montevideo, he fijado toda la atencion de que soy capaz, así por lo importante de la materia como porque despues de haberse explicado unos informantes de la clase de los expresados, debo recelar que de no concordar con ellos me expondré ó á errar efectivamente, ó á no ser atendido aunque acaso acierte.

1790.

(1) Coleccion de D. Benito de la Mata Lináres, en la real Academia de Historia de Madrid.

1790.

Sin embargo de todo, animándome el honor que Vuestra Excelencia me hace de querer oír mi dictámen, aun despues de explicados aquellos, y participando del celo con que Vuestra Excelencia propende á esta obra tan útil, sin mas respecto que el del bien público, y deseo de que la bondad de Vuestra Excelencia se conozca en sus aciertos, explicaré mi sentir con la ingenuidad que debo.

Daño que padrece
la provincia
en el consumo
y extraccion
de ganados.

Desde luego manifiesta el expediente que todas las personas que en él tienen parte, han conocido el daño enorme que padece la provincia en el desarreglado consumo y extraccion de ganados en la otra banda de este rio, y que todos desempeñando su honor y conciencia pulsan y meditan los medios de precaverle. Yo no solamente concuerdo en el gran perjuicio que se experimenta, sino que aun creo que debe ponderarse continuamente para que la presencia del mal apure los remedios.

Quinto real pagado.

Con otro motivo insinué á Vuestra Excelencia que se tenían noticias positivas de que el quinto real pagado en los dominios de Su Majestad Fidelísima ascendia anualmente á cerca de 50 mil cueros, y corresponde á una extraccion de doscientos cincuenta mil; agréguese á estos los que pasarán sin pagar derechos, porque en todas partes hay fraudes, los que no giran por apollados ó de mala calidad y los que se consumen en las mismas faenas, y habrá de resultar una matanza anual en utilidad del Brasil de medio millon de reses, número que no pueden sufrir las estancias portuguesas por estar recién pobladas, y porque sus terrenos son muy cortos y poco á propósito para semejante producto, sin perjuicio de las crias, y es preciso concluir que este gran negocio sale precisamente de nuestras campañas.

Matanza anual
de reses
en utilidad
del Brasil.

Pero de este mismo convencimiento en que están todos los señores informantes y toda la provincia, resulta una reflexion que no veo que haya ocurrido á estos señores, y es la siguiente: Una extraccion de quinientas mil reses debe producir una introduccion lo ménos de doscientos cincuenta mil pesos (porque ya se viene á los ojos que á los dominios del Brasil no se han

de llevar estos ganados por medio de tantas incomodidades y peligro sin algun interes), y al cabo de cinco años han de haber entrado en dinero ó efectos un millon doscientos cincuenta mil pesos por precio de dos millones y quinientas mil reses, y de aquí se pregunta: ¿Dónde está este inmenso caudal? Segun el contexto del expediente, es preciso creer que está repartido entre los ladrones del campo, que llaman changadores, y que por consiguiente estos están nadando en oro, ó son infinitos; pero yo que casi los conozco, sabiendo que no son tantos y que están en la mayor miseria, no puedo convenir en que sean estos miserables los dueños del negocio, y ántes bien me persuado que estos pobres hombres pasan una vida arrastradísima, trabajando para amos crueles, y que se tendrán por muy dichosos, siempre que tratados con indulgencia se les llame á partido y se les proporcionen arbitrios de vivir mas descansados.

La perspicacia de Vuestra Excelencia conocerá fácilmente que no es oportuno, no me es decente extenderme mas sobre esta crítica reflexion, pues basta lo dicho para que se tenga por demostrado que, aunque se conocen los efectos de la dolencia, no se ha hecho alto en la causa, y que cuando se trata de curarla, es preciso atajar el mal en la raíz, que será á lo que yo me dirigiré sin mas explicacion por ahora.

En este supuesto digo que, para evitar el increíble desórden de que se trata, es preciso cerrar la puerta á la extraccion exterior y á la interior codicia. Lo primero conseguirán á mi entender las guardias fronterizas, y lo segundo el arreglo de las estancias y crias; sobre el primer punto gira solamente el expediente en que se hallan medios oportunos cuyo exámen he practicado con la posible meditacion, y cumpliendo con el mandato de Vuestra Excelencia expondré brevemente lo que siento de cada uno de los dictámenes dados á Vuestra Excelencia.

En lo general convienen todos los que informan en la necesidad de adelantar las guardias á la frontera, situándolas en parajes oportunos, y este comun acuerdo de hombres inteligentes

1790.

Lo que debe
producir
la extraccion
de reses.

No conviene
extenderse
mas
sobre este asunto.

Medio de conseguir
la extraccion
de reses, etc.

Guardias
de la frontera.

1790.

y de honor me parece que debe afianzar á Vuestra Excelencia el acierto en esta importante determinacion; pero en particular no están acordes en todas las situaciones, y sobre esto debo explicarme.

Número de guardias
que debe haber
y sus parajes.

En informe de 8 de mayo último, expuse á Vuestra Excelencia que á mi parecer las guardias debian ser seis, á saber: 1ª En Capacui ó Capayú, á las vertientes del rio Caziquei; 2ª en el cerro de Batori; 3ª en Santa Tecla, como está actualmente; 4ª en los Conventos, pasando á ella la de Gutiérrez; 5ª en el Cerro Largo; 6ª en el Paso de Ramírez, pasando á ella la del Paso del Rey. Y habiendo visto los informes que hay en el expediente, me lisonjeo de haber acertado, porque (como Vuestra Excelencia ve) el señor gobernador de Montevideo conviene en las de Batorí, Santa Tecla, Conventos y Paso de Ramírez, y la que expresa en las medianías del arroyo Tacuarí, es la que yo expongo que se sitúe en el Cerro Largo. Solo pone de ménos la de Capayú, que adelanta el señor Varela con suficiente conocimiento adquirido en su destino. D. Félix de la Rosa conviene tambien en las cuatro de Batori, Conventos, Cerro Largo y Ramírez, pero olvida la de Santa Tecla, que juzgamos oportuna todos los demas, y la de Capayú, que expresa acertadamente el señor Varela; de que se sigue que las seis dichas guardias son indispensables en las situaciones arriba dichas.

Otras
que se proponen.

Ademas de estas se proponen otras que yo no tengo por tan necesarias. El confidente expresa una en el Boquete, pero los señores D. José Custodio y D. José Varela, que han medido los terrenos de la frontera con la prolijidad que es notoria, ignoran semejante paraje, y ninguno de los demas hace de él mencion. Como este informante es conocidamente un mero práctico, debe atenderse su informe como una noticia mas material de lo que conviene al caso, y yo presumo que él entiende por Boquete la distancia que média entre la laguna Merin y las sierras de Batori, cuya extension no merece el nombre diminutivo de Boquete; pero lo que él pretende, á mi entender, es lo que nosotros proponemos en el Cerro Largo, que se halla en dicha distancia. El señor D. José Varela es de sentir que la del

Paso del Rey se traslade á las puntas del Avestruz, que se ponga otra en la Acegua, dos mas en las picadas de San Martin y la Victoria, y otra en las puntas del Caragnatá.

1790.

En cuanto á la traslacion de la guardia del Paso del Rey, el señor gobernador y D. Félix de la Rosa, convienen en que se verifique al Paso de Ramírez, y yo soy del mismo dictámen, porque esta situacion franquea mas el campo y no dista de las dichas puntas del Avestruz. Lo mismo sucede con la del Acegua, que nosotros ponemos en el Cerro Largo, donde es mas oportuna por la misma razon, quedando dominando y como en vigía de estos rios que desaguan en la laguna Merin. Pero en lo que dicho señor se particulariza es en las guardias de las picadas de San Martin y la Victoria y puntas de Caragnatá, de que nadie hace mencion.

Parecer
del gobernador
y de D. Félix
de la Rosa.

Yo no niego que podrian traer alguna utilidad por la razon general de que cuantos mas celadores haya, habrá mas estorbos para los contrabandistas, pero como no es posible acordonar toda la frontera, y debe economizarse lo posible por la escasez de fondos, no tengo por tan necesarias dichas guardias. Ellas cubririan las estancias del pueblo de San Juan en las Misiones, y estorbarian los proyectos de los Portugueses para irse introduciendo hácia nuestros terrenos.

Utilidad
de estas guardias.

Mas en cuanto á lo primero, la naturaleza defiende bastante aquellos parajes, siendo sus serranías intransitables para tropas de ganados, y aunque se pasa por ellas (como lo hicieron los famosos Villasanes que desde San Pablo introdujeron un contrabando de negros en el Perú por esas partes), se hace con sumo trabajo desfilando á pié por las picadas, y esto solo les sería conveniente para un negocio como el expresado que costear los grandes gastos que para él es necesario. Agrégase á esto que las picadas de las sierras no puedan evitarse, porque siendo mas atajos que caminos, cerradas unas se abren otras cuando el interes lo pide. Fuera de que no es verosímil que los Paulistas se tomen esta molestia, teniendo caminos mas fáciles y cercanos á sus pueblos de Curitibá y Minas por Corriéntes y el Paraguay.

Dificultades
que presentan
las picadas
de las sierras.

1790.

El tratado de límites
contiene
los proyectos
de introduccion
de los Portugueses.

Y en cuanto á lo segundo, debemos creer ya contenidos los proyectos de introduccion de los Portugueses con el tratado y límites demarcados, por lo que no tengo por necesarias dichas guardias como no las juzgan los demas que informan. Si hubiera de tratarse de formar líneas para circunvalar la campaña, era necesario un ejército, y no bastarian las rentas reales de la provincia; pero dirigiéndonos al fin de que las guardias sirvan como de cuarteles á las partidas de tropa que deben correr la frontera continuamente, me parece que bastan las propuestas y que se hallan bien situadas, distantes unas de otras de 18 á 20 leguas, que es distancia fácil de cruzarse por la agilidad y fortaleza de los jinetes y cabalgaduras del país.

Otra proposicion
que se hace.

Á mas de las guardias de que deben salir las rondas de tierra, propone el confidente dos canoas ó barcos de ronda en la laguna Merin. Este pensamiento, que no es nuevo, es de conocida utilidad. Esta laguna merece con mas razon el nombre de mar con que se condecora el mar Caspio. Hace horizonte y pueden en ella navegar buques de todos tamaños. Como al mismo tiempo está rodeada de sierras, tiene las ventajas de un puerto abrigado, y todas estas circunstancias convidan á los contrabandistas portugueses á acercarse á tiempo convenidos con los barcos que pueden para conducir las corambres hechas en nuestros terrenos y desembarcar los efectos de su pago. El señor D. José Varela insinúa casi lo mismo para un bote armado de pedreros con que el comandante del fuerte de San Miguel mande reconocer las bocas de los arroyos que desaguan en la laguna, con que no es dudable la oportunidad de reconocer estos como puertos de ella por medio de canoas armadas y bien tripuladas, bastando una por ahora, como dice el señor Varela, y haciéndose á los que las manejan las prevenciones oportunas para evitar que su navegacion exceda los límites establecidos entre las coronas confirmantes, y surtiéndolos de los pasaportes necesarios para los casos en que convenga navegar de costa á costa.

Ventajas
que ofrece
la laguna de Merin.

El negocio
clandestino
reprobado
por ambas coronas.

Como el negocio clandestino está reprobado por ambas coronas como que trastorna el arreglo de las rentas, los precios de las mercancías y toda la economia de los reinos, Vuestra

Excelencia podrá acordar con los comandantes portugueses los medios que su elevada prudencia hallará por mas convenientes para conservar la armonía que para bien de ambas majestades se ve hoy establecida con tan fuertes vínculos, debiéndose considerar que este giro de contrabandos se hace por algunos codiciosos individuos de ambas potencias, y no por ningun interes nacional, como groseramente presume el confidente.

1790.

Con esto me parece que por ahora quedará bastantemente guarnecida la campaña, situándose estas seis guardias en los parajes expresados, que pueden conservar fácilmente su comunicacion; y solo resta en esta parte averiguarse qué clase de gentes deben cubrir estos puestos, cuál debe ser su servicio y de qué fondos deben subsistir.

Clase
de gente propia
para el servicio
de guardias.

De ninguna manera creo conveniente que en estos puestos asistan los dependientes de las rentas. Estos hacen falta en lo interior del campo, en las poblaciones y puertos. Su número es corto para cubrir una línea de mas de cien leguas. Su disciplina para el caso de un ataque no es tan ventajosa como la de la tropa, y su destreza para las cabalgadas es inferior á la de las gentes del campo. No es esto rebajar el mérito de los dependientes, entre los cuales yo me cuento. Bien sabido es el teson con que las partidas han sostenido un vivo fuego hasta llegar á las manos en número desigual, y bien notorias han sido las ventajas que su actividad ha proporcionado obligando á los mas famosos contrabandistas á darse voluntariamente á partido, no pudiéndose sostener en el campo perseguidos por todas partes. Pero las partidas de las rentas pueden ejercitarse á menor distancia de los puertos y poblaciones.

Teson bien conocido
de los individuos
de las rentas.

Las guardias, á mi entender, deben cubrirse con tropa arreglada y práctica en las correrías de la campaña; lo primero por la ventaja que trae consigo la disciplina en los encuentros con gente bisoña, aunque sea de mucho valor, y lo segundo por el hábito de cabalgar y costumbre de sufrir las intemperies. Estas dos circunstancias se reunen en la clase de tropa que aquí se llama de Blandengues, y esta es la que á el mando de oficiales de confianza, subordinados á un jefe de honor y talento, deben

Tropa arreglada
para cubrir
las guardias.

1790.

celar toda la frontera. El jefe ó comandante de estas partidas tendrá fija su residencia en Santa Tecla, como en el centro de la línea, segun advierte D. José Varela, y los demas ignorándose qué razon pudo mover á el señor gobernador de Montevideo para situar en un extremo como en el Batorial, comandante de una línea tan extendida. Los demas oficiales estarán subordinados á este, á quien darán todas las noticias oportunas, pero siempre con facultad absoluta para los casos prontos y que pueden malograrse por una dilatada consulta.

Conveniencia
de esta clase
de tropas.

Esta clase de tropa es la mas conveniente: su ejercicio de campo y sus conocimientos para la conservacion de las caballadas, y su aptitud para los grandes galopes, si se relevan con el conocimiento de las armas y evoluciones militares, prometen el celo mas activo; y con razon el señor D. José Varela lisonjea la esperanza de Vuestra Excelencia. Su ejercicio debe ser cruzar continuamente la frontera, registrando los escondrijos de las sierras y las ensenadas de la gran laguna, unos por tierra y otros por agua en la canoa armada. Para esto necesitan copia de cabalgaduras que remontar, y diestros baqueanos que los conduzcan. Los caballos se les pueden proporcionar con facilidad, y á mas de esto se surtirán de los que aprehendan á los contrabandistas, reuniéndolos inmediatamente y despreciando los reclamos de los que alegan que son suyos, despues de habérselos quizá vendido á aquellos, en lo que no se ofende la justicia, porque mas ganan los hacendados en la custodia de sus haciendas y ventajas del buen orden, que lo que vale el corto precio de los caballos.

Conocimientos
que deben tener
los baqueanos.

Los baqueanos deben buscarse por el conocimiento general que tienen de los campos, sin distincion de naciones ni propiedades. Como no se trata de correr caminos frecuentados por el comercio, sino parajes solo conocidos por los ladrones, changadores y contrabandistas, ¿quiénes sino estos podrán ser los mejores baqueanos? La fidelidad que en ellos se busca la proporcionará su paga y el temor.

La experiencia que tengo de muchos años me hace mirar como pasto de poca experiencia el pensamiento de solicitar hom-

bres de conocida probidad para estos trajines. Los hombres de bien ignoran de ordinario hasta los nombres de unos parajes que no frecuentan sino los delincuentes. Evitada la extraccion, remediadas las faenas ocultas del campo, no se podrán sostener los vagos que en él ejercitan los fraudes, y la necesidad hará de ellos hombres útiles. El premio de sus descubrimientos servirá de estímulo para adelantarlos, y esto puede comprobarse con repetidos ejemplos. Ya se ha visto que acosados por una parte los contrabandistas y convidados por otra para darles partido, se apartan de sus trájines muchos famosos, como D. Pedro Ansategui, conocido por D. Pedrito José Jara, por otro nombre Pepe el Ladron; José de Castro Viejo, álias Pepe el Mellado; Cárlos Grande y otros; Tadeo Alcaraz, natural de Corriéntes. Santos Changador, pasado á la clase de blandengue, tuvo valor de empeñarse con seis hombres en un fuego vivo contra treinta y cuatro Portugueses Paulistas, y entrarlos hasta el golpe de daga, matando á tres con solo pérdida de un hombre, que fué el blandengue Serrato, hasta ser socorrido por la partida del dependiente Tomas Aranzana, que se apoderó de cuarenta y cuatro cargas de tabaco y toda la caballada de los contrabandistas. Manuel Cabral, con otros seis hombres, disfrazado en gaucho, se hizo dueño de una canoa, y con esta de otras seis, destruyendo tres de ellas, y socorrido por la partida en que servia, y mandaba el teniente visitador D. José Zavaleta, condujo á San Miguel cuatro canoas cargadas de tabaco negro, cueros y efectos.

Para ninguno de estos se ha hecho pruebas de hombría de bien; su conocida intrepidez, el halago y la esperanza del premio los mantenía; pero la falta de compensativo los alejará siempre del servicio. Por esto no convengo con el confidente en la eleccion de personas para baqueanos. Los mejores son los que han andado en el trajin clandestino, y sean la nacion que sean, ellos no tienen mas patria ni lugar que su conveniencia. Manuel Cabral, baqueano portugues, fué el de la anterior accion, y son Portugueses Juan González y Francisco Pintos; Españoles son Salvador Gómez, Agustin Ibáñez, José Núñez, Juan

1790.

Ladrones famosos

Los mejores
baqueanos
son los que fueron
contrabandistas.

1790.

Medina y Andres Mendoza, el indio Gregorio y el negro Canga. Estos son los que han servido en las partidas y los que las han conducido hasta encontrar con los transgresores, con quienes han habido las refriegas que el mismo confidente pondera con manifiesta contradiccion.

Los baqueanos
deben tener
parte considerable
en la presa.

Los baqueanos deben ser de estos, tener parte considerable en la presa, y no entrar en funcion por convenir la libertad de su persona para un caso de retirada, y así solo deben emplearse en el cuidado de los caballos durante una refriega: con este motivo debo hacer presente á Vuestra Excelencia que el mayor estímulo para la aprehension de fraudes es y será siempre el generoso reparto de las presas, conforme á el reglamento que se forme. Faltando este aliciente, yo no comprendo como pueden unos hombres de baja educacion y costumbres inurbanas empeñarse en pasar frios y hambres y riesgos de la vida por un pré tan corto que apenas alcanza á su subsistencia, y mucho mas cuando de los encuentros con los infractores no les resultan mayores honores, y pierden de positivo el premio que á manos llenas les brindan aquellos en semejantes casos. Estas circunstancias no militan en el soldado en campaña con enemigos de su nacion, y por tanto no debe servir de símil.

Concluyo pues que al baqueano se le debe dar una parte de presa lo ménos doble que á un soldado, porque su utilidad es extraordinaria por el conocimiento de los lugares y habilidad para seguir los rastros, á mas del sueldo que como todos los demas empleados debe reportar con semejante proporcion, y ahora paso á designar el fondo con que debe costearse este resguardo. Pero ántes me es preciso hacer una lijera demostracion de el estado de la campaña primitiva, del que ahora tiene y del órden ó desórdenes que en ella se observan, que es el segundo punto insinuado al principio de este informe.

Descripcion
de la extension
maravillosa
de valles
amenísimos.

Los campos del norte de este rio no pueden escribirse dignamente por la imaginacion mas viva. Una extension maravillosa de valles amenísimos, interpolados de elevaciones agradables que despiden las aguas á todas partes formando un sinnúmero de arroyos, lagunas y rios caudalosos que corren á todos vien-

tos, cubiertos de pastos robustos, aromáticos, yerbas y flores medicinales, convidan á la agricultura y cria de ganados. Á principios de este siglo estaban ocupados solamente por los Indios y las fieras, porque los ganados domésticos no eran fruto de las Indias.

1790.

La poblacion española se situó por D. Pedro de Mendoza en esta banda, quizá con la expectativa de la comunicacion de Chile y el Perú, parajes entónces los mas apreciabiles, y con este motivo los ganados conducidos de España solo se hallaban en esta banda, no teniendo por muchos años campos en que extenderse, porque los Indios Peguenches y Guilichis han disputado este terreno palmo á palmo y con un teson increíble.

Poblacion española.

. Despues de esto y ya muy entrado el siglo, el presidio de Buenos Aires empezó á tomar forma de poblacion, pero la otra banda del rio estaba enteramente despoblada, con cuyo motivo los Portugueses y Holandeses tentaron su situacion en Montevideo, Maldonado y otros parajes que solo se custodiaban por el gobernador de Buenos Aires, enviando de tiempo en tiempo algunas partidas para el reconocimiento, hasta que un gobernador hábil (creo que fué el señor Garro) hizo pasar porcion de ganado vacuno de cuenta del rey, para que procreando en aquella campaña cebase el interes de los vecinos de Buenos Aires, y llevándolos allá con mas frecuencia estuviese aquel terreno mas conocido, como se logró. La oportunidad de los campos aumentó la cria considerablemente, tanto que era uno de los propios de esta ciudad el ramo de licencias para ir á hacer matanzas. Este fué el origen de esta poblacion de ganados, segun convence el excelentísimo señor marques de Grimaldi en oficio que anda impreso al ministerio de Portugal, y este cebo es á quien se debe la poblacion de la otra banda.

El presidio
de Buenos Aires
tomó aire de pueblo.

Despues de esto, los padres jesuitas, habiendo establecido sus pueblos del Uruguay, hicieron corridas casi generales, y pasaron todos los ganados que pudieron á sus pueblos, de manera que en el año de 1755, cuando entramos con el señor Andonaegui á Misiones, llevamos el ganado para comer de esta banda, y habiéndose enflaquecido, se nos socorrió por los je-

Los padres jesuitas
establecieron
sus pueblos
del Uruguay.

1790.

suitas de la estancia de San Miguel, quedando el ganado del ejército abandonado en las inmediaciones del río Negro, donde despues multiplicaria á proporcion de la oportunidad del terreno.

Excesiva
multiplicacion
de ganados
llamó pobladores
á Montevideo.

La excesiva multiplicacion de ganados, conocida posteriormente, llamó el interes á poblarse en Montevideo y despues en otros parajes, y fomentando el gobierno la poblacion hacia mercedes de tierras á los pretendientes tan considerables, que hay poblador dueño de ochenta y cien leguas de diámetro en una estancia poblada con veinte y cinco ó treinta peones. Los pretendientes teniendo tanto en que escoger, elegian los parajes en que los rios hacian triángulos, que llaman rinconadas, porque atraidos los ganados de la fertilidad de las orillas, se encerraban en ellas á poca costa y se hacian matanzas numerosas como era necesario para sacar utilidad de el poco precio de los cueros. Tomó la poblacion mejor forma, los cueros se han hecho ya un ramo arreglado de comercio, con él satisface esta provincia la mayor parte de los empeños que contraen en Europa, y por consiguiente ya es este el objeto mas importante del gobierno político. En esta banda en que la poblacion es mas numerosa, se halla bastantemente arreglada la cria de ganados, y se nota que las suertes de estancias se han subdividido ya en retazos de legua y média, y ya es preciso pensar en hacer indivisibles estas suertes por muchas razones que no son de ahora; pero en Montevideo aun subsisten las estancias en una magnitud enorme, y hay hacendado que posee una provincia.

Abuso
que se ha de abolir.

Este defecto no se puede remediar en el día, porque está á cargo del aumento de las familias; mas lo que necesita del mayor esmero es el abuso en que pretenden conservarse los hacendados de llamarse dueños de los ganados sin mas título ni industria que la de que pacen en sus campos. Esto es, huyen los ganaderos de sujetar á pastoreo ó rodeo sus ganados, porque como solo aspiran al interes del cuero, quieren ahorrarse los gastos de peones y demas, contentándose ademas con un buen terreno, á donde se agolpen de cuando en cuando los ganados que andan vagando, y con la buena situacion de su rinconada hacer tantos cueros como reses encuentren.

Este superior gobierno, conociendo los perjuicios que de aquí se siguen, como son el que se descuide la cria, el que solo puedan ser hacendados los que poseen rinconadas, y el que las matanzas se hagan con desórden extremoso, ha tomado várias veces la precaucion de mandar que todos los hacendados marquen sus crias; con solo esto, si se observára, estará remediado el daño, porque la necesidad de marcar obligaria á tener sujetos los ganados á rodeos para no perder las crias; los que tienen rincones mantendrian en parajes ménos cómodos sus rodeos, con el seguro de que, aunque en tiempo de seca se introdujeren en las rinconadas de los otros, pasada esta les era fácil sacarlos por sus marcas, y el interes de conservar la cria les haria matar con arreglo, guardando proporcion en la matanza con el producto de la yerra.

Pero la malicia ha trastornado esta sábia providencia, porque los ricos conservan en su hacienda un corto número de ganado en rodeo, cuyos partos yerran, y á la sombra de este se hacen dueños de todo él que quieren, á pretexto de que se les ha alzado ó ha ahuyentado una gran parte. De este pretexto nacen las correrías que hacen los pueblos de Misiones y los ricachos de el pueblo haciendo la corambre tan á poca costa, y en tanto número que no tiene cuenta á ninguno que no sea rico criar una vaca. Queda de este modo despoblada la campaña de vecinos, los ganados vagos y la gente pobre necesitada á hacer sin licencia lo que otros hacen con títulos colorados, matando á diestro y siniestro para sacar cueros y llevarlos á los ricos Españoles ó Portugueses que les dan una bagatela por ellos. Estos son los changadores, los gauchos tan decantados, unos pobres hombres á quienes la necesidad obliga á tomar lo que creen no tiene dueño, para utilidad de los que los pagan con mano bien miserable. De aquí nace el que por eso un changador sale al instante de la prision facilitándose su perdon ó su fuga, cosas todas maravillosas y por sus ocultas causas.

Pero el mayor mal es que perseguidos los ganados en la proximidad de nuestra poblacion y en el centro del campo, se han ahuyentado, segun su propiedad, recostándose á las sierras y

1790.

Precaucion
de hacer marcar
las crias de ganados.

La malicia
ha trastornado
esta sábia
providencia.

En qué consiste
el mayor mal.

1790.

bosques de la frontera, de donde se han surtido y surten los Portugueses, y á donde acuden los changadores, tomando con este motivo conocimientos en el país extranjero, y aprovechando la ocasion de introducir efectos de contrabando. Esta es la raíz del mal, este el punto de vista á que deben dirigirse las miras de Vuestra Excelencia. El superior gobierno, por un efecto prodigioso de la observancia y la experiencia, tiene facultad para mandar á estos ganados que vuelvan hácia adentro. Esta es una paradoja política que se demuestra fácilmente: siendo los campos de Montevideo tan á propósito para la subsistencia de estos brutos, los van abandonando para huir de la persecucion.

Ganado vacuno.

Es propiedad del ganado vacuno buscar la quietud y huir del estrépito de las correrías con una aceleracion increíble. Las que se han hecho en el centro los aleja hácia la circunferencia; luego, por la misma razon, si en las fronteras se les incomoda se reunirán en el centro como las reses de una batida. Por consiguiente el establecimiento de las guardias y las correrías continuas de los blandengues, harán el mismo efecto que las correrías de los hacendados y changadores, y estando aquellos en la frontera, el ganado marchará hácia el interior. De aquí se conseguirá un aumento excesivo de ganado en los campos de Montevideo, pero no será justo que los hacendados de Montevideo, que no han tenido parte en su cria, que nada desembolsan para su recojo y que causan tanto perjuicio á la poblacion con su desgreño, tengan derecho á estos ganados, que aun cuando fuesen suyos, los habian ya perdido por su dilatada ausencia.

Los ganados
abandona los
deben considerarse
como bienes
mostrencos.

Estos ganados pertenecen al público y al rey, por ser originarios de los que el rey y el público desparramaron, por deberse mirar como bienes mostrencos, sin dueño conocido, y porque á costa del público y del rey, se han vuelto á nuestros terrenos. Siendo esto evidente, ya se ve que los frutos considerables de este ganado pueden producir una renta gruesa, y esta es la que debe sufrir la mayor parte de los costos. Aumentado así el número de ganados, se aumentará el giro de los cueros, y por consiguiente crecerán los ramos de alcabala terrestre y muni-

cial de guerra, como ya se ha visto ; con que será justo que estos ramos contribuyan con alguna parte para la dotacion de blandengues y dependientes de rentas.

1790.

La otra mayor parte debe salir del mismo ganado ; obligados los hacendados á marcar todo el que les pertenece, se sabrá que el que está sin marca es de este fondo concejil ; y obligados á mantenerles á rodeo, ya se sabe que aunque se les abre por motivos de seca á otro, pasado el mal tiempo vuelve á sus querencias, ó se trae con método como se hace en esta banda, donde siendo el campo mas escaso de aguas, se conserva el ganado por hacerle mas doméstico el rodeo. Para que los hacendados no se quejen de que se les declaren por concejiles sus ganados, pueden por ahora recorrerse las haciendas, señalando á cada uno la dotacion competente al número de peones y puertos que se ofrezca á mantener, dándole á cada uno una certificacion del ganado, sin error, que se le ha designado ; y tomándose razon de este repartimiento en la contaduría que se establezca ó en la de aduana, podrán embarcar francamente por sí ó por otros á quienes los hayan vendido otros tantos cueros orejanos como reses se les repartieron, llevándoles cuenta al tiempo del embarque, para que, completo su número, cese ya esta indulgencia.

Lo que se habria
de hacer
para que no se
quejen
los hacendados.

Esta prevencion podrá sugerir á la malicia tres fraudes, que son : el primero, pedir mayor número de ganado que el que á su estancia pertenece ó puede sujetar ; segundo, usar del certificado para embarcar cueros de ganado distinto del que se les dió ; y tercero, lograr por sobornos embarcar mas cueros de los que comprende su certificado minorando el número de los que efectivamente embarquen ; pero estos son obstáculos en que reparará el moralista y no el político. Estos fraudes no pueden durar mucho tiempo, porque por mucho ganado que pidan mayores la saca, aunque sean distintos los cueros que traen al fin han de tener término, y aunque abusen por el soborno del embarque, tambien se acabará su permiso, ó por el número ó por el tiempo, pues los cueros mostrarán si son antiguos como el permiso. Y últimamente de estos mismos fraudes resultarán los

Fraudes
que esto podrá
sugerir.

1790. bienes políticos que los hacendados se enriquezcan, de que se prive esta ganancia á los extranjeros, de que la provincia tenga mayor extraccion, de que las rentas se aumenten y sobre todo de que se costeen los pleitos y se establezca el orden á contento y beneplácito de los mismos litigantes ; todos los cuales bienes juntos y cada uno de por sí importan en la balanza política cien tantos mas que los perjuicios insinuados.

Grande giro
de dinero
en salarios
y en efectos.

Luego que ya los hacendados, incluso los pueblos de Misiones, se vean forzados á mantener á rodeo y marcar sus ganados, han de emplear mayor número de peones que el que ahora emplean, y por consiguiente habrá ménos vagos y ladrones, que lo son casi por necesidad, como apunté ántes. Por medio de estos girará una porcion considerable de dinero y efectos en sus salarios y vestuarios. Los dueños de las haciendas, para sacar el mayor costo de la conservacion, procurarian beneficiar sus productos para darles mayor valor, aprovechando las carnes que ahora se desperdician, y acaso remitiendo suelas en vez de cueros al pelo. Por una consecuencia necesaria tomará mas valor el ganado, y los pobres se emplearán en la cria, que ya podrá recompensar su trabajo.

Matanza anual
que se deberá hacer.

Licencias
para hacer
la matanza.

Todo esto se hace luego que Vuestra Excelencia lo quiera, y por excesivas que sean las dotaciones de las haciendas, cuente Vuestra Excelencia que será increíble todavía el número de ganados que queden sin dueño. Á mí me ha sucedido verme atajado por tanto número de ganados muertos ó moribundos en tiempo de seca, que me ha sido preciso rodear leguas. Este sobrante será el principal fondo para la manutencion de las guardias. Formado por la contaduría de este ramo el pliego anual de gastos comprensivo de los sueldos corrientes, gastos de fábrica en las guardias, caballos y municiones de guerra y boca, descontando lo que se aplique de los ramos de guerra y alcabala, resultará lo que falta para el completo, y designada la cantidad, es fácil graduar la matanza que debe hacerse anualmente, para que de su producto, deducidos gastos, se pague el alcance que demuestre el pliego. Si se quisiere evitar esta faena engorrosa, porque en verdad es expuesta á fraudes, puede ha-

cerse esta matanza por via de licencias, pagando el que las obtenga un tanto que éntre en la tesorería del ramo con intervencion del contador, para que allí conste, y se le pueda dar al contrayente la certificacion oportuna, para que con ella facilite la licencia del embarque.

1790.

En fin esto puede hacerse de mil modos, y es muy fácil para ello la formacion de un reglamento completo. En la custodia de la observacion de este reglamento, en atencion á que los hacendados no abusen de sus licencias, paguen sus derechos y demas operaciones que conciernen al arreglo interior, en el centro del campo y en la vecindad de las poblaciones, deben emplearse los dependientes de las rentas, sin necesidad de asistir en las fronteras, sino en los casos en que el mejor servicio lo pida, y en el cargo de la canoa armada que les pertenece, porque como en la laguna los fraudes son mas bien de introduccion de géneros prohibidos, estos y su reparto deben pertenecer al resguardo, é interesados en las aprehensiones, segun los formularios que en ello rigen, sin embargo de lo cual deberán ser auxiliados de las guardias en cuya inmediacion se hallen, como ellos auxiliarán tambien las operaciones de las guardias.

Reglamento.

Ve aquí la superior comprension de Vuestra Excelencia cerrada la extraccion con las guardias, evitada la introduccion clandestina por mar y tierra, cortado de raíz el mal con la yerra, rodeos y arreglo de las haciendas, costeadas la grande obra, no solo sin expendio, pero con ventaja del público, y acumulados una porcion de bienes en el aumento del comercio, la industria, la poblacion y las costumbres, haciendo hombres útiles de los mismos delincuentes. Agréguese á esto que las guardias de la frontera conservarán el dominio demarcado, serán vigías oportunas en tiempo de guerra, y alejando con sus correrías los ganados dejarán á la frontera un campo estéril que es la barrera mas poderosa para evitar cualquiera invasion enemiga, como Vuestra Excelencia sabe mejor que yo, porque en aquellos parajes no se apetecerá ya la poblacion, no teniendo cuenta el producto por costo de las conducciones á Montevideo, y hasta aquí solo se deseaba por la proximidad de los frau-

Ventajas
que se sacarán
del establecimiento
de las guardias.

1790.

des. Este fondo producirá tambien arbitrios para los gastos extraordinarios que puedan ocurrir de obras públicas y demas con que se demuestran las ventajas imponderables de este proyecto.

De la extraordinaria bondad de Vuestra Excelencia es de presumir que conocidas las oportunidades del plan recomendado por unas personas de tanto honor y talento como las que subscriben en el expediente, y he facilitado por las cortas luces que me ha dado la práctica, no perdonará la ocasion de vincularse para siempre las bendiciones de esta provincia, que es cuanto mis cortos alcances pueden informar á Vuestra Excelencia en cumplimiento de su superior decreto.

Buenos Aires y julio 16 de 1790. — Excmo. Sr. — Manuel Cipriano de Melo. — Excmo. Sr. virey D. Nicolas Antonio de Arredondo.

PARAGUAY.



MEMORIA HISTÓRICA, POLÍTICA, GEOGRÁFICA, ETC.,

Que con motivo de presentar D. Gonzalo de Dóblas, teniente de gobernador de este departamento de Concepcion, una copia de ella al señor D. José Varela y Ulloa, brigadier de la real armada y comisario principal de la demarcacion, ha corregido algunos de los puntos en la forma siguiente (1).

PRIMERA PARTE.

1º Muy señor mio : Ninguna cosa pudiera satisfacer mis deseos tan cumplidamente como el poner en manos de Vuestra Señoría con certeza de su aceptacion una copia de la memoria histórica, política, geográfica y económica de estos pueblos de Misiones, que con el fin de complacer á mi amigo y señor don Félix de Azara, le escribí el año de mil setecientos ochenta y cinco, y se la dirigí á la ciudad de la Asuncion del Paraguay en el mes de agosto del mismo año.

2. Cuando yo me determiné á escribir este papel, concebí tres motivos en verificarlo : el primero, en favor de D. Félix de Azara para las noticias que podia tomar para adornar sus diarios, viajes y comisiones geográficas; el segundo, á favor mio, para

1789.

Entrega de la copia
de esta memoria.

Tres motivos
tuvo el autor
para escribir
esta memoria.

(1) El original se encuentra en la real Academia de Historia de Madrid.
Coleccion de D. Benito de la Mata Lináres.



1789. tener á mano prontos y ordenados los materiales necesarios para los informes que pudiera pedirme el superior gobierno ; y el tercero y mas principal, á favor de esta provincia y sus naturales , considerando que tal vez algun dia podrian tomarse de este papel algunas noticias, reglas conducentes á su alivio y á sacarlos de la opresion que padecen.

Los dos primeros motivos han tenido el efecto que me propuse, pero el tercero hasta de ahora no se ha logrado ; pero no desconfío se consiga, si Vuestra Señoría, como espero, toma á su cargo la proteccion de mis ideas, dirigidas al bien de tantos infelices vasallos del rey nuestro señor y que igualmente le deben á Vuestra Señoría el mas cariñoso y tierno afecto.

Circunstancias
relevantes
que concurren
en S. S.
para el logro
de los
deseos del autor.

3. Ninguna persona sino en Vuestra Señoría pudiera yo hallar tantas y tan relevantes circunstancias como se necesitan para el logro de mis deseos ; lo sólido y profundo de sus luces descubren los quilates del diamante aun ántes de pulirlo, circunstancia muy precisa para dar el valor justo á lo defectuoso y poco brillante de mi papel ; el espíritu de discernimiento y sana política lo posee Vuestra Señoría : separar lo útil de lo perjudicial y lo necesario de lo superfluo. La experiencia de dos ó mas años que Vuestra Señoría ha existido en estas Misiones empleando todo su estudio y cuidado en observar hasta lo mas mínimo de las costumbres de estos naturales, método con que son gobernados, sus efectos y consecuencias, y las proporciones que tiene esta provincia para su engrandecimiento, mirándolo todo con imparcialidad, le facilitan los medios para poder conocer y aprobar lo verdadero, y condenar lo falso ; y finalmente la confianza que tan acertadamente ha depositado en Vuestra Señoría la corte de España, encargándole una comision tan interesante como lo es para el Estado y los vasallos la demarcacion de límites en estos dominios con los de Portugal, es una prueba evidente del distinguido concepto que merecen los talentos, integridad y desinterés de Vuestra Señoría, y nada ménos se necesita para apoyar un proyecto que intenta mudar la constitucion fundamental del gobierno de una provincia ; y esta es la razon que tengo para decir que ninguna cosa pudiera

satisfacer mis deseos tan cumplidamente como el poner en manos de Vuestra Señoría la copia de un papel, que si llega á merecer la aprobacion de Vuestra Señoría y su proteccion, puedo creer con fundamento que hallará favorable acogida en el benigno espíritu del soberano y sus ministros, y no me quedará razon de dudar de su utilidad.

1789.

4. Aunque todas cuantas observaciones he hecho despues de haber escrito lo que presento á Vuestra Señoría, me han confirmado mas y mas en lo que allí digo y que visiblemente se van realizando mis conjeturas acerca de la próxima ruina de estos pueblos, y que por esta razon pudiera omitir cualesquiera advertencia ó adición, con todo, como las obras de los hombres, por acertadas que sean, no pueden carecer de imperfecciones, que el tiempo y la experiencia, ayudados de la meditacion, descubren, me ha parecido oportuno exponer á la consideracion de Vuestra Señoría algunas correcciones á mi proyecto de gobierno, y de paso adicionaré algunos puntos de la memoria que con el tiempo han padecido variacion y otros en que por inadvertencia omití ó no me expliqué como debia; todo lo que haré lo mas concisamente que pueda, sujetándolo á la prudente censura de Vuestra Señoría.

Exposicion
de algunas
correcciones.

5. En la primera parte digo, al n° 9, que no hay sal ni cal en esta provincia; es cierto que no se conocian estos dos efectos, pero á solicitud mia y con repeticion de experiencias, se ha descubierto cal aunque escasa; esta se encuentra en varias partes en parajes bajos, mezcladas con la tierra unas piedrecitas del tamaño de nueces y menores, en mas ó ménos abundancia, pero de muy buena calidad para edificios, aunque bastante morena.

Esta provincia
carecia de cal.

En la composicion de la iglesia de Mártires y su colegio, se han empleado mas de doscientas fanegas de esta cal, sacada de aquel pueblo, y no dudo que profundizando en aquellos parajes se encuentre con mas abundancia.

6. Al n° 13 manifesté el estrago que hacen las viruelas en estos naturales; en el mismo año que lo escribia, acometieron en los departamentos de San Miguel y Japeyú, y se experimentó

Estrago
que ocasionaron
las viruelas.

1789. que sin embargo de haberse puesto mucho cuidado y practicándose en algunos la inoculación, murieron mas de la tercia parte de los que les acometió el contagio, que fueron todos los que no lo habian padecido ántes.

Á principios de 1786 se comunicó á este departamento, á los pueblos de Mártires y Santa María la Mayor, y en ellos sucedió lo mismo que en los demas, hasta que por el mes de abril en aquel mismo año, llegó á mis manos un ejemplar del imprenta San Francisco Gil, en que se dan reglas para la extincion de las viruelas, y aprovechándome de sus preceptos, he conseguido cortar el contagio, seis ó siete veces que ha acometido despues en distintos pueblos, con una facilidad que admira; de modo que no faltando desde entónces las viruelas en esta provincia por la poca eficacia que se ha puesto para su extincion en los otros departamentos que las han padecido, despues he conseguido libertar á estos pueblos del contagio que los otros aun padecian. Al presente las están sufriendo en los pueblos del Paraná que con la inmediacion del de la Candelaria al de San José y San Cárlos, han acometido dos veces á estos pueblos; pero con la providencia de separacion se ha conseguido al instante el enemigo, y sería cosa facilísima el exterminarlo de todos, si se pusiese el cuidado que se necesita.

Administracion
general
de Buenos Aires.

7. Al n° 47 toqué de paso muy ligeramente el punto de la administracion general de Buenos Aires, en cuyo particular he conocido despues que debí haberme extendido algo mas, lo que haré ahora con mayor conocimiento que entónces.

No hay duda que muchas de las reglas dadas en las ordenanzas para el manejo de los bienes de los Indios y demas del resorte de aquella administracion, son equitativas, pero otros son susceptibles de mala versacion.

Al capítulo quinto del título segundo de las ordenanzas se establece que el administrador general haya de dar sus cuentas cada dos años al gobernador de Buenos Aires ó á la persona que este nombráre.

Por el dicho capítulo se separa del conocimiento que parece le correspondia tener este gobierno, y de la dependencia con

que debian girarse los caudales y rendicion de cuentas á la masa total de cada pueblo en que era regular se recibiesen todos los ramos como pertenecientes á él, y de todos ellos formar las cuentas generales y presentarlas al gobierno; así se veria el fondo que cada pueblo tenia y si adelantaba ó atrasaba, lo que ahora es inverificable por la desunion de sus ramos y porque hasta ahora no se ha conseguido el que se haya dado vista á los pueblos del estado que tienen sus caudales en la capital de Buenos Aires, por cuya razon giran á ciegas, y con el desmayo y el desconsueto que es natural tenga el que no puede valerse de sus bienes ni saber su estado cuando lo necesite. Á esto se debe agregar que habiéndose de remover los administradores de los pueblos, por el informe que de ellos diere el administrador general de Buenos Aires, segun se establece por el capítulo séptimo, título tercero, de las mismas ordenanzas, y por el octavo siguiente, que la paga de sus sueldos corra á cargo del mismo, quedan enteramente por esta razon subordinados los administradores particulares del general, y destruida la dependencia que á este se le impone por el capítulo octavo del título segundo; y así se ha verificado que por los informes del administrador general, con razon ó sin ella, se han satisfecho con prontitud sus pueblos ó retardádoles la paga, y se les ha proporcionado los adelantamientos ó atrasos; por cuya razon no se atreven á separarse de las órdenes, aun de las intenciones del administrador general, por no caer en su desgracia y perder su acomodo; lo que es causa de un funesto desórden en el giro de los bienes de los Indios, y de atrasos considerables, sin contar con los que se padecen en las remisiones fuera de tiempo de los efectos que se piden y en las retardaciones de las ventas de los que se les envian con otros de esta clase.

8. Dije al nº 49 que los pueblos prometian en los bienes de sus comunidades mayores adelantamientos en lo futuro; esto fué suponiendo que en el régimen del gobierno no se introdujese algun desórden ó alteracion semejante á la de los años primeros de su establecimiento; pero como desde el establecimiento de la nueva ordenanza de señores intendentes, y parti-

- 1789.** cularmente desde que se repuso en su gobierno á principios de
Continúa agitacion 1786 D. Francisco Bruno de Zabala, ha estado todo en con-
en que ha estado tina agitacion, y sin fijarse el mando en una sola cabeza, ha
todo desde sucedido lo contrario de lo que yo suponía, y así los bienes de
la nueva ordenanza. comunidad han tenido una decadencia grandísima en estos pue-
 blos y caminan á toda prisa á su ruina.
- Los regalos** 9. Los regalos ó tupambaes, de que se hace relacion al n° 80,
se extinguieron. se extinguieron desde fines del año de 1785, pero no los demas
 gastos de las funciones.
- Desercion** 10. Al n° 102 se trata de la desercion de los Indios; esta se
de los Indios. ha aumentado tanto que con fundamento se puede creer que
 en breve quedarán los pueblos desiertos, mayormente si se per-
 siguen los que se pasan de unos á otros pueblos para volverlos á
 los de su naturaleza, porque entónces se van fuera de la pro-
 vincia ocasionando los perjuicios que se refieren en los nú-
 meros siguientes hasta 103 inclusive.
- Dónde es mayor** Pero donde es mas considerable la desercion y mas perju-
la desercion. dicial, es en los pueblos orientales del Uruguay, en donde con
 la inmediacion á los dominios de Portugal y trato que han te-
 nido con los Indios oriundos de estos pueblos que han venido
 con las partidas portuguesas de demarcacion, hase sabido que
 los establecimientos de aquellos dominios no viven con la suje-
 cion de comunidad que aquí sufren, y les han ponderado así
 los dichos Indios como la gente inferior de las mismas partidas
 la felicidad con que allí viven, y como para ellos la mayor que
 apetecen es la libertad, es grande el número de desertores de
 ambos sexos que se han pasado al Río Pardo, y con funda-
 mento se puede recelar que en retirándose las partidas, será
 mucho mayor la desercion, sin que para impedirla basten
 ningunas providencias; pero no dudo que si se mudase la cons-
 titucion del gobierno, no tan solamente cesaria la desercion,
 sino que de todas partes se restituirian los fugitivos á sus
 pueblos.
- En qué consistirán** 11. Desde el n° 108 al 126 inclusive, se habla de lo peculiar
los á este departamento de mi cargo, sobre lo que es menester
adelantamientos. decir ahora que los adelantamientos de paz, union y buen orden

han desaparecido, convirtiéndose todo en atrasos, desórden y confusion, y solo subsiste con algunos adelantamientos la civilidad y aseo de estas gentes, aunque con ménos progresos que los que pudieran tener. Vuestra Señoría sabe la causa, y así es inútil referirla.

1789.

12. Lo que se dice de los Indios Tupis desde el número 157 hasta el 164, fué arreglado á las noticias que teníamos entónces de esta nacion; pero despues se ha experimentado que no comen carne humana, pues habiendo muerto á unos doce Indios del pueblo de San Luis en una sorpresa que les hicieron en los yerbales y quemándoles los galpones en que tenian cantidad de yerba beneficiada, tuvieron tiempo de llevarse los cuerpos y no lo hicieron; allí se hallaron todos despues de muchos dias, sin que les faltase otra cosa que la ropa; esto mismo ha confirmado las noticias que ha dado un Indiecito como de diez y ocho años y una India como de treinta, ambos Tupis, que aprisionaron los de San Luis y permanecen en el pueblo de San Juan: estos dicen que en lo interior de los montes, en algunos sitios limpios de árboles, tienen sus establecimientos formados de pequeñas chozas, que siembran algunas legumbres y maíz; que son muchos, pero que viven dispersos en varios parajes, aunque reconocen á un superior de todos; que andan desnudos los varones, pero que las mujeres se cubren con un tejido de palma ó de otra paja semejante; que no comen carne humana, ni dan razon de religion, ni del objeto en que fijan su adoracion; no usan la poligamia, ni aun los mas poderosos, cada uno solo tiene una mujer, y desmienten en parte la ferocidad que se les atribuye.

Indios Tupis.

Todo este año han hostilizado los Tupis á los Indios de estos pueblos que han ido á los yerbales, impidiéndoles sus faenas; de los de Concepcion mataron dos, y últimamente á fines de octubre salieron del monte crecido número de ellos, y dieron muerte á un Indio de San Juan y obligaron á desamparar una mal provista guardia que los Indios de dicho pueblo tienen para el resguardo de sus estancias, por lo que fué preciso enviar algunos armados con armas de fuego, acompañados

Hostilidades
de los Indios Tupis.

1789.

de cuatro ó seis dragones , para hacerlos retirar al monte.

Maestros
de primeras letras
españoles.

13. Estos son los puntos que me ha parecido adicionar en la primera parte; pero ántes de tratar de la segunda , tengo por oportuno el no pasar en silencio otro perjuicio de alguna consideracion que de tres años á esta parte se les ha aumentado á los pueblos , esto es, el de los maestros de primeras letras españoles que se han nombrado y puesto en todos ellos. Si consultamos las intenciones de los señores intendentes de Buenos Aires y Paraguay para el nombramiento de estos empleados, hallarémos sin duda ser las mas rectas y ajustadas á equidad y justicia; pero como los fundamentos de este gobierno son defectuosos, todo cuanto se determina sobre ello ha de tener precisamente malas resultas.

Á estos maestros se les ha señalado doscientos pesos de plata al año y la manutencion diaria: los mas de los que han venido no saben leer ni escribir sino muy malamente.

Pocos muchachos
van á las escuelas.

Los muchachos que destinan á las escuelas son poquísimos en algunos pueblos por lo reducido de su vecindario, y porque los administradores no quieren separarlos de los trabajos de la comunidad, echando mano á menudo de los escolares, con lo cual es cuasi nada lo que han adelantado, agregándose la poca asistencia de los maestros á las escuelas, no cuidando de otra cosa que de agradar al administrador sirviéndolo en sus particulares, porque el que no lo hace así, no consigue buena asistencia ni se le da la certificacion completa, volviéndose todo riñas y discordias, semejantes á las que en su lugar se refieren de los curas con los administradores.

Obligacion
del pueblo
de mantener
á la
mujer del maestro
y á su familia, etc

Si el maestro es casado , es menester que el pueblo mantenga á su mujer y familia con aquella profusion é indolencia que se acostumbra, que la franquee cuantos criados se le antojen, y que en sus paseos y viajes emplee todos los auxilios y gastos en que aquí no se repara, porque se hace á costa de los Indios; si el maestro es soltero, no son tantos los gastos, pero seguramente son mayores los perjuicios con los escándalos que causa y mal ejemplo que da; y por último es preciso decir, que estos empleos en las actuales circunstancias son perjudicialí-

simos, y que estaban mejor servidas las escuelas ántes y con mayor adelantamiento con los maestros indios que habia en ellas.

1789.

SEGUNDA PARTE.

14. Á los eficaces deseos que tengo de ver á estos infelices naturales libres de la opresion á que los tiene reducidos la comunidad, acompañan unos bien fundados recelos de que mi plan ó reglamento de nueva forma de gobierno, en que se proponen los medios de facilitarles una entera libertad, aun cuando se lograra la aprobacion de Su Majestad, no habia de conseguirse el cumplido efecto que en él se propone, porque la inclinacion que se experimenta en cuantos se emplean en estos pueblos de dominar despóticamente á los Indios y de procurar por cuantos caminos son imaginables su abatimiento, habian de hallar medios en el mismo reglamento para oprimirlos; porque, aunque me propuse, cuando lo formé, el simplificarlo cuanto me fuese posible, como la idea fué el proporcionar á estas gentes su segura subsistencia y á los caudales existentes su conservacion, y que redituasen lo suficiente para subvenir á los gastos de todos los establecimientos que allí se proponen, no pude ménos de aumentar preceptos y reglas que, bien meditados, he conocido que para su perfecta observancia era preciso que en todos los que es menester concurren á su plantificacion, se hallasen los mismos sentimientos y deseos que yo tengo; y como un sinnúmero de ejemplares me han persuadido lo contrario, me ha parecido conveniente el simplificar el plan de mi proyecto, de forma que á los factores no les quede arbitrio para disponer de modo alguno de las personas de los Indios, ya que no se pueden excusar para el manejo de sus caudales los que, aunque padezcan alguna indolencia ó malaversacion por algunos, es menester, digo, es ménos sensible que el que los sufran sus personas.

Deseo eficaz
del autor.

Yo bien conozco que con la alteracion que voy á proponer serán tal vez menores las utilidades que resultarán, pero tam-

Alteracion
que el autor
va á proponer.

1789. bien podrán minorarse los empleos que allí se establecen como precisos, y se conseguirán otras ventajas que se evidenciarán en sus respectivos lugares, y sobre todo, ninguna utilidad prepondera á la de la entera libertad de los Indios.

El proyecto
se podrá poner
por grados.

15. Tambien será preciso advertir que mi proyecto, sea como lo concebí al principio, ó con las alteraciones y adiciones que ahora le añadido ó de cualesquiera otra forma, no podrá ponerse todo en ejecucion á un tiempo; es preciso establecerlo por grados, pero sin perder de vista el sistema que se haya adoptado con la mira de perfeccionarlo con la mayor celeridad posible; no hay que perder tiempo en esto. Dice el baron de Bielfeld en sus *Instituciones políticas*, tomo segundo, capítulo tercero, párrafo 17:

«Semejantes establecimientos deben ejecutarse con celeridad, cueste lo que costáre: esta indolencia estóica que hace las cosas con lentitud, y que quiere poner en ejecucion las grandes tan poco á poco, es mas perniciosa al Estado que la misma negligencia, porque ocasiona gastos imperceptibles, y jamas produce nada.»

Pero tampoco deberá ejecutarse con atropellamiento: un medio prudente es quien hace feliz el éxito de las cosas.

Adiciones
propuestas.

16. Sentadas estas consideraciones, voy á poner en la mano de Vuestra Señoría las adiciones que he prometido, con el mismo orden que las de la primera parte, si fueren del agrado y aprobacion de Vuestra Señoría. Desde luego podré lisonjearme del acierto, confesando que en aquello que lo consiga, será debido mas al deseo que tengo de acertar que á mi inteligencia y penetracion.

17. El diseño ó compendio del reglamento que se propone al n° 12, deberá reducirse á lo que se establece por mas conveniente en la adicion del n° 24.

Comercio privativo
de las factorías.

18. El privativo comercio de las factorías que se pretende al n° 13, parece convendrá limitarlo al preciso tiempo de cinco años ó ménos, y otros cinco ó los que parezcan convenientes para que puedan comerciar en concurrencia con la factoría los Españoles ó Indios avecindados en estos pueblos, y despues

de dejarlos libres á todos como en las demas provincias; pues con esta precaucion se evita que los factores y demas empleados, por el interes que les resultaria de un comercio exclusivo, pongan estorbos á la civilidad de los Indios para perpetuar la exclusion; habiendo acreditado la experiencia que desde fines del año de 1785, en que entraron las partidas de demarcacion en estos pueblos y con ellas muchos comerciantes para abastecerlas, han adelantado los Indios considerablemente en la inteligencia de los contratos, bien es que á costa de muchos sacrificios y de infinidad de desórdenes en embriagueces, incontinencias y deserciones que el gobierno no ha podido precaver.

1789.

19. Al n° 17 se propone como cosa precisa la introduccion del uso de la moneda, sobre lo que conviene añadir que las razones teóricas que allí alego, las ha confirmado la experiencia, en estos últimos años que ha circulado el dinero en estos pueblos de los pagos de las partidas de demarcacion, siendo increíble el estímulo y aplicacion de los Indios, y lo que generalmente han adelantado; pero tambien se ha advertido la necesidad que hay de monedas de menor valor de medio real, porque debiendo ser aquí muy bajos los precios de los jornales, de los víveres y demas cosas propias del país, se harán embarrasísimos los pagos, mayormente de jornales y de las compras de cosas para la manutencion de la gente pobre, si no hay otra moneda de menor valor, y así me parece convendria que se introdujese moneda provincial de cobre, por la que subdividiera cada real en diez y seis partes, y cada medio en ocho, para la comodidad de los contratos del comercio interior.

Se propone
la introduccion
del uso
de la moneda.

20. Para simplificar el manejo que se encarga á los factores al n° 24 y evitar el que abusasen de sus facultades en perjuicio de la libertad de los Indios, empleándolos contra su voluntad en las estancias y otras faenas indispensables y la malaveracion que en la administracion de estas faenas pudiera haber por ignorancia, indolencia ó fraudes, parece el mas conveniente el que se arrendase á los particulares que ofreciesen mayor ventaja á la comunidad, poniendo todas estas fincas en

Simplificacion
del manejo
de dinero.

1789.

almoneda, bajo de las condiciones que el gobierno arregláre, que no dejarían de ser ventajosas á los pueblos y á los arrendadores, si sabían establecer y arreglar, combinándolas con las proporciones y situacion del país, particularmente las estancias cuyo ramo debia de ser el primero que habia de enajenar por arrendamiento, al que podia seguir el de los yerbales, del cultivo y demas posesiones del pueblo, quedándole no obstante el arbitrio y facultad al factor de emprender el plantío de yerbales nuevos y otras faenas de agricultura para dar ocupacion á los que no lo tuviesen ó solicitasen, pues por el arrendamiento de las fincas existentes no debia cesar el beneficio de que todos los necesitados hallasen jornal y que comer en la factoría, bien es que arrendando las fincas (que es como acostumbran, ó conforme á lo que practican los grandes de España y otros señores que no pueden atender personalmente al reparo de sus haciendas), se poblaria esta provincia de gentes acomodadas que emplearian á los Indios de peones en el cultivo y cuidado de los yerbales, estancias y demas que tomasen en arrendamiento y en otras faenas que emprenderian, poniéndolos á todos en ejercicio con utilidad general; tres ó cuatro Españoles de conveniencia en cada pueblo pueden hacer la felicidad de todos sus moradores, y aun cuando los pueblos utilizasen ménos en el arrendamiento de sus posesiones que administrándolas por sus factores (que lo dudo), lo ganaba la provincia y el Estado en tener aquellos vecinos acomodados, de cuyo beneficio no estarían excluidos los Indios luego que ellos fuesen capaces de ser arrendadores.

21. Á lo que digo en el n° 25, se me ofrece añadir que el derecho de propiedad que estos pueblos conservan sobre montes y yerbales silvestres, se les debe conservar en los términos que los gozan ó del modo que convenga mejor, pero dando amplitud á los Españoles y á los Indios particulares para beneficiar en ellos las maderas y yerbas que quisiesen, pagando á los pueblos á quienes correspondiese, aquello que el gobierno regulase para aumento del caudal de la comunidad.

22. Para que en los factores no quedase arbitrio en la paga

de los jornales de los que emplease la factoría, prefiriendo con jornales crecidos á sus apasionados, y acortándolos á los que no lo fueren, en virtud de la regla que para los pagamentos se establece al n° 29, se deberian tasar los jornales por el gobierno á un precio fijo é igual para todos, que deberia ser el mas bajo de los que corriesen en la provincia, para no distraer á los Indios de la ocupacion que les proporcionasen los particulares, pues á la factoría solo se le permitirian las faenas que bastasen para ocupar á los necesitados.

1789.

Tasa
de los jornales.

23. Luego que se reconociese la utilidad que rendia á la comunidad la pulpería que menciona el n° 34, convendria se enajenase de ella la factoría, dándola por arrendamiento como las demas fincas al que mas ofreciese, obligándose á tener abastecido á todo el pueblo de todos los precios del arancel.

Utilidad
de la pulpería.

24. En la forma misma que la pulpería se deberia dar en arrendamiento el abasto de carne al menudo, que se establece al n° 37; pero así uno como otro abasto, solo deberian subsistir aquel tiempo que se considerase útil al público, y despues de conceder libertad á todos los que quisieren vender, como la tienen en las demas provincias.

Abasto de carne
al menudo.

25. El primer fondo de dinero efectivo que se propone al n° 64 como indispensable en los pueblos como para empezar ó comenzar á beneficiar el reglamento proyectado, pudiera proporcionarse vendiendo las casas del oficio y ranchería de Misiones de Buenos Aires, como que sería inútil la conservacion de estas fincas, y su importe, que quizás sería bastante crecido, aplicarlo á este fin con el de los muebles y demas efectos comunes que existen en aquella capital.

Propone la venta
de algunas cosas.

26. El diez por ciento que se señala al factor al n° 65 de las utilidades que produjese la factoría, deberia limitarse á cinco por ciento en todos aquellos ramos que se pusieran en arrendamiento, y en los que continuasen en administracion al diez como queda dicho, señalándole tambien cinco por ciento sobre los caudales que se gastasen en obras públicas de que la factoría no recogiese producto, y uno por ciento del pago de las asignaciones de empleados por llevar la cuenta.

El 10 %, señalado
al factor
deberia limitar
al 5 %.

1789.

Necesidad de erigir
esta provincia
en gobierno
separado.

27. Cada dia se va conociendo mas la necesidad de que esta provincia se erija en gobierno é intendencia separada de la de Buenos Aires y del Paraguay, como se pretende al n° 70 : las continuas disensiones de los gobernadores intendentes con este gobernador lo acreditan con un sinfin de circunstancias que jamas podrán conciliarse con la diversidad de mandos y jurisdicciones.

Límites señalados
á este gobierno.

28. Despues de haber reflexionado con mayor conocimiento sobre los límites que se señalan á este gobierno al n° 71, me parece que erigido en intendencia, los mas oportunos serían por el norte el rio Tebicuarí desde su origen hasta su confluencia con el rio Paraguay; por el oeste el dicho rio Paraguay hasta el Paraná, siguiendo el curso de este hasta la boca del rio Guayquirirú; por el sur el mismo rio Guayquirirú hasta sus cabecezas, siguiendo línea recta á buscar los del arroyo Macoreta, y porte hasta su desagadero en el rio Uruguay, y atravesándolo seguir por el rio Quarey ó Queguay hasta sus cabeceras, y de allí línea recta á la fortaleza de Santa Tecla, y por el este los dominios de Portugal; con esta demarcacion se agregaban al partido de Corriéntes los términos de Curipayti, que median entre el Tebicuarí y Paraná, que les hacen mucha falta, y aunque los poseen, se los disputan los del Paraguay, agregándose á ello, que como en el dia se trata con bastante ardor el abrir camino por el Chaco desde Corriéntes al Tucuman, y de reducir aquellas naciones de Indios intermediarias, pudiera este gobierno encargarse de este proyecto, como que de su consecucion conseguiria ó recibiria esta provincia notable incremento, y le sería mas fácil que á otro ninguno por la inmediacion y auxilios que puede facilitar para el logro de tan útil empresa.

Urgencia de crear
algunos empleos.

29. Aunque para dar buena forma á este gobierno, convenia crear en él desde luego todos los empleos que se pretende en el n° 76, no lo considero tan preciso que no puedan omitirse algunos á los principios; pero los que desde luego son indispensables son el asesor, secretario y protector de Indios.

Modo de recoger
los Indios fugitivos.

30. En el n° 98 se trata el modo de recoger los Indios fugitivos á sus respectivos pueblos; sobre cuyo particular se me

ofrece decir, que debiendo quedar fuera de la comprension de este gobierno todos los terrenos que ocupan los Indios del pueblo de Japeyú en la Banda Oriental del Uruguay, desde el arroyo Mocrete hácia el sur, y en la Banda Oriental entre el rio Quarey ó Quegay y el rio Negro, en que se incluye la poblacion de Paysandú, y que todas estas tierras y las poblaciones nuevas del arroyo de la China están llenas de Indios de dicho pueblo y de todos los de la provincia, me parece que de todos estos se podrian formar dos buenos pueblos, el uno en la Banda Occidental del Uruguay, en el Salto Chico de dicho rio, y el otro en Paysandú, recogiendo en ellos todos los Indios de aquellos parajes, y dándoles los terrenos que allí posee Japeyú, con el derecho á los ganados de aquellos campos, como colonias del mismo pueblo, y sujetando estas dos nuevas poblaciones al partido del Arroyo de la China y provincia de Buenos Aires; pero que el derecho á los ganados del campo sea con el descuento de dos reales por cada cabeza que se saque ó mate de ellos para la manutencion de la guarnicion de la frontera, como se arregla en los números 118 y 119.

31. Simplificándose el gobierno y manejo de los fondos comunes de los pueblos por medio del arrendamiento de sus fincas, parece podian ocuparse los empleos de corregidores y tenientes de Indios que se establecen en el n° 100, encargando al administrador de justicia, á los alcaldes, con la limitacion que les permiten las leyes, y el de la policía de cada pueblo al de su respectivo factor con la subordinacion debida, unos y otros al subdelegado del partido, con lo cual quedan adicionados todos los números siguientes hasta el 111 inclusive.

32. Estos son los números que me ha parecido adicionar, dejando todos los demas del proyecto como estaban, en lo que no se opongan á estas notas; pues como todos tienen relacion entre sí, lo que se altera ó corrige en uno debe entenderse alterado ó corregido en todos los que se trate de lo mismo; por no abultar demasiado esta adicion, la que concluiré con una advertencia general, y es que debiendo cesar con el tiempo el privilegio que quiero se conceda á las factorías para abastecer privati-

Simplificacion
del manejo
de los
fondos comunes.

Adiciones.

1789.

vamente de efectos de Castilla sus respectivos pueblos, el abasto de carnes al menudeo, el de pulpería y otras faenas que á los principios podrá mantener con utilidad, y despues tal vez decaerán al paso que los particulares adelanten las suyas, y que por esta causa se disminuirán las rentas anuales, y que por consiguiente decaerán las consignaciones impuestas sobre estas utilidades, ocasionando mucho desaliento en el gobierno.

Cuando ha de cesar
lo que propone
el autor.

Digo que es muy probable que así suceda luego que cesen los privilegios exclusivos en las factorías; pero, como cuando esto haya de cesar, debe ser estando ya los Indios bastante civilizados y adelantados en sus haberes, y todo el gobierno con aquella armonía y uniformidad que debe tener con todos los del reino, entónces producirá, por el comercio y otras vias, considerables entradas á la real hacienda, y en este caso en ella se podrán consignar los sueldos y mas los pagos del señor gobernador, asesor, subdelegados y demas que se tenga por conveniente, como lo están en todas las provincias, y que si al principio se proyecta su consignacion en las utilidades de las factorías, es por las pocas rentas que S. M. percibe de estos pueblos y la particular constitucion que habian de tener en su gobierno; y si aun no alcanzasen, parece regular que estando ya los Indios acomodados y libres de toda carga, sufrieran la de algun aumento en la tasa de sus tributos y que pagasen los diezmos, aunque no fuera enteramente, con cuyas rentas se recompensarian las que se imposasen en las factorías, y estas quedarian libres de las consignaciones generales del gobierno.

Súplica del autor.

33. Esto es lo que me ha parecido conveniente añadir á mi proyecto para presentarlo á V. S. corregido de los defectos que la mayor experiencia y curso del tiempo me ha hecho advertir á V. S. como mas ilustrado é imparcial; sin duda hallará otros muchos que enmendar; pero solo suplico á V. S. que entre lo poco bueno que hallase en este papel, se sirva hacerme la justicia de distinguir y apreciar la buena ocasion, digo la buena intencion con que lo he escrito, como sabe V. S., porque sin duda en mi inteligencia es lo mejor que tiene.

Dios guarde á V. S. muchos años para que promueva cuanto

convenga á la felicidad de estos pueblos indios. Pueblo de Apóstoles, y diciembre 15 de 1789.

1789.

Octubre 13 de 1790.

EXCMO. SEÑOR :

Aunque este señor gobernador intendente da parte á V. E. por menor del fuerte de Coimbra y poblacion de Alburquerque, que los Portugueses han fundado últimamente en la costa occidental del rio Paraguay, me considero obligado á poner en noticia de V. E. algunas reflexiones que me suministran los conocimientos geográficos que tengo de estos países para que V. E. las haga saber á S. M., á fin de que no consigan los Lusitanos quebrar el tratado de paz último, en cuanto se opone á la conservacion de sus usurpaciones y nos da facilidad para contener sus progresos.

1790.

Fuerte de Coimbra
y poblacion
de Alburquerque.

Por supuesto que dichos establecimientos que detallará á V. E. este señor gobernador intendente, se han hecho injustamente contra lo literal de los tratados, los cuales, en sus artículos 9 y 13, dejan expresamente á S. M. el dominio perpétuo de dicha costa occidental y la navegacion libre por el mencionado rio Paraguay hasta la boca del Jaurú.

En las dos graves usurpaciones con que se han alzado, ponen á los Portugueses en proporcion de internarse en el Perú por un paraje donde no tiene Su Majestad vasallos fuertes que puedan contener sus atentados, cuyas resultas no pueden ménos de ser fatales, y hallándose dichos establecimientos á 30 ó ménos leguas de nuestros Chiquitos, con quienes en el dia tienen comunicacion, podrán en pocos años consacrar á los infelices y noveleros Indios, llevándolos á sus minas, que necesitan mas brazos que los que tienen. Quizás el motin no ha tenido otro origen que la sugestion y apoyo de Alburquerque, donde últimamente se han refugiado con buen acogimiento algunos de nuestros

Lo que pueden
lograr
los Portugueses
con estas
usurpaciones.

1790. Chiquitos, que probablemente serán los delincuentes principales.

Suspendo aquí la relacion de los perjuicios que se siguen á nuestra monarquía con dichos establecimientos para hacer ver las utilidades de que nos privan.

El rio Paraguay.

El rio Paraguay, que es el mejor del mundo para la navegacion, nos está abierto desde España y nos conduce francamente hasta el centro de los minerales portugueses, quienes, conociendo esta ventaja que nos la quitan y con ella el que nos opongamos á sus rápidos progresos en las minas de Matogrosso, Cuyabá y Sierra del Paraguay, que da origen al rio de este nombre.

Urgencia
de destruir
los establecimientos
portugueses.

Esta sola consideracion basta para que se solicite por todos títulos que desaparen dichos establecimientos, y por el tratado de paz están absolutamente prohibidos en nuestros fronterizos, y supuesto esto, me detendré un poco en explicar mis ideas fundadas en conocimientos geográficos, que hacen ver que no puede el rey oponerse á los progresos portugueses de dichas minas, sino por los esfuerzos de esta provincia.

D. Agustin
Fernando
de Pinedo.

Ningun gobernador concluyó esta hermosa y útil idea hasta el grande D. Agustin Fernando de Pinedo, quien, sin fomentos ni auxilios, tuvo atrevimiento para principiarla, acopiando gentes y embarcándose con ellos en 1773 para fundar un fuerte y poblacion, donde hoy está Coimbra, poco mas ó ménos. Pero fué tan pertinaz y obstinada la oposicion que le hizo este cabildo y sus diputados, que le obligaron á quedar bajo del trópico, donde fundó la villa de la Concepcion, que ha dado á ver á esta provincia, extendiendo su jurisdiccion ocho veces mas de lo que era por la parte del norte.

Ejemplo
que se habia
de seguir.

Siendo ó siguiendo la idea y ejemplo del señor Pinedo, y desalojados los mencionados establecimientos, podríamos y debíamos poblarnos hácia los mismos lugares que nos pertenecen por los tratados, cosa que no es muy difícil como cuando lo intentó dicho señor, respecto á que tenemos escala en la Concepcion, y la provincia está mucho mas rica y poblada.

Hecho esto, podríamos poner en dichos lugares en 40 á 60 dias

desde esta capital, los géneros comerciables en goletas y balandras, iguales á los que trajinan en este Rio de la Plata, y venderlos á los mineros portugueses que no están léjos de un 60 á 100 por ciento mas baratos de lo que hoy los tienen conducidos desde Santos por San Pablo y los rios Tiete, Pardo, Tacuarí y Cheaní, que están tan llenos de saltos y arrecifes que se tarda en su viaje tres meses, y se descarga y lleva á hombros la carga y canoas multitud de veces, y ademas solo pueden navegar en invierno, porque no hay agua en otro tiempo, ni aun en él se hace sin escolta que los liberte de los insultos de los bárbaros.

Este comercio no podria introducirnos sino oro y diamantes, porque dichas minas no producen otras cosas ni tienen fábricas ni mas frutos que los que aquí nos sobran. Los ganados valen allá 20 veces mas que aquí. La sal que nos sobra, la tienen ellos estancada, porque no la produce el Brasil; los negros tienen igual valor que en esta provincia, y los géneros de Europa los tenemos á precios mas acomodados, segun he dicho.

Verdad es que el contrabando está prohibido por los tratados, pero en disimularlo un poco, no se haria otra cosa que lo que hacen los jefes portugueses en Rio Grande, y en todas las partes y ocasiones que pueden y han podido; pero cuando nuestra honradez y buena fe sean tan escrupulosas, que no admitan esta nueva represalia, el destruir dichos Coimbra y Alburquerque y demas poblaciones que habrá mas al norte en parajes prohibidos, y el acercarnos con presidios y pueblos á tomar el olor de las minas, es absolutamente indispensable para observar y contener á los Portugueses de cerca en la paz y atacarlos en los tiempos de guerra.

Los Paraguayos, establecidos donde yo deseo, podrian llenar este objeto de dos modos infalibles. El primero es situando una balandra armada en la boca del rio Tacuarí, ó del Cheaní, que vierten en el del Paraguay, con lo que quedaria prohibido el comercio con San Pablo, y se apresaria el convoy de canoas, que son las únicas embarcaciones que pueden oponer los Portugueses, porque sus rios no permiten otra cosa. — El segundo modo de destruir dichos minerales en tiempo de guerra es ata-

1790.

Lo que se debería
hacer despues.

Lo que este
comercio
produciria.

Contrabando.

Como podrán
llenar este objeto
los Paraguayos.

1790. cándolos abiertamente con la esperanza de que no pueden resistir, respecto á que, estando atestados de esclavos y gentes de castas oprimidas y noveleras, estas alzarán el alfanje por nuestra causa y su libertad; además que apostando una goletilla ó dos hácia la Barra del Jaurú, no podrian socorrerse unos establecimientos á otros, y ninguno podria esperar auxilio de las demas capitánías.

Qué se ha de hacer
además.

Además de todo lo mencionado, estableciéndonos en dichos parajes, podríamos ó tendríamos franca la comunicacion con nuestros Chiquitos y con facilidad se reducirian los laboriosos y dóciles Guanas y los Mbayas, logrando otras ventajas que no me detengo en referir, contentándome con insinuar mis ideas para que V. E. dé cuenta de ellas y de lo demás que halle por conveniente á S. M. — Nuestro Señor, etc. — Asuncion, 13 de octubre de 1790.

LÍNEA DIVISORIA.

Julio 19 de 1792.

EXCMO. SEÑOR :

1792.
Línea divisoria.

Aunque en varias ocasiones he hablado á Vuestra Excelencia de mis ideas sobre esta demarcacion y de los establecimientos portugueses, con todo, la importancia de ambos puntos me obliga á añadir algunas consideraciones que me han sugerido las últimas noticias para que Vuestra Excelencia las ponga en noticia del rey sin pérdida de tiempo, porque podria perjudicarnos la tardanza.

Además de la justicia que nos da el último tratado para que vaya la línea divisoria por los rios Yagarey y Monies y Corriéntes, segun dije á Vuestra Excelencia en 20 de junio de 1791, se seguirá de ello, no solo que esta provincia se prolongará sin coste alguno ni dificultad desde el trópico al paralelo de 22 grados 4 minutos, que son las mejores tierras del vireinato y lle-

nas de yerbales próximas á este rio, sino que con esto tendrém^{os} escalas muy próximas y abundantes para ir á los Chiquitos y á los establecimientos que hagamos costa arriba, y separarém^{os} mucho de nosotros para siempre á los Portugueses, porque todas las sierras al norte del rio Corriéntes hasta la laguna de los Xurayes son impoblab^{les}, porque las corrientes del rio Paraguay las inundan á grandes distancias, sin permitir que los Lusitanos se acerquen al rio ni intenten beneficiar dichos yerbales para vendernos la yerba ó llevarla á sus minas, donde se estiman mucho estas ventajas inestimables.

1792.

Las últimas noticias comunicadas por D. José Antonio Zavala, jefe de la expedicion que fué rio arriba y que se está fortificando en los 21 grados de latitud, nos aseguran que desde allí á Coimbra, que está en los 19 grados 53 minutos, tampoco hay tierra poblable en la costa occidental del rio; por otro lado se sabe que desde poco mas allá de Alburquerque, situada en 18 grados y 52 minutos, el rio Paraguay corre hasta el rio Jaurú para la mencionada laguna de los Xurayes, que es tierra anegadiza é impoblab^{le}, de modo que las tierras altas de la costa de este rio están por la occidental desde Concepcion ó Trópico hasta el rio Corriéntes, y por la oriental desde Coimbra á Alburquerque.

D. José Antonio
Zavala.

Este último trozo de tierra alta es justamente la mas próxima á los Chiquitos, como que solo distan 20 leguas; en esta distancia se hallan dos cordones de serranías, que vienen del N.-O. al S.-E.; la una, llamada de San Fernando, besa este rio en Alburquerque, y la nombrada de San Pantaleon en Coimbra. En ellas halló el Ilmo. señor D. Manuel de Flóres, en la demarcacion última, todas las señales de minas de oro y diamantes, y por otro lado Herrera, en el lib. V, cap. III, *in fine*, dice que «Nuflo de Cháves, habiendo descubierto en la provincia de Itati, en la que se hallan varias sierras, muchos metales á 30 leguas de Santa Cruz la Vieja, volvió con 60 soldados iraycios, herramientas, etc., para tomar mejor conocimiento de dichas minas, pero que ántes de llegar fué muerto.»

Serranías
de San Fernando
y de San Pantaleon.

Esto supuesto, si contra la justicia y último contrato se per-

1792. mite á los Lusitanos mantener á Coimbra y Alburquerque, no
 Inconvenientes. nos quedará donde fijar el pié en la costa occidental del rio Paraguay : los Portugueses establecidos allí tiran diseños de su navegacion y de la provincia de Chiquitos, pues tienen la mayor proximidad, y es probable que hallen en las sierras el oro y pedería que disfrutan por nuestras condescendencias en sus inmediatos, y que nos indican los señores Flóres y Herrera.
- Ventajas. Por el contrario, si nos quedan Coimbra y Alburquerque y nos poblamos allí en el mismo dia que esto suceda, tendrémoss abierta la comunicacion y comercio con los Chiquitos, Moxis, Santa Cruz, etc., pues los barcos no tienen tropiezos, y el gobernador de Chiquitos ha escrito á este que no halla dificultad en abrir camino hasta el rio, ni tampoco en conducirlo hasta el grado 20; pero como ignora que desde Coimbra al grado 21 es tierra anegadiza, quizas no podrá establecer la comunidad con solidez para todo tiempo tan abajo.
- Idem. Ademas de las ventajas infalibles de comunicar con los Chiquitos, etc., lograrémoss, en poseyendo á Coimbra y Alburquerque, las incomparables ventajas que se dejan entender y las que he insinuado á Vuestra Excelencia en 13 de octubre de 1790, cuyo papel reproduzco, porque nos puede ser muy interesante.
- Esfuerzos de los Lusitanos para quitar las tierras altas á los Españoles. Por supuesto que los Lusitanos harán los mayores esfuerzos para quitarnos las tierras altas de las costas de este rio, pues conocen que de no conseguirlo, vendrán con el tiempo á perder sus minas de Muruynin, Cuyabá y Sierra del Paraguay, que con justicia volverán á sus legítimos; pero los contratos y la justicia se han de sostener á toda costa, y siendo la materia gravísima, no debe cederse un punto ni admitir transacciones que no sufran sus circunstancias locales.
- Proposicion hecha por los Portugueses. La que han insinuado los Portugueses, ofreciendo despoblar á Alburquerque, conservar á Coimbra, es querernos alucinar con el menor provecho, porque conservando el fuerte del sur, siempre serán dueños de la navegacion del rio arriba y de sus tierras poblables, y nosotros no podrémoss establecernos en lo que nos ofrecen dejar, sino cuando ellos quieran, y por el tiempo que gustasen, privándonos de la mas cómoda comunicacion con los

Chiquitos, y de poner en planta lo que avisé á Vuestra Excelencia en dichas reflexiones de 13 de octubre.

1792.

Pero aun debemos desconfiar de que verifiquen la evacuacion de Albuquerque, que han prometido, porque despues que la han ofrecido, han quintuplicado su guarnicion y la de Coimbra, llevando á ella sus jefes mas acreditados, y han reconocido é intentado poblarse en los 21 grados, y á esta hora ya lo hubieran hecho, si no los hubiéramos prevenido, segun las últimas noticias nos decian, que aunque adquiridas por los bárbaros se hacen creibles, en vista de que tienen las maderas cortadas, y se han hallado los hoyos y zanjas abiertos, y no alude á otra cosa la gente que han acumulado, con la que quizas nos hubieran ya atacado, si no hubiesen visto que no pueden entrar en contiendas efectivas con nuestros buques, de forma que no dudo que obran de mala fe y que dicen lo que no hacen, ofreciéndonos dejar á Albuquerque, cuando mas la refuerzan, y quieren venir mas al sur, aprovechando en esta credulidad generosa, dimitiéndola con voces, estimulados del deseo de quebrar nuestras ventajas insinuadas en mi papel de 13 de octubre, que conocen muy bien, dándonos un testimonio de ello en haber dispuesto que no se use otra moneda en sus establecimientos de este rio, y barras de oro con cierta marca, las cuales llevan un 75 por ciento de aumento en su valor, para que no puedan introducirse en esta provincia para el comercio.

De lo que se debe desconfiar.

Mala fe de los Portugueses.

Otra prueba de que quieren engañarnos nos han dado en los regalos que sin el menor motivo han hecho á este gobernador, los cuales no pueden tener otro objeto que ganarlo y adormecerlo.

Es cierto que en el dia no nos sería muy difícil arrojarlos por fuerza de Coimbra y Albuquerque; pero si por alguna transaccion los dejamos en posesion de alguno de dichos establecimientos, no dejarán de fortificarse mas y mas en términos que el echarlos nos sería dificultosísimo y quedarian nuestras ventajas perdidas.

Dificultad que habria en deslojarlos de Coimbra y Albuquerque.

El expediente que ha imaginado nuestra corte de poner presidios entre Coimbra y Albuquerque y nuestros Chiquitos, tiene

Expediente imaginado por los Españoles.

1792.

muchos inconvenientes, porque así como situarnos en la costa es fácil, expedito y poco gravoso. porque el comercio fomentará nuestros establecimientos, el internarnos en las tierras es difícil y costoso, complicado y de poca utilidad al comercio que los fuertes de Coimbra y Alburquerque podrán obstruir, y nunca podrán servir los establecimientos tierra adentro para llenar las ventajas de mi papel de 13 de octubre. Para cohonestar la conservación de Coimbra y Alburquerque y mover nuestra condescendencia pródiga, mas que generosa sin duda del mando, lo que hay de cierto, alegarán que no nos sirve, y que de otro modo quedaria su comunicacion con las minas expuesta á las invasiones de los bárbaros : lo primero es muy falso, como se deja entender de mis reflexiones, y lo segundo un pretexto; pues hace 50 años que los bárbaros no turban su navegacion ni pueden turbarla, porque se han casi acabado, y sin brios no existirán por la bárbara costumbre que tienen de no criar sino el último hijo.

A lo dicho espero que Vuestra Excelencia añadirá lo que su mayor conocimiento alcanza para instruir al rey sobre unas materias las mas graves y nuevas, porque hasta poco há nadie las ha visto.

Nuestro Señor, etc. 19 de julio de 1792.



ESPAÑA Y PORTUGAL.



LUGARES

EN DONDE SE HALLAN COLOCADOS LOS MARCOS POR LA PARTIDA
Ó SUBDIVISION DE D. JUAN VARELA Y ULLOA (1).

- 1° Marco en la entrada del arroyo Chuy.
- 2° Marco en sus cabeceras.
- 3° Marco en la márgen de la laguna Merin.
- 4° Marco en la entrada del arroyo de San Luis.
- 5° Marco en el albardón de Juana María en la costa de la mar.
- 6° Marco en la márgen de la laguna de la Manguera.
- 7° Marco en el río Tarni.
- 8° Marco en la entrada del mismo río Tarni.

Todos estos marcos comprenden la laguna Merin y terrenos neutrales.

Marcos que se colocaron desde Santa Tecla hasta el Monte Grande.

DE LA PARTE DE ESPAÑA.

DE LA PARTE DE PORTUGAL.

- | | |
|--|--|
| 1° En las cabeceras del Pirai-
guazú. | 1° En las cabeceras del río
Ibira-miní. |
| 2° En las vertientes del río Iguari. | 2° En el cerro Mbaeberá. |

1790.

Logares
en donde se hallan
colocados
los
marcos divisorios.

(1) Colección de D. Benito de la Mata Lináres. Real Academia de Historia de Madrid.

1790.

DE LA PARTE DE ESPAÑA.

DE LA PARTE DE PORTUGAL.

- 3° En las orígenes del rio Caceguy. 3° En un ramo del rio Bacacay.
- 4° En el cerro de Caabati. 4° En frente del cerro Caabati.
- 5° En la márgen del rio Ibicui- 5° Cerca del Monte Grande.
mini.

Estos cinco marcos de cada lado terminan el terreno neutral que comprende la línea divisoria.

Razon de la linea que demarcó D. José Varela y Ulloa, en conformidad del artículo 4° del tratado preliminar.

Razon
de la línea
de D. José Varela.

Principia esta línea desde la costa del mar en el arroyo de Chuy y fuerte de San Miguel inclusive, y siguiendo las orillas de la laguna Merin continúa la línea por el primer arroyo meridional que entra en el sangradero ó desaguadero de ella, que corre por lo mas inmediato al fuerte portugues de San Gonzalo, desde el cual, sin exceder el límite de dicho arroyo, continuará la pertenencia de Portugal por las carenas de los rios que corren hácia el mencionado Rio Grande y hácia el Yacuy, hasta que pasando por encima del rio Arauca y Coyacuy, que quedarán á la parte del Portugal, y á las de los rios Piratini é Ibimini, que quedan de la parte de España, se tirará una línea que cubra los establecimientos portugueses hasta el desembarcadero del rio Pepiri-guazú en el Uruguay, y asimismo salve y cubra los establecimientos y misiones españolas del propio Uruguay, que han de quedar en el actual estado en que pertenezcan á la corona de España.

Cómo nos debemos conducir con las partidas segun el tratado, artículo 17, y el convenio celebrado entre los señores vireyes de Buenos Aires y del Brasil.

Conducta
que se debe tener
con las partidas.

Cualquiera individuo de las dos naciones que se sorprendiese haciendo el comercio de contrabando con los individuos de la otra, será castigado por las leyes de la nacion que le hubiere aprehendido, y en las mismas penas incurrirán los súbditos de una nacion por solo el hecho de entrar en el territorio de la

otra, ó en los rios ó parte de ellos que no sean prohibidos de su nacion ó comunes á ambas, exceptuándose solo el caso en que algunos arribáran á puerto ó territorio ajeno, por indispensable y urgente necesidad, que han de hacer constar en toda forma, ó que pasaren al territorio por comision del gobernador ó superior de su respectivo país, para comunicar algun oficio, en cuyo caso deberán llevar pasaporte que exprese el motivo.

1790.

Copia del convenio hecho entre los señores vireyes de Buenos Aires y del Brasil.

En observancia de los tratados preliminares de paz y de límites de la América meridional relativo á los Estados que en ella poseen la corona de España y de Portugal, y de alianza defensiva entre los muy altos y poderosos señores D. Cárlos III de España y doña María, reina de Portugal, mando al gobernador del Rio Grande de San Pedro que despues de soberanamente publicados haga practicar la disposicion de los siguientes artículos.

Convenio
entre los vireyes
de Buenos Aires
y del Brasil.

1º Debiendo los gobernadores y comandantes de ambas fronteras procurar todos los medios de evitar en ellas los contrabandos, robos, asesinatos y otros cualesquiera delitos, tendrán un eficacísimo cuidado en reconocer y examinar cualesquiera personas desconocidas, poniendo no solo en dichas fronteras, mas aun en los sitios mas próximos á ellas, espías que las denuncien, personas de gran zelo y desinterés.

Artículo 1º
del convenio.

2º Y como en la forma del artículo 19 del sobredicho tratado preliminar queda prohibida recíprocamente la entrada en el espacio de territorio neutro que no debe servir de asilo á los delincuentes, establecerán los dichos gobernadores y comandantes de ambas fronteras patrullas que puedan libremente transitar por dicho territorio, llegando á cada una de dichas fronteras hasta ciertos lugares proporcionados en que se alisten para aprehender los referidos delincuentes ó evitar la facilidad de conseguir semejante asilo.

Artículo 2º.

3º Serán los oficiales destinados por dichas patrullas de ejemplar procedimiento, incapaces de concurrir á los mismos desór-

Artículo 3º.

1790.

denes que deben evitar, y llevarán pasaportes del comandante de la frontera de donde salieren, en el cual se declare el fin particular ó general para que se dirijan, el nombre de los mismos oficiales y el número de los individuos de que se componen las referidas patrullas, para que sucediendo encontrarse la de una y otra frontera recíprocamente se muestren habilitados con los dichos pasaportes, y mutuamente se presten el auxilio que necesitaren para el fin á que se dirigieren.

Artículo 4°.

4° Sucediendo el caso de ser aprehendido por la patrulla de una de las fronteras algun delincuente que pertenezca al dominio de la otra, sin que hubiese salido la misma patrulla con ese determinado fin, y encontrarse con la de la otra frontera, mostrándose que esta salió determinadamente para aprehender aquel mismo delincuente, se le deberá entregar procediendo la reclamacion del mismo oficial que lo procuraba, siendo el delito de los especificados en el artículo 6° sobre dicho tratado de alianza defensiva de los tratados y concordatos antiguos á que aquel artículo se refiere.

Artículo 5°.

5° Solo se pasarán semejantes pasaportes, ademas de dichas patrullas, á quien llevase algun oficio ó aviso del real servicio, declarándose así en los mismos pasaportes, porque á ninguno queda permitido pasar la frontera extraña ni aun con el pretexto de proseguir demanda ó pleitos que solamente deben tratarse por medio de los gobernadores, comandantes ó magistrados; á todas las personas que fueren aprehendidas en dicha frontera extraña, serán secuestrados sus bienes, avisándose prontamente no solo al propio gobernador de la frontera extraña á que el aprehendido pertenezca, mas tambien al oficial ó magistrado mas vecino de la misma frontera, con declaracion de todas las señales y confrontacion que puedan dar un verdadero conocimiento de la persona aprehendida, para poder ser reclamada con toda brevedad, si el delito fuere de los indicados en el artículo antecedente.

Artículo 6°.

6° Para que estas reclamaciones tengan su debido efecto, bastará que siendo hechas de uno para otro virey, presenten oficio pasado para este fin del que reclama al que debe mandar ha-

cer la remision, sin que se requiera otra alguna formalidad ; pero si las dichas reclamaciones fuesen hechas por gobernadores ó comandantes de las fronteras, será necesario que en las requisitorias vaya inserta la informacion del delito, con la cual solamente se hará remision, sin necesidad de otro algun proceso y prueba que fuere hecha contra el reclamado, y constando del delito por dicho proceso sin hacer ni admitir otra prueba, defensa ni disculpa alguna, se hará la dicha remision. Y por cualesquiera de estos modos serán igualmente reclamados y restituidos de una y otra parte los bienes robados.

Y todas estas providencias serán observadas con toda aquella diligencia, cuidado y buena fe que pide materia tan importante y tan recomendada en los sobredichos tratados, para que con la imprescindible ejecucion de ellas se establezca con toda la firmeza entre los vasallos de uno y otro dominio aquella paz y buena armonía y tranquilidad á que se dirigen los mismos reales tratados, y que deben ser frutos de la estrecha union y amistad felizmente establecida entre los augustísimos soberanos por quien fueron celebrados. —LUIS DE VASCONCÉLOS Y SOUZA.—Está conforme : Tomas Pinto de Silva.

1790.

Observancia
fiel y legal
de todas
las providencias
susodichas.



ESPAÑA Y PORTUGAL.



SOBRE DIVISION DE LÍMITES

ENTRE SANTA CRUZ DE LA SIERRA Y LA PROVINCIA DE TOMINA.

*Misiones de Chiriguanos á una y otra orilla del rio Salado,
é inmediacion al Paraguay (1).*

Un cuartillo. — Sello quarto, un cuartillo, años de 1794 y 1795:

SEÑOR JUEZ SUBDELEGADO :

1791. Habiendo leído y reflexionado el oficio de vuesa merced en
Cordillera todos los artículos que en él se contienen, y segun el práctico
de los Chiriguanos. conocimiento de veinte y tantos años que circulo la cordillera
de los Chiriguanos, debo decir : que siempre he oido la disputa
indefinible de la jurisdiccion de las provincias de Santa Cruz y
de Tomina, y solo sé que en un litigio que tuvieron al particu-
lar el gobernador de Santa Cruz D. Andres Mestro y D. Sebas-
tian de Velazco, corregidor de la provincia de Tomina, se de-
claró ser la línea divisoria el Rio Grande. Bajo este pié expongo
á vuesa merced que las misiones que están á la otra banda del
Diferentes misiones. rio, pertenecientes á Santa Cruz, son cuatro : *Piray, Florida,
Cabezas y Abapó*. Las que corren de esta provincia son *Pili-*

(1) Coleccion de Mata Lináres.



pito, Azero, Yti, Taiarenda, Saypurú, Tacurú, Yeemiré y Mazan. Estas cuatro últimas tuvieron su principio para los años de 1786, en que viendo á aquellos infieles llamados al cristianismo, hice cuanto alcanzaron mis fuerzas para enarbolar el estandarte de la cruz en aquellos lugares, á que ayudó no poco el intendente de Cochabamba, dándome en todas ocasiones el suficiente auxilio.

Por orden del tribunal y confirmacion del Excmo. señor virey, marques de Loreto, entró el mencionado intendente á visitar la cordillera; pasó á esta banda, y viendo el sitio de Saypurú, dispuso un fuerte provisional con nombre de San Carlos, que hasta el dia subsiste con un piquete de soldados de Santa Cruz, pagados por las cajas de la intendencia de Cochabamba. Con la hambre y peste de estos últimos años, que ha llegado al extremo de vender sus hijos para alimentarse, y segun lo que ahora oigo, de llegar á comer los parvulitos (medio que á mi corto entendimiento ha tomado la divina Providencia para aumentar los fieles de su Iglesia), en el espacio de poco mas de un año, que corre desde el 15 de mayo de 1790 hasta el presente de 1791, he aumentado cinco pueblos, que son *Ihrapunte, Taquarembó, Piriti, Obay y Parapiti el Grande*, donde va mi prelado á destinar sacerdotes. Y si consigo auxilio del rey, se aumentarán, fuera de los dichos pueblos, de otros siete mas, que son *Tapuita, Charagua, Izoza, Oquita, Pipi, Capipependé y Ytao*.

Es cuanto puedo declarar en el oficio que vuesa merced se ha dignado pasarme, y quedo rogando á Dios que para la subsistencia de las reducciones, se mantenga el fuerte de San Carlos, donde bastarán ya doce hombres con su cabo, si se planta otro fuerte en el Parapiti Grande con veinte y cinco hombres (indispensable por la inmediacion de los Toros), que pagados estos dos piquetes por las cajas reales de la ciudad de la Plata, se declaran todas ellas por esta intendencia; no dudo que con el tiempo se haga una dilatada provincia la conquista de los neófitos Chiriguano, á mayor gloria de Dios y honor del soberano. Nuestro Señor guarde la vida de vuesa merced muchos años. Laguna, 8 de agosto de 1791. — Fray Francisco del Pilar, conversor.

1791.

Fuerte
de San Carlos.

Señor juez subdelegado :

1791.

He visto el oficio que vuesa merced pasó al hermano fray Francisco del Pilar y la respuesta que con el conocimiento práctico de 25 años ha producido. Para responder yo cuanto sé en el asunto con el mismo conocimiento que por espacio de 16 años he adquirido, habiendo vivido de conversor de Pilipiti y Azero, que tocan á esta intendencia, y en la del Piray, perteneciente á la de Cochabamba, digo, Señor, que la divina Providencia nos ha hecho ver sus designios, y parece es llegado el caso que por tribunales superiores se decida un punto tan interesante á Dios y al rey.

Lo que llaman
la cordillera
de los
Indios Chiriguanos.

La distancia de 80 leguas, que hay de norte á sur desde el Rio Grande hasta esta frontera, es como una zona ó faja que va siguiendo al sur por los dos rios del Parapiti y Pilcomayo hasta la Asuncion del Paraguay. Esta es la que el vulgo llama la cordillera de los Indios Chiriguanos; y en donde jamas se han reconocido otros pueblos cristianos que los de los neófitos, que vamos conquistando. El Parapiti Grande, que es el último de la conquista, juzga el hermano fray Francisco del Pilar que está muy inmediato al pueblo llamado Taxegre (cuyos Indios algunos socorridos en Parapiti en su extrema necesidad), y de Taxegre á la Asuncion del Paraguay reputan los prácticos como unas 60 á 70 leguas. Esta noticia de inmediacion ofrece estímulo para la total averiguacion, aunque no se efectuará sino campamento de armas por las naciones bárbaras de todas, Mataguayos y Guaycurús, que están situados en la circunferencia. El pueblo de Izozo, que ha pedido sacerdotes y los conseguirán cuando tengan auxilio del rey, está tan inmediato al de San José de Chiquitos, que me hallo informado por persona que ha corrido los dos pueblos, que desde Izozo se descubre el cerro de San José. De aquí puede vuesa merced comprehender la no dilatada distancia en que nos hallamos de la destacada de los Portugueses, porque á la verdad si un piloto demarcáre la pampa de Guanacos, por donde se introducen los contrabandos, se haria un descubrimiento muy útil al rey y al público.

Mataguayos
y Guaycurús.

1791.

Contrayéndome ahora á los particulares puntos del oficio y respuesta que dió el hermano conversor fray Francisco del Pilar, no puedo ménos, segun mi estado, sino exponer la verdad de cuanto he oido y presenciado.

Hallándome conversor el año de 1776 en la reduccion del Piray, en compañía del reverendo padre comisario de misiones fray Manuel Gil, le oy mas de una vez que, tratando con el Ilmo. señor D. Francisco Ramon de Herboso sobre las pertenencias de las provincias de Mozque, Santa Cruz y Tomina, respondió que el Rio Grande era la division, y de un Ilmo. que fué 18 años asesor del Excmo. señor virey de Lima, me parece una especie de motivo muy poderoso para creer que el Rio Grande divide las dos intendencias.

Rio Grande
era la division
de las
dos intendencias.

Siendo superior de misiones, llegó un diezmero de Santa Cruz con un escrito proveido de aquella junta para que, autorizado por mí, cobrase los diezmos desde Opabusu hasta las cabezadas del Saypurú; y como bien instruido de la costumbre inmemorial y lo de que el diezmo de Sauces de la cordillera, yo no podia autorizar el escrito, y estoy informado que aquel año algunos estancieros de esta banda pagaron por fuerzas al diezmero de Santa Cruz, habiendo ya satisfecho al de Sauces. Por estos y semejantes perjuicios con la experiencia, deseo efectivamente que en juicio contradictorio se defina la disputa.

El año de 1789 me nombró la obediencia provincial general de misiones, y mandado por la junta provincial de temporalidad que sacase una razon de Estado con informe certificado del juez territorial, como yo no he conocido otros por los que están á esta banda que el juez subdelegado de Tomina, ocurrió á su juzgado y di cumplimiento á lo que se me habia mandado.

Los servicios que al rey tiene hechos el coronel de milicias de esta frontera, teniente coronel de ejército y comandante, juez subdelegado en el gobierno de armas por el superior gobierno, D. Diego de Velazco, me traen á la memoria los peligros de muerte en que se vió los años de 1779 y 82, de que fuí testigo; en aquel con dos correrías que hizo en la Señora de los Chiriguanos en que recibió flechas en el oído y brazo; y en este

1791.

en la Señora de los Piriguanos Indios alzados, siendo siempre el jefe de la mas peligrosa columna en todos los combates; y con esta consideracion de su mérito y valor, deseo que los fuertes que son necesarios en esta cordillera militen bajo su mando y cargo, y verificado así no dudo que mudará de semblante toda la cordillera, se poblará de muchas familias pobres de esta frontera, los soldados del Tucute servirian puntualmente con la subordinacion que le manifestaron en el alzamiento del Perú, Tominejos, Chuquizaqueños, Vallegrandinos, Cuzqueños y Cochambinos escogidos bajo su mando, y verán entónces los padres conversores cumplido el servicio de Dios y del rey. Y será de gran servicio á ambas majestades el que se forme un fuerte en el Parapití Grande con veinte y cinco hombres y su cabo, continuando igualmente el de San Carlos en Saypurú. Sin el primero no habrá hora de vida segura en los christianos que allí habiten, por las continuas guerras que tienen con los bárbaros Toros, y el segundo no es ménos necesario que el primero por la inmediacion de los enemigos.

Lo que importa
hacer.

Fuerte provisional.

Por órden de la real audiencia de este distrito entró el intendente de Cochabamba á visitar las reducciones de su pertenencia, y de resultas de esta visita con dictámen de los padres conversores y del hermano fray Francisco del Pilar, proporcionó un fuerte provisional en el pueblo de Saypurú, y hasta hoy subsiste. Es un fuerte de once varas en cuatro, con las paredes de caña embarrada de vara y média en alto, con cuatro pedreros en sus ángulos; el quartel se reduce á una média aguada ó portal; esto lo presencié siendo superior de misiones, lamentándome al mismo tiempo al saber lo que se habia informado al consejo, y cómo se engañaba al rey. La calidad de los soldados del fuerte, me veo en la precision de declararlo, teniendo el divino tribunal aquel: *Væ mihi quia tacui!* los soldados de Santa Cruz que destacan en la cordillera son los facinerosos que regularmente los alistan en cárcel, y los hacen salir como á un presidio. En mi tiempo, pasada la sublevacion de cordillera para el resguardo de las reducciones de Aray, Cabezas y Abapó, pidió el superior de misiones algunos soldados, y

concedidos que fueron, experimentamos luego la corrupcion de costumbres en nuestros catecumenos por dos amancebamientos públicos, por los fandangos y otros no menores delitos que obligaron á nuevo recurso, con que se quitaron los destacamentos.

1791.

En el fuerte de San Cárlos paga el rey veinte y cinco soldados; y rara vez están juntos, porque es notorio á todo el vecindario de Sauces de la cordillera, que sirven mas de comerciantes que de soldados; su conducta es poco christiana: ellos no tienen capellan de ejército, y la predicacion del Evangelio por mis padres compañeros (que le predicán por su bien) les hace tan poca fuerza que los he oido hallarse precisados por caridad á comprarlos en todo el artículo de la muerte; ahora pues, unos soldados que no cumplen con el precepto anual de la confesion, ¿qué servicio harán al rey?

Soldados
del fuerte
de San Cárlos.

De todo lo expuesto, Señor, infiero por una legítima consecuencia que informado el rey con sinceridad, su católico y soberano celo dará la mas pronta y executiva providencia para el remedio de tantos males; y supuesto que el Cielo tiene conmovida la nacion Chiriguana para conocer al verdadero Dios, verificándose que : *Messis quidem multa, operarii autem pauci*, insta la mas pronta providencia para los dos fuertes indicados; y que gobernados por el comandante de estas fronteras, tengamos el consuelo de ver mas bien cumplido el servicio de Dios y del rey.

En todo lo expuesto, no he tenido otro objeto que declarar la verdad, segun me dicta la conciencia. Nuestro Señor guarde la importante vida de vuesa merced muchos años. Laguna, agosto 11 de 1791. — Fray Juan Antonio de la Quadra, procurador general de misiones.

Señor coronel, comandante subdelegado en guerra de este partido: — Habiendo leído con escrupulosa atencion los expedientes 1 y 2 que vuesa merced se sirve pasar á mis manos, pidiéndome informe sobre los términos de jurisdicciones de la intendencia de la Plata con la de Cochabamba, y la de este partido de

1791. Tomina, del cargo de vuesa merced, con aquella debo decirle en obsequio de la verdad y de la pureza tan propia de mi modo de pensar, que los linderos de ambas intendencias los designó la misma naturaleza poniendo por línea divisoria de ellas el Rio Grande de Abapó, cuyo caudal inmenso de aguas inhabilita los celosos cuidados del señor intendente de Cochabamba para intervenir en las ocurencias de esta frontera, tanto y de suerte que ni por el rio tiene paso, ni por la extension de su jurisdiccion lo ha tenido, puesto que es limitada Oxteras de la parte en que se hallan situadas las misiones de Cabezas, Piray y la Florida, y si de órden del superior tribunal de la real audiencia de la Santa y comision del Excmo. señor virey de Buenos Aires entró hasta las nuevas misiones de Igmiri, Mazari, Tacurú y Saypurú, en cuya última fabricó un fuerte provisional con el nombre de San Carlos; esto no prueba otra jurisdiccion que la delegada, y no le autoriza juez territorial si no executa las superiores disposiciones destinadas á su mano para su cumplimiento y efecto; y querer de los actos accesorios procedientes de la comision argüir posesion, es detentar á la intendencia de la Plata sus términos, y es un despojo paliado de los que la superioridad ha encargado y puesto en manos de vuesa merced. Las justificaciones que comprenden los dos expedientes referidos traian á la memoria igual disputa que la presente ocurrida con los señores D. Andres Mestre y D. Sebastian de Velazco, aquel gobernador de Santa Cruz y este corregidor de Tomina, y la decision á favor del segundo, señalando por lindero el Rio Grande. Es la mas patética y positiva prueba de ser temeraria la solicitud del señor intendente de Cochabamba, que por sus méritos contrahidos con la penosa visita que por la superioridad practicó en las nuevas convenciones, no debe ni puede incorporar á su jurisdiccion todos y quantos terrenos alcanzó á ver con este objeto y en desempeño de su precitada comision, pues si esta fuera regla para posesionarse con justo titulo y de buena fe en los terrenos ajenos, todo sería una pura confusion y desórden resultivo de la alternativa y competencias nacidas entre el juez local y los muchos comisionados que la

Linderos naturales
de ambas
intendencias.

real justicia del distrito suele encaminar por convenir así al mejor servicio del rey y la causa pública ; cuya reflexion en el caso idéntico del señor intendente de Cochabamba tiene analogía con su solicitud , sin que la bonifique la fábrica del fuerte de San Carlos, y pago del prest al piquete de su guarnicion en las cajas de Cochabamba , ya porque esta es efecto de su comision, y ya tambien porque el destino de las cajas de Cochabamba para el sueldo de los soldados es porque se informaria convenir así al beneficio de esos sirvientes por ser naturales de Santa Cruz y su jefe , cuando habitan su vecindario el señor intendente de dicha ciudad , y ya finalmente para argüir con estos, con principios , por posesion la que es despojo conocido de la jurisdiccion de ese partido é intendencia de la Plata , con la que el Indio Chiriguano disfruta de dos antemurales para seguridad de sus ideas, que son el caudal del rio intransitable por los de Santa Cruz en el verano , y la simulada detentacion con la que los de este partido en una invasion tendrian que ceder la defensa á la disputa , se perjudicaria el servicio del rey, se apoderarian los bárbaros de los conversos, y estando seis leguas distante de esta jurisdiccion , los veríamos perecer á manos de la insolencia , esperando que de las cuarenta leguas que son las que dista Santa Cruz, y cuando pudiese pasar el rio los socorriese.

1791.

Indio Chiriguano.

Si esto fuera cierto y de este modo se hallasen deslindadas las jurisdicciones, excusada sería la calidad de subdelegado en guerra para aquel territorio que obtengo en el dia , y adonde desde el año de 1777 hasta la presente época he hecho varias entradas para sojuzgar los insultos de los enemigos.

Lo cierto es que el fuerte de San Carlos mantiene veinte y cinco hombres para sostener y proteger el contrabando , y como ellos en su guarnicion se autorizan con la subordinacion del señor intendente de Cochabamba son otros tantos enemigos de la religion, del rey y de la causa pública, viven entregados á los vicios, insultan á los estancieros y cometen cuanto exceso es propio de una gente libre; últimamente, en los veinte y un años que tengo de vecindario en esta frontera, jamas he visto

1791. peor servido el rey nuestro señor que desde la situacion del fuerte de San Carlos, por no tener sujecion al juez territorial de esta provincia, en cuyo terreno está levantada la fábrica, y sus utilidades á beneficio de las conversiones se harán sensibles siempre que se varíe de sistema poniendo la guarnicion con gente de la frontera y pagándose esta en las cajas de la Plata adonde corresponde; y si lo expuesto no convence, concluyo que de mi parte no tengo que responder por comision alguna en instruir á las superioridades en particular como perito y de conocimientos extensivos de la situacion de estas fronteras.

Nuestro Señor guarde á Vm. muchos años. Laguna, agosto 20 de 1791. — Diego Velazco.

M. P. S. : — Paso á la superioridad de Vuestra Alteza el adjunto testimonio del expediente formado con motivo de querer introducirse en el distrito de esta provincia y antiguo gobierno de Santa Cruz de la Sierra el subdelegado y jueces del partido de la Laguna, suponiendo pertenecer al de este las muchas reducciones de Mazari, Igmiri, Tacurú y Saypurú, situadas en la cordillera de Indios Chiriguanos.

Señalamiento
de términos
de fundacion
de Santa Cruz, etc.

Por el señalamiento de términos de la fundacion de dicha ciudad de Santa Cruz del Excmo. señor virey del Perú D. García Hurtado de Mendoza, resulta que los límites designados se extendian hasta el rio Condorillo, que hoy se denomina el Parapetí; y estando dichas poblaciones y demas terrenos que disputa el subdelegado dentro de estos confines, está visto el exceso con que se procede en este asunto.

Si no obstante tan legitimo título se hallára en la posesion aquel partido ó corregimiento antiguo de la Laguna de haber extendido su jurisdiccion en dicho paraje á vista, ciencia y paciencia del gobernador de Santa Cruz, pudiera en algun modo tener disculpa. Pero constando, como consta de dicho testimonio, las entradas del gobernador hasta el expresado rio de Parapetí para contener los insultos de los Indios infieles, y á Vuestra Alteza el fuerte que tengo erigido en el pueblo de Saypurú, para lo qual aquel benemérito vecindario aprontando una

expedicion de mas de 300 hombres á su costa y expensas, lo que mereció la superior aprobacion de Vuestra Alteza, agregándose á ello el haber pasado yo en persona á visitar aquellas reducciones, expedido órdenes en ella y practicado otros actos que convencen la quietud y pacífica posesion de pertenecer sus terrenos á dicho gobierno, está visto el conocido despojo y violencia del subdelegado y demas jueces que intentan perturbarla sin tener presente que de tocar á su distrito, jamas hubiera pensado el gobernador erigir el fuerte para su defensa, pues en tal caso no sería de su obligacion. Este gravámen ni tampoco las cajas reales de Cochabamba contribuirían á satisfacer el preste del piquete que lo guarnece.

Por tan graves motivos me veo en la precision de ocurrir á Vuestra Alteza suplicándole se sirva mandar á dichos jueces se contengan en sus límites sin perturbar la posesion que tiene el gobierno de Santa Cruz en los que le están designados, bajo de las penas y apercibimientos que tenga Vuestra Alteza por conveniente y sea la de su superior agrado.

Dios guarde la católica real persona de Vuestra Alteza muchos años como la cristiandad ha menester. — Cochabamba, 5 de mayo de 1790. — Francisco de Viedma.

M. P. S. — Ya tiene Vuestra Alteza, por el recurso que dirigí á esa superioridad, las ideas del subdelegado de Tomina, intentando apropiarse la jurisdiccion de las cuatro nuevas reducciones de Mazari, Igmiri, Tacurú y Saypurú, suponiendo pertenecer al distrito de aquel partido. El espíritu que anima á este juez es el influjo de los padres conversores, como se demuestra por el testimonio que con el mayor respeto acompaña á este reverente informe; en él resulta haber venido el reverendo padre fray Juan de la Quadra, prior general de ellas, á dicho subdelegado para que le diese la certificacion mandada por la real junta de temporalidades del estado espiritual y temporal de todas las misiones de la Cordillera, para satisfacerles sus sinodos. La política de estos religiosos se reduce á que, estando bajo la jurisdiccion de distintos superiores, puedan valerse de aquel que les

Ideas
del subdelegado
de Tomina, etc.

1791.

adapte á sus intentos. Al mismo padre fray Juan Quadra le consta, como que ha sido presidente de ellas, la posicion en que está este gobierno por los repetidos actos de jurisdiccion que siempre ha ejercido, los auxilios que ha franqueado para contener aquellos bárbaros de tiempo inmemorial, la expedicion que salió en el año pasado de 1787 para fijar el fuerte de San Cárlos en el pueblo de Saypurú, á repetidas representaciones y clamores de estos mismos conversores; y últimamente lo determinado por vuestra real persona en la real orden que me pasó el Excmo. Sr. D. Antonio Porlier, ministro de Estado y del despacho de gracia y justicia, de que tengo pasado testimonio á esta superioridad, autorizándome para que yo tomase las providencias convenientes á los progresos de estas misiones. Todo ello lo ha despreciado el padre Quadra, ocurriendo á un juez de distinto distrito para sacar la expresada certificacion y eludir con ella la jurisdiccion de dicha real junta, valiéndose de juez competente.

Sistema
de los religiosos
conversos.

Para que forme Vuestra Alteza cabal idea del sistema de estos religiosos, incluyo copia de la carta que acabo de recibir del hermano fray Francisco del Pilar; con la que haciendo referencia de los auxilios, medios con que he concurrido para la subsistencia y progresos de dichas reducciones, y dando noticia de los adelantos debidos á su apostólico celo en tener adictos cinco pueblos mas para abrazar nuestra santa Fe católica, me pide se le socorra con alguna limosna para remediar la extrema necesidad en que se hallan aquellos miserables Indios; de lo cual puede inferir la superioridad de Vuestra Alteza la inconsecuencia con que se procede, negándosele por unos á este gobierno la jurisdiccion de dichas reducciones, confesándola otros, y ocurriendo á él para el refugio de sus necesidades.

Todo estuviera remediado si las muchas y graves ocupaciones del tribunal no impidiesen la resolucion del informe de visita y nuevo plan de gobierno que en él propongo, y pasé con justificacion á Vuestra Alteza en el mes de enero del año anterior próximo de 1788, adaptando ó reformando las reglas convenientes para su gobierno.

Las antiguas reducciones del Piray, Cabezas y Abapó, llevan ya el tiempo, la primera de mas de veinte años contraviniendo á el limitado de diez que deben estar al cargo de los padres misioneros, á ménos que no se prorogue por Su Majestad y su real consejo de las Indias por otros diez ó lo que sea de su real agrado, como acaece en la provincia del Paraguay, en que por real cédula que se libró á los gobernadores, se les prorogó el tiempo de veinte años; lo que no obra para con esta provincia, pues ni se halla con semejante prorogacion ni tampoco la han solicitado los padres misioneros; y es de admirar que en todas las reducciones que dan del estado espiritual de ellas, jamas dejan de poner algunos Indios gentiles, para por este medio hacer constar la necesidad de que permanezca bajo del título de unas conversiones con inhibicion de los obispos y gobernadores.

1791.

Prorogacion
de 20 años.

No es mi ánimo por modo alguno zaherir ni criticar la conducta de unos religiosos tan útiles á la Iglesia de Dios, cuyos desvelos y celo apostólico le han atraído innumerables almas; mas no obstante muchas veces se suele preocupar el hombre en la propia comodidad, huyendo de lo espinoso de sus obligaciones. Mucho trabajo de la formacion de pueblos con unos bárbaros, que se necesita en los principios la mayor prudencia y política cristiana, lo que no acaece en los que ya están reducidos de antemano. Si el laudable celo del hermano fray Francisco del Pilar no hubiera obrado para allanar estas dificultades, ni Abapó, la Florida, Mazari, Igmiri, Tacurú y Saypurú se halláran reducidas al gremio de nuestra santa Fe católica. Este ejemplar religioso, este varon apostólico, arrostrando á todo, exponiendo su vida á los mayores peligros y abatiéndose á servir á los Indios en los oficios mas mecánicos para ayudarles y ganarles la voluntad, poniéndolos por este medio en la senda de su salvacion, despues de vencidas las dificultades y abierto el camino, se hicieron cargo los religiosos conversores de estos pueblos. ¿Pero cómo es posible que los rápidos é importantes progresos de este varon justo sean sostenidos si faltan religiosos y medios para el fomento de ellos, á causa de que no

Laudable celo
de fray Francisco
del Pilar.



1791.

llega el caso de cumplirse el tiempo prescripto á la entrega de ellos?

Como en mi visita á aquellos parajes, formé una cabal idea de cuanto la esperanza hoy nos pone á la vista, concilié el medio que me pareció adaptado y conveniente, segun su estado y circunstancias locales, proponiendo el plan de gobierno que va citado. En el dia ya tenemos cinco pueblos de gentiles de los comprendidos en él, en la mejor proporcion de abrazar nuestra santa Fe católica y reconocer el debido vasallaje á la potestad de vuestra real persona; pero no es posible atender á el remedio de estas almas y beneficio que resulta al Estado de verificarse su reduccion con las dificultades que média, si no interviene la mano poderosa de Vuestra Alteza.

Esta firme confianza me ha estimulado á sostener los santos designios de dicho religioso, ínterin Vuestra Alteza provea lo conveniente en este importante asunto, auxiliándole con sesenta vacas.

Aunque parece haberme desviado del principal á que se dirige este respetable informe, pues siendo punto de jurisdiccion he venido á mezclarme en el estado espiritual de sus pueblos inmediatos, como quiera que todo ello tiene una misma connexion, no es extraño me valga de este medio para manifestar á Vuestra Alteza no solo la justicia que asiste á este gobierno de la posicion en que se halla del distrito de ellos, sino lo mucho que interesa á su fomento y subsistencia dependan de él, pues de otro modo con las ningunas proporciones que concurren en el partido de Tomina en la mucha distancia y falta de medios, no es posible sostenerlos.

Esto supuesto, y que pide pronta resolucion todo ello, suplico rendidamente á Vuestra Alteza se sirva declarar, como tengo pedido anteriormente en mi citado recurso, que la posesion y propiedad de dichas reducciones, y demas pueblos de Indios infieles y sus terrenos hasta el rio Parapití, tocan y pertenecen á este gobierno, mandar á dicho subdelegado no le inquiete, é igualmente declarar por nulas las citadas certificaciones para la cobranza de los sínodos á que se dirigen, previniendo al citado

Conexion
que tiene
lo temporal
con lo espiritual.

padre Quadra ó á quien haya substituido su empleo de provisor general de ellos, y que recurra á este gobierno como corresponde á solicitarlas.

1791.

Y en cuanto á la buena disposicion de los cinco pueblos que refiere el expresado padre fray Francisco del Pilar, de abrazar nuestra santa Fe católica, y extrema necesidad de aquellos miserables Indios, resolver y determinar lo que tenga Vuestra Alteza por mas conveniente y acertado á la humildad y piadosas intenciones de vuestra real persona, sin perder de vista las reflexiones contenidas en el plan de gobierno de que llevo hecho mérito.

Resolucion
en quanto al triste
estado
de los Indios.

Dios guarde la católica real persona de Vuestra Alteza muchos años para el bien de la cristiandad. — Santa Cruz, 4 de setiembre de 1790. — Francisco de Viedma.



ESPAÑA Y PORTUGAL.



PAPEL DE D. MARTIN BONEO

sobre el reconocimiento que acaba de hacer de un establecimiento portugués
en el río Paraguay; año 1790 (1).

1790. El 19 de agosto último dí cuenta á Vuestra Señoría en el
Reconocimiento. pueblo de Concepcion de hallarme dispuesto á dar la vela para
mi destino en aquellos instantes, lo que verifiqué favorecién-
dome el tiempo, en términos que el día 8 del pasado, estando en
los 19 grados y 53 minutos de latitud, descubrí en la orilla occi-
dental de este río un presidio portugués, cuyo plano acompañó
á Vuestra Señoría con el del mismo río, situado en la falda de
un cerro.

Con arreglo á lo que Vuestra Señoría me previene en la
instruccion que me formó para el efecto de esta comision, inme-
diatamente tomé puerto en el extremo de una isla en frente de
dicho cerro, de donde se me despachó por el comandante del pre-
sidio un soldado dirigido á saber el objeto de mi arribo á aquel
paraje, y habiéndole hecho entender llevaba comision de Vues-
tra Señoría para tratar con el jefe de aquella fortaleza, pasó
este á verme sin dilacion. Mi primer cuidado fué indagar si en

(1) El original está en Madrid, en la Real Academia de Historia.

los dominios de Su Majestad ó en paraje prohibido por el tratado preliminar de limites de 1º de octubre de 1777, se hallaba algun otro establecimiento ó poblacion, y luego supe que en la misma márgen algo distante del presidio habia una llamada Albuquerque.

1790.

Presidio
del Albuquerque.

Con esta noticia consulté los medios de trasladarme á ella con la posible mayor brevedad, tratando con aquel comandante el modo de conseguirlo, y juzgamos desde luego que en una de sus canoas que me franqueaba con gusto, lograria en tres dias mis deseos, cuando el bote quizá tardaria doce ó quince. Á esta oferta añadió la de acompañarme, y aunque yo le manifesté no era mi ánimo causarle la mas leve molestia, así por considerarlo justo como que su lado podia servirme de obstáculo á várias operaciones que juzgué se me podian ofrecer en el camino relativas al desempeño de mi comision, persistió en su primer intento. En este estado le entregué el pliego de Vuestra Señoría, cuya contestacion puse en manos de Vuestra Señoría con una carta del comandante de Albuquerque en el pueblo de Yaguaron, cuando pasé á darle cuenta de mi llegada á esta capital, que fué el 27 del próximo pasado, á los quince dias de navegacion rio abajo.

D. Martin entrega
al comandante
el pliego de S. E.

Al siguiente dia, viendo que el tiempo se mantenía favorable para continuar mi viaje en el bote, determiné seguir en él, pues de esta suerte evitaba la compañía del comandante portugues, y franqueando un práctico podia en pocos dias llegar á Albuquerque. Con este motivo me manifestó dicho comandante hallarse con órdenes del capitan general de Matogrosso de no permitir pasar adelante á los Españoles que pudiesen aportar en aquellos parajes, añadiendo que el franquearme la canoa y acompañarme, era medio de que se habia valido para no descubrir las órdenes de su general, persuadido que estas no quedaban eludidas quedando mi bote con la gente en el presidio.

Á vista de esta infraccion tan expresa al artículo 13 del citado tratado preliminar, lo exhorté con el oficio cuya copia incluyo á Vuestra Señoría señalada con el número 1, y su contestacion que original le acompaño con el número 2. Con esta res-

Infraccion
al artículo 13
del tratado
preliminar.

1790.

Encuentro
con el comandante
de Albuquerque.

No se permite
á D. Martin
ir á Albuquerque.

Presidio llamado
la Nueva Coimbra.

puesta tomé el partido de embarcarme en la canoa, como lo ejecuté, acompañado del referido comandante, á las dos de la tarde del mismo dia. Al siguiente, á las diez y cuarenta de la mañana, habiendo caminado de ocho á nueve leguas, encontramos al comandante de Albuquerque, que bajaba á dicho presidio en una canoa trayendo dos dias de camino, de que inferí que nuestro encuentro fué casual, por aquella venida dirigida únicamente, segun me expresó, á ver si podia conseguir un caballo de los Indios Mbayas, que frecuentemente aparecen en aquellas inmediaciones, y al presente guardan buena armonia. Luego que supo nos dirigamos á su poblacion, me expuso que por término alguno lo podia permitir, en virtud de las mismas órdenes que tenia de dicho capitan general, siendo este comandante el que en concurso de los dos llevaba la voz en estas materias. Á consecuencia practiqué lo que acreditan la copia del oficio número 3, y su contestacion original número 4.

El presidio, que luego supe se llama la Nueva Coimbra, fué fundado para diez y seis años, segun me dijeron. Su figura y perspectiva van representadas con aquella exactitud que permiten las circunstancias. La artillería que ví en él se reduce á tres pedreros de recámara de bronce y dos cañones de muy corto calibre, de los que uno era del mismo metal; y así estos como los primeros, montados en sus respectivas cureñas. Su guarnicion en la actualidad se compone de cinco dragones destacados de Cuyaba y Matogrosso, y veinte y cuatro soldados de infantería que ellos llaman pedestres, y sin gente de costas, que ademas de la fatiga militar se ocupan en todas las faenas del presidio, siendo su armamento el fusil y un machete. Estos ganan 45 octavas de oro al año, que en nuestra moneda hacen noventa pesos, y los dragones noventa y una y cuarta. Todos gozan competente racion de tocino, frijones, harina de maíz, y sal, y aceite de tartago para alumbrarse; de cuyas especies se proveen por medio de dos canoas que cada dos ó tres meses despachan á la villa de Cuyaba, y tardan un mes poco mas ó ménos de ida y diez ó doce dias de vuelta. Conducen tambien miel, aguardiente, tabaco y otros efectos que de cuenta

de la real hacienda se subministran á la tropa á su voluntad y por sus justos precios, y tambien sirven para gratificar á los Indios Mbayas y otras naciones del Chaco, á quienes generalmente dan el nombre de salvajes Guaycurús. Por este medio parece han conseguido libertarse de las continuas invasiones que los oprimian los primeros años de su establecimiento, precisándoles á mantener una crecida guarnicion que me dijo el comandante de Albuquerque llegó á mil y quinientos hombres, número á mi parecer exagerado, atendida la capacidad del presidio.

No obstante, no me queda duda que era siempre considerable en aquellos tiempos, la cual se fué minorando al paso que fueron cesando los insultos de los Indios. Ademas de la tropa que existia en la fortaleza, habia en ella diez y siete presidarios, y pertenecian á su guarnicion seis dragones y diez y seis pedestres, que marcharon en las canoas de provision á Cuyaba, las que en aquellos dias se esperaban por instantes y debian conducir el pagamento que anualmente se hace á dicha tropa, y tambien un astrónomo, segun me expresaron los dos comandantes, sin saber el objeto de su destino.

Aunque cuando la guarnicion fué mas crecida tenian capellan y cirujano, en el dia se hallan sin uno ni otro; bien es que tienen una caja de botica proveida de varias obras y un altar portátil de que hace uso un sacerdote que anualmente baja de Cuyaba para el cumplimiento de iglesia, permaneciendo allí el tiempo preciso á este efecto.

El comandante del presidio es un cadete de las tropas de Cuyaba, habilitado de ayudante, con 351 octavas de sueldo al año y dos raciones diarias; la tropa tiene su jefe particular á cuyo cargo corre inmediatamente lo económico de ella, y es uno de los cinco dragones, quien tambien hace de ayudante de la plaza. El servicio se hace con rigor y puntualidad, entrando de guardia en ocasiones hasta veinte hombres. Mantienen cuatro centinelas puestas en otras tantas guaritas que dominan la estacada, distribuidas en lugares competentes, pasándose con frecuencia la palabra toda la noche, la cual comparten rondando el sargento

1790.

Gratificación
á los Indios.

Servicio del fuerte.

1790.

y cabo de la guardia. Están bien pertrechados, y la cautela con que tratan á los Indios, sin embargo de la buena armonía que conservan, es tanta, que en el dia no tan solo no se les permite acercarse á la estacada, sino que cuando quieren hacerlo, lo han de hacer presentándose en la otra banda del rio en el lugar marcado en el plano, adonde se despacha una canoa con gente armada, y dejando unos y otros las armas, se tratan mutuamente.

Esto da sobradamente á entender que los insultos que han sufrido deben haber sido muy fuertes, pues sobre habérmelo dicho el comandante, lastimándose de la persecucion de estos salvajes, se tiene por cierto que no há mucho tiempo los acometieron con engaño, haciendo en ellos una mortandad considerable.

Las noticias
que lograron
los Portugueses
por medio
de los infieles.

Por estos infieles tuvieron noticia anticipada de que de esta provincia se hacía expedicion á aquellos parajes, segun me refirió el comandante del presidio, diciéndome que el dia 3 de julio de este año le habian entregado dos papeles anónimos, que entre otras cosas de ninguna substancia entendí contenian esta especie, los cuales habian remitido al maestro de campo y comandante de Cuyaba, á quien igualmente dan cuenta de cuanto ocurre, recibiendo sus órdenes, en virtud de hallarse autorizado de capitán general.

Naturaleza
del terreno
ocupado
por el presidio.

El terreno que ocupaba el presidio y el de aquellas inmediaciones es pedregoso, seco, de tierra colorada, gredosa y abundante de hormigas, de que resulta ser muy estéril; esto es, el cerro y su falda sin embargo conservan en esta una pequeña huerta con algunas plantas de col; y ántes de llegar á la cumbre, en un corto espacio, siembran todos los años un poco de maíz en el mes de noviembre, que es el tiempo de las lluvias, siendo cuanto han podido conseguir de la mala calidad del terreno, á pesar de los esfuerzos que han hecho para conseguir cosechas de otros. Lo demas de aquellos contornos, excepto las faldas de los cerros que se descubren á cortas distancias unos de otros, es bajo y anegadizo en las grandes inundaciones del rio, durante las cuales transitan por aquellos parajes los

Portugueses en sus canoas. En cuanto al temperamento, no es malsano.

1790.

No tiene ganado vacuno ni caballos, siendo lo único que han conseguido comprar á los Indios once cabezas de ganado lanar que mantienen con algunas ménos cabrío; no obstante, como son muy diestros en perseguir la caza con la escopeta, no carecen ordinariamente de carne de mono, de anta, de venado y de jabalí, y tambien de algunas aves, como patos, pavos monteses y otras. Tambien hace el ordinario alimento de ellos la pesca, de que es bien abundante el rio, en cuyo ejercicio se ocupan con igual destreza. Para esto y para los demas servicios del presidio tienen tres canoas pequeñas y cuatro tan grandes que cargan de tres á cuatrocientas arrobas, á las cuales pasan de noche una cadena.

Varios animales.

Sin rebozo me manifestó el comandante de Coimbra que el objeto de aquel establecimiento es contener á los Indios salvajes establecidos en las orillas de este rio, quienes como tan atrevidos y diestros en el manejo de las canoas, invadian ántes las flotitas que por el tiempo que ellos llaman moron, van de la capitania general de San Pablo á Cuyaba y Matogrosso, navegando con sumo trabajo los rios Tiete, Paraná, Pando, Tacuarí, Paraguay, Pornudos, Cuyaba y Jaurú, tardando cinco ó seis meses, segun se me informó. Es notorio en esta provincia y mas entre los Portugueses, que los Payaguas Sarigues tiempos pasados les invadieron una flota, matando á cuantos encontraron en ella, y de aquí nace que acordándose de esta invasion y otras que les hicieron ántes que vinieran con tanta cautela, no se atrevan acercarse al presidio. Yo traté con ellos así de ida como de vuelta, y desde luego comprendí que estos salvajes no se consideran capaces de contrarestar la resistencia que se les hiciera, si intentarían frecuentar la navegacion de este rio en los parajes que transitan ahora los Portugueses sin riesgo alguno.

Detalles acerca de los Indios.

Opinion de los Indios.

Á vista de esto no es extraño que se haya hecho tanto empeño en conservar aquella fortaleza, llevando gastado el erario real cuarenta y ocho mil octavas en mantenerla desde su fun-

Empeño de los Portugueses en conservar esta fortaleza.

1790.

dacion, sin incluir el salario de la guarnicion, como consta de los registros de la proveduria de Cuyaba, segun me aseguró repetidas veces el comandante de Albuquerque; y lo que es mas haberse desentendido del artículo 20 del citado tratado preliminar, en fuerza del cual debiesen haber evacuado aquel sitio dentro del término de cuatro meses siguientes á su poblacion de Albuquerque posteriormente á la celebracion de dicho tratado.

Imposibilidad
de comunicar
por tierra.

Colonia de Cuyaba.

Este establecimiento supe fué fundado va para once años, no en el lugar en que hoy ocupa, el cual dista de Coimbra de veinte y cinco á treinta leguas; y es lo que á mi entender pueden caminar aquellas canoas aguas arriba en tres dias de buenos tiempos, que me dijo el comandante tardaban en llegar á él, no parando sino muy pocas horas para tomar algun descanso. Por tierra no se comunican, por la mucha fragosidad, multitud de lagunas y riesgo de Indios. Su situacion es en una altura de la sierra de San Fernando, entre los 18 y 19 grados de latitud, segun deducí de la relacion que me hicieron de estar mas allá de la boca del Paraguay-miní. Es colonia de Cuyaba, está fundada á muy poca distancia de la orilla del rio, en cuyo paraje tienen una guardia encargada del cuidado de sus canoas. Inmediato á ella, por la parte del norte corre un arroyo que nace de una laguna no muy distante. La figura de este pueblo es un quebrado ó cuadrilongo que forman cuatro cuadras cerradas de casas, cuyas paredes son de estacadas con barro y los techos de paja. Tienen dos portones, en donde se mantienen continuas centinelas, y en medio de la plaza una pequeña iglesia. El número de almas puede inferirse del de matrimonios, que, segun me dijeron los comandantes, pasa de ciento setenta, ponderándome el de párvulos por excesivo; sin embargo carecen de la existencia de párroco ó sacerdote alguno, sucediendo lo mismo que en Coimbra. Por algunos antecedentes llegué á entender que la mayor parte es gente de castas, á quienes se precisó establecer en aquel paraje, por cuya razon comprendo deben ser familias pobres, agregándose á este juicio no haber en dicha poblacion mas esclavos que diez y seis del comandante.

Segun las primeras noticias que adquirí de sus fuerzas, se reducen á algunos pequeños cañones ó pedreros, cuatro dragones y ocho ó diez pedestres, pero yo tengo por mas ingénuas aquellas primeras relaciones que me hizo el comandante del presidio. Cuando edificaron esta poblacion, tuvieron que desmontar un considerable espacio, que como lo demas era bosque. Para esta operacion y la de trabajar sus habitaciones, se les franqueó á los pobladores ó nuevos colonos la herramienta necesaria, y los primeros ocho meses corrió de cuenta de la real hacienda su manutencion. La calidad del terreno me dijeron era nada ventajosa, siendo de á cuarta hasta média vara la capa de tierra vegetal, y despues piedra de cal. Aunque siembran caña de azúcar, frijones, batatas, maní, mandioca, maíz, calabazas, melones, sandías y otras berzas, sobre no ser las cosechas abundantes, el año que no es de lluvias lo pasan con mucha escasez, como el presente en que ha sido necesario socorrerlos del presidio con dos canoas de víveres. Por la misma razon se les secó un gran plantamar, cuya fruta tambien hace el comun alimento de aquellas gentes, quienes comen gallinas, patos, muchos cerdos y cabras, dedicándose á la pesca, que tienen abundante, y tambien á la caza. El tabaco no prueba en aquel terreno, ni el arroz. Tienen su ingenio para exprimir la caña, pero por la mala calidad de esta solo sacan miel, de la cual no se les permite hacer aguardiente.

Informándome de si usaban ó tenían conocimiento de la yerba mate de esta provincia, supe que ni la conocian ni la usaban; aunque el comandante de Coimbra, al ver la que llamamos beneficiada para el consumo de la gente, me dijo que como aquella habian querido los Indios venderle alguna, que creo seria una cortes.

Cincuenta cabezas de ganado vacuno procreadas de siete que para su primer establecimiento llevaron de Cuyaba, es el único que mantienen, entre las cuales hay tambien bueyes, que no tan solo aplican al arado, á las carretas y al ingenio, sino que cabalgan en ellos, no siendo esto de admirar y sí la buena marcha de algunos que me ponderó aquel comandante. Tra-

1790.

Fuerzas
de este pueblo, etc.

La yerba mate.

Ganados.

1790

Maderas.

tando con él sobre las maderas que se encuentran allí, me dijo que no deja de haber algunas de provecho, cuya noticia ya sabia por el Excmo. Señor D. Manuel de Flóres, comunicada al Ilmo. Señor marques de Valdelirios, con otras relativas á varios puntos, entre los cuales proponia un reconocimiento á dicha sierra como medio de asegurarnos de las proporciones ó ventajas de aquellas tierras.

Relacion
del comandante
del Albuquerque.

El comandante de Albuquerque me dijo que habia propuesto á su capitan general hacer en aquella poblacion algunas obras de otra consistencia y duracion ; pero que se le habia contestado que entretanto no se marcaba la línea divisoria y se veia si quedaba por ellos ó no el paraje en que se hallan radicados, tirase únicamente á conservarla en el mismo estado, habiendo resuelto lo propio en cuanto al presidio de Coimbra, fundados ambos establecimientos en el gobierno de San Luis de Albuquerque, que ahora hace un año poco mas ó ménos se retiró á Europa, dejando á D. Juan, su hermano, en la capitania general. No obstante esta relacion, que se me hizo várias veces, tengo por cierto que en Coimbra se iba á construir otra fortaleza mas en la banda opuesta, casi en el mismo estrecho de San Xavier, para lo cual, dijeron los Portugueses, tenian porcion de estacas cortadas en el extremo del este del cerro de en frente.

Opinion del autor.

Aunque se me dió á entender que la poblacion de Albuquerque ha sido fundada con el mismo fin que el presidio, yo soy de sentir que no es así, y que las miras de los Portugueses en esta parte van mas allá de lo que suenan las palabras. La cercanía á nuestras posesiones de Chiquitos quizá podrá haberlos movido á establecerse allí, entendiendo cuando ménos poder entablar con aquellos pueblos un comercio de conocido gravámen y perjuicio á nosotros. Ello es cierto que aquellos pobladores tienen penetradas las inmediaciones de su establecimiento punzando el monte, en donde solo así se puede transitar por su espesura, y esto parece da á entender no es el fin único contener á los Indios, quienes con el presidio tienen suficiente freno, fuera de que, si las flotas portuguesas bajan

1790.

por el Tacuarí al rio Paraguay, y la poblacion, como se me aseguró, está mas al norte, es claro que los salvajes Sarigues, sin que sean sentidos de dicho establecimiento, pueden invadir las en el mismo Tacuarí ó en el Paraguay; así es visto que la fundacion de aquella colonia supone en los Portugueses miras que conocidamente pueden perjudicar mucho los dominios de Su Majestad. Por de contado queda imposibilitada la abertura del camino de esta provincia á Chiquitos que pudiera hacernos mucha cuenta, como lo comprendieron los regulares de la extinguida compañía, verificando dicha apertura con éxito feliz el padre José Sánchez, quien en su diario supone treinta y una leguas poco mas ó ménos de distancia del pueblo del Sagrado Corazon al rio Paraguay, cuyo juicio conviene con la relacion de dos otros Indios Chiquitos, segun dieron muestras, que habiéndose aparecido en el establecimiento portugues, dijeron á su comandante que solo habia tres dias de camino al Sagrado Corazon. Á esto se agrega otra conjetura, de que dicha distancia no debe ser muy larga, y es la de unos fuegos que diariamente se ven en Albuquerque por la parte de poniente, y deben ser de alguna estancia de Chiquitos. Temeroso de que esta especie fuese falsa, aunque muchas veces me lo habia repetido el comandante de Albuquerque, procuré informarme con alguna sagacidad de un poblador, y me dijo lo mismo.

El genio de los Portugueses, activo, laborioso é infatigable en el trabajo, es sobradamente conocido para que yo me detenga á describirle; y solo diré á Vuestra Señoría, que en breve permaneciendo la colonia portuguesa en la tierra de San Fernando, no quedará un palmo de terreno que no examinen, si ya no lo han hecho, para edificar en adelante otros establecimientos ó mejorar la situacion del actual, pudiendo muy bien suceder que por ahora no hayan querido meterse en indagaciones de minas, y que despues las descubran, cuando consideren otra seguridad en la posesion. Lo cierto es que los Portugueses que subieron por este rio con el Excmo. Señor D. Manuel de Flóres, inteligente en catearlas, le aseguraron que dicha sierra tenia las señales mas seguras de haber en ella oro y diamantes. Sabe-

Genio
de los Portugueses.

1790. mos que los Portugueses en esta parte tienen sobrada cautela, y la acreditaron cuando despues de haber descubierto la riqueza que encierra el territorio de Matogrosso y Cuyaba, casi hicieron novedad, hasta que aseguraron su posesion por medio del tratado de límites de 1750. El comandante de Coimbra, que me dió á entender alguna inteligencia en la mineralogía, me dijo que no tenia aquella tierra señales de contener minas, pero esto pudo haber sido reserva, ó quizás para él no las tendria y para otros mas inteligentes sí.

Lo que hizo
un
capitan portugues.

Un capitan de esta nacion no ha mucho tiempo que bajó con dos canoas grandes hasta la falda del cerro llamado Pan de Azúcar, que baña el rio Paraguay en 21 grados y 25 minutos de longitud. El pretexto fué, segun se me dió á entender, reconocer un salto que suponian tenia este rio; las minas verdaderas, discurriendo con nacionalidad, debemos creer fueron otras; pues nadie sin hacerse violencia á sí mismo, ha de comprender que los Portugueses estaban en una inteligencia tan cerrada despues de haberlo navegado en barcos grandes hasta la boca del Paraguay-mini el año de 1753, desde cuyo paraje siguieron en otros chicos á fijar el marco divisorio en la boca del Yguazú. Acaso el reconocimiento de las márgenes del rio ó de aquel cerro sería el verdadero objeto de su comision, á cuya conjetura se agrega haber oido decir en el presidio que en él encontraron algunas señales ó indicios de contener minas de oro.

Injusticia
de los dos presidios
portugueses

De todos modos los dos establecimientos portugueses, como injustos y contrarios al tenor de lo pactado entre nuestra corte y la de Portugal, nos perjudican gravemente, haciendo privativa á los vasallos de esta nacion la navegacion de este rio, en donde debe ser libre á las dos; de que resulta haberse hecho dueño de sus márgenes desde el presidio de Coimbra adelante, llegando á este extremo la infraccion al citado tratado preliminar.

Exposicion
de lo pre-venido
en el artículo 7°.

Creeré haber abrazado en la relacion que acabo de hacer todos los puntos que comprende la instruccion de Vuestra Señoría relativos á Portugal, faltándome únicamente exponerle lo que me previene en el artículo séptimo de dicha instruccion con-

cerniente á las márgenes del rio, á fin de saber las conveniencias de aquellos terrenos. Estos desde el pueblo de Concepcion en general son bajos y anegadizos en las grandes inundaciones del rio, cubiertos de espeso bosque y maleza, aunque se ven espacios cuyas barrancas entiendo quedan libres en las mayores crecientes. Los campos interiores en cuanto alcanza la vista son igualmente bajos, excepto los cerros y lomas altas que van figurados en el plano, los cuales no contienen, á mi entender, maderas de mayor importancia, como me dijo el comandante de Coimbra, por lo que hace al de este presidio y al de enfrente. En una y otra banda del rio se presentan de trecho en trecho espesos y dilatados palmares. Pasado el Itapucú, se descubre á no muy larga distancia en la banda oriental una serranía que corre al norte dirigiéndose un ramal de ella hácia el rio Paraguay.

1790.

Los Indios salvajes que habitan en esos campos los tienen repartidos con sus términos ó linderos, segun los cascascos, de suerte que los de una parcialidad no introducen sus ganados ni cazan en el territorio de otra. Durante las crecientes se retiran á lo interior del terreno; pero cuando el rio está en caja y es tiempo de seca, se recuestan á las orillas. Por esta razon, poco mas allá de los 21 grados de latitud, en la banda occidental, encontré una memorosa toldería de Indios Mbayas Guarus *Guateribos*, los cuales, luego que me avistaron, recogieron la caballada que con algun ganado vacuno estaba paciendo en la orilla del rio, entendiendo que éramos Portugueses, segun supe despues, para retirar las mujeres y muchachos, pero cerciorados que éramos Españoles y que no íbamos á hacerles daños, pasaron al bote los caciques *Camba* y *Dyoma*, jefes de aquella toldería, acompañados de otros Mbayas, y el cacique *Guayicota*, que tenia la suya en la banda opuesta. Este me dió noticias ciertas del presidio portugues. Ademas vimos muchos fuegos en el interior del campo de una y otra banda, que juzgué serian de los Indios que habitan en aquellos parajes. Estos desde luego podrán ser proporcionados para algunas poblaciones, pues en ellos mantienen aquellos Indios su ganado, cogen sus cosechas de

Indios salvajes.

1790. maíz, maní, batatas, mandioca, frijones, algodon y tabaco, y deben ser regados de varios arroyos, cuyas bocas ví en mi navegacion.

Término
de la relacion.

Esto es cuanto puedo informar á Vuestra Señoría con presencia del exámen que permitieron las circunstancias de mi viaje, en el cual puedo asegurar á Vuestra Señoría he procedido con el esmero que corresponde á la distinguida confianza que he debido á Vuestra Señoría y á los jefes de esta demarcacion, que tuvieron á bien de acuerdo con Vuestra Señoría encargarme este importante asunto.

Para mí será de gran satisfaccion saber que este corto servicio ha llenado los objetos que en mi eleccion se propuso el notorio celo é incesante amor con que procura Vuestra Señoría desempeñar los asuntos del real servicio.

Nuestro Señor guarde á Vuestra Señoría muchos años. —
Asumpcion, 14 de octubre de 1790. — Martin Boneo. — Señor
D. Joaquin de Alos.



D. CRISTÓBAL COLON.



EXTRACTO

DE LAS NOTICIAS QUE COMUNICARON AL GOBIERNO LOS JEFES Y
AUTORIDADES DE LAS ISLAS ESPAÑOLA Y DE CUBA,

Sobre la exhumacion y traslacion de los restos del almirante D. Cristóbal
Colon desde Santo Domingo á la Habana, en los años de 1795 y 96.

Ajustada la paz entre la España y la Francia en Basilea, á 22 de julio de 1795, se convino por el artículo 9 que la primera cediese á la segunda en toda propiedad la parte que poseia en la Isla Española ó de Santo Domingo. Para cumplirlo así, al tiempo prefijado se hallaba fondeada en el rio de aquella isla la escuadra que mandaba el teniente general de la real armada D. Gabriel de Aristizabal, quien, con fecha de 11 de diciembre del mismo año, ofició al mariscal de campo y gobernador D. Joaquin García, diciéndole : que enterado de que yacian en la catedral de aquella ciudad los restos del célebre almirante D. Cristóbal Colon ⁽¹⁾, primer descubridor de aquel nuevo

1795.

Cesion
de la Isla Española
á la Francia.

(1) Colon murió en Valladolid el dia de la Ascension, 20 de mayo de 1506 : su cuerpo fué llevado á Sevilla, y puesto por depósito en el entierro de los Señores de la casa de Alcalá en el monasterio de Santa María de las Cuévas de la órden de Cartujos, desde donde lo pasaron á la isla y ciudad

1795.

mundo y primer instrumento de que se valió Dios para su bien espiritual en la dilatacion de la verdadera religion y sagrado Evangelio, le parecia propio de su obligacion, como Español y general en jefe que á la sazón era de la escuadra de operaciones de S. M. Católica, solicitar la traslacion de las cenizas de aquel héroe á la isla de Cuba, que tambien descubrió, y en que arboló el primero el estandarte de la cruz, para evitar que en la transmigracion no quedasen en ajeno poder con pérdida de un documento auténtico que en los tiempos venideros podria oscurecer en los fastos de la historia el suceso que forma la época mas gloriosa de las armas españolas, y para dar á entender á las demas naciones que no cesan los Españoles, á pesar del curso de los siglos, de tributar honores al cadáver de tan digno y venturoso general de mar, ni le abandonan cuando de aquella isla emigraban todos los cuerpos que representaban el dominio español; y que como no habia lugar, sin exponerse á inconvenientes invencibles, de consultar á Su Majestad, ocurría al gobernador, como vice-patrono real de la isla, para que tuviera efecto su solicitud, disponiendo que se exhumasen los restos de Colon y se trasladasen á Cuba en el navío *San Lorenzo*. Contestó el gobernador con la misma fecha al general Aristizabal aplaudiéndole el pensamiento y manifestando su prontitud á ejecutar por su parte cuanto estuviese en sus facultades, añadiéndole que el señor duque de Veráguas, como sucesor de la casa y estado del almirante Colon, tenia la misma solicitud, á cuyo efecto habia comisionado en aquella isla á D. Juan Bautista Oyarzabal y D. Andres de Lecanda, para que de acuerdo con el señor regente de la real audiencia practicasen las oportunas diligencias y aun costeasen todos los gastos necesarios para que tan glorioso monumento no quedase fuera del dominio español, insinuando que se solicitase tambien la exhumacion y

de Santo Domingo, y allí se colocó en la capilla mayor de la iglesia catedral. — Ortiz de Zúñiga, *Anal. de Sevilla*, lib. XIII, año 1506. — Casas, *Hist. de Ind.*, ms., lib. II, cap. xxxviii. — Herrera, *Dec. I*, lib. VI, cap. xv. (Coleccion de viajes y descubrimientos, por D. M. F. Navarrete.)

traslacion de las cenizas del adelantado D. Bartolomé Colon; y que habian recibido de su principal las inscripciones que se habian de poner en los sepulcros de uno y otro: que el señor regente de la audiencia, con quien habia comunicado el asunto, estaba tambien por su parte pronto á realizarlo y á satisfacer del real erario todos los gastos precisos; y finalmente, que aunque Su Majestad nada le tenia ordenado sobre este particular, siendo tan justa la proposicion y tan propia de la generosa gratitud de la nacion española, y conviniendo en ello todas las autoridades de la isla, estaba pronto por su parte á realizarlo.

El comandante general Aristizabal, en 11 de diciembre, á bordo del bergantin *Descubridor*, dijo al Ilmo. señor D. fray Fernando Portillo y Tórres, arzobispo de Cuba, cuya metrópoli era entónces Santo Domingo, lo mismo que al gobernador de la isla, y en seguida le añade que habia debido á Su Señoría Ilustrísima este pensamiento, y se lo participaba para que por su parte concurriese con sus providencias á la extraccion de las cenizas del héroe.

El señor arzobispo le contestó con la misma fecha, diciendo que respecto á ser un pensamiento tan oportuno para la gloria de la nacion, y muy correspondiente á acreditar el mérito del mismo comandante Aristizabal, pues á no tenerlo personal, no sabia hacer tan debido aprecio del almirante Colon, de quien ya no podia recibir en el mundo testimonio ninguno de gratitud por aquel obsequio, despues de manifestarle la satisfaccion que tenia por sus eficaces diligencias para tan digno objeto, y por la consideracion que le habia merecido su recuerdo y ocurrencia, daria; en union con el señor gobernador presidente, cuantas providencias creyese oportunas y eficaces para la ejecucion del proyecto.

Los apoderados del señor duque de Veráguas, el venerable dean y cabildo de aquella santa iglesia metropolitana, y las demas personas y autoridades á quienes hizo igual comunicacion el general Aristizabal, le contestaron prestándose gustosos á cuanto estoviese en sus facultades para ejecutar la exhumacion y traslacion propuestas.

1795.

Traslacion á Cuba
de los restos
de Colon.

Dados estos pasos, resulta por testimonio de Josef Francisco Hidalgo, que despachaba á la sazón el oficio de escribano de cámara de la real audiencia, que en el día 20 de diciembre del mismo año de 1795, estando en la santa iglesia catedral el comisionado D. Gregorio Saviñon, regidor perpétuo, decano del muy ilustre ayuntamiento de la ciudad de Santo Domingo, con asistencia del Ilmo. y Rmo. D. Fr. Fernando Portillo y Tórres, arzobispo de aquella metrópoli, del Excmo. señor D. Gabriel de Aristizabal, teniente general de la real armada, D. Antonio Canzi, brigadier y teniente rey de aquella plaza, de D. Antonio Barba, mariscal de campo y comandante de ingenieros, de D. Ignacio de la Rocha, teniente coronel y sargento mayor de la misma, y de otras personas de grado y de consideracion, se abrió una bóveda que estaba sobre el presbiterio al lado del Evangelio, pared principal y peana del altar mayor, que tiene como una vara cúbica, y en ella se encontraron unas planchas como de tercia de largo de plomo, indicante de haber habido caja de dicho metal, y pedazos de huesos de canillas y otras varias partes de algun difunto que se recogieron en una salvilla, y toda la tierra que con ellos habia, que por los fragmentos con que estaba mezclada se conocia ser despojos de aquel cadáver, y todo se introdujo en una caja de plomo dorada, con su cerradura de hierro, la cual cerrada se entregó la llave al señor arzobispo. La caja es de largo y ancho como de média vara y de alto una tercia, y se trasladó á un ataúd forrado en terciopelo negro, guarnecido de galon y flecos de oro; y puesto en un decente túmulo, al siguiente dia, con asistencia del Ilmo. señor arzobispo, del comandante general de la armada, comunidades de religiosos dominicos, franciscos y mercenarios, jefes militares de marina y tierra, y demas concurso principal y gente del pueblo, se cantó solemnemente vigilia y misa de difuntos, predicando despues el mismo señor arzobispo.

En este mismo dia, como á las cuatro de la tarde, pasaron á la misma santa iglesia metropolitana los señores del real acuerdo, á saber: el presidente gobernador mariscal de campo D. Joaquin García, capitan general de la isla, D. Josef Antonio

de Urizar, caballero de la orden de Carlos III, ministro del consejo de Indias, regente de aquella real audiencia, y los oidores D. Pedro Catani, decano; D. Manuel Bravo, caballero de la misma orden de Carlos III, con honores y antigüedad de la de Méjico; D. Melchor de Foncerrada y D. Andrés Álvarez Calderon, fiscal. Á su llegada estaban ya allí el Ilmo. señor arzobispo, el Excmo. señor Aristizabal, el cabildo catedral y el de los beneficiados de la ciudad y las comunidades religiosas, con un numeroso piquete militar, con bandera enlutada; y tomando el ataud los señores gobernador y regente, y los oidores, decano y Urizar, fué conducido por ellos hasta la puerta principal de la iglesia, en donde separándose dichos señores les substituyeron los señores oidor Foncerrada y fiscal Calderon. Al salir el ataud de la iglesia, fué saludado con descargas militares del piquete del acompañamiento. En seguida le tomaron el mariscal de campo y comandante de ingenieros D. Antonio Barba, el brigadier comandante de milicias D. Joaquin Cabrera, el brigadier y teniente de rey D. Antonio Canzi, y el coronel del regimiento de Cantabria D. Gaspar de Casasola, y alternando con ellos en la conduccion los demas jefes militares, segun el orden de su graduacion y antigüedad, hasta la puerta de tierra que va á la marina, tomaron allí los regidores del muy ilustre ayuntamiento D. Gregorio Saviñon, decano, D. Miguel Martínez Santelices, D. Francisco de Tapia y D. Francisco de Arredondo, alcalde de la Santa Hermandad. Al salir fuera de los muros se hizo un descanso, se cantó un responso, y durante él fué saludado por la plaza con quince cañonazos, como á almirante. En seguida el gobernador capitan general tomó la llave del ataud de mano del señor arzobispo, y la entregó al señor comandante de la armada para que la entregase al señor gobernador de la Habana en calidad de depósito, miéntras Su Majestad determinaba lo que fuese de su soberano agrado.

En el acto mismo se llevó el ataud á la playa y se depositó en el bergantin *Descubridor*, el cual igualmente que todos los buques de la real armada tenian insignias de luto, y le saludaron con honores y tratamiento de almirante efectivo.

1795.

Desde el puerto de Santo Domingo fué conducido el ataúd á la ensenada de Ocoa , y allí trasbordado al navio *San Lorenzo* para llevarle á la Habana, con orden de que se hiciesen á las cenizas que encerraba los honores fúnebres que se habian ya hecho en Santo Domingo, correspondientes á la dignidad de almirante, previniendo que tambien acompañaba un retrato de Colon, enviado desde España por el duque de Veráguas, para que se colocára inmediato al sitio en que se depositasen las cenizas de su ilustre antecesor. El capitan general de Santo Domingo D. Joaquin García, con fecha de veinte y uno de diciembre, dió conocimiento de todo al Excmo. Sr. D. Luis de las Casas, gobernador y capitan general de la isla de Cuba, advirtiéndole que en aquel correo escribian el señor arzobispo, el general Aristizabal, el regente de la audiencia y las demas autoridades al señor obispo y al comandante de marina de la Habana , para que cada uno por su parte diesen las disposiciones convenientes para el recibo y depósito de los restos de Colon en la iglesia catedral, con el decoro y honores correspondientes. El comandante general de marina D. Juan de Araoz, en consecuencia de estos avisos, ofició al Excmo. Señor gobernador y capitan general, y al Ilmo. Señor obispo diocesano, para acordar las providencias que á cada uno competian, como lo hicieron con gran zelo. Acordaron unánimemente que la funcion se ejecutase con toda la grandeza y pompa debida , y dispusieron que la caja donde se contenian los despojos de tan ilustre general se colocase al lado del Evangelio en la santa iglesia catedral , con la inscripcion correspondiente en la lápida de su sepulcro, asistiendo y oficiando su Ilma. de pontifical, para hacer mas solemne y ostentosa una funcion tan singular. El gobernador y capitan general de la isla contestó tambien á D. Juan de Araoz, en quince de enero de mil setecientos noventa y seis, que asistiria con los jefes y oficiales de mayor graduacion en aquella plaza, en concurrencia de los cabildos eclesiástico y secular, para recibir en el muelle de Caballería la caja de depósito con toda solemnidad y conducirla á la santa iglesia catedral, lo que podria verificarse á las ocho de la mañana del martes diez y nueve,


en cuyo día y hora estaba conforme el reverendo obispo.

Convenidas en este las principales autoridades, pasó el comandante general de marina D. Juan de Araoz á las siete de la mañana del día señalado á bordo del navío *San Lorenzo*, acompañado del jefe de escuadra D. Francisco Javier Muñoz, de los brigadieres D. Carlos de la Riviere, D. Francisco Herrera Cruzat, del capitán de navío D. Juan de Herrera, del ministro principal de marina D. Domingo Pavia, del mayor general de la escuadra D. Cosme de Carranza, y demas plana mayor, y de D. José Miguel Izquierdo, escribano de guerra de marina; y estando allí todos reunidos, el comandante de navío D. Tomas de Ugarte hizo en manos del señor comandante general Araoz entrega formal del ataúd y caja que encerraba las cenizas del almirante Colon, y de la llave con que estaba cerrada, y era la misma que habia recibido en la rada de Ocoa del teniente de navío D. Pedro Pantoja, comandante del bergantín *Descubridor*, para trasportarla al puerto de la Habana, por orden del general Aristizabal. Entregado de todo D. Juan de Araoz, mandó trasladar el ataúd á una falúa que estaba preparada al costado del navío, lo que ejecutaron los brigadieres la Riviere y Herrera Cruzat y los capitanes de navío Herrera y Ugarte, que siguieron á tierra en la misma falúa en medio de la formacion en tres columnas de las demas falúas y botes del rey, adornados y vestidos con la mayor decencia y con toda la oficialidad de guerra y ministerio. Seguian á la principal otras dos falúas que llevaban la guardia de honor de marina, con sus banderas y cajas enlutadas, y en otra iba el Excmo. Señor comandante general, el ministro principal de marina y la plana mayor; y al pasar por la intermediacion de los buques de guerra surtos en el puerto, hicieron los honores de almirante ó capitán general de la armada, siguiendo en esta forma hasta el muelle, donde se hallaba el gobernador capitán general de la isla, acompañado de los generales y plana mayor de la plaza. Desembarcado el ataúd por los mismos que lo bajaron del navío, poniéndolo en manos de cuatro capitulares, siguieron estos remudándose y llevándolo por entre dos filas de tropa de infantería, que guar-

1795.
Inhumacion
en la Habana

necia la calle hasta la entrada de la plaza de armas, delante del Obelisco, donde se celebró la primera misa en aquella ciudad; y puesto el ataud en un decente panteon, que al efecto estaba preparado, se hizo reconocimiento de lo que contenia la caja, de que quedó entregado el Excmo. Sr. gobernador y capitán general de la isla. Concluido este acto, continuó la funcion con toda majestuosidad y pompa hasta la catedral, donde despues de los oficios mas solemnes, en los que el reverendo obispo celebró de pontifical, colocó el ataud y caja que contenia las cenizas del gran Colon en una de las paredes del altar mayor, al lado del Evangelio, con las inscripciones oportunas; habiendo acompañado á estos honores y ceremonias los cabildos eclesiástico y secular, los cuerpos y comunidades y toda la nobleza y gente principal de la Habana, en prueba de la alta estimacion y respetuosa memoria que hacian del héroe que habiendo descubierto aquella isla, plantó el primero allí la señal de la cruz y propagó entre sus naturales la Fe de Jesucristo, por cuyas consideraciones anhelaba la ciudad de la Habana fuese permanente en su seno aquel depósito, pues ya que las circunstancias obligaban á que no se siguiese cumpliendo la voluntad de Colon en orden al depósito de sus mortales despojos, no habia provincia que con mayor derecho que la Habana, despues de la Isla Española, debiese poseerlos.

Estas noticias, sacadas de los testimonios autorizados en Santo Domingo á veinte y dos de diciembre de mil setecientos noventa y cinco, por D. José Francisco Hidalgo, escribano real, despachando el oficio de cámara de aquella real audiencia; y en la Habana á veinte y cinco de enero de mil setecientos noventa y seis, por D. Josef Miguel Izquierdo, escribano de guerra de marina por S. M. en la dicha ciudad, las oyó el rey nuestro señor con mucha satisfaccion, aprobando quanto se habia practicado con tan digno objeto, así en Santo Domingo como en la Habana, segun sus reales resoluciones de veinte y cinco de marzo y veinte y cinco de mayo de mil setecientos noventa y seis, tomadas por los ministerios de Estado y de marina.



ESPAÑA Y PORTUGAL.



PAPEL DEL SEÑOR REGENTE DE BUENOS AIRES
SOBRE ASUNTO DE LÍNEA DIVISORIA DE LOS REINOS DE ESPAÑA Y PORTUGAL,
POR UN JESUITA.

Mi padre procurador general Josef Pages,

En la ocasion presente, en que tengo ménos qué hacer que en otra, satisfaré en parte á los deseos que en várias me ha insinuado V. R. tenia de saber con algun órden , distincion , las muchas cosas que ya en comun, ya en general, sabe haber pasado allá en mi siempre perseguida provincia del Paraguay, con ocasion de la ejecucion del tratado que la corte de Portugal , por los medios y artes que ya nadie ignora, negoció, y finalmente consiguió ajustar con la nuestra de España el año de 1750, al cual se han seguido tantas calumnias de dicha provincia, siempre desde que se fundó la calumniada , pero nunca mas ni aun tanto como ahora. Diré pues, aunque en suma con algun órden, las cosas mas principales, sin mas cuidado que de no faltar á la verdad en ninguna de ellas. Hoy son como siguen.

§ I.

Muchos años ántes que saliese á luz el dicho real tratado, habia ya de él bastantes indicios en la América austral , y no tan



Gran pretension
del Portugal.

Indiferencia
de la corte
de España.

Empeño ansioso
de los Portugueses.

oscuros que no se pudiese colegir de ellos bien claramente que Portugal trahía alguna gran pretension á aquellos dilatadísimos dominios de España; cuál fuese empero la tal pretension á punto fijo, nunca se pudo traslucir á ningun Español; no obstante que uno (y fué el padre procurador que á mí me llevó de la Europa siendo ya provincial, y con ocasion de estar visitando las misiones del padre Machoni), dijo que desde el de 1740 á varios misioneros de los Guaranís, que segun los indicios que por allí habia, el paradero sería el que los Portugueses se apoderasen finalmente de las tierras hoy pueblos que aquellos Indios; que cuatro ó cinco años ántes se habian apoderado de todo el territorio del Rio Grande, sin que nuestra corte, que no podia ignorarlo, se hubiese dado por entendida, y mucho ménos por sentida de aquella clandestina usurpacion; mas como los tales indicios, aunque todos muy sospechosos, fueron en adelante y siempre igualmente equívocos, pues los mismos corrian por algunas otras partes de aquellas otras provincias inmediatas, y aun por otras mas remotas hasta por los Indios Mojos y sus tierras distantes de los Guaranís ó Tapes y sus misiones de 900 leguas, y por las de los Chiquitos, distantes casi otro tanto (por no distar estos mas de 60 leguas por los Mojos), no se le dió por entónces al dicho padre provincial tanto asenso, como se le empezó á dar diez años despues, cuando por fin en el tratado ya descubierto se descubrió la larga pretension de los Portugueses y sus artificiosos desvelos en aquel su negocio que habia andado en tinieblas ó á escondidas por tan largo tiempo para así asegurar (como en Lisboa decian), mediante la reina de España, sus conquistas de la América, y llaman conquistas á las usurpaciones furtivas que hacen allí á España y han hecho aun ántes que esta tuviese reina portuguesa con mas ó ménos reserva, aunque nunca con mucha.

Los tales indicios se reducian todos á un extraordinario y ansioso empeño, nunca ántes observado, que ántes mostraban los Portugueses de registrar uno por uno todos aquellos territorios y poblaciones de la corona de España. Siempre que los dichos Portugueses ó sus exploradores y frecuentes espías se

descubrian en los pueblos ó territorios de las tres referidas misiones de Mojos, Chiquitos y Guaranís, se les obligaba cuanto ántes á retroceder sin dejarles jamas (por pretexto ninguno de los muchísimos que llevaban y alegaban) dar un solo paso adelante ni entrar en mas poblacion que en aquel en que eran descubiertos. Los pretextos que alegaban de su arribo, de sus viajes y correrías por todas tres dichas partes, eran diversísimos y á veces ridiculísimos. Unas veces y las ménos irá uno solo, ó con alguna mujer, otras dos hombres, tres, cuatro y mas, porque hubo vez que á los Mojos llegaron hasta catorce juntos, con el pretexto de que habian salido de sus tierras (mejor hubieran dicho de las nuestras) en busca de unos montes de cacao. Otra vez fué á los mismos Mojos uno solo, pero vestido de frayle, y ese, segun decia ó segun fingia, fugitivo de su provincia á misiones de Marañon, y lo mejor y mas gracioso era que esto y no mas parece alegaba por méritos para que se diese por allí paso franco á las inmediatas provincias del Perú, porque de ellas por todas las otras intermedias queria transitar á la de Buenos Aires y embarcarse en aquel puerto para venir á la Europa á echarse á los piés de su reverendo padre general. Otros llegaron allí otras veces con otros tales y tan frívolos pretextos y ficciones, por no llamarlos ni indignas astucias, ni mentiras claras y palmares.

De estas mismas ó semejantes artes se iban prevenidos los que aportaban á tierras y pueblos de los Chiquitos. En el ya referido año de 1740, aparecieron en tierra de Chiquitos varios Portugueses andantes con aparatos de mercaderes y en realidad de exploradores y espías así disfrazados, ó de uno y otro. De estos, en lugar de pasaporte que mostrar á los Indios que encontrasen en los campos y caminos, iba uno vestido con sotana de jesuita; y en realidad ella le aprovechó para que los Indios no se le diesen de palos á él y á sus compañeros, y les sirvió á todos de salvoconducto, para que los mismos Indios que primero los encontraron en campo los recibieron con todo comedimiento, y diciéndoles el fingido jesuita que iba á ver á los padres misioneros, sus hermanos, condujeron á él y á sus compañeros sin di-

Artes
de que se valian
los Portugueses.

ficultad ninguna á su pueblo, á la misma casa de los padres, en donde luego que los vió el fantástico jesuita, ó lobo con piel de oveja, confesó al reverendo cura su pecado y el de sus camaradas, y le pidió perdon de haber así profanado la sotana, fingiéndose lo que no era para que con aquella apariencia de eclesiástico y mas de jesuita le permitiesen á él y sus compañeros pasar por aquellas tierras y llegar, aunque de paso, á aquel pueblo de San Xavier, no solo á ver los padres, sino tambien por dejarles para su iglesia un muy decente ornamento de decir misa, el cual tenian ofrecido y con voto á san Francisco Xavier, y con efecto llevaban y mostrando al padre cura el tal ornamento, diciéndole que juntamente esperaban de él su beneplácito y que interpusiese su autoridad para con sus Indios, á fin de que sin peligro de ser embarazados de ellos pudiesen continuar su viaje al término de su destino, que era el de las provincias del Perú y ciudades de Españoles, porque iban á expender sus géneros, de que llevaban muy buena copia. El padre cura, aunque muy rogado, no quiso recibir el ornamento, y mucho ménos que los Indios diesen paso á los señores fidalgos, ni adelante, ni atras; ántes bien los hizo detener en el mismo pueblo hasta dar cuenta y recibir respuesta de la real audiencia de Chuquisaca, y que esta determinase lo que se habia de hacer con aquellos contrabandistas, que el que fuesen espías ó exploradores, todavía no se sospechaba por aquellas partes, y segun su determinacion dejarlos pasar ó hacerlos retroceder. Esto último decretó la audiencia, y eso se ejecutó al pié de la letra por mas fanfuriñes que volvieron echando los dichos fidalgos al Cuyabá, de donde habian salido, y distaba mucho mas de cien leguas.

Persisten
los Portugueses
en sus designios
de exploracion.

Aun en medio de ese desaire tan solemne, jurídico y autorizado, no escarmentaron los Portugueses ni desistieron un punto del pertinaz empeño en que habian dado de explorar enteramente y á toda su satisfaccion aquellos dominios de España y de registrar y reconocer primero por sus propios ojos el paño que despues habian de cortar con su nueva línea divisoria; así con nuevos ardides volvieron á tantear el mismo vado otros y

otros exploradores, aunque por diversas veredas, hácia los Chiquitos mismos, llegaron unos de ellos al pueblo de San Rafael, y los Indios allá, de su propia autoridad, los azotaron en la plaza pública y con las espaldas bien calientes los obligaron á volver por donde habian venido. Á otros, segun parece, aquel año siguiente no les debió ir tampoco muy bien en su expedicion, como á los exploradores de Gericó; y digo que no les fué muy bien, porque el oidor que llaman superintendente de gobernador de Cuyaba escribió unas muy sentidas quejas al padre superior de los Chiquitos, Bartolomé Mora, el año de 1742, por lo mal que estos habian tratado á unos sus súbditos portugueses, no mas de que porque los habian encontrado en sus tierras, cosa que, aunque en otros tiempos y circunstancias no se pudiera sufrir y disimular, pero ménos en aquellos en que habia tan buena correspondencia entre las dos córtes de Madrid y Lisboa, y juntamente le rogaba que en adelante hubiese enmienda y buena acogida, y paso franco para su destino, á los Portugueses que allá fuesen, si acaso llegaban á aquellos pueblos.

Carta
del superintendente
de Cuyaba.

La respuesta del padre Bartolomé (que está original en Madrid) fué en cuanto al primer punto de quejas, excusándose con no haber sabido lo que los Indios allá en sus campos habian hecho con los Portugueses ni si los habian maltratado ó no; como tampoco supo hasta que ya estaba hecho lo de los azotes de los otros antecedentes. Al segundo punto de súplicas y ruegos le niega redondamente lo que Su Señoría portuguesa pretendia, y esto con tanta lisura como era aquella con que el buen Portugues se lo rogaba y suplicaba, preciándose el buen Castellano de tan fiel vasallo del Rey Católico, como Su Señoría lo era del Fidelísimo. Y en una palabra le cerraba totalmente al Portugues la puerta á toda esperanza de que ni él ni sus sucesores en el oficio, ni misionero alguno de aquellas misiones, le concederian jamas semejantes pretensiones. La cual respuesta vino original de Cuyaba á la corte de Lisboa, y de allí á la de Madrid, en donde yo la leí, y conocí muy bien la letra del padre que la escribió, y sé que era superior por aquel tiempo, y ahora es cura de San Josef de Chiquitos, si no ha muerto poco há.

Respuesta.

Porfían
los Portugueses
en su empeño.

Porfieron los Portugueses, no obstante todo esto, en su empeño sin perder aun las esperanzas de salir con él, y para conseguirlo á los ruegos y súplicas añadieron á título de limosna las dádivas que tambien parece que en Portugal, como en todas partes, corre la voz comun de ablandar penas; y así lo que las súplicas tan autorizadas de un gobernador y Portugues (que hace mucho al caso) no habian podido alcanzar ni aun la esperanza de ello, pensaron alcanzarlo con las súplicas de un mercader rico del mismo Cuyaba, si á las súplicas acompañaban los dones y liberales dádivas; con que á todo ruego despacharon, no al superior, sino á un cura de uno de los pueblos, con una carta llena de súplicas afectuosas y encarecidos ruegos del tal mercader, y al mismo tiempo remitir al mismo cura una larga lista de géneros para adorno de la iglesia, por modo (según decía) de piedad y de limosna, avisándole juntamente de que con su beneplácito despacharia despues á unos sus criados y cajeros con otros géneros y mercaderías que habian de pasar á las provincias del Perú inmediatas á las de los Chiquitos. Llegó en fin la carta juntamente con la limosna despues de várias aventuras.

Y el cura, que no era de los mas bobos del mundo, conoció la treta y se la pegó de clavo pasado al mercader y á sus Portugueses. ¿Qué hizo pues? Aceptó con mil acciones de gracias la santa limosna para el culto divino y mejor ornato de su iglesia; en fin se las dió muy cumplidas al señor mercader lusitano que así lo regalaba; pero por lo que tocaba á la súplica y petición de permitir que pasasen los cajeros, le escribió en términos lisos y claros, y en pocas palabras, lo mismo que el superior habia ántes escrito al gobernador ú oidor. Ví tambien el original de esta carta en Madrid, á donde vino por los mismos pasos que la otra del padre superior Mora, y conozco tambien la letra como al misionero que la escribió, y está hoy dia en el colegio de Tarija, en donde lo traté mucho sobre otros puntos, mas nunca de este chiste ó petardo que habia pegado á los Portugueses me dijo nada; acaso porque como honrado Castellano, no hacía gala de eso. Otro que un Portugues pegó des-

pues al señor gobernador de Buenos Aires D. Miguel de Salcedo, y lo apuntaré despues, lo supo (segun ciertamente me consta), toda la ciudad de San Pablo y acaso todo el Brasil, y hasta en la Europa lo he oido, y sabe Dios si tambien ha corrido por África ó sus costas hasta la Asia y ciudad de Goa, y si algo mas hay á que se extienda hasta el dominio portugueses.

Con las dos mencionadas cartas vinieron tambien á Lisboa otros dos papeles que juntamente ví en Madrid. El uno era una esquila de un padre misionero de los Mójos, padre Josef Ruiter, á quien traté mucho en España ántes que los dos pasásemos á Indias; aunque á decir la verdad que á Vuestra Reverencia profesó, me acuerdo bien del padre y de su nombre, pero no de su letra, bien que se conoce que es extranjera como lo es el dicho padre. El asunto de este papel no es mas que dar una certificacion de que unos Portugueses tunantes, viandantes ó vagamundos, que habian llegado al pueblo de la Magdalena (en donde sé que todavia está de cura) habian cumplido allí con la Iglesia aquel año; y al fin de la certificacion, hablando la pluma (como suele la lengua) de la abundancia del corazon, pedia oportuna ó importunamente que jamas le aportase por ella Portugues ninguno. No sé si esto se lo pedia á Dios ó á los hombres, porque á la verdad el estilo español del extranjero no es el mas corriente ni el mas castizo del mundo. Pidiéselo á quien se lo pidiese, lo cierto es que ello para que la certificacion del misionero jesuita extranjero la juzgasen los Portugueses por digna de la consideracion de su corte, á donde ciertamente vino, y acaso se comunicó á la de Lóndres, como igualmente interesada; y para que ambas se certificasen de los displicentes por no decir contrarios y aburridos que los Portugueses con sus andanzas é incansables correrías ya tenian á los padres misioneros jesuitas tan desde el principio de su negociado, y la ninguna esperanza que daban de no haber de hacer siempre lo mismo en órden á no dar paso libre á los pueblos ni á los contrabandos de los Ingleses, como acaso, ó sin duda se esperaba que lo darian cualesquiera otros misioneros á quienes se encomendasen aquellas misiones, y otras pertenecientes á los domi-

Otras cartas
de
padres misioneros.

Se comunican
estos papeles
á las córtes
de Portugal
y de Lóndrea.

nios del Rey Católico, si de una vez se las quitaban á los jesuitas como se ideaba.

Géneros ofrecidos
á los padres
por los Portugueses.

Y para mayor prueba de la dicha ninguna esperanza se añadía el segundo papel, que era larga é individual lista de la limosna de géneros con que se habia procurado ablandar ó empeñar al sobredicho cura de los Chiquitos, porque no parece que pudiera tener otro fin el que tambien este papel (por lo demas inútil) viniese á la corte de Lisboa, sino es para que ambas córtes, lusitana y anglicana, viesen ó pensasen bien como ántes, ó siquiera despues del tratado en que se pensaba se habia de quitar aquel estorbo de jesuitas, tan perjudicial á la futura extension de los dominios de Portugal y expedicion de los contrabandos de Inglaterra, si como hasta allí habian de correr á un mismo paso; y es bien creible que estas cartas y papeles con otros de la América, de que diré despues, le sirvieron mucho á la corte de Portugal para plantear mejor con la de España su negociado y mas satisfaccion de la de Inglaterra, procurando que ántes de empezar á poner en ejecucion el tratado, se les quitasen á los jesuitas los pueblos, para lo cual se procuró y aun consiguió hacer en nuestra corte sospechosos á todos los padres misioneros y con especialidad á los extranjeros que suelen pasar á las Indias de España. Algo de esto nos asegura el marques de Valdelirios en un capítulo de su carta de 6 de agosto de 1735, el cual empieza: «El Rey Fidelísimo persuadió eficazmente á nuestro soberano la desconfianza que debia tener de los curas, etc.» y lo sabia muy bien como primer comisario á quien se le confió aquel negocio.

Empeño
de las córtes
de Portugal
y de Londres.

Y dicho se está que cuando las tales cartas se guardaban allá con tanto cuidado y desde allí se enviaban á Lisboa, con el mismo ó con mayor se enviarían las otras noticias que á vuelta de aquellas sus ejecuciones y andanzas daban los exploradores que los Portugueses enviaban cuando en su misma llegada se les examinaba jurídicamente en toda forma y debajo de juramento, de todas las cosas que habian visto concernientes al futuro tratado que se proyectaba, ó á sus consecuencias ó en tiempo de paz ó guerra clandestina, ó descubiertamente en los

dominios que se pensaba dejar España por aquellas partes. ¿Cómo se podría entrar y salir de ellas, principalmente en los de Asia, al Potosí y sus cercanías? ¿Qué caminos, seguridad ó qué peligros así en la acometida como en la retirada? ¿Cómo podrían conquistarse de nuevo lo que no les diese el tratado? Pero lo que mas individualmente se les preguntaba á los dichos espías, era si habian llegado ó entrado en algun pueblo ó pueblos de Indios. ¿Cómo los habian recibido los padres misio-neros de la compañía de Jesus? ¿Con qué agrado? ¿Qué sem-blante les habian puesto á la llegada? ¿Cuál á la despedida? ¿Qué les habian dicho y qué les habian preguntado con mayor empeño? ¿Qué gente, qué calidad y número de ella habia en cada pueblo? ¿Qué armas y hasta si las casas en que vivian eran de paja ó fáciles de quemar en caso de guerra con ellos?

Exámen jurídico
de los Portugueses
exploradores.

Todas estas declaraciones eran solamente de las que se ha-bian tomado á los exploradores de la parte del Perú, de lo que colegí que las otras disposiciones de la parte del Paraguay y sus misiones (hácia donde fueron muchos mas exploradores) esta-rian en tomo en parte, ó en tomos, porque no se descuidarian de recogerlas en el Rio Janéiro Alejandro Guzman y Gómez Fréyre, que fueron los principales promotores en el Brasil del proyecto por parte de Portugal; así como lo fué el primero en Lisboa y allí mismo, y en Madrid lo fué Kenne por parte de la Inglaterra hasta que se ajustó.

Pero volviendo á los exploradores y espías, apenas bastaria un tomo tan grande como el sobredicho para escribir las ridi-culeces de los títulos y pretextos cuando llegaban á ser descu-biertos por los Indios, principalmente Guaranís ó Tapes, que por lo comun no los mataban, si á buenas se dejaban pren-der y llevar al pueblo. Unos de estos decian que la causa de su arribo á las tierras y partes del rey de Castilla era el haber á sus mujeres en no sé qué malos latines para ellos indeclinables: que el uno le habia quitado la vida á él y el otro á ella, que por eso habia puesto tierra por medio y se pasaban á tierras y ciu-dades de Castellanos. Otro con la misma falta de verdad decia

Ridiculez
de los pretextos
que producian
los exploradores
portugueses.

que habiendo salido de su casa al monte sin advertirlo, se habia internado en él tanto que queriendo despues volver á salir, no habia salido , y que desatinado de andar de aquí para allí, al cabo habia ido á parar en los dominios de España, cuando ménos lo pensaba, ni mucho ménos lo deseaba ni pretendia. Habia quien se culpaba á sí mismo diciendo que en el Brasil habia sido monedero falso, y que siendo descubierto y delatado como tal, se habia puesto en salvo ántes de que la justicia lo pusiese en algun calabozo para ajustarle las cuentas ó la golilla. Habia tambien (porque hubo para todo) quien y quienes decian que por envidia y malquerencia ya del gobernador y de sus émulos, que no los podian ver á causa de sus riquezas propias, se salian de entre ellos principalmente huyendo de los gobernadores (y estos eran los que los enviaban) , y por eso no querian ya estar entre la gente ni ser ya súbditos del rey de Portugal, sino del de España , que es lo que mas puede decir un Portugues. Otros decian.... pero fueron innumerables las mentiras y trazas de que todos y cada uno de ellos eran prevenidos, ya para engañar á los bobos Indios, ya para deslumbrar á los que no eran tan bobos.

Cuando iban muchos juntos, por lo comun era uno de ellos vestido ya de clérigo, ya de fraile, y este con su breviario pronto para ponerse á rezar ó para fingir que rezaba en él, luego que encontraban por el campo ó los descubrian los Indios, porque ya segun esto sabian el respeto y reverencia que aquellos Indios mas que otros tienen á todo sacerdote, y esperaban que en atencion á aquel (fuese verdadero ó fingido) que llevaban consigo serian todos cortesmente tratados, como así les sucedió siempre que se valieron de esta traza; pues lo mas que entónces hacian con ellos era obligarlos á que fuesen al primer pueblo para que su cura determinase (y este siempre determinaba) que se les hiciese volver por donde habian ido, sin que parasen á ver ni registrar otro ningun pueblo por mas que ellos se lo pidiesen ni por mas pretextos que alegasen; aunque en lo demas el poco tiempo que se les permitia descansar en el pueblo á que llegaban se les trataba cortesmente, y se les daba de comer

Respeto
que los Indios
tenian
á los sacerdotes.

mejor que lo que quisieran los Indios; tanto que una ú otra vez se le quejaron estos amorosamente al padre cura, diciéndole que extrañaban mucho que mandase tratar tan bien á los Portugueses, sabiendo cuán enemigos eran y habian sido siempre de los Indios, así de los presentes como de los pasados, y las atrocidades que con estos habian hecho. Á lo que el padre cura satisfacía con decir que la ley de Dios mandaba volver bien por mal, aun á los mayores y mas mortales enemigos, y así proseguía el buen trato hasta despedirlos del pueblo.

Lo mejor que estos fingidos sacerdotes hacían con el pueblo á que los llevaban era el nunca decir misa ni intentarlo, aunque miéntras allí estaban por casualidad fuese día de fiesta, pero rezaban en su breviario ó fingían que rezaban, para lo que se retiraban aparte donde pudieran ser vistos de cualquiera, pero oídos de ninguno; sin duda para que ninguno oyese lo que rezaban, ni si su rezo era en latín ó en hebreo, ni reparasen si se tornaba el libro al revés ó al derecho. Dejó otros ridiculísimos fingimientos de que usaban y con que tal vez podían engañar á cualquiera, como en realidad engañaron á D. Miguel Salcedo, gobernador de Buenos Aires, y tan feamente que le indujeron á ordenar y mandar en nombre del rey á los siete pueblos de Indios del Uruguay diesen á uno de estos mentirosos engañadores cuantas mulas y caballos les pidiesen y gente también para acarrear ciertos tesoros que decía dejaba escondidos en un bosque de los mas cercanos al Brasil, de donde decía que se pasaba á vivir bajo las banderas de España, y el gobernador le dió un cabo con tres ó cuatro soldados para que lo acompañasen hasta los mismos pueblos y lo ayudasen al acarreo de los tesoros á Buenos Aires.

Ya este picaron, ladrón y explorador, natural de Janéiro y vecino de San Pablo, llamado Diego Laureto, habia tentado vado con los Indios del pueblo del Ángel y aun con su cura, y viendo que no se le daba crédito á sus tesoros ni ménos se le quería dar gente ni cabalgaduras para cargarlos, intentó que á lo ménos se le diese paso para Buenos Aires para verse con el gobernador. Tampoco esto se le concedió, sino se le hizo retroceder á

Lo que hacían
esos titulados
sacerdotes
portugueses.

Tentativa
con los Indios
del pueblo
del Ángel.



El gobernador
de Buenos Aires
engañado.

él y á otros dos ó tres que le acompañaban, y decian ser sus criados; no obstante él se ingenió allá en los campos y por fuera de los pueblos llegó á Buenos Aires, en donde se dijo que habia regalado á dicho gobernador un reloj y un baston con empuñadura de oro. Lo cierto fué que así ó de otra manera él lo engañó y le hizo creer los tesoros del bosque, tan sin duda que le dió el acompañamiento y mandato sobredicho, y por consiguiente ámplia facultad para que entrase en todos aquellos pueblos con el cabo y soldados españoles, y los otros Portugueses sus criados tan honrados como el amo.

Siguen
las mulas
de los Portugueses.

Entró paso franco en dichos pueblos, á quienes no pidió sino 400 mulas y no sé cuántos centenares de caballos, todo lo cual se le dió en virtud del orden apretadísimo del gobernador que en nombre del rey lo mandaba. De Indios que le ayudasen á cargar los fingidos tesoros no pidió tanto, pero sí los bastantes para que le ayudasen á acarrear hasta el Brasil los caballos y mulas, y para continuar con el engaño al cabo y soldados españoles que le habia dado el gobernador, los fué dejando juntamente con los Indios, de este modo: hoy dejaba un Español en este sitio con 60 Indios para que observasen allí si algunos venian del Brasil en su busca y los rebatiesen sin dejarlos acercar á las Misiones. Mañana dejaba otro Español y otros tantos Indios con el mismo ó semejante pretexto, y otro dia al cabo y en fin á todos los Españoles é Indios, ménos á tres ó cuatro de estos que iban arreando las tropas de mulas y caballos; y cuando ya se vió retirado diez ó doce leguas de los últimos que dejaba apartados aguardando su vuelta con las mulas y caballos cargados de oro, empezó él y sus criados á arcabucearlos con los tres Indios. Estos al primer tiro huyeron, y él y los suyos prosiguieron adelante con el hurto de las mulas y caballos, que puestos en el Brasil valian muchos millares de pesos; y los Españoles é Indios que habian quedado aguardando al Portugues con sus tesoros se volvieron todos con las manos vacías y sin mulas ni caballos, los Indios á sus pueblos y los Españoles á Buenos Aires, en donde dieron cuenta al gobernador de la expedicion á que los habia enviado, que fué lo que en

suma aquí va insinuado, y Diego Laureto y los suyos se volvieron á la ciudad de San Pablo ricos con lo ajeno, contando el artificio con que habian engañado al gobernador español y á sus soldados, y quitándoles aquella su hacienda á los Indios.

Súpose en toda aquella ciudad de San Pablo, y su gobernador D. Fulano Mascaréñas puso por algunos dias en la cárcel á su insigne explorador, y mas insigne impostor de Castellanos Laureto; mas presto lo soltó libre segun parece (aun de la restitution del hurto), pues hasta aquí se han quedado los Indios sin sus mulas y caballos, y con sus tierras y pueblos registrados á toda satisfaccion de los Portugueses del Brasil, los cuales aun con todo eso no cesaron de registrar con estas y otras astucias desde el año de 1740 hasta el de 1750, en que ya tuvieron tan plena noticia de todo el terreno de la futura demarcacion, que hicieron de todo el mapa que despues en el ajuste firmaron los reyes, y hecho ya el mapa como despues se observó, cesaron totalmente aquellas antecedentes correrías de Portugueses andantes, y casi al mismo tiempo se empezó á negociar con el mayor empeño en nuestra corte el ajuste del tratado, que por fin se consiguió á principios del año de 1750.

Los Portugueses
consiguieron
su objeto.

§ II.

Concluidos pues así estos y otros preparativos para el dicho tratado á plena satisfaccion de los Portugueses, que por sus espías habian, como se ha dicho, registrado todas aquellas tierras y reducidolas al sobredicho mapa, en que ya ellos tenian señalados, como mas les gustó, los sitios, montes y rios por donde habian de ir culebreando la nueva línea divisoria (la cual daba á Portugal mas de *quinientas* leguas desde el sur al norte, y otras tantas ó mas de oriente á poniente, á mas de lo que le daban la línea de Alejandro y tratado de Tordesillas) seis ú ocho dias ántes que en Madrid se firmase el tratado, escribió de Roma (á insinuacion sin duda de la corte de España) N. M. R. padre general Francisco Retz, en 6 de enero, al padre provincial del Paraguay Manuel Quirini (cuyo secretario era yo, como lo fui del provincial siguiente), encargándole en primer lugar un in-

Ventajas
de los Portugueses
en la demarcacion
de la línea divisoria.

Secreto inviolable.

violable secreto en lo que aquella carta le comunicaba, y era que en Madrid, entre las dos consabidas córtes de España y Portugal, se trataba con el mayor ardor de que la España cediese á la de Portugal los siete pueblos Guaranís ó Tapes orientales al rio Uruguay con todas sus tierras y jurisdicciones hasta el Brasil, con quien confinaban, y que esto solo se lo comunicaba para que allá con los otros jesuitas misioneros viese desde luego cómo se les habia de evitar á los Indios este terrible golpe que les amenazaba ya muy de cerca, y cómo allá se les podria inclinar los ánimos á que sin la menor resistencia se mudasen y dejasen sus pueblos y tierras á los Portugueses, yéndose ellos á otras tierras que quedarian para España mas cercanas al mar; y en fin decia la carta que en esta real disposicion (como era mucha verdad) no miraba nuestro Rey Católico á sus reales intereses ni á otra cosa alguna, sino al bien espiritual de los Indios, y á que no los pervirtiesen en la fe y verdadera religion los herejes que de acá de Europa y partes septentrionales de ella iban á comerciar y comerciaban con los dichos Indios en sus pueblos en que al presente vivian. Esto último con que acababa aquella carta daba bien claramente á entender: lo uno que el padre general no hablaba en ella *expropiamente*, pues no podia dejar de constarle ser total y malignamente fingido el tal comercio, y que así escribia lo que á su paternidad se le decia que escribiese; lo otro cuán siniestramente informada estaba nuestra corte de la fidelísima, de cuyos solos informes se fiaba para una cosa de tanta monta y de tan peligrosas consecuencias, si los informes no eran verdaderos sin haber pedido ningunos otros á nadie de tan fieles vasallos como tenia en aquella América, siendo así que para cosas sin comparacion menores (v. g. como para consentir la fundacion de un pobre convento de San Francisco) solia pedir no uno solo, sino muchos informes á las ciudades, á los cabildos, á los gobernadores, á los obispos, y aun á las audiencias, sobre si convenia ó no al real servicio y bien de aquellos reales dominios de Su Majestad, de cuya gran piedad se conocia habian abusado los informantes, proponiendo aquel motivo espiritual inventado solamente para

Siniestra
informacion
hecha
por Portugal
á España.

conseguir ellos con mas certeza sus fines temporales ; y en una palabra abusando de lo sagrado y profano para salir con su intento, de la misma suerte que allá en Indias para lo propio ya se vestian de frailes, ya de clérigos, ya de jesuitas, como les venia mas á cuento, ya insinué arriba.

Para que propusiese estos y semejantes informes en nuestra corte, sabíamos ya ántes allá y con certeza, que habia estado años en ella un fraile en la realidad enviado de Lisboa, aunque el título aparente era otro, con aviso de D. Juan Quinto, su padre, á la reina de que le diese audiencia las mas veces que sin reparo pudiese, como se la dió, y con tanta cautela, que solamente se reparó por entónces en Madrid la grande introduccion de aquel religioso con el señor Carvajal, que esta introduccion fuese á engañar igualmente á este ministro que á la reina ; y así engañados los dos allá compusiesen con el rey, que le concediese lo que Portugal pretendia, como lo hizo ; y el fraile se volvió á su corte. Sabiendo en Lisboa el año de 1748 el padre Ladislao Oros, procurador general del Paraguay, este artificio de la estada del fraile y admirándose de él, le respondieron los Portugueses que se lo contaron afirmándose en su dicho *ese señor padre*, pues si ahora que tenemos en España reina portuguesa, no logramos la ocasion de asegurar nuestras conquistas, ¿ cuándo la lograremos ? Lllaman los Portugueses conquistas á todo aquello que han ido tomando clandestinamente á los dominios de España, y nosotros en buen romance llamamos con el propio nombre de furtivas usurpaciones.

Pero volviendo al engaño del reverendo y devoto padre informante y de otro cualesquiera Portugues que lo intentó en nuestra corte, aun quando fuera verdad y no mentira que los mencionados Indios estaban en peligro de que así los pervirtiesen los herejes del norte con ocasion de sus tales comercios, y aunque estos fuesen verdaderos, como Su Majestad y acaso la reina y el señor ministro lo creían, y no fingidos como los informantes portugueses sabian que lo eran ; aun en este caso se mostraba con evidencia palmar que el medio que se tomaba en acercar mas al mar á los Indios, era totalmente contrario al fin,

Fraile
enviado por la corte
de Lisboa.

Comercio
con los herejes.

porque era otro tanto mas acercarlos al peligro cuanto mas los acercaban al mar, y á los tres puertos de Buenos Aires, Colonia y Montevideo, en donde habian de desembarcar los herejes, y los que no lo fuesen, los géneros que de acá llevasen por no haber otra parte á donde aportasen, y así con la mudanza á donde se disponia fuesen los Indios, se les aumentaba el peligro, pues si estando retirados del mar ciento cincuenta leguas los siete pueblos, no obstante mantenian con ellos los herejes el comercio, mucho mejor lo mantendrian si se acercaban al mar tanto que distasen la mitad ménos; ¿pues qué si se estableciesen en las mismas orillas del mar? Lo cual no se les prohibia con tal que fuese su establecimiento en tierras que quedasen para España, despues de ejecutada la division de términos.

La verdad
relativamente
al comercio
con los Indios.

La verdad del caso era que jamas por jamas habia habido tal comercio ni lo podia haber, por la distancia del mar junta con la dificultad é impracticabilidad de los caminos, tal que como despues se vió, solamente la pudo vencer, y eso á mucha costa, el infinito empeño de las dos córtes, y de sus generales en que sus ejércitos llegasen á los dichos pueblos á apoderarse de ellos, hasta arrojar de allá á sus habitantes, los cuales aun tenian otra imposibilidad mucho mas insuperable para no haber tenido ni tener jamas dicho comercio, y que ni aquellos Indios en particular, ni ninguno de sus pueblos en comun, habian tenido jamas oro ni plata, ni acuñada ni en pasta, ni otra moneda alguna, poca ni mucha, porque ninguna corre entre ellos, como ni en toda la jurisdiccion del gobernador del Paraguay, y es cosa clara que los comerciantes herejes, y los que no lo son, no van á Indias á buscar otra cosa que los dichos metales ó cosa equivalente á ellos que puedan vender en Europa; esta tampoco la tienen aquellos Indios y pueblos, cuya mayor riqueza se reduce á lo que ellos llaman *caamini*, y los Españoles *yerba del Paraguay*, que ningun uso ni salida tiene en el norte ni en ninguna otra parte de la Europa. ¿Con que, qué comercios hacian, ni era posible que hiciesen con aquellos Indios los herejes de las naciones del norte? ¿Y en donde está el peligro de que

Yerba
del Paraguay.

estos con la ocasion de su comercio los pervirtiesen en la fe y religion, como los falsos informantes querian ó decian en nuestra corte católica ?

Á lo que se añade que si la razon de quitar de allí á los Indios era el peligro de la dicha perversion en la fe, en el mismo igual peligro, sino mayor, quedaban los otros ocho pueblos que estaban situados en la misma orilla occidental del propio rio Uruguay, que era el que por aquella parte habia de dividir los términos entre Españoles y Portugueses. Y estos que habian de quedar en los siete pueblos orientales que dejasen los Indios, es indubitable que habian de comerciar con los herejes del norte y los herejes con ellos, como comercian en todo el Brasil libremente y francamente, sin que jamas sepamos que se les haya ofrecido á la delicadeza de conciencia de los informantes el escrúpulo de que dichos comerciantes herejes perviertan en la fe á sus Indios Brasileños, ni creo se les ofrecerá tal reparo, aunque se está entrando por los ojos á cualquiera católico ; y aun en poquísimo menor peligro quedaban los del Uruguay, (como de una y otra banda del Paraná) por la cercanía con los siete pueblos, una vez que se poblasen de comerciantes portugueses con los herejes ; y así por la misma razon seria menester que todos se mudasen, ó hácia el mar ó hácia otra parte mas retirada no ménos de los herejes que de los Portugueses sus comerciantes ; y aun cuando no comerciasen unos con otros ; porque aun se puede dudar con muchísima razon si los Portugueses con su inmediata vecindad y cercanía les hacian ménos daños en las costumbres y fidelidad al Rey Católico, que los herejes en la fe y religion de que estos hoy dia cuidan poco ó nada. Por lo ménos no cuidan con tanto empeño como cuidan los Portugueses de agregar á su Brasil nuevos vasallos de los dominios del Rey Católico, como la experiencia ántes y despues de esta guerra lo ha mostrado. Más dejemos esto.

Dos meses habia que los Portugueses habian publicado el real tratado, y como el padre provincial ya no tenia de él las sobredichas y otras presunciones, aun ántes de recibir esta carta de Roma, le dió tanto asenso á la noticia que esparcian

Razon que se daba
para quitar de allí
á los Indios.

Publicacion
del tratado
por los Portugueses.

Particular
instruccion
que se dió
á un religioso.

los Portugueses, que despachó de Córdoba de Tucuman á nuestra corte á un padre por procurador particular de un pleito que los siseros de Buenos Aires habian movido á los Indios. La primera y particular instruccion que le dió fué que en la corte ni boquease siquiera sobre el punto del tratado de Cánges, porque segun se colegia del secreto en que se habia concluido y artificio con que se habia ajustado, lo mismo sería tocar esta tecla que hacerle salir de la corte, y no dejarle hacer el negocio á que únicamente venía. Con esta instruccion habia ya salido en un navío portugues que dió con él y con otros Españoles en el Rio Janéiro, de donde, como dije, no le permitió pasar el gobernador Fréyre, sospechando y creyendo que venía á descomponerle su tratado en Madrid. El padre provincial partió por este mismo tiempo de Buenos Aires con la dicha carta del padre general á las misiones, á poner en ejecucion lo que le mandaba sin dilacion ninguna, pues le decia que *desde luego empezase á suavizar á los Indios, en cuanto se pudiese, este no ménos terrible que cercano golpe*, y de tan poderosa mano; y partió con una moral certeza de que los informantes que así habian engañado á nuestra corte en una cosa tan claramente, la habian igualmente engañado en otras muchas cosas, aun de las substanciales del tratado: que en las otras pertenecientes á los Indios y sus misiones, eso se suponía y se suponía bien y con demasiada verdad, segun despues se ha sabido y en parte se ha visto en la idea que de unos y de otros habia en Portugal explicada en las máximas y axiomas de su *Relaçon abreviada de república*, ya jurídicamente calificadas y declaradas por otras tantas falsísimas calumnias, pública y notoriamente contrarias á la verdad, como lo testifican los mas principales, así eclesiásticos como seglares, de Santa Fée de la Vera Cruz, una de las ciudades mas inmediatas y á que ellos van con mas frecuencia.

Confirmacion
del tratado
con el Portugal.

Partió pues luego el padre provincial sin requerir mas razones, y en medio del camino tuvo una nueva confirmacion del tratado que era cierto; porque allí le alcanzó carta de Buenos Aires en que se le avisaba como el gobernador del Janéiro,

Gómez Fréyre, no habiendo tenido el menor reparo en que pasasen á España en el navío portugues los demas Españoles que en él iban, habia puesto tanto empeño en que no pasase el jesuita que le habia hecho retroceder en partida de registro de otro navío que á média carga habia salido del Janéiro á la Colonia, porque decia que aquel padre castellano iba á Madrid á descomponerle su gran tratado; para lo que decia tambien que llevaba tres millones de pesos; y la verdad era, como á dicho fraile le podia constar del registro del navío portugues, que el padre castellano apénas llevaba para ida y vuelta y gastos del pleito tres mil pesos, y á esto llamaba el señor gobernador tres millones.

Ya el dia de nuestro padre san Ignacio de aquel mismo año 1750 en que se firmó el tratado, concurriendo el dicho Fréyre á la fiesta, les habia dicho públicamente á los padres portugueses del Janéiro: *Ca padres, ya yo tengo mi gran tratado concluido en Madrid, y en tan buen estado, que solo vuestras reverencias me pueden estorbar su buen logro y echármelo á perder*. Nosotros, dijeron los padres, ¿echar á perder una cosa tan útil á nuestra nacion portuguesa? Puede Vuestra Señoría estar cierto ó seguro de que no se malogrará por nosotros;» á que complicándose mas añadió: «No vuestras reverencias aquí, sino en la provincia del Paraguay, pero tambien para que no suceda están tomadas ya las medidas mas convenientes,» y eran las que despues veremos. Las que ahora tomó para que no pasase á Madrid el padre castellano, fueron las ya indicadas, y las tomó con tanto empeño que no cedió á ninguno de cuantos varios particulares mediaron sobre que siquiera le dejase pasar á la Bahía á verse con el virey, y proseguir ó no su viaje á Madrid, segun dicho virey lo determinase; y estuvo tan léjos de dar oido á esta tan justa pretension, que puso la pena de 30,000 cruzados á la embarcacion que le llevase al tal padre, ni lo sacase de aquel puerto, sino para la provincia del Paraguay ó á la Colonia, y otra semejante pena á quien lo llevase por tierra. Ya en este tiempo en que allí llegó el padre castellano, tenia Fréyre alistados en el Janéiro dos mil soldados para la empresa de la

Medidas
que se tomaron
para que no pasara
el padre castellano
á Madrid.

Ejecucion
del tratado

ejecucion del tratado. Bien es verdad qué tales serian ellos, pues algunos eran estudiantes de nuestras clases. En fin él dió orden de que el navio saliese cuanto ántes á média carga con el padre, porque decia no podia sosegar miéntras estaba allí aquel padre castellano, al cual arrojó en Montevideo el navio en que iba.

Llegada
á las misiones.

Con toda esta certidumbre del tratado llegamos ya á las misiones, en donde aun nada se sabia de él y en donde se certificaron por el provincial todos los misioneros (que pasaban de setenta) de la novedad que les llevaba, y corria ya por todas partes de la provincia. Empezó á consultar con ellos el modo que se habia de tomar para desde luego inclinar á los Indios á la consabida mudanza, al punto que de nuestra corte se les intimase; y aunque el padre provincial tenia bastante experiencia de los Indios por haber vivido entre ellos muchos años, despues de haber leído algunos en la universidad de Córdoba de Tucuman, mostró desde el principio de la consulta en su parecer que se efectuaría el que los Indios no tan solamente se inclinarían por entónces á la tal mudanza, mas tambien sería fácil el persuadirles á su tiempo que con efecto lo hiciesen de fondo sus pueblos y tierras á los Portugueses, yéndose ellos á buscar otras en que fundar sus pueblos; no obstante que á primeras vistas parecia cosa muy dura. Esto quizá lo decia para no desanimar á los otros; con todo eso, aun viendo tan declarado al padre provincial por este parecer, todos los demas dijimos que la cosa habia de ser totalmente imposible persuadírsela jamas á los Indios, por mas que en ello se empeñasen los misioneros.

Porque aunque conveníamos todos que no sería tan imposible de persuadir el asiento á tal cual y aun á muchos Indios, de suerte que se les sacase el sí de que se mudarian á sus tiempos, pero si esto no se les persuadia á todos, á los mas por lo ménos, lo cual se juzgaba por imposible, nada se hacia con persuadírselo á algunos ni aun á muchos; lo uno porque atendida la volubilidad é inconstancia de los Indios y lo difícil del mandato, todos, ó casi todos, huirían de decir que no, á tiempo de la eje-

cucion, con mas facilidad que hubiesen ántes dicho que sí; lo otro porque aunque acaso no le dijese de suyo, en viendo la resistencia de los otros, que serian ciertamente la mayor parte, se habian de acomodar á ella, y aunque cuando mudasen en efecto algunos, si no se mudaban todos, era lo mismo que si no se mudase ninguno, porque así absolutamente no se mudaban de sus tierras los Indios, ni se las dejaban á los Portugueses, sino que unos se las dejarían y otros no; y aun dado y no concedido el caso de que todos sin faltar ninguno dijese por entonces que á su tiempo se mudarían, al tiempo de la ejecucion todos ó los mas de ellos habian de estar de diverso parecer y habian de decir que ya no querían, por mas que una y muchas veces hubiesen ofrecido lo contrario. Todo lo cual se podia confirmar con mil experiencias, y algunas tan frescas que todos, ó casi todos, y el padre provincial mismo, y otro que solo se seguía su parecer, habíamos sido los testigos de ellas en lo que habia sucedido en la division del pueblo de Loreto y la mudanza de San Cosme, de que despues diré algo.

Volubilidad
é inconstancia
de los Indios.

El padre provincial y el otro padre misionero que le siguió, llamado el padre Carlos Fux, cura de San Nicolas, que jamas pudo, por mas que hizo, reducir á que se mudase uno solo de aquel pueblo, decían que aun á vista de todas estas y otras dificultades que ya veían y no podían negar, todavía esperaban en Dios, que habia de cooperar á las persuasiones, ruegos y súplicas de los padres misioneros, moviendo eficazmente las voluntades de los dichos Indios á que con efecto finalmente se mudasen; pero no fundaban esta esperanza mas que en su devota piedad, sin dar ni poder dar salida á las razones y experiencias que habia para no poder dar esperar tal cosa, si Dios no hacía un milagro ó muchos, mudando totalmente el genio y condicion de los Indios; y así se quedaron los dos en su piadoso parecer y todos los demas en el contrario y mejor fundado; tanto que algunos juzgamos que sería ménos difícil el persuadirles á los Indios, si el tratado lo permitía, el que se quedasen en sus pueblos y tierras con los Portugueses, que no el que se mudasen á otras, caso que lo hubiese; que esta era otra y no la menor dificultad.

Los padres
misioneros
intentan inútilmente
hacer mudar
los Indios
de su pueblo.

Pueblo de Yapeyú.

tad, que desde luego se vino á los ojos de todos el que hacía el mar hubiese tierras realengas capaces de mudarse y establecer en ellas los siete pueblos; y lo mas probable era, y aun lo mas cierto, que no las habia, como despues se vió y entónces lo aseguraban algunos de aquellos misioneros prácticos de aquellos territorios; y todos hasta el mismo padre provincial sabíamos que habia ya dos años que por aquel paraje del mar se andaba buscando territorio para la division del pueblo de Yapeyú (que por ser de 1,600 familias necesitaba dividirse), y no se habia hallado sitio en todas las dichas tierras, y por fin habia sido preciso recurrir á otras que se dudaba si eran propias ó del pueblo de San Francisco de Borja, y dicho se está, que en donde no se habian hallado tierras aptas para la division de un solo pueblo, mucho ménos se hallarian para la entera transmigracion y establecimiento de siete, todos tan grandes que contaban de 30,000 almas.

Resolucion final
del padre
provincial.

En vista de todas estas dificultades tan palpables, resolvió finalmente el padre provincial, por uniforme voto suyo y de todos, hasta del mismo padre cura de San Nicolas, que á los Indios por entónces no se les dijese nada hasta que llegase el lance preciso de que el rey lo mandase, porque él decia solo desde luego de nada serviria, sino de perturbarlos y alborotarlos sin fruto alguno con una tan fatal noticia, y porque segun las poquísimas esperanzas que habia de poderlos inclinar ni ménos persuadirlos á la mudanza, ni entónces ni despues, mejor era que la noticia les cogiese de repente, sin darles mucho tiempo de pensarla, y acaso así tendrían ménos dificultad en ejecutar lo que se les mandase sin pensar mucho en los inconvenientes y daños que de la tal mudanza se les seguirían inevitablemente; por la misma razon ordenó el padre provincial que si acaso les llegase la tal noticia del tratado por alguna otra parte, procurasen los mismos aquietarlos y asegurarles que, aunque los Portugueses habian esparcido la noticia en los Españoles, pero que de nuestra corte aun no habia habido todavía disposicion alguna; y á un mozo que habia ido desde Buenos Aires con nosotros, se le encargó estrechamente que nada dijese á los Indios

de lo que habia oido que se decia del tal tratado, el cual así se les ocultó totalmente á los Indios hasta el lance preciso en que fuese menester declarárselo, y con tan buen efecto como veremos, por no haber tenido tiempo de pensarlo mucho.

Acabadas así las consultas sobre este punto tan contemplativo ó tan escabroso por todas partes, se le respondió á nuestro muy reverendo padre general, que por lo que tocaba á los jesuitas, que era solo el persuadir á los Indios á que resignasen en todo y obedeciesen prontamente á las disposiciones del rey que por dias ya allá se aguardaban, estuviese su paternidad muy reverenda bien segura de que harian cuanto pudiesen para que (si las habia á propósito) se mudasen los Indios á las tierras de hácia el mar como nuestra corte lo disponia y avisaba por medio de su paternidad muy reverenda, y se respondió así por la casi moral certeza de que hácia el mar no habia tales tierras realengas, porque las que habia buenas, se sabia que eran propias de varios particulares vecinos de Buenos Aires, Santa Fé, Corriéntes y Montevideo, que las habian comprado ó el rey les habia hecho merced de ellas, y así las demas eran tales que ni aun por merced las habian querido los dichos ni otros Españoles, y á estas tierras querian á los pobres Indios y que se estableciesen en ellas y dejasen las suyas á los Portugueses. El secreto del tratado no se pudo guardar, porque ya ántes de recibir el padre provincial la carta, lo habian publicado todas aquellas ciudades de los Portugueses, del Rio Grande, del Janéiro y de la Colonia.

Terminacion
de las consultas.

Y así como de cosa ya de otra parte pública, le avisó el padre provincial al virey del Perú, que era cosa cierta y totalmente inevitable la conclusion del tratado entre las dos córtes, insinuándole juntamente los perjuicios que de él infaliblemente se seguian á aquellos dominios de España, para que con esta noticia Su Excelencia tomase las medidas que mejor le pareciesen para desengañar por razon de su oficio á nuestra corte, como en la realidad, aunque con ningun buen efecto, procuró hacerlo, pero parece que ántes mas bien dañó que aprovechó este informe del virey, pues ó fuese en resulta de él, ó fuese porque

Lo que avisó
el padre provincial
al virey del Perú

El marques
de Valdelirios.

ya estaba ántes determinado, se le inhibió á dicho virey el que interviniese en cosa alguna de la ejecucion de dicho tratado, sino en solo aprontarle al marques de Valdelirios el dinero que le pidiese para dicha ejecucion, para la cual llevaba superioridad sobre todos, hasta sobre el mismo virey, sin que nada se lo pudiese estorbar ni retardar por motivo alguno. Tanto y tan bien asegurado tenian los Portugueses su negocio en nuestra corte.

Carta
de José Quiroga
al primer ministro.

Á este mismo tiempo que el provincial escribió al rey, otro padre Josef Quiroga, su conocido, le escribió al primer ministro representándole 15 ó 16 inconvenientes ó perjuicios gravísimos que del dicho tratado se seguian aun en solas aquellas provincias inmediatas al Perú. No sabía este padre ni ninguno de nosotros que era el dicho señor ministro por cuya mano habia corrido todo aquel negocio, ántes bien suponíamos todos que todo se habia efectuado en nuestra corte por otra mano muy diversa, sin la menor noticia de Su Excelencia, porque nadie creía, ni aun sospechaba, hasta que se vió su firma en él, que un tratado tan perjudicial á España se hubiese ajustado en su corte á sabiéndas de un abonado ministro. Del que fueron tan mal recibidos los inconvenientes que remitiéndoselos al marques de Valdelirios al estar para embarcarse en Cádiz, le decia : *Ahi remito á Vuestra Señoría esos 15 ó 16 inconvenientes que no equivalen á medio.* Tan desengañado estaba el buen caballero y tan mal engañado lo tenian los informes portugueses. Ni aun le respondió siquiera al padre siendo así que se habia dignado de responderle á otras várias en diversas ocasiones, y aun de escribirle sobre otros puntos pertenecientes á los intereses de la monarquía en aquellos dominios, como cuando por su mucha inteligencia en las matemáticas y especialmente en la geografía, le fió la expedicion de Magallanes y puerto de San Julian tres años ántes.

Padre José Barrera.

Acabada así la visita de los siete pueblos y de los demas, acabó tambien poco despues su provincialato el padre Quirini con la impensada llegada de su sucesor el padre Josef Barrera, sugeto no de la provincia del Paraguay, sino de la de Lima. No

se supieron por entónces los misterios que encerraba aquella novedad de no ir señalado de Roma por provincial ninguno de los tres que de la provincia se habian propuesto, ni ningun otro de ella. Extraña cosa y para aquella provincia tan nueva que jamas habia sucedido en ella otra semejante, ni se sabía que hubiese causa alguna para que sucediese entónces; pero habíala para y mucho mas en Madrid, aunque totalmente ignorada de nosotros, y no era otra que la cizaña que los Portugueses á vuelta de los otros nada sinceros informes para conseguir su tratado habian sembrado contra todos los jesuitas del Paraguay, pero principalmente contra los misioneros, y aun mucho mas contra los que eran extranjeros, como despues de haber llegado allá los reales comisarios, supimos y lo insinúa claramente el principal Valdelirios en carta de 6 de agosto de 1755, en donde le dice al padre provincial Barrera: « El Rey Fidelísimo ha persuadido eficazmente á nuestro soberano la desconfianza que debia tener de la obediencia de los curas, á que Su Majestad no quiso jamas dar oidos por cubrir el honor de ellos. » Mas aun que Su Majestad Católica no le diese oidos, parece que no se los negaron los que andaban inmediatos al trono, de los que el señor Carbajal, en carta de 1753, le dice al padre comisario: *Ya por la corona de Portugal se está dando en la cara al rey de no haber creído que la resistencia de ahí habia de proceder de resolucion de la compañía.*

Calumnias
de los Portugueses
contra
los misioneros.

Carta
de Valdelirios.

El efecto fué que se pusieron para efectuar el tratado aquellos mismos extraordinarios medios que se hubieran puesto si se les hubiera dado oidos y asenso á la calumnia, porque ajustado ya y firmado el convenio, preguntando el primer ministro que quién era el actual provincial del Paraguay, y respondiéndosele que el padre Manuel Quirini; mas como sobresaltado dijo ¿Quirini? *Pues este es extranjero.* Sí, Señor, respondió aquel á quien preguntaba, extranjero es. Con eso, segun se deja entender, tomó el dicho señor ministro mejor sus medidas, y no obstante que en el tratado estaba expresado que dentro de un año habia de estar en ejecucion, aguardando casi dos á despa-
char los comisarios para ejecutarlo, que fué á fin del año de 1754

Medios empleados
para efectuar
el tratado.

Padre Barrera.

puntualmente al tiempo no..... provincial extranjero ni un Español que fuese de aquella provincia; lo cual se ejecutó desde..... señalando al padre Barrera, y con un empeño que le iba precepto de santa obediencia, para que aceptase el..... y por si acaso hubiese muerto ó estuviese imposibilitado de..... y exorcitarlo iba señalado otro de la misma provincia de Lima, y de la del Paraguay nadie ni aun *in casu mortis*. Tan puntualmente se le procuró complacer y obedecer en forma á la corona de Portugal.

Padre
Luis Altamirano.

Y porque ni una ni otra se daban con todo eso por seguras, ni satisfechas de que obedeceríamos los de la provincia del Paraguay á causa de los recelos que la de Portugal habia introducido en la nuestra, señaló el padre general por comisario suyo para aquella expedicion al padre Lope Luis Altamirano, de la provincia de Andalucía, bien conocido del primer ministro de España y de su entera satisfaccion, por haberlo visto y tratado pocos años ántes en Madrid, adonde no sé si por casualidad ó de propósito habia ido el dicho padre y estado algun tiempo. Aun tengo fundamento para creer que ni la ida ni la estada fueron tan casuales á lo ménos para el dicho señor ministro, porque entónces se solicitaba ya el ajuste del consabido tratado.

Órdenes
que dió á este
el padre general.

Á este padre comisario le dió nuestro señor padre general todas las..... en órden á la entrega de los siete pueblos y sus tierras que España daba á Portugal, como tambien el órden de la entrega de los otros tres pueblos que al mismo Portugal se le daban en los Mojos ó Baures y Maynas. De suerte que órden á esto llevaba el dicho padre su personalidad, no solo sobre todos los misioneros, sino tambien sobre todos los demas jesuitas del Paraguay, Perú y Quito, y tambien sobre los mismos provinciales; mas todavía por si acaso este padre ó proponia ó no podria ir, señalaron en su lugar otros dos padres tambien Andaluces, Móntes y Maestro; pero no propuso la asignacion, sino que fué á ejercitar su oficio y llevó por compañero á otro padre andaluz: á este se le dieron de Roma las mismas facultades para en caso de muerte ó imposibilidad del primero, y ambos para poder substituir en su lugar á quien quisiesen.

Que todo esto fué menester, y nada sobró para satisfacer en algun modo á la desconfianza que el Rey Fidelísimo tan eficazmente habia persuadido á nuestro soberano ó á su corte, la cual convino con la de Portugal en lo que pretendia que desde luego, y ante todas cosas, en lugar de todas estas precauciones, se nos quitasen las Misiones así como el mismo Portugal despues quitó á sus jesuitas las del Marañon; pero en esta sinrazon no quiso convenir nuestra corte, ni en esto dió oidos á la de Portugal, ni ménos á la de Inglaterra, quien como igualmente interesada en el tratado la ayudaba por medio de su embajador Kenne, de quien se advirtió que en el tiempo en que con mayor calor se trataba de ajustar dicho tratado, ya iba de Madrid á Lisboa, ya de Lisboa á Madrid; aunque no se sabía la verdadera causa de sus viajes, mas despues que se descubrió el secreto del tratado se ha hecho muy creible que lo anduviese promoviendo á causa de los intereses que su corte habia de sacar de él en la extension de sus comercios en todos aquellos reinos y dominios australes de España, Tucuman, Paraguay, Chile, Perú, Quito, nuevo reino y tierra firme. Mas sea de los viajes y cooperacion de este embajador ingles lo que fuere.

Inglaterra
interesada
en el tratado.

Entró el nuevo provincial limeño en su oficio en 8 de diciembre de 1751, y á principios del año siguiente llegó carta de Roma en que el padre general le decia como ya el real tratado de nueva línea divisoria estaba concluido entre las dos córtes, y como ya estaban para embarcarse en Cádiz los reales comisarios de España que lo iban á poner en ejecucion, y que así imponia desde luego precepto de santa obediencia á todos y cada uno de los jesuitas de aquella provincia, para que no solamente nadie directa ó indirectamente se opusiese á la ejecucion en la entrega de los pueblos y tierras que habian de dar á Portugal, sino que todos y cada uno positivamente cooperasen á ello, y para mayor prontitud de la efectiva entrega se le ordenaba al padre provincial que desde luego pasase personalmente á los consabidos pueblos y tierras de Indios, y con el mayor ardor y priesa promoviese su transmigracion á los otros territorios que quedaban para España, y que si era posible se hiciese la mu-

Los comisarios
de España
se embarcan.

danza con toda aceleracion, que estoviese ya hecha y concluida para cuando llegasen los comisarios reales de España que estaban ya para embarcarse en Cádiz así como los de Portugal estaban ya en el Brasil.

Se ofrecen
los premios
correspondientes.

Deciásele tambien que caso de que no pudiese por sí mismo pasar á las Misiones á ejecutar lo que se le ordenaba, enviase ó señalase en las Misiones mismas sujetos de toda satisfaccion á quien diese todas sus veces en órden á efectuar aquel negocio. Y finalmente como aquella carta se le enviaba abierta á nuestra corte ó su primer ministro, aunque contra nuestro comun estilo, prudentísimamente se le ofrecian los premios correspondientes al buen efecto de lo que con sumo empeño se le encargaba, y se le encargaba con tanto que el mismo padre general decia que deseára, si posible le fuere, irlo á ejecutar todo por sí mismo. Mas despues el padre provincial, recién llegado de un camino de mas de 300 leguas que anduvo desde Lima á Córdoba del Tucuman, donde recibió esta carta, por el cansancio, por su mucha edad y por sus habituales achaques, no pudo pasar como deseaba á las Misiones en persona con toda aquella presteza que se le ordenaba, y así por no detener ni un instante el negocio, ántes por acelerarlo mas que si él fuera en persona á ejecutarlo, despachó luego un expreso ó posta señalando para la ejecucion en su lugar al sujeto mas apto para el caso, cual lo era el padre Bernardo Musdorfer, superior actual de todas aquellas misiones, quien ya lo habia sido otra vez ántes de ser rector del colegio de Santa Fé y prepósito provincial de toda la provincia, peritísimo en las lenguas, y lo que mas hacia al caso en el negocio de los Indios y estimadísimo de ellos, entre quienes habia vivido 35 años y sido muchas veces cura en dos de los siete pueblos, y habia estado várias temporadas en todos. Lo cual individualizó con esta menudencia para que mejor se vea á quién señaló el padre provincial, aunque como recién llegado á la provincia no conocia á misionero ninguno por solo los informes, y propuesta que de este le hicieron uniformemente sus consultores, y la sinceridad con que los jesuitas del Paraguay procedieron en cooperar á la espontánea y pacífica mudanza de los Indios y en-

Se despacha
un expreso.

Espontánea
cooperacion
de los jesuitas
en la pacificacion
de las Indias.

trega de sus tierras y pueblos en ejecucion del real tratado, no obstante las sospechas y desconfianzas que sin saberlo nosotros todavía habian introducido (1).

(1) Este documento inédito se encuentra en la Real Academia de Historia de Madrid, en la coleccion de manuscritos de Don Benito de la Mata Lináres, tomo VIII.



TABLE DU ONZIÈME VOLUME.

	Pages.
INTRODUCTION	1
1489. 12 mai. Cédula ordonnant qu'au passage de Christophe Colomb on le reçoive bien partout, et qu'on lui procure tout ce qui lui est nécessaire	72
1492. Note relative à la patrie de l'amiral Christophe Colomb, aux occupations auxquelles il se livra dans les années antérieures à la découverte des Indes, et à ce qui arriva pendant son premier voyage, suivie du traité qu'il fit avec les Rois Catholiques	1
— Relation succincte de l'origine et de la patrie de l'amiral Christophe Colomb, particularités qui lui sont relatives, motifs qui le déterminèrent et manière dont se fit son premier voyage pour la découverte des Indes, avec les noms des pilotes qu'il conduisit et ceux des caravelles dont se composait son expédition, etc.	2
— 17 avril. Capitulation de Santa-Fé, suivie des conclusions (en latin) données par le licencié Villalobos dans le procès entre le neveu de Christophe Colomb et le procureur du fisc	18
— 30 avril. Lettres patentes données à Grenade par les Rois Catholiques, et concédant à Christophe Colomb les titres d'amiral, vice-roi et gouverneur des îles et terre ferme qu'il découvrirait. — Confirmation des mêmes privilèges donnée à Barcelone le 28 mai 1493.	5
1493. 20 mai. Ordre royal nommant Christophe Colomb	

	Pages
capitaine général de la flotte qui allait partir pour les Indes, et lui interdisant d'aller à la mine appartenant au roi de Portugal	73
1493-95. Lettres du grand cardinal d'Espagne et des Rois à Mosen Jaime Ferrer; réponses de celui-ci et son opinion sur le partage de l'Océan avec le roi de Portugal; autre lettre de Ferrer à Christophe Colomb.	75
1493. 5 sept. Cédule informant D. Juan de Fonseca de l'état des affaires avec le Portugal, et le chargeant de hâter le départ de l'amiral et d'envoyer la flotte de Biscaye à la côte de Grenade pour transporter en Afrique Muley Boabdil et d'autres Maures.	86
— 5 sept. Lettre missive de la Reine Catholique; elle envoie à l'amiral une traduction du livre qu'il laissa à Son Altesse; elle le remercie de ses services; elle le charge de lui envoyer la carte marine et l'engage à ne pas différer son départ; elle lui parle des affaires de Portugal et lui dit d'agir avec prudence . . .	87
— 5 sept. Lettre missive des Rois engageant l'amiral à partir le plus tôt possible et à s'écarter de la côte de Portugal; ils l'informent de l'état des affaires avec ce royaume et des nouvelles découvertes des Portugais; ils lui indiquent ce qu'il devra faire à l'égard des vaisseaux de ce pays qui iraient à la découverte dans les mêmes parages que lui; ils demandent s'il pense que la bulle doit être rectifiée; ils ont vu la lettre qu'il leur laissa et désirent qu'il leur envoie les degrés des îles et terres découvertes et la carte marine; ils lui recommandent de conduire avec lui un bon astronome.	89
— 25 sept. Bulle d'extension de la concession et donation apostolique des Indes, traduite en langue vulgaire .	91
1494. 16 août. Lettre des Rois à Christophe Colomb, en réponse à celle qu'il leur écrivit par Torres, sur les événements de son second voyage aux Indes; après l'avoir remercié pour tout, ils demandent qu'il les informe du nombre d'îles qu'il a découvertes, des noms qu'il leur a imposés, de ceux que leur donnaient les naturels, etc.; ils lui envoient la capitulation faite avec le roi de Portugal, l'engageant à venir, s'il le peut, pour la démarcation, etc.	115
— Discours dans lequel on démontre que les Rois Catho-	

TABLE.

381

Pages

	liques n'étaient pas obligés à tenir la capitulation faite avec le roi de Portugal à Tordesillas, sur la ligne de démarcation.	40
1495. 10 avril.	Ordre royal réglant ce qui devait être observé à l'égard de ceux qui voulaient aller s'établir dans les Indes, et de ceux qui désiraient aller à la découverte de nouvelles terres	93
— 16 avril.	Lettre des Rois chargeant l'évêque de Badajoz de mettre en nantissement le produit de la vente des Indiens envoyés par l'amiral, jusqu'après consultation pour s'assurer si l'on peut ou non les vendre	97
— 5 mai.	Lettre engageant l'évêque de Badajoz à complaire en tout au frère de l'amiral, et à lui écrire en termes agréables, pour effacer tout ressentiment qu'il pourrait conserver.	98
— 5 mai.	Cédula des Rois enjoignant à l'évêque de Badajoz de ne pas réclamer à D. Diego Colon une certaine quantité d'or qu'il rapporta pour lui des Indes, et dont ils lui font remise	99
— 7 mai.	Capitulation relative à la nouvelle de la prorogation convenue entre les Rois Catholiques et celui de Portugal, sur les dix mois dans lesquels les caravelles des deux royaumes devaient procéder à la démarcation et au partage de l'Océan, d'après la capitulation de 1494	49
— 1 ^{er} juin	Lettre des Rois rappelant à l'évêque de Badajoz qu'il ne doit pas exiger de D. Diego Colon l'or qu'il rapporte des Indes; puisque celui-ci n'a plus l'intention de se rendre en Italie, qu'il n'y aille pas, et qu'il réside où il voudra.	99
1497. 23 avril.	Instruction des Rois Catholiques à l'amiral pour favoriser la population des îles et de la terre ferme découvertes et à découvrir dans les Indes	100
— 23 avril.	Confirmation des privilèges contenus dans le traité et la capitulation des Rois Catholiques avec Christophe Colomb	104
— 12 juin.	Cédula royale portant que les dépenses faites par Colomb dans son expédition de découverte, et celles qui se feront dans le voyage qu'il va entreprendre avec la flotte royale, seront pour le compte de Leurs Majestés	107
— 15 juin	Instruction des Rois à Colomb pour le bon	

	Pages.
gouvernement et l'entretien des Espagnols restant aux Indes	109
1497. Etat détaillé de l'artillerie et des munitions fournies par Gonzalo Fernandez de Oviedo pour les trois navires et la patache qui furent armés dans la ville de Saint-Domingue	113
1500. 20 juin. Cédula ordonnant que les Indiens amenés des îles et vendus par ordre de l'amiral seront mis en liberté et reconduits dans leur pays	115
— 20 juillet. Capitulation conclue au nom des Rois Catholiques avec le commandeur Alonso Velez de Mendoza et ses cautions, pour aller à la découverte des îles et de la terre ferme dans les parages des Indes . . .	116
— Copie littérale d'une feuille détachée, de la main de Christophe Colomb, écrite, selon toute apparence, lorsqu'il était amené prisonnier	122
1501. 3 sept. Bulle de concession des dîmes des Indes aux Rois Catholiques	123
1502. Février. Lettre de Christophe Colomb au pape, par laquelle il lui fait part du résultat de ses précédents voyages; il manifeste le désir de se présenter à Sa Sainteté; il le supplie de le faire accompagner, dans le nouveau voyage qu'il va entreprendre, par six religieux destinés à prêcher l'Evangile	125
— 14 février. Instruction particulière donnée par les Rois à Christophe Colomb, sur ce qu'il doit observer dans son quatrième voyage aux Indes et dans les préparatifs des navires qu'il y conduit	128
1505. Janvier. Lettre par laquelle l'amiral Christophe Colomb demande au Roi Catholique qu'il nomme son fils D. Diego pour lui succéder dans l'administration des Indes	131
— Janvier. Mémoire de D. Diego Colomb, rappelant au Roi Catholique les travaux de l'amiral son père; il demande qu'on lui restitue ce qui lui a été pris et que l'administration des Indes passe entre ses propres mains, selon le désir de son père.	132
— 15 sept. Instruction pour Améric Vespuce, avec une lettre au secrétaire Gaspard de Gricio	133
1506. 19 mai. Testament et codicille de l'amiral Christophe Colomb, écrit à Valladolid	137
— Discours sur les moyens dilatoires et les interprétations	

